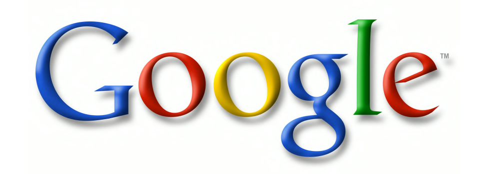
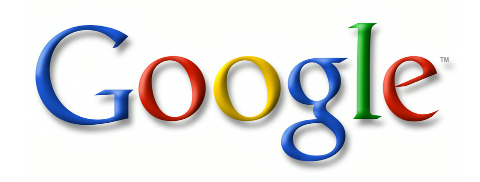







116. b. 5.
DOMI NUS ILLU
MINA TIO MEA
Taylor Institution.



HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

De l'Imprimerie de DEMONVILLE, rue Christine n° 2.

HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

NOUVELLE ÉDITION,

RÉDIGÉE SUR DE NOUVEAUX DOCUMENS, ET AUGMENTÉE D'UN GRAND NOMBRE DE CARTES ET DE PLANS;

PAR LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL JOMINI,

Aide-de-camp général de S. M. L'EMPEREUR DE RUSSIE, grand'croix de plusieurs ordres.

TOME CINQUIÈME.

CAMPAGNE DE 1794. — PREMIÈRE PÉRIODE.

A PARIS,

CHEZ ANSELIN ET POCHARD,

SUCCESSEURS DE MAGIMEL,

LIBRAIRES POUR L'ART MILITAIRE, RUE DAUPHINE N° 9.

1820.

HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

LIVRE VI.

CAMPAGNE DE 1794. — PREMIÈRE PÉRIODE.

SOMMAIRE.

Situation de l'Europe. — Procès des sociétés révolutionnaires à Londres ; suspension de l'*habeas corpus*.— Kocziusko insurge la Pologne. — Discussion avec le Danemarck et la Suède, sur les droits des neutres. — Croisière dans la Baltique. — La terreur continue à désoler la France. — Danton est condamné à mort. — Préparatifs des puissances belligérantes. — Plan de campagne de Mack. — Traité de La Haye, entre les Prussiens et les Anglais.

L'Empereur se rend en Belgique, pour donner plus d'unité aux opérations. — Les Alliés investissent Landrecies. — Efforts inutiles des Français pour sauver cette place. — Combats sanglans de Priche, de Fay et de Troisville. — La droite de l'armée du Nord se réunit avec celle des Ardennes à Beaumont. — Combats de Bossut et Walcourt. — La gauche débouche de Lille sur la Lys. Moreau investit les Hanovriens à Menin, et Souham s'empare de Courtray. — Clairfayt est battu isolément à Moucron et Mont-Castrel. — Landrecies capitule. — Combats réitérés à Binch,

Merbes et Rouvroy. — Obstination de St.-Just à faire réussir le passage de la Sambre. — Le prince de Kaunitz force trois fois le général Desjardins à repasser cette rivière. — Le comité de salut public ordonne à Jourdan de marcher avec 40 mille hommes de la Moselle sur Charleroi. — Le duc d'Yorck vole au secours de Clairfayt, qui est encore battu à Courtray avant son arrivée. — — Le prince de Cobourg se dirige de Landrecies sur Tournay, pour accabler la gauche des Français, et détache le prince d'Orange sur la Sambre, pour renforcer Kaunitz. — Le généralissime des Alliés est prévenu et battu à Tourcoing. — Inutile et sanglante bataille de Pontachin. — L'Empereur retourne à Vienne.

Pichegru prend Ypres. — Combats de Rousselaër et de Hooglede. — Jourdan passe la Sambre, et investit Charleroi. — Le prince d'Orange lui en fait lever le siége. — Le général français effectue un cinquième passage, et prend cette place. — Cobourg, informé des efforts dirigés sur la Sambre, se décide à y marcher avec le gros de son armée. — Bataille de Fleurus. — Faux mouvement prescrit par le comité sur Ostende. — Retraite des Alliés sur Bruxelles. — Combats de Mons, Waterloo et Louvain. — Jourdan prend position derrière la Meuse; et Pichegru, au-delà d'Anvers. — Scherer forme le siége des forteresses rendues aux Autrichiens dans la campagne précédente.

État des affaires sur le Rhin. — Mœllendorf profite du départ de l'armée de la Moselle, pour reprendre Kayserslautern : il ne marche point sur la Meuse ou la Sambre, comme le plan de campagne le portait. — Les Français, renforcés par 10 mille hommes des Alpes, prennent l'offensive à leur tour.

L'armée des Alpes s'empare du Mont-Cenis et du Petit-St.-Bernard : celle d'Italie, déjà dirigée par Bonaparte, général d'artillerie, enlève la position formidable de Saorgio et du Col-de-Tende. — L'ennemi est rejeté dans la plaine du Piémont.

Dugommier, après la reddition de Toulon, marche aux Pyrénées-Orientales : il chasse les Espagnols de leur célèbre camp du Boulou; prend 150 pièces de canon; rejette l'ennemi jusques sous Figuères; puis investit Bellegarde et prend Collioure avec 7 mille prisonniers. — Aux Pyrénées-Occidentales, Muller profite de l'hiver pour former ses nouvelles levées : il s'empare des débou-

chés de la vallée de Bastan, et attend un renfort de la Vendée, avant de tenter une invasion sérieuse. — Le général Caro, malgré son infériorité, veut attaquer le camp de Croix-des-Bouquets et calvaire d'Urrugne; il est repoussé.

Événemens dans la Vendée depuis le mois de novembre. — La France, tourmentée par une famine cruelle, fait des achats de grains dans le Levant et aux Etats-Unis. — La flotte de Brest sort pour protéger l'arrivage de 200 voiles: elle est battue par lord Howe à l'Ouessant, avec perte de sept vaisseaux pris, et d'un grand nombre coulés ou endommagés. — Affaires de St.-Domingue. — Prise de la Martinique.

État de l'intérieur, depuis la mort de Danton. — Journée du 9 thermidor. — Supplice de Robespierre, St.-Just, et autres chefs de la Montagne.

CHAPITRE XXIX.

Aperçu de l'état général de l'Europe. — Discussions sur les droits des Neutres. — Mort de Danton. — Plans et préparatifs des Puissances belligérantes. — Traité de La Haye.

Angleterre.

La guerre allumée par les sophismes des Girondins venait à peine de commencer, et déjà l'Europe était dans une confusion absolue. Toutes les relations des états qui depuis Charles-Quint et la paix de Westphalie ne se fondaient pas uniquement sur leur intérêt particulier, mais embrassaient encore un système général d'équilibre, se trouvèrent renversées en un clin-d'œil; et l'arène diplomatique ne fut bientôt plus

qu'un labyrinthe inextricable, où les cabinets cherchaient vainement à distinguer leurs alliés de leurs ennemis.

Toute balance maritime était de même rompue; car bien qu'il n'eût pas été tiré un seul coup de canon sur les mers depuis le commencement des hostilités, le pavillon britannique dominait orgueilleusement dans tous les parages des deux hémisphères.

Les causes de cette étonnante et subite révolution n'auront point échappé à nos lecteurs. D'abord, l'anarchie qui désolait la France avait aussi exercé ses ravages sur la marine. Les déclamations frénétiques de ces gens de loi que la tourmente révolutionnaire avait jetés du barreau à la tribune, et qui par cela même se croyaient capables de régir l'état, aliénèrent toutes les puissances qui avaient les mêmes intérêts qu'elle; ensuite l'ineptie du duc d'Alcudia, qui s'allia à l'Angleterre, à l'instant où il aurait fallu renouveler la triple alliance de 1779 pour sauver la marine européenne; enfin l'intérêt évident et momentané de Catherine, qui la porta à sacrifier toute autre considération à la réussite de ses projets sur la Pologne: telles furent les causes primitives de la grandeur anglaise.

Quelque disposé que l'on soit d'ailleurs à rendre justice au mérite de la marine britannique, et à reconnaître la valeur et le génie des Blacke,

des Anson, des Rodney et des Nelson, on conviendra que ses succès n'auraient point obtenu les résultats qui font aujourd'hui le désespoir des peuples du continent, si tant d'incidens étrangers et d'alliances monstrueuses ne les eussent préparés. En effet, les Anglais étaient déjà maîtres des mers en 1793, avant que leurs escadres eussent eu l'occasion de faire preuve de supériorité sur celles des Français.

Lors même que le cabinet de Londres n'aurait pas provoqué, par d'habiles menées, un état de choses si favorable à ses intérêts, on pense bien qu'il devait se hâter de le mettre à profit. Il augmenta ses forces de terre et de mer par toutes sortes de moyens. L'armée régulière fut portée à 60 mille hommes; Pitt obtint de plus le doublement des milices et l'autorisation de soudoyer 40 mille émigrés ou étrangers (1). La marine fut portée à 85 mille hommes. Lord Moira, destiné comme on sait à débarquer 10 mille auxiliaires en Vendée, attendait à Jersey et Guernesey que l'occasion manquée par la résistance de Granville, se représentât. L'élite des émigrés formait le gros de sa troupe; 4 mille Hessois devaient la renforcer avec quelques bataillons na-

(1) Ces 40 mille hommes étaient des troupes à la solde et au service des Anglais. On ne comprend pas les subsidiaires; tels que les Prussiens, les Piémontais, etc.

tionaux. Nous verrons plus tard ce corps descendre à Ostende, pour réparer les pertes essuyées par le duc d'Yorck en Flandre. Les forces qui venaient de détruire et d'évacuer Toulon, alors disponibles, cinglèrent vers la Corse afin d'aider Paoli à en chasser les républicains. Un armement formidable venait de mettre à la voile pour les Antilles, où le général Grey était chargé de venger l'échec essuyé à la Martinique, et d'assurer la prise de possession des autres colonies.

Moins jaloux cependant de la possession de quelques îles que du monopole du monde et de l'empire absolu sur les mers, le ministère anglais jugea que la destruction du système de neutralité lui garantirait seule ces résultats, en même temps qu'elle tarirait dans ses sources le commerce des autres puissances. Renversant donc par ses déclarations du 8 juin 1793 les principes du droit des neutres consacrés en 1780, il ordonna à ses vaisseaux d'enlever tous les bâtimens destinés pour la France, et les autorisa même à presser sur les navires américains les matelots nécessaires pour compléter leurs équipages. Mesure remarquable qui signala l'origine d'un droit public nouveau, et d'une guerre à outrance.

Tant de prospérités n'étaient cependant que le prélude de celles promises au cabinet britannique par la tournure générale des affaires. Toutefois cette situation brillante n'était point exempte

d'orages. Dans un pays opulent, où la fortune mobiliaire et les capitaux sont hors de proportion avec les biens fonciers, il est impossible que les riches plébéiens ne soient pas jaloux des fonctionnaires publics et des grands propriétaires; aussi, les maximes républicaines y avaient elles de nombreux partisans; et si la masse de la nation, animée du plus sincère patriotisme, restait attachée à ses institutions malgré leurs défectuosités, quelques esprits ardens criaient à la réforme. En Ecosse surtout, où l'industrie manufacturière s'était développée d'une manière extraordinaire, plusieurs sociétés aspiraient à une répartition moins inégale du pouvoir et des charges de l'état. Bientôt Thomas Muir et Palmer furent accusés d'avoir voulu établir une Convention à l'instar de celle de France. Le ministère instruit de ces complots, et trop bien établi pour les craindre, fit condamner les coupables à la déportation. Mais tel était l'éloignement général de la nation pour la révolte, que cet acte de sévérité suffit pour empêcher toute récidive.

Au surplus, cette tentative mal concertée, tourna au profit du gouvernement. Le 12 mai, un message du Roi informa les chambres des machinations imputées aux sociétés des amis de la réforme, et des mesures ordonnées pour la vérification de leurs papiers. Pitt, saisissant l'à-propos, demanda la suspension de l'*ha-*

beas corpus, qui lui fut accordée, et les signataires de quelques délibérations furent traduits au banc du Roi. L'accusation de haute trahison était formelle; les pièces produites à l'appui paraissaient ne laisser aucun doute; Thomas Hardy fut néanmoins déclaré non coupable (1). Horne Tooke compromit le ministère lui-même, et subjugua l'esprit de ses juges par sa fermeté et son aplomb. Les autres accusés furent mis hors de cour, et le public demeura convaincu que cette affaire n'était qu'un coup d'état. En effet, à dater de cette époque, le ministère resta investi de la puissance qu'il ambitionnait. Les uns ont vu dans cette procédure la preuve de l'indépendance et de la justice des tribunaux anglais; les autres ont témoigné leur étonnement de ce qu'une accusation de haute trahison, prouvée par des pièces signées des accusés, restât impunie, et ils conçurent des soupçons de connivence entre le ministère et les tribunaux, et peut-être avec les prévenus eux-mêmes.

Espagne. Bien que le gouvernement espagnol fût plus obéré qu'à l'ouverture de la campagne précédente, les succès de Ricardos en Roussillon le décidèrent à continuer la guerre; et les farces

(1) Entre autres délits, on lui reprochait son adresse à la Convention nationale, lue à la séance du 7 novembre 1792, et qui est assez remarquable pour être rapportée. (Pièces justificatives, n° 2.)

sacriléges, qui venaient tout récemment de souiller le lieu des séances de la Convention, entretenant la haine que les meneurs de la nation castillane vouaient à la France, ils mirent en jeu tous les ressorts usés de leur monarchie pour en activer les préparatifs. Le clergé, la noblesse aussi aveugles que le ministère, n'apercevaient point encore qu'il leur en coûterait peut-être l'Amérique, pour mépriser la maxime que le cabinet de Londres ne perd jamais de vue.

Le Portugal n'avait point changé d'attitude, et attendait les ordres des deux grandes puissances qui l'influençaient. Portugal.

Les puissances d'Italie tremblaient devant les escadres de Hood et de Langara. Italie.

Le roi de Naples, non content de mettre ses vaisseaux à la disposition des Alliés, donna l'ordre à un corps de 18 mille hommes de se tenir prêt pour une expédition lointaine. On disait publiquement qu'après avoir débarqué à Livourne, il irait se joindre à l'armée autrichienne de Lombardie. Des conspirations réelles ou factices, ajournèrent indéfiniment son départ, et le contingent napolitain qui se trouvait à Toulon fut même rappelé dans le royaume.

Le duc de Toscane, cédant aux menaces du chargé d'affaires anglais et aux croisières plus redoutables de l'amiral Hood, avait notifié au résident français de quitter ses états; mais il résista

avec fermeté aux obsessions du ministre de Sardaigne qui réclamait un contingent de deux mille hommes pour les armées combinées.

Gènes dévorait des affronts que sa faiblesse ne lui permettait point de venger. Le sénat auquel il ne restait que la voie des protestations, répondit du moins avec dignité aux menaces de Drake, et témoigna son indignation au sujet de l'enlèvement de la frégate française *la Modeste*.

La république de Venise persistait à garder la neutralité; son gouvernement non moins alarmé des principes proclamés tout récemment par Robespierre, que des succès des armées impériales, ne savait quel parti embrasser : une neutralité subtile, modifiée selon les circonstances, refuge ordinaire du faible comme du fourbe, lui parut l'unique moyen de salut. L'inquisition d'état repoussait donc d'une main les sollicitations du ministre anglais Wolsley, qui plus rusé que Hervey et Drake se servait des termes les plus affectueux pour déterminer le sénat à éloigner le chargé d'affaires de France, tandis que de l'autre elle écartait les demandes du comité de salut public, qui aurait voulu rétablir les ambassades sur le pied où elles existaient avant la révolution. En vain les coalisés insinuèrent-ils que Descorches tramait à Constantinople pour entraîner la Turquie à la guerre par l'appât du territoire vénitien; la république persista dans son

système, et rejeta même les offres de la cour de Naples pour une alliance défensive. Toute son attention paraissait absorbée vers la partie nord de ses frontières; et moins exposée que Gênes aux attaques des Anglais, elle tournait des regards d'inquiétude vers l'Autriche. A la vérité celle-ci avait assez d'occupation pour ne point s'attirer sur les bras un ennemi qui, placé sur les derrières de ses armées de Lombardie, aurait pu lui causer de grands embarras. Cependant le sénat, influencé par les déclamations du patricien Pesaro, et dans l'espoir d'en imposer à tous, prit avec ostentation, le 16 avril, des mesures pour repousser les attaques dont il n'était point encore menacé. Un décret fixa les forces régulières à 40 mille hommes, et les milices à 70 mille. Le manque d'argent et l'éloignement du danger firent de ce décret une véritable fanfaronnade; et l'armée disponible, ne dépassa jamais 8 mille hommes.

Le roi de Sardaigne resta ainsi seul aux prises avec la France; et nous verrons plus tard l'inutilité des efforts de l'Autriche pour lui procurer des auxiliaires.

La situation de la Hollande n'avait subi aucun changement. La retraite de Dumouriez avait fait disparaître le danger apparent qui menaçait ses frontières; mais, si les flottes hollandaises arrivaient encore librement dans ses ports et les Hollande.

vivifiaient par le commerce, cette prospérité passagère devait être trop chèrement achetée, pour que les vrais patriotes n'en fussent point alarmés, et ne la regardassent comme le précurseur de la ruine totale du commerce de la république.

Nord. Le second démembrement de la Pologne, consenti à la diète de Grodno, tenant les Polonais en fermentation, Kocziusko avait profité de cette disposition des esprits pour lever, le 23 mars, l'étendard de l'insurrection à Cracovie. Cet incident qui attirait toute l'attention de Catherine, formait une puissante diversion aux affaires du midi, en contraignant la Prusse et l'Autriche, déjà ébranlées par les revers essuyés en Belgique et dans le Palatinat, à faire filer vers la Pologne une partie des troupes qu'il eût été si nécessaire de diriger sur le Rhin, pour ramener la victoire sous leurs drapeaux (1).

Le profond silence de l'Angleterre sur ce grand événement, contraste trop avec le dévouement qu'elle affecta quatre ans auparavant envers les Polonais, pour ne pas autoriser à croire qu'il fût acheté par la Czarine, aux dépens de quelques concessions maritimes.

---

(1) Ayant consacré un chapitre particulier de la seconde période, pour traiter tout ce qui est relatif à ce dernier effort de la Pologne, nous y renvoyons nos lecteurs.

En effet, une flotte de 25 vaisseaux de ligne, aux ordres des amiraux Kruse et Tschitschagoff, établit une croisière dans la Baltique; sinon pour entraîner le Danemarck et la Suède dans une ligue contraire à leur politique, du moins en vue de les forcer à reconnaître le droit de visite envers tous les bâtimens destinés pour la France. L'habile Impératrice, en paraissant sanctionner un moment la législation maritime de la Grande-Bretagne, aplanissait à-la-fois les difficultés majeures que le cabinet de Londres aurait pu mettre à l'accomplissement de ses projets, et minait sourdement les deux puissances du Nord, rivales de sa prospérité.

Cependant la prudence du duc de Sudermanie et l'habileté du ministre de Bernstorff, luttèrent avec succès contre ces efforts, auxquels d'ailleurs l'Impératrice n'attachait qu'un faible prix, puisqu'ils la concernaient bien moins que ses alliés. Les notes du comte de Stackelberg à la cour de Stockholm, du 30 juillet 1793, destinées à sanctionner la fameuse déclaration du ministère anglais du 8 juin, restèrent sans effet; et Catherine entendait trop bien ses intérêts pour ne pas s'en consoler; puisque, tout en remplissant les obligations de son alliance, elle avait atteint le double but qu'elle se proposait, sans faire triompher entièrement la cause des Anglais, et sans en venir avec la Suède et le

Suède et Danemarck.

Danemarck à des hostilités réelles, qui, dans ce moment, eussent été contraires à la réussite de ses entreprises.

Les efforts de l'ambassadeur anglais Hayles, et les raisonnemens captieux de ses notes, échouèrent de même contre la logique victorieuse de M. de Bernstorff et les droits imprescriptibles des nations. Ces débats, monument remarquable de la politique du temps, sont d'autant plus dignes d'être connus (1) qu'ils peuvent éclairer des puissances plus à portée de faire triompher un jour les principes du droit maritime.

Ainsi au milieu du bouleversement général de l'Europe, la Suède et le Danemarck se conduisaient avec une sagesse exemplaire; et voulant assurer l'indépendance de leur pavillon, elles signaient, le 27 mars 1794, un traité d'alliance défensive, qui stipulait l'armement de 16 vaisseaux pour la conservation des usages consacrés par le droit des gens, et notamment par le traité de 1780; renouvelant à cette occasion la clause qui fermait la mer Baltique aux bâtimens armés des puissances qui n'y possédaient aucun port.

Prusse. La Prusse, toute occupée de ses affaires de Pologne, mécontente de ce qui s'était passé en

(1) Voyez les ouvrages d'Arnoud, et autres publicistes. Mémoires de l'ambassadeur anglais Hayles à la cour de Danemarck, et les réponses du ministre Bernstorff. (Pièces justificatives, n° 1.)

Alsace, entre Wurmser et le duc de Brunswick; et bien convaincue qu'elle combattait sur le Rhin pour des intérêts étrangers, tant que les républicains ne franchiraient pas ce fleuve, menaça de retirer ses troupes de la coalition, et de ne laisser en ligne que le faible contingent dû par l'électeur de Brandebourg. La politique anglaise fut prompte à détourner ce coup : on entama d'abord des négociations avec la diète de Ratisbonne, pour l'engager à prendre à sa solde partie de ces guerriers qui se proclamaient ses protecteurs; mais ces négociations traînant en longueur, on conclut à La Haye un traité de subsides qui leva tous les obstacles. Ainsi les troupes de Frédéric-Guillaume, prêtes à retourner dans leur patrie, restèrent exposées sur le théâtre de la guerre à de nouveaux affronts, uniquement pour combler le déficit que les dissipations du roi avaient causé dans les coffres de l'état. Mais ce qu'il y eut de plus remarquable dans ce traité, c'est que la Hollande consentit à payer partie de ce subside; comme si l'intégrité de son territoire n'eût pas été plus assurée en adoptant la neutralité, qu'en stipendiant une armée mercenaire dont elle ne pouvait disposer.

Si le cabinet de Berlin suivait une politique ambiguë, ce n'est pas qu'il manquât de conseillers instruits; mais ils n'étaient point doués de cette perspicacité qui saisit l'avenir d'un coup-

d'œil rapide, et assigne à une puissance le rôle qu'elle doit jouer dans les grandes révolutions politiques de l'Europe. Indisposés contre les Autrichiens, craignant d'un autre côté de les abandonner au moment où les efforts surnaturels de la France semblaient compromettre l'Allemagne; combattus par la nécessité de mettre fin aux excès de la faction de Robespierre, ils se laissèrent entraîner à la continuation d'une guerre où il y avait peu d'avantages réels à recueillir. Leur embarras s'accrut encore quand la nouvelle de l'insurrection de Kocziusko en Pologne, vint mettre en doute la réussite du projet de partage. Cette circonstance, qui eût dû les décider à tourner leurs efforts de ce côté, pour y prendre une attitude respectable, ne fixa point leurs irrésolutions; et après mille fluctuations, ils crurent dignement remplir leur tâche, en laissant au maréchal Suwaroff le soin de réduire Varsovie, et en vendant 60 mille hommes au cabinet de Londres.

Autriche. Le prince de Kaunitz vivait encore; mais depuis près d'un an le cabinet de Vienne était partagé entre le comte de Cobentzel qui dirigeait les affaires d'Italie, et le baron de Thugut chargé du porte-feuille des relations extérieures.

Depuis la mort de Louis XVI, et surtout après celle de Marie-Antoinette, l'Autriche n'avait plus de motif de continuer la guerre, à moins que ce

ne fût pour en tirer une juste vengeance, sans égard aux torts qu'elle se faisait à elle-même par cette détermination. Que pouvait vouloir en effet le cabinet de Vienne; dominer en Italie? il était maître à Turin, à Florence et à Naples, et la France ne le lui contestait point. Régner en Allemagne? personne ne lui disputait ni le sceptre impérial, ni l'influence constitutionnelle sur l'Empire germanique qui en résultait. Conserver la Belgique? mais on ne songeait pas sérieusement à la conquérir, et on eût reconnu l'Empereur légitime possesseur de ces riches provinces, s'il avait simplement consenti à reconnaître la république. C'était donc pour combattre des dogmes politiques que le sang coulait à si grands flots! L'expérience a suffisamment prouvé combien cette erreur fut fatale.

Cependant, comme un cabinet sage ne fait jamais la guerre sans un but d'utilité directe, il faut bien croire que si l'opposition des doctrines l'alluma, la diplomatie voulut la faire tourner à son profit. La cour de Vienne s'apprêtait en même temps à revendiquer une partie des Gallicies, et à venger les défaites de Wattignies et de Wissembourg. En atteignant ce double but, l'Autriche comptait bien s'approprier aussi la première ligne des places de France, afin de remplacer la perte de celles rasées en Flandre par ordre de Joseph, et Strasbourg et Landau n'é-

taient pas moins convoités par le conseil aulique, que Thorn et Dantzig par Frédéric-Guillaume.

Turquie. La Porte-Ottomane, dont les anciennes relations avec la France s'étaient altérées depuis les services signalés que cet empire avait reçus de la ligue anglo-prussienne en 1791, conservait la neutralité, autant qu'elle est compatible avec un refus de reconnaître les ambassadeurs. Toutefois, le commerce du Levant entravé par les croisières anglaises, quittait peu-à-peu la route de Marseille, pour prendre celle de Londres. Les ports de Smyrne et de Constantinople ne signalèrent bientôt plus que le pavillon britannique. Les draps anglais remplacèrent insensiblement ceux du Languedoc, et tous les produits d'industrie française tombèrent peu-à-peu dans le même discrédit.

Descorches, chargé, comme on sait, de rétablir la bonne harmonie, éprouva d'abord quelques obstacles, et le pacha de Trawnick le fit même arrêter sous prétexte qu'il n'était point muni du firman nécessaire pour être admis dans les états ottomans; mais il parvint enfin à sa destination, au milieu de 1793. Quoique le divan différât de le reconnaître publiquement, on prétend que cet agent avait réussi à lui inspirer de meilleurs sentimens envers la république, et qu'il était même à la veille de conclure une alliance, quand

la nouvelle de la prise de Toulon, qui livrait la Méditerranée aux Alliés, et l'arrivée du général Kutusoff, en qualité de ministre de Russie, renversèrent toutes ses espérances. Cédant aux insinuations anglaises et à l'ascendant du négociateur de Catherine, la Porte refusa de reconnaître Descorches comme envoyé d'un gouvernement qui n'était reconnu lui-même par aucune puissance. L'anarchie s'introduisit bientôt parmi les Français établis à Constantinople; les royalistes de leur côté élurent un chargé d'affaires, qui ne fut pas plus accrédité que celui des Jacobins.

La Suisse ayant heureusement résisté à toutes les intrigues de Wickam et de Fitz-Gerald, de même qu'aux vues de l'avoyer Steiger, recueillait tous les avantages de la neutralité. La république française, en guerre avec toute l'Europe, n'entretenant avec les autres nations que des relations incertaines et dangereuses, depuis que la mer était au pouvoir de ses ennemis, trouva dans la Suisse une factorerie commode, qui lui permit de trafiquer avec les peuples du continent. Le cuivre pour le radoub de ses vaisseaux, le chanvre pour ses cordages, les remontes pour sa cavalerie et son artillerie, les bestiaux pour nourrir ses armées, en un mot, tout ce dont elle avait besoin lui arrivait par Bâle, qui, à son tour, répandait les marchandises de fabrique française dans le Nord, en Allemagne et en Italie. Cette Suisse.

époque fut celle de la prospérité de la Suisse; et la France, qui y trouvait bien son compte, avait encore l'avantage de voir sa frontière, la plus dénuée des défenses de l'art, à l'abri d'insulte.

Etats-Unis. Les Etats-Unis d'Amérique fleurissaient à l'ombre de l'olivier, sous le gouvernement de Washington qui venait d'être réélu président à l'unanimité. Trop éloignés de l'atmosphère des orages, pour en éprouver d'abord les effets, ils ne pouvaient que vivre en bonne intelligence avec la nouvelle république. Profitant même de ses désastres, ils recueillaient les émigrés de France et des colonies, et commençaient à établir des relations avantageuses avec ces dernières, à mesure que la métropole se voyait contrainte de les abandonner.

Cependant, quelques nuages s'étaient élevés en 1793, par l'ineptie et l'imprudence de divers agens français. Le ministre Genets, sans ménagement pour Washington, attaqua publiquement la validité de ses actes; et la forme de ses plaintes, quel que fût d'ailleurs leur fondement, parut aussi inconvenante qu'impolitique. Il n'en résulta heureusement qu'une froideur passagère entre les Américains, et la république, qui avait imaginé se constituer à leur imitation.

Ces peuples, essentiellement navigateurs et commerçans par leur position, leurs intérêts, et l'immense étendue de leurs côtes, trouvaient,

dans la neutralité, la plus puissante garantie de leur accroissement. L'Océan était couvert de leurs vaisseaux; et la France s'estimait trop heureuse, de conserver par leur entremise quelques moyens d'alimenter le mouvement de ses ports. Déjà Bordeaux, Nantes et le Hâvre, ne voyaient que des navires américains ou danois. Non-seulement ils y conduisaient les denrées exotiques, et se chargeaient des vins et autres articles nécessaires à la consommation du Nouveau-Monde et du Nord; mais encore, de nombreux convois apportaient en France du riz et même des grains, d'autant plus précieux, qu'une horrible famine la menaçait. On jugera à quel point les prétentions des Anglais contre les neutres, consacrées par les déclarations du 8 juin 1793, et amplifiées par leurs croisières, obscurcirent la sérénité de cet horizon. Les vaisseaux britanniques arrêtaient les navires américains, sans aucun égard pour les droits reconnus par les traités antérieurs, les saisissaient ou exerçaient la presse sur leurs équipages.

Déjà plus de 500 bâtimens avaient été victimes de ces mesures destructives, quand les Etats-Unis envoyèrent M. Jay à Londres. On lui promit des amendemens à cette législation tyrannique. Il fit, de son côté, quelques concessions; et une paix apparente suspendit, pour quelques an-

nées, une rivalité dont les Américains ne se sont jamais dissimulé ni l'existence ni le danger.

Etat de la France.

La France, gémissant dans son intérieur sous un gouvernement mille fois plus odieux que celui de Sylla et de Marius, était toujours en proie aux factions et sous la hache des bourreaux. Le régime sanglant de la terreur étendait partout ses ravages; et les six premiers mois de cette année surpassèrent encore en cruautés la fin de 1793.

La guerre de la Vendée, malgré les défaites des royalistes au Mans et à Savenay, venait de se rallumer; et si cette plaie politique n'était plus mortelle pour la république, elle devait tarder bien long-temps à se fermer.

A ces maux, il fallait ajouter toutes les horreurs d'une famine cruelle. L'urgence de pourvoir aux premiers besoins des masses nombreuses qui s'étaient précipitées aux frontières, aurait absorbé les finances du plus riche empire: le comité y pourvut en multipliant les assignats. Leur planche fut mise en permanence, comme les instrumens de mort du gouvernement révolutionnaire; et, pour me servir de l'expression de Barrère, on battit à-la-fois monnaie sur la place de la révolution et au couvent des Capucines (1). Mais la dépréciation d'un papier qu'on n'émettait

(1) C'est dans l'enceinte de ce couvent que 40 milliards d'assignats furent fabriqués.

plus que par milliards, était si grande, que, malgré la mort dont on menaçait les dépréciateurs, il n'avait plus qu'une faible partie de sa valeur nominale. Le maximum ou tarif des denrées, inventé pour le soutenir à un taux qui le rapprochât du pair, bouleversa, comme nous l'avons dit au volume précédent, toutes les transactions commerciales; les détenteurs de marchandises les cachaient avec le plus grand soin; et les fermiers même furent les premiers à enfouir des denrées, qu'ils ne pouvaient vendre qu'un quart de leur valeur réelle. Ainsi, cette loi, imaginée dans les intérêts du peuple, aussi bien que dans ceux du gouvernement et de son papier, produisit l'effet absolument contraire de celui qu'on s'en était promis : les denrées renchérirent, le pain manqua même totalement; la famine devint si alarmante, que les habitans de Paris assiégeaient dès le point du jour la porte des boulangers, et s'arrachaient quelques onces d'un pain grossier. Le comité, inquiet, avait ordonné des achats nombreux dans tous les ports d'Italie, des puissances barbaresques, et des Etats-Unis d'Amérique. Mais la France, bloquée par mer, entourée sur toutes ses frontières, d'armées menaçantes, ne pouvait se flatter de l'arrivée de ces secours lointains.

Robespierre renverse Danton.

Le choc perpétuel des factions multipliait de jour en jour les crimes, et chargeait encore ce

sinistre tableau. Nous avons dit au chap. XXVII comment Robespierre venait de se débarrasser le 14 mars de celle des Hébertistes par le supplice de ses chefs. Danton semblait désormais le seul capable de lui disputer l'empire ochlocratique qu'il prétendait fonder. A la vérité le génie de Carnot lui portait ombrage; mais, renfermé dans les limites de son cabinet, ce membre du comité s'était borné à diriger les armées, sans aspirer à la gloire tribunitienne, la seule qui fut alors de mode et susceptible de capter les suffrages du peuple. Ce fut donc sur Danton que le tigre s'élança le premier. Un ordre du comité de salut public fit mettre en arrestation dans la nuit du 30 mars ce redoutable compétiteur, ainsi que Lacroix, Camille Desmoulins et Hérault de Séchelles.

Le lendemain St.-Just fit un rapport contre ces *factieux* sur la tête desquels il appelait cette même hache qui devait bientôt faire tomber la sienne. On assure que Danton avait été prévenu deux jours auparavant de l'intention perfide de son rival; mais s'appuyant sur son immense popularité, et trop convaincu que Robespierre n'oserait jamais le mettre en jugement, il dédaigna de prendre les précautions nécessaires à sa sûreté personnelle : il se livra sans résistance à ceux qui vinrent le saisir, et ne retrouva sa farouche énergie que lorsqu'il fut traîné avec ses

complices au pied de ce tribunal sanglant qui lui devait son existence.

A la première nouvelle de l'arrestation du moderne Gracchus, le fantôme de sa popularité s'évanouit comme une vapeur légère : leçon mémorable pour tous les chefs de parti qui, dans les temps de troubles, se figurent que leur renommée est un talisman capable de les protéger contre l'audace de leurs rivaux!

Interpellé par le président du redoutable tribunal de déclarer, suivant la coutume, ses nom et prénoms, Danton répondit d'une voix foudroyante : « Mon nom! il est déjà dans le Panthéon de l'histoire, et mon individu sera bientôt dans le néant. » Cette audacieuse profession de l'athéisme en présence même de la mort, en imposa aux juges, et frappa d'une espèce de stupeur la foule des auditeurs. Danton ne se démentit pas un seul moment, et ne répondit que par des sarcasmes et des injures aux autres questions qu'on lui adressa.

Embarrassés pour prononcer leur jugement, les membres du tribunal envoyèrent consulter la Convention sur le parti qu'ils devaient prendre : cette dernière, sur la proposition de St.-Just, décréta promptement « *que tout prévenu de conspiration qui résisterait ou insulterait à la justice nationale, serait mis sur-le-champ hors des débats.* » En conséquence, le président sans plus

ample informé, prononça contre Danton et ses complices une sentence de mort que la plupart accueillirent avec d'infernales risées.

Conduits au lieu de l'exécution qu'assiégeait une foule immense, presque tous moururent comme ils avaient vécu, sans crainte et sans remords : tout le long du trajet, Danton que ses formes athlétiques faisaient distinguer de loin, murmurait d'une voix lugubre ces mots prophétiques : « J'entraîne avec moi Robespierre aux » enfers ! » Arrivé au pied de l'échelle : « *Mon* » *ami*, dit-il au bourreau, en montant, *tu* » *montreras ma tête au peuple, elle en vaut la* » *peine.* » Son désir fut rempli, et sa tête criminelle, présentée toute sanglante à la populace, ressemblait à celle de la Gorgone. Ainsi mourut ce farouche républicain qui apparut comme un effrayant météore sur l'horizon politique, et à qui de grandes qualités et de grands crimes assurent une affreuse immortalité.

Préparatifs des deux partis.

La douleur des bons Français, à l'aspect des déchiremens auxquels la patrie était en proie, se trouva heureusement modérée par l'attitude imposante de ses armées.

L'hiver s'était passé sans événemens remarquables : de part et d'autre, on l'avait employé à des préparatifs. Ceux de la France furent formidables ; et les Alliés, qui avaient entrepris en même temps le partage de la Pologne, ne surent

pas suppléer, par des levées suffisantes, aux moyens que cette double opération devait distraire de la guerre sur le Rhin.

L'Angleterre seule mit à profit l'exemple que lui donnait la France : elle augmenta par tous les moyens imaginables ses forces de terre et de mer; elle suivait toutefois à une grande distance la progression inouie des levées de la république. Au surplus, cette augmentation de forces n'exerçait aucune influence directe sur les affaires du continent; elles étaient au contraire toutes employées dans l'intérêt colonial et maritime du cabinet de Londres.

L'empire germanique avait voté un quintuple contingent, maximum de ce qu'on pouvait en prétendre. L'archevêque Primat, instigué par l'Autriche, proposa une levée en masse pareille à celle dont le comité venait d'épouvanter l'Europe. La Prusse s'y opposa avec quelque raison; et le cabinet de Vienne vit rejeter une mesure dont il était juste qu'il donnât l'exemple.

L'Autriche et la Prusse n'ajoutèrent, pour ainsi dire, rien aux préparatifs de l'année précédente. La première de ces puissances se contenta de renforcer l'armée des Pays-Bas de quelques régimens, et de recompléter ceux qui en faisaient déjà partie. La Hollande s'en tint à son contingent. L'Espagne et le roi de Sardaigne firent, dans le courant de la campagne, quelques

levées de milices, à mesure que les dangers devinrent plus pressans; mais, outre que cela ne peut être indiqué comme un effort national, le détail de ces dispositions insignifiantes fatiguerait en pure perte nos lecteurs.

Etat formidable des armées républicaines.

La France, au contraire, offrait l'aspect formidable d'un vaste camp. Les décrets du 23 août et du 5 septembre avaient précipité toute la jeunesse aux frontières : près de douze cent mille hommes étaient soldés par la république; et, déduction faite de ceux employés aux services accessoires et à l'armée navale, 700 mille combattans étaient en situation de prendre partout l'offensive, et de rejeter la guerre chez leurs ennemis; le tableau ci-contre, relevé sur l'effectif des cadres, en fera voir la répartition.

ÉTAT *de la force des Armées françaises, à l'époque du 15 avril 1794 (25 ventôse an 2).*

Armées actives.	Infanterie.	Cavalerie.	Artillerie.	TOTAL.
Nord	212,063	24,257	9,502	245,822
Ardennes	27,190	8,168	2,272	37,630
Moselle.	82,267	16,562	4,494	103,323
Rhin	82,711	10,932	4,742	98,390
Alpes.	36,616	2,877	3,509	43,042
Italie.	58,212	556	1,789	60,551
Pyrénées-Orientales. . .	64,919	2,758	2,831	70,508
Pyrénées-Occidentales. .	46,217	2,110	2,455	50,782
Ouest.	16,576	1,936	4,007	22,519
Côtes de Brest.	30,038	625	3,116	34,379
Côtes de Cherbourg. . .	25,244	321	1,823	27,388
TOTAL. . .				794,334

Dans ces nombres sont comprises les garnisons, mais non les troupes composant l'armée de l'intérieur, dont le quartier-général était à Paris ; il faut déduire néanmoins de ces forces, les dépôts et malades qu'on peut estimer au cinquième ; ce qui réduirait les présens à 650 mille.

Ce développement de forces, sans exemple dans les annales modernes, tenait d'autant plus du prodige, que la nation se trouvait livrée à tous les déchiremens d'une guerre civile, et aux persécutions d'un gouvernement odieux. Mais ce ne fut pas aux levées, seulement, que ces efforts se bornèrent : tout ce qui compose les élémens de la puissance nationale, avait été porté à un degré de tension inconnu dans les siècles modernes. La lutte était d'autant moins égale, qu'à cette époque les Souverains coalisés ; réduits aux ressources méthodiques et régulières de leur recrutement et de leurs finances, ne pouvaient faire usage des moyens révolutionnaires adoptés par les chefs de la république. Depuis cette époque, la funeste science des emprunts, des impôts et des levées, a fait de grands progrès; et les réquisitions, le papier-monnaie n'ont plus été considérés comme les fléaux des peuples. Des hommes énergiques avaient créé ces moyens pour sauver leur patrie de l'invasion étrangère; des ambitieux s'en sont servis, afin d'étendre leur puissance; et la jeunesse de notre génération a été ainsi moissonnée, pour satisfaire de folles passions, ou accomplir les calculs d'une froide ambition.

Emplacement des forces au Nord et à l'Est.

A la fin de mars, les troupes françaises tenaient toujours la ligne, depuis Strasbourg jusqu'à Dunkerque, par les corps suivans :

1° L'armée du Rhin, d'environ 45 mille hommes actifs, non compris les garnisons et la division du Haut-Rhin, qui n'employaient pas moins de 48 mille présens sous les armes;

2° Celle de la Moselle, composée de 60 mille combattans;

3° Celle des Ardennes, de 35 mille, dont une partie en garnison.

4° L'armée du Nord, qui seule en formait trois depuis Maubeuge jusqu'à Dunkerque, comptait plus de 160 mille hommes disponibles, répartis dans plusieurs camps, vers Cassel, Lille, Bouchain, Landrecies, Cambray, Guise, Avesnes et Maubeuge.

La moitié de ces troupes venait d'être levée; les soldats avaient à peine des armes, et les officiers n'étaient ni plus aguerris ni plus expérimentés que les sous-officiers et soldats.

L'infanterie se réorganisait. Les bataillons isolés avaient formé jusqu'alors une multitude de petits corps difficiles à manier: on réunit deux bataillons de volontaires nationaux à un de ligne, ce qui composa d'excellens régimens. Cette mesure, en donnant plus de solidité aux corps, détruisit aussi la rivalité qui régnait entre eux, et aurait eu par la suite des effets très-dangereux. L'amalgame, commencé d'abord pendant l'hiver, quelque diligence qu'on y mît, ne fut achevé que vers la fin de 1794.

Alliés.

Les Autrichiens et les émigrés gardaient toujours le Haut-Rhin par un immense cordon qui s'étendait depuis Bâle jusque vers Manheim : on en portait la force, avec les troupes des Cercles, à 60 mille hommes (1), commandés par le duc de Saxe-Teschen.

Les Prussiens cantonnaient autour de Mayence, réunis au corps autrichien du prince de Hohenlohe-Kirchberg. Leur force totale était de 65 mille combattans.

Indépendamment de la garnison de Luxembourg, un corps de 18 mille Autrichiens couvrait cette place et Arlon, sous les ordres de Beaulieu. Le général Blankenstein avec une autre division, occupait Trèves, et en gardait les approches.

L'armée combinée, aux ordres immédiats du prince de Cobourg, comptait, de Namur à la mer, près de 150 mille hommes : son corps de bataille campait autour de Valenciennes et du Quesnoy; sa droite, sous Clairfayt, était établie à Ypres et à Tournay; sa gauche, sous Kaunitz, vers Charleroi.

---

(1) Un état de situation du mois de septembre 1794, porte encore cette armée à 55,179 hommes d'infanterie et 9,190 hommes de cavalerie : ce qui ferait 64 mille hommes, non compris le corps de Hohenlohe-Kirchberg qui se trouvait avec l'armée prussienne. La totalité des forces sur le Rhin, depuis Mayence jusqu'à Bâle, peut donc être estimée de 120 à 125 mille hommes, avec l'armée du feld-maréchal de Mœllendorff.

Les étranges résultats que les efforts des puissances coalisées avaient eus dans la campagne de 1793, firent présager la mauvaise tournure que les opérations prendraient dans celle de 1794. En effet, l'instant favorable pour soumettre ou conquérir la France était passé, et les circonstances bien changées : la république avait eu le temps de créer dix armées, d'assurer par plusieurs victoires, le moral de ses nouvelles levées, et de donner à ses généraux la mesure de la pusillanimité de leurs adversaires.

Les fautes du prince de Cobourg, des ducs de Brunswick et d'Yorck, et du maréchal Wurmser, le défaut d'ensemble et d'union dans leurs plans, l'incertitude de leurs mouvemens, prouvaient assez aux généraux français, qu'ils luttaient à chances égales contre des hommes auxquels l'injuste renommée avait fait une réputation colossale. Leur confiance s'en accrut; et cette circonstance détermina les premiers succès de cette campagne, dont les suites exercèrent une si grande influence sur les destinées de l'Europe.

Plan des Français.

Toutes les versions ne sont pas d'accord sur les premiers plans des deux partis. On a dit que les Français se bornèrent d'abord à vouloir défendre de front la ligne de Strasbourg à Dunkerque, et que le mouvement sur la Sambre et la Lys, fut suggéré par les circonstances. En examinant toutefois l'analogie de ces manœuvres avec les dis-

positions de l'arrêté du comité de salut public, rapporté à la fin du volume précédent, on doit croire que, dès l'ouverture de la campagne, le comité voulut agir offensivement sur les flancs des Alliés; et que Pichegru reçut les mêmes instructions données à Jourdan après la bataille de Wattignies. Mais prévenus par l'attaque de Cobourg sur Landrecies, les Français durent y apporter quelques modifications, et l'échec essuyé à Troisville le 26 avril, les força enfin à réclamer le secours de l'armée de la Moselle.

Plan des coalisés.

Les Alliés, qui avaient le plus grand intérêt à se concerter, aussitôt après la levée du siége de Maubeuge (16 octobre), pour faire une campagne plus heureuse, laissèrent écouler quatre mois avant d'arrêter le plan dont la rédaction fut confiée à Mack. Ce général, comme on sait, avait quitté l'armée après l'affaire de Famars, pour soigner une légère blessure selon les uns, ou pour cacher une disgrace s'il faut en croire les autres. Quoi qu'il en soit, la mauvaise tournure des affaires après son départ, décida le cabinet de Vienne à l'envoyer à Londres, où le duc d'Yorck se rendit de son côté pour arrêter les opérations ultérieures des armées combinées.

Le fond du projet de Mack était de prendre Landrecies au centre, et de marcher ensuite directement par Guise et Laon sur Paris. Afin d'assurer le flanc droit de l'armée dans ce mouve-

ment, on voulait inonder la Flandre, et faire garder cette province par des levées extraordinaires que les états du Brabant devaient accorder. La gauche était destinée à rester en observation vers Maubeuge, Philippeville et Givet, pour couvrir la Meuse; et l'on aurait engagé l'armée prussienne du maréchal Mœllendorff à s'avancer sur la rive droite de ce fleuve, afin de mieux garantir le flanc gauche de l'armée de position. Enfin, pour seconder les effets de cette invasion, un petit corps d'élite autrichien, réuni à 12 mille Anglais ou Hessois, aux ordres de lord Moira, devait débarquer en Vendée, où il aurait rallié les royalistes, et marché de concert avec eux sur la capitale.

Ce plan ne manquait point d'habileté, et de tous ceux attribués à Mack, c'est celui qui lui fait le plus d'honneur : le reproche le plus grave qu'on put lui adresser, serait d'en avoir mal saisi le moment. On n'a pas été d'accord sur le rôle que son auteur destinait à l'armée prussienne : le traité de La Haye portait qu'elle serait appelée sur la Sambre : des mémoires allemands affirment que Mack demandait qu'elle fût dirigée, par Trèves, sur la Meuse, ce qui eût été plus sage. L'une et l'autre de ces opérations présentait des avantages et des inconvéniens. La marche sur la Sambre, conçue sans doute d'après celle d'Eugène et de Marlborough, convenait

d'autant mieux que l'armée du prince de Cobourg, déjà établie et basée vers Valenciennes, aurait pu agir avec vigueur sur la ligne de St.-Quentin, étant liée par sa gauche avec Mœllendorff qui eût bloqué les places, et remonté sur Laon. En tout autre état de choses, et si par exemple les Alliés eussent pris Maubeuge au lieu d'aller assiéger Dunkerque en 1793, l'on croit que l'armée des Pays-Bas aurait bien fait de prendre la direction de Laon, et que celle des Prussiens n'aurait pu en suivre une meilleure que celle de Reims par Luxembourg et Stenay. De ces points il eût été facile aux deux armées d'opérer leur jonction dans le bassin de l'Oise.

Quant à la diversion en Vendée, le mérite de l'invention n'en appartient point à Mack : on sait assez qu'elle était méditée à Londres depuis le mois de septembre précédent. Redoubler les désordres intérieurs; faire détruire par des mains françaises la population de l'Ouest, qui fournissait la majeure partie de la conscription maritime; porter la guerre à Nantes, Rouen, Brest, Lorient, Granville et Cherbourg : voilà ce qui importait plus à l'implacable fils de Chatam, que la dispute de quelques bailliages du Luxembourg ou des Provinces-Unies; tel fut aussi l'objet de l'expédition de lord Moira. Si l'on avait eu réellement le projet d'effectuer une diversion sur Paris, l'époque en eût été d'ailleurs mal choisie,

puisque la grande Vendée venait d'être anéantie à Cholet, au Mans et à Savenay.

Ce plan présentait au surplus des défauts essentiels : le premier était de fixer une série de buts différens, sans égard à ce que feraient les Français. L'art de la guerre consiste à battre, poursuivre et mettre hors de cause, les forces organisées que l'on a devant soi; les conquêtes viennent ensuite d'elles-mêmes. Il semblait donc difficile de déterminer la route qu'on prendrait avec 100 mille hommes, pour envahir un état qui faisait des efforts aussi prodigieux que la France; car les mouvemens d'une armée sont toujours subordonnés à ceux des masses ennemies, surtout quand elles lui sont supérieures en nombre, et qu'elles ont des appuis semblables à ceux qu'offraient alors les places de Flandre. Le plan moins brillant, mais plus solide, aurait dû se borner à déterminer le point le plus favorable au rassemblement des forces; de là, il eût convenu d'attaquer l'ennemi partout où on l'eût rencontré, de le suivre dans toutes ses directions de retraite, et après l'avoir dispersé, de se porter sur Paris. Vouloir prendre Landrecies, pour faire ensuite une pointe par St.-Quentin sur la capitale, c'était mal connaître l'état respectif des deux partis, et répéter en pure perte la sotte invasion de la Champagne.

Le second défaut du plan consistait à n'avoir

point pris d'arrangement préalable, tant pour s'assurer de la coopération des Prussiens sur la Meuse, que pour établir devant Mayence un corps d'observation capable de les couvrir dans ce mouvement.

Quoi qu'il en soit, le plan de campagne fut arrêté à la fin de février : et ce ne fut que deux mois après (le 14 avril), que M. de Haugwitz signa le traité de La Haye, dont un article stipulait que l'armée prussienne marcherait sur la Sambre.

Mack ne tarda pas à éprouver les funestes effets de ces oublis, et de la divergence des intérêts politiques. Ayant repris, à son retour de Londres, les fonctions de chef d'état-major général, il assigna aussitôt la tâche à Mœllendorff, et demandait qu'il portât 50 mille hommes sur Trèves, et couvrît la Meuse, de concert avec les corps autrichiens établis dans le Luxembourg.

Le maréchal prussien lui répondit, le 14 mars : « Qu'il ignorait la part que son gouvernement » pouvait avoir prise au traité; que les renforts » dont on lui parlait, n'étaient pas plus arrivés » que les recrues dont ses régimens avaient » besoin pour se compléter : qu'au reste le plan » renfermait de bonnes vues et eût pu s'exécu- » ter; mais que, dans l'état actuel des affaires, » il entraînait beaucoup d'inconvéniens. » Il ajoutait enfin, qu'il ne marcherait point sur Trèves de crainte de compromettre Mayence.

On ne saurait blâmer cette réponse; car pour disposer de l'armée prussienne, il fallait des stipulations particulières avec le cabinet de Berlin; et le traité signé long-temps après par Haugwitz, n'étant pas même sur le tapis, on ne devait pas compter, dans les premiers jours de mars, sur une résolution différente de la part de Moellendorff. D'un autre côté, l'opération qu'on exigeait de lui, n'était praticable qu'autant qu'il aurait eu sous ses ordres toute l'armée du duc Albert de Saxe-Teschen; car si elle demeurait dispersée en cordon dans le Brisgau, il est certain que le général prussien eût été impardonnable de courir à Trèves, sans s'inquiéter des armées du Rhin et de la Moselle, fortes alors de 100 mille hommes, et à même de se jeter sur son flanc et ses communications avec Mayence.

Pour exécuter avec succès le plan proposé, il fallait réunir dans la même main toutes les forces éparses depuis Bâle jusqu'à Luxembourg, et qui ne montaient pas à moins de 150 mille combattans (1). En en laissant 10 mille devant Strasbourg, 45 mille sous Manheim, et 15 mille en garnison

(1) Armée saxo-prussienne . . . . 60 mille.
Cordon du Rhin, sous le duc Albert 60
Corps de Trèves et de Luxembourg 30

TOTAL . . . . . 150 mille.

à Mayence et Luxembourg, on eût porté 80 mille hommes sur la Meuse, de concert avec la grande armée du prince de Cobourg.

Aucuns de ces arrangemens n'ayant été pris, nous verrons, dans les chapitres suivans, que le gouvernement prussien trouva moyen d'éluder les clauses du traité, et que toutes les espérances de Mack se virent renversées, autant par la faute des cabinets que par la sienne.

Au surplus, on est en droit de croire que le moment favorable pour cette invasion était passé, et que la supériorité des Français sur les frontières du Nord, eût offert, dès les premiers pas, de grands obstacles aux progrès des Alliés, quelque eût été d'ailleurs le mérite de leur plan. A la vérité, une armée de 200 mille hommes de vieilles troupes peut beaucoup entreprendre; et s'il ne se fût agi, comme tant de personnes l'ont cru, que de se montrer à Paris pour atteindre le but de la guerre, il n'est pas hors de vraisemblance qu'après deux batailles gagnées, on eût pu y paraître à la tête de 100 mille hommes, en laissant des corps d'observation. Mais nous ne partageons point l'idée qu'à cette époque, l'occupation de la capitale eût décidé du sort de la France, quand 700 mille républicains en armes, ceignaient les frontières de cet empire, et en tenaient toutes les places; et s'il y avait un seul moyen de réussir, c'était celui qu'on vient d'in-

diquer. Abandonnant du reste la solution de ces diverses conjectures à la pénétration de nos lecteurs, nous nous hâtons d'arriver au récit des événemens militaires, qui renversèrent les spéculations de tous les cabinets.

CHAPITRE XXX.

Ouverture de la campagne.— Siége de Landrecies ; efforts réitérés des Français pour sauver cette place. — Bataille de Troisville. — Diversion en Flandre. — Combats de Moucron et de Courtray.—Batailles de Turcoing et de Pont-à-Chin. — Opérations sur la Sambre ; les Français passent trois fois cette rivière. — Combats d'Erquelines, de Grandreng et de Binch. — Premier siége de Charleroi. — Déroute du 3 juin.

Après avoir fait connaître le plan général d'opérations, il est nécessaire d'indiquer la position particulière des corps destinés à agir sur la frontière de la Belgique, avant de passer à la narration des événemens.

Quoique le prince de Cobourg eût peu d'espoir d'être secondé par l'armée de Mœllendorff, il se crut assez fort pour exécuter le projet arrêté à Londres et pénétrer en Picardie. Il rassembla à cet effet 90 mille hommes dans les plaines de Cateau, et n'attendait pour attaquer Landrecies que l'arrivée de l'empereur d'Autriche, qui devait se rendre incessamment au quartier-général.

Soit que le cabinet de Vienne comptant sur des triomphes faciles, espérât se saisir de la direction principale des intérêts de la coalition, ou qu'il voulût en imposer au prince d'Orange et au duc d'Yorck, dont la mésintelligence avec les généraux autrichiens s'était déjà manifestée, il décida l'Empereur à venir prendre le commandement de l'armée alliée. Cette démarche parut d'autant plus nécessaire que le prince de Cobourg, cachant une nullité absolue sous le titre pompeux de généralissime, laissait à Mack, promu récemment au grade de général-major la direction des opérations; d'ailleurs le système de cet officier, n'étant pas universellement goûté, lui suscitait un grand nombre d'ennemis.

Outre cette grande armée, deux corps considérables devaient agir sur les ailes. A la gauche le prince de Kaunitz campait avec 18 mille hommes à Rouvroy, Merbes et Hantes, près de Mons, d'où il observait Maubeuge et Philippeville, en même temps qu'il couvrait Charleroi et la Meuse; ses postes avancés tenaient Walcourt et Beaumont; enfin une de ses brigades protégeait Namur. A la droite le corps de Clairfayt destiné à garder la West-Flandre, était réparti dans les camps de Tournay, Moucron et Laine-d'Or, qui renfermaient environ 25 mille hommes; une division hanovrienne tenait Menin, et les Hessois cantonnaient à Denain. Positions des Alliés.

La destination, la force et l'emplacement de cette petite armée de Clairfayt, déposent contre la justesse des idées stratégiques des meneurs de l'armée combinée; l'on put s'étonner avec fondement de voir 25 mille hommes compromis pour couvrir la West-Flandre, où les Français ne pouvaient s'engager sans péril; tandis que la défense de la clef du théâtre de la guerre était confiée aux minces divisions du prince de Kaunitz.

On trembla, de même que dans les campagnes précédentes, de laisser une route à découvert, comme si l'art de la guerre consistait à garder des chemins, et qu'il fût bien important de garantir Ypres quand on avait la prétention d'aller à Paris (1).

Emplacement des Français.

L'organisation intérieure de l'armée française changeait si souvent qu'on a de la peine à en saisir l'ensemble. Dans les premiers jours d'avril, celle du Nord occupait les positions suivantes:

				Hom. prés.
DROITE.	1re division.		Favreau à Maubeuge	9,000
	2e	*id.*	Lemaire et ensuite Despeaux, à St.-Remy et St.-Waast	7,000
	3e	*id*	Desjardins à Cerfontaine	14,500
	4e	*id.*	Fromentin à Avesnes	15,600
				36,100

(1) Mack pour se justifier dit qu'il avait proposé d'inonder la West-Flandre, afin de pouvoir disposer du corps de Clairfayt;

				Hom. prés.
			Ci-contre	36,100
CENTRE.	5e division.	Balland à Etreux		12,600
	6e *id.*	Goguet à Bohain		11,200
	7e *id.*	Chapuis entre Cambray et Bouchain		15,000
	8e *id.*	Pierquin à Arleux, près Douay		8,000
GAUCHE.	9e division.	Osten à Pont-à-Marque		7,200
	10e *id.*	Souham à Lille		30,500
	11e *id.*	Moreau à Cassel		21,000
	12e *id.*	Michaud à Dunkerque		12,600
			TOTAL	154,200

Non compris les garnisons composées de nouvelles levées.

On ne comptait, il est vrai, dans cette nombreuse armée que 15 mille hommes de cavalerie; le personnel en était excellent, mais les remontes laissaient beaucoup à désirer.

Pichegru commandait ces masses stationnées sur les frontières de la Belgique. Ce général que nous avons vu figurer lors des dernières opérations de 1793, en Alsace, avait eu le talent de s'attribuer la gloire du déblocus de Landau, qui était en majeure partie l'ouvrage de Hoche. Il ne

mais ce moyen barbare prouve qu'il n'entendait pas la grande guerre, car pourquoi empêcher les Français de courir en Flandre? c'était là qu'il fallait les attirer. L'invasion n'était à craindre que sur la Meuse, et non vers les marais de l'Ecluse et de Nieuport où la gauche de Pichegru eût été rejetée et perdue, s'il avait eu affaire à un grand capitaine.

manquait, ni de tact, ni d'esprit, ni de connaissances dans les sciences positives; mais plus habile encore à conduire une intrigue qu'à diriger les armées, il avait gagné la faveur de St.-Just, à l'aide de laquelle il triompha de son émule, et s'acquit la bienveillance de Robespierre qui s'était d'abord prononcé contre lui aux Jacobins. C'était un général de second ordre, dont la faction avait singulièrement enflé la réputation, et qui, dans cette campagne, où il fut d'ailleurs plus heureux qu'habile, ne se montra pas plus à la prise de l'île de Bommel, que sur aucun des champs de bataille de Courtray, de Turcoing, de Pont-à-Chin, de Fleurus ou de Malines.

Premières reconnaissances.

Si les Alliés étaient pressés d'ouvrir la campagne, les Français de leur côté ne manquaient pas de motifs pour chercher à les prévenir. On serait tenté de croire qu'ils en eurent le projet; car ils firent le 29 mars une reconnaissance générale sur Ors, Pommereuil, Bassuyau, Wassigni, St.-Suplet et Troisville.

Le général Kray, commandant l'avant-garde autrichienne au Cateau, ayant contenu ces différentes colonnes par des troupes légères, leur opposa alternativement le gros de ses forces, et repoussa d'abord celle qui se présenta vers son centre : la réserve sous le général Werneck accourut au secours de la gauche des postes, qui avait déjà été forcée à Pommereuil

par la division Fromentin; ce village fut repris, et les deux corps autrichiens chassèrent de concert les républicains de Bassuyau. La division de Cambray, voyant le mouvement rétrograde des deux autres, se retira également des environs de Troisville où elle était déjà parvenue. Cette tentative ayant coûté aux Français 7 à 800 hommes et quelques pièces de canon, sans qu'ils cherchassent à prendre leur revanche, a fait penser que leur général en chef n'avait point encore reçu le plan de campagne du comité.

L'armée alliée réunie à Cateau se divise au même instant.

Le 16 avril au soir, toute l'armée alliée fut enfin rassemblée dans les plaines de Cateau; le quartier-général s'établit à Englefontaine. (*Pl. IX.*)

Au lieu de profiter de cette immense réunion de masses pour tomber d'abord sur les divisions françaises disséminées, et les détruire successivement, sauf à revenir ensuite à des positions d'investissement, les Alliés, déjà las d'être unis, se divisèrent dès le lendemain en huit colonnes pour repousser, sur autant de rayons divergens, les troupes de l'armée du Nord qui leur étaient opposées. La première à gauche, ayant franchi la Sambre à Ors et Catillon, poussa devant elle la division Fromentin qui se retira par Landrecies sur Maroile; la seconde se dirigea par Massinguet, Femy et Oisy; la troisième, avec le grand quartier-général de l'Empereur, s'étant

avancée sur les hauteurs de Grandblocus, rejeta les troupes du général Balland jusqu'à Etreux : la quatrième, marchant vers Bohain, en même temps que la cinquième sur Prémont, forcèrent ensemble le général Goguet à se replier. Les 6[e], 7[e] et 8[e] colonnes, qui formaient la droite, durent pousser les avant-postes du camp de Cambray par Crevecœur, Beauvais et Naves. De semblables dispositions ne procurèrent que des demi-succès; le corps français qui se trouvait sur ce point, et qui aurait dû être accablé, se retira sans perte. A la vérité le prince d'Orange investit Landrecies, dont la garnison fut portée à 7 mille hommes par un détachement qui ne put joindre à temps le général Fromentin; mais ce n'était pas le but qu'on devait se proposer.

Landrecies investi.

Les armées du prince de Cobourg et du duc d'Yorck prirent des positions d'observation, la première à gauche contre Guise et Avesnes, la seconde à droite contre Cambray. Trois jours après, les Hollandais, ayant en tête la brigade suisse de Paravicini, et secondés par un détachement autrichien, emportèrent le camp retranché de Preux-aux-Bois, sous les murs de Landrecies. Les gardes-suisses et le régiment de Hesse-Darmstadt se distinguèrent dans cette journée qui fit honneur aux troupes du Stadthouder.

20 avril.

Mesures des Français pour réta-

La trouée que les Alliés venaient de faire sur Nouvion, la Capelle et Boué, en refoulant le centre

de l'armée du Nord, rendait précaires et difficiles les communications de la droite avec les corps de Guise et de Cambray. Ce n'eût été qu'un léger inconvénient, si les ailes de l'armée française eussent été composées de toutes les forces disponibles sur cette frontière, et se fussent concertées pour agir simultanément : mais, dans l'état des choses, une telle situation pouvait devenir dangereuse, si le prince de Cobourg déployant plus de hardiesse, eût été convaincu que le succès d'une campagne dépend moins de l'occupation d'un bout de territoire ennemi, que de la dispersion des masses qui le protégent. Heureusement il n'en fut rien, et toutes ses vues se portèrent sur l'investissement de la misérable place qu'il voulait assiéger.

blir leur ligne.

Les généraux français de la droite, s'exagérant d'abord les inconvéniens de leur position, furent un instant plongés dans l'abattement; Maubeuge et Avesnes n'étant point encore approvisionnés, on agita dans un conseil de guerre la question de se retirer sur Philippeville; cependant un parti moins pusillanime prévalut, et l'on décida de porter la brigade Duhesme sur la Capelle, pour la lier avec les troupes qui y marcheraient de Guise.

Ce mouvement, préférable à une retraite, fut au surplus combiné avec des vues si étroites qu'on

a peine à les concevoir. Le général Favreau qui venait de prendre le commandement instantané de cette aile, aurait obtenu des succès importans en attirant à lui ses quatre divisions pour soutenir le général Duhesme, attaquer Nouvion, puis s'établir en ligne avec les troupes du camp de Guise, au moment où la division de Cambray eût opéré vers Maret dans le but de délivrer ensuite Landrecies par un effort commun. Loin de prendre cette résolution vigoureuse, le commandant de l'aile droite se contenta d'assigner cette direction à la seule brigade du général Duhesme, laissant plus de 30 mille hommes dispersés le long de la Sambre dans une inaction absolue. Il est probable au reste que Pichegru ne jugea pas mieux que ses lieutenans; car aucune instruction de sa part n'indique qu'il eut un plan bien arrêté.

En effet, dans l'instant où ce mouvement sur la Capelle se méditait à Maubeuge, le général Balland commandant le camp de Guise, adressa de son chef, le 19 avril, aux divisions voisines, un plan d'attaque qui devait recevoir son exécution le surlendemain; le général Fromentin l'ayant reçu le premier le transmit au commandant de l'aile doite, qui l'approuva. Ainsi tout porte à croire que cette entreprise, attribuée à Pichegru, fut le résultat des craintes du général Bal-

land, justement alarmé de la trouée que l'ennemi venait de faire dans le centre de la ligne.

D'après ces dispositions, la brigade Duvigneau se dirigea du camp de Guise par Vervins sur la Capelle, et en chassa les avant-postes ennemis qui se retirèrent dans la forêt de Nouvion. Dès que le général Duhesme entendit la canonnade, il s'avança contre les villages de Fontenelle et de Garmouset, dont il repoussa également les troupes légères autrichiennes, et opéra sa jonction avec celles de Duvigneau. Tous deux attaquèrent alors de concert la ligne du général Alvinzy établie sur les plateaux à l'issue de la forêt, lui enlevèrent une redoute, et le rejetèrent jusqu'à Barzy, où il reçut l'ordre de se replier jusques sur les hauteurs de Bergues en arrière de la Sambre.

Combat du 21 avril sur la Helpe.

Pendant que ces deux généraux se laissaient entraîner à l'apparence d'un succès, Montaigu, qui gardait Maroilles, eut à soutenir les plus grands efforts des Autrichiens, et le général Solland, délogé de Fay, eut mille peines à défendre les rives de la Helpe.

Les colonnes parties du camp de Guise ne furent pas si heureuses : la division Balland n'eut aucun engagement sérieux ; celle de Goguet, au contraire, accueillie chaudement par le général Bellegarde vers Grandblocus et les bois d'Aronaise, fut mise en déroute, et regagna le camp

dans le plus grand désordre; son malheureux général fut tué par les fuyards d'un régiment qu'il cherchait à rallier. La division de Cambray ne fit que des démonstrations sans résultat.

Malgré tant d'échecs, la brigade Duvigneau et la cavalerie de d'Hautpoult ayant conservé la Capelle, les communications de Guise avec les divisions de Maubeuge se trouvèrent rouvertes.

Plan des républicains pour une attaque générale.

A l'instant où ces événemens faisaient présumer aux Alliés la chute de Landrecies, les Français s'efforçaient de la secourir. Le moyen le plus convenable eût été de rassembler toutes les forces disponibles pour percer la ligne étendue des Alliés; ou de se diriger par Maubeuge sur Mons et Charleroi, afin de gagner leur extrême gauche, et de s'emparer de leurs communications. On préféra manœuvrer par les deux ailes, ce qui était beaucoup plus dangereux sans offrir les mêmes chances de succès.

Quoi qu'il en soit, l'envahissement de la Flandre fut regardé dans ces circonstances comme une diversion de haut intérêt. Il serait difficile de dire si c'est à Pichegru ou au comité de salut public qu'il faut en attribuer l'idée: on ne peut même affirmer l'époque où elle fut résolue. Les apologistes de ce général prétendent qu'après les tentatives infructueuses de son centre, il l'avait ordonnée de lui-même comme le seul moyen de réussir: tout porte à croire au contraire qu'elle

fut prescrite par Carnot, ainsi que nous l'avons dit.

Au reste, cette combinaison ne méritait pas d'être élevée aux nues comme on l'a fait: il s'agissait de tenter avec 50 mille hommes une diversion de Lille sur Courtray, pour attirer l'attention des Alliés sur ce point et dégager Landrecies. C'était hasarder beaucoup pour un mince résultat; car menacer l'armée autrichienne de la prévenir sur les rivages de la mer du Nord, n'était pas une opération stratégique bien savante; d'autant que, pour y parvenir, cette colonne était obligée de filer entre les côtes et 120 mille hommes qui eussent été à même de lui faire payer cher sa témérité. Cette diversion ne réussit que par les fautes inouies de ceux qui devaient s'y opposer. Revenons à son exécution.

La journée du 26 avril fut enfin destinée par Pichegru à ce mouvement général, depuis Philippeville jusqu'à Dunkerque. L'armée des Ardennes dut s'avancer sur Beaumont; la division Desjardins partit des environs de Maubeuge pour effectuer sa jonction avec elle en appuyant à droite. Les avant-postes de Kaunitz furent repliés par ces masses; Desjardins après avoir chassé la légion de Bourbon des plateaux de Chaudeville, se réunit avec Charbonnier qui avait culbuté les mêmes ennemis de Walcourt et

Bataille du 26 avril.

de Bossut : les républicains, maîtres de Solre-St.-Géri, se disposaient à attaquer Beaumont qu'ils trouvèrent évacué, non-seulement par les coalisés, mais encore par les habitans.

Efforts du centre pour débloquer Landrecies.

Le centre de l'armée renouvela ses tentatives vers Landrecies, pour sauver cette place. La droite de ces attaques était confiée au général Ferrand, qui avait remplacé Favreau. Le général Montaigu renforcé d'une forte brigade de la division Despeaux, reçut ordre d'attaquer Maroilles avec 12 mille combattans. Balland partant de Guise après avoir délogé les postes du prince de Cobourg vers Nouvion, devait se diriger sur Barzy, secondé par les troupes de l'ancienne division Goguet, ralliées sous Guise, et destinées à marcher sur Etreux. Enfin la division de Cambray, commandée par le général Chappuis et renforcée de 10 mille hommes, dut frapper le coup principal sur la droite de la grande armée alliée.

Le même jour où cet effort devait avoir lieu, l'aile gauche de Pichegru exécutait la diversion projetée sur Courtray, en envahissant la Flandre à trente lieues du point principal.

Chacune de ces entreprises eut le résultat qu'on devait attendre de la situation respective des partis : le centre de l'armée française, donnant contre toute la masse des Alliés, fut battu ; la gauche ne trouvant qu'un corps morcelé fut

victorieuse : enfin l'armée des Ardennes et Desjardins se promenèrent vers Beaumont devant de faibles postes.

Affaire de Troisville.

La division de Cambray essuya le plus sanglant revers; le général Chappuis la forma sur trois colonnes trop distantes les unes des autres; celle de gauche devait observer Solesme; la droite aux ordres de Bonnaud passa par Ligny et Clary, où elle ne rencontra que des éclaireurs; enfin Chappuis avec le centre se porta sur Audancourt, d'où il détacha encore trois bataillons et deux régimens de cavalerie pour flanquer sa marche. Continuant à s'avancer avec le reste de ses troupes, il arrive devant les redoutes de Troisville, défendues comme on l'a dit par le duc d'Yorck, les fait canonner, et se dispose à les assaillir : mais à peine les Français ont-ils gagné le pied des retranchemens, qu'ils sont reçus vigoureusement par l'infanterie, et tournés par le prince de Schwarzenberg à la tête des cuirassiers de Zeschwitz, soutenus des gardes anglaises et d'un régiment de chevau-légers. Le corps du général Otto les déborde en même temps sur leur flanc, et achève de les mettre en déroute. Les républicains après avoir perdu sur ce point 35 pièces de canon, le général Chappuis et 4 mille hommes hors de combat, sont poursuivis jusqu'à Ligny et Cambray, où les colonnes de droite et de gauche sont entraînées.

Combats de Priches et de Favril.

Les généraux chargés de diriger l'attaque vers Landrecies entre la Sambre et la Helpe, décrivant un arc trop étendu dont l'ennemi occupait la corde, ne purent point y mettre l'ensemble et la vigueur que Bellegarde, Alvinzy, Kray et Kinsky déployèrent dans leur défense. Le camp de Maubeuge se contenta de montrer sur les hauteurs d'Asservent des têtes de colonnes qui furent contenues par le feu des redoutes élevées dans la plaine. Despeaux trop faible pour opérer une diversion, ne fit que canonner les avant-postes autrichiens sur la Sambre. Montaigu débouchant par Maroilles avant que les troupes de Solland fussent en mesure de le soutenir, se vit bientôt refoulé sur la Helpe. Duhesme et Duvigneau débouchèrent avec plus d'ensemble sur Priches, et le dernier ayant fait tourner le village par le ravin, ils forcèrent de concert les Impériaux à se replier dans leur position retranchée en avant de Favril, centre de leur défense. Renforcés alors par toutes leurs réserves et soutenus par une artillerie formidable, les Autrichiens reprirent bientôt l'offensive, et se précipitèrent sur Priches, d'où ils expulsèrent les républicains. D'un autre côté, la division Balland rétrogradant à la vue des troupes du général Schmerzing, laissa les colonnes de Duvigneau et de Duhesme en butte aux coups de Bellegarde et d'Alvinzy, en sorte qu'elles furent repoussées

comme celles de Montaigu. Les Français rentrèrent de toutes parts dans leurs anciennes positions, et les Alliés inquiets du mouvement sur la Flandre, dont ils apprirent la nouvelle par les papiers trouvés sur les prisonniers, ne tirèrent aucun fruit de leur victoire.

L'archiduc Charles déploya dans cette journée autant d'habileté que de valeur, en défendant le village de Priches contre les attaques de Duhesme et de Duvigneau, et faisant tourner, au moment décisif, la colonne qui s'avançait entre l'Helpe et le village.

Ces tentatives ayant complètement échoué, le général Ferrand enhardi par les succès de l'aile gauche à Courtray, en combina une nouvelle pour le 29, cherchant cette fois à établir plus de concert dans l'action des colonnes qui se prolongeraient vers la gauche, pour se rallier plus facilement à celle de Guise. Toutefois cela n'était qu'un palliatif au vice radical, tant que les troupes partiraient de bases si éloignées. Au lieu d'agir ensemble et de percer en masse sur un seul point de la ligne de contrevallation, l'on s'obstina à attaquer Barzy, Priches, Favril et Maroilles, quand un succès réel sur un de ces points eût rempli le même but. D'ailleurs la déroute du général Chappuis ayant mis la gauche hors d'état de prendre aucune part à cette attaque, elle devait nécessairement échouer.

Nouvelle tentative. 29 avril.

Rebutées de tant d'efforts inutiles, les quatre divisions de la droite restèrent depuis ce moment dans une complète inaction, et n'empêchèrent pas même les troupes autrichiennes de faire hors de leur ligne des incursions dans l'intérieur de la France.

Fautes des Alliés.

Mais si les généraux républicains montraient si peu d'intelligence de la guerre, ceux qui dirigeaient en chef les affaires des Alliés, bien qu'ils obtinssent quelques succès, ne faisaient pas preuve de plus de génie, en concentrant tous leurs efforts pour se rendre maîtres d'une place aussi chétive que Landrecies. Ils auraient pu en effet leur donner une direction plus avantageuse; car ayant trouvé sur le général Chappuis le plan de diversion de Pichegru en Flandre, ils connurent le danger qui menaçait Clairfayt, sans aviser aux moyens de le sauver, soit en volant à son secours, soit en accablant le centre des Français. La manœuvre des républicains inspira assez de peur aux Alliés pour leur faire ajourner l'invasion de la Picardie, et pas assez de sagesse pour les déterminer à envoyer sur-le-champ des forces suffisantes à Tournay. Ils se bornèrent à détacher le soir même de leur victoire de Troisville, le général Erskine avec sept bataillons et six escadrons, au secours de Clairfayt: le reste de l'armée demeura devant Landrecies qui capitula le 30 avril.

Pendant que ces événemens se passaient au centre de la ligne générale, les Français avaient rassemblé à leur extrême gauche, outre majeure partie de la garnison de Lille, les divisions Souham et Moreau formant ensemble 50 mille hommes. Le 23 avril on fit des démonstrations sur Denain pour donner le change à l'ennemi : le 25 au soir, ces divisions passèrent la Lys et le canal de Loo. Souham se dirigea le lendemain sur Courtray, et Moreau sur Menin (1).

Affaires de l'aile gauche

25 avril.

On sait déjà qu'un corps hanovrien gardait cette dernière place : une de ses divisions, commandée par le général Wangenheim, occupait Moucron. Clairfayt, trompé par les fausses attaques des Français sur Denain, ou obéissant peut-être à un ordre, s'était dirigé vers cette ville avec la majeure partie de ses forces, et avait repoussé, le 23 ; les troupes républicaines du poste d'Haspres ; mais s'apercevant enfin le 26 avril, qu'il donnait dans un piége, et que le gros des forces ennemies ne se trouvait pas devant lui, il se hâta de retourner à Tournay. Il eût bien mieux fait de rejoindre l'armée principale, ou d'attendre à Denain les renforts qu'on devait lui envoyer ; car il arriva effectivement trop tard.

(1) Voyez pour l'ensemble des opérations en Belgique la pl. I, et pour le détail de celles aux environs de Lille, Tournay et Courtray, la pl. VIII.

Souham après avoir accablé le même jour la division Wangenheim à Moucron, s'était déjà emparé de Courtray, et Moreau investissait le général Hammerstein dans Menin.

Clairfayt battu à Moucron. 26 et 29 avril

Renforcé en apparence de quelques bataillons, mais affaibli en réalité des deux divisions hanovriennes qu'il s'agissait de secourir, le général autrichien se trouvait dans une position épineuse. Se flattant peut-être de s'en tirer par des démonstrations sur les communications de l'armée française, il osa venir camper avec ses 18 mille hommes à Moucron et au moulin de Castrel. Il est probable qu'il ignorait les forces contre lesquelles il allait s'engager, autrement l'on ne comprendrait rien à son dessein. En venant se jeter avec un si faible corps entre la place de Lille et une armée de 50 mille hommes, il courait à une ruine certaine, si ses adversaires savaient profiter d'un tel mouvement.

La brigade du général Bertin, contrainte de céder le poste de Moucron, s'était repliée sur Turcoing, d'où elle communiquait avec le corps de Thierry campé à Flers. De son côté, Jardon, chargé de couvrir Aulebeck, se replia sur Belleghem. Dès que les Français apprirent la marche des Impériaux sur Moucron, Souham partit de Courtray avec les brigades Macdonald et Daendels, et après avoir rallié celle de Jardon, se présenta le 28 avril au soir devant Clairfayt, dé-

ployé en deux lignes sur le plateau de Moucron, la droite en arrière de Loinge, la gauche au moulin de Castrel. Le 29 au point du jour, l'armée française vint se former sur les hauteurs opposées, et on se canonna de part et d'autre avec vivacité. Au moment où les généraux Daendels et Macdonald disposaient leurs colonnes pour attaquer de front, Bertin s'avançait de Turcoing pour prendre la position à revers. Clairfayt, assailli de tous côtés, ordonna la retraite sur Tournay; mais il ne l'exécuta pas sans peine sous le feu des deux corps français: la cavalerie le poursuivit vivement, lui enleva 30 pièces de canon au-delà de Herseau, et fit 1,200 prisonniers. Les Hanovriens se replièrent intacts sur Deynse.

Hammerstein se fait jour.

Les faux calculs des coalisés firent ainsi tourner à leur désavantage la manœuvre hasardée de Pichegru, qui aurait pu devenir funeste à sa gauche. La catastrophe de Clairfayt semblait devoir s'aggraver par la prise de la division hanovrienne bloquée dans Menin et vivement bombardée. Le général Hammerstein, qui la commandait, était un brave; excité d'ailleurs par les émigrés d'une légion qu'il avait sous ses ordres, et qui préféraient mourir les armes à la main à être fusillés, il sortit de la place le 30 au soir avec 3 mille hommes, culbuta le cordon d'investissement, lui tua et prit du monde, et parvint à se sauver à Bruges. Les émigrés qui formaient la tête de

sa colonne firent naturellement des prodiges.

Le duc d'Yorck détaché à Tournay.

La nouvelle des désastres de sa droite arrivant au prince de Cobourg au moment où il entrait dans Landrecies, il se borna à détacher le duc d'Yorck en vainqueur à Tournay. L'on aura peine à croire que tout le reste de la grande armée autrichienne demeura aux environs de Landrecies pour remettre cette place en état de défense : tel fut du moins le motif que les relations allemandes donnèrent à ce séjour.

Sage résolution du comité pour porter l'armée de la Moselle à Charleroi.

Les Français plus sages mirent à profit les revers qu'ils venaient d'essuyer au centre de leur ligne. Carnot, convaincu par la mauvaise tournure de cette longue série de combats, de l'insuffisance des moyens rassemblés vers la Sambre, et persuadé que l'issue de la campagne dépendait des succès sur ce point, fit prendre, le 30 avril, un arrêté qui eut la plus grande influence sur les événemens postérieurs. Il portait l'ordre à Jourdan de faire renforcer l'armée de la Moselle par 15 mille hommes tirés de celle du Rhin, et après avoir laissé un corps suffisant pour observer Luxembourg, et couvrir le versant occidental des Vosges, de marcher avec 45 mille combattans par les Ardennes, afin de se réunir au général Desjardins sur la Sambre. Cette manœuvre, une des plus habiles et des plus heureuses de ces premières campagnes, décida du sort des Pays-Bas.

D'un autre côté Pichegru voyant réussir son mouvement sur la Lys, fut confirmé dans l'opinion qu'en Flandre était le point décisif. Il divisa son centre : le général Bonnaud, qui avait remplacé Chappuis, lui amena 20 mille hommes qui campèrent à Sanghien, mirent Souham en liaison avec Lille, et lui servirent en même temps de réserve. Ce dernier campait vers Morselle, la droite à Menin, la gauche à Courtray. Le général Ferrand resta sous Guise avec environ 20 mille hommes tirés en partie des garnisons et des divisions Balland et Goguet. Celles de Fromentin, Despeaux et Desjardins réunies le 5 mai sous le commandement de ce dernier général, et portées à 36 mille combattans, furent destinées à se joindre aux 20 mille de l'armée des Ardennes, et à passer la Sambre pour opérer sur Mons, comme nous le rapporterons plus bas. Nouvelles dispositions de Pichegru.

Les fautes des coalisés ne se bornèrent pas à mal employer leur masse centrale et à donner une direction vicieuse à leurs opérations ; car les mesures qu'ils prirent pour les exécuter, offrent la même incohérence. Tandis que le duc d'Yorck campait à Lamain vers Tournay, Clairfayt fit isolément de nouveaux efforts pour arracher Courtray aux Français : il marcha le 8 mai de Peck à Harlebeck au nord de cette place. Singuliers mouvemens des Alliés.

Depuis le départ de Bonnaud pour Lille avec le centre de l'armée du Nord, et la marche de

Desjardins vers Charleroi, la grande armée des Alliés n'avait plus d'ennemis devant elle à Landrecies, et il était temps qu'elle songeât à secourir ses ailes menacées. Le prince de Cobourg se décida enfin à ébranler ses troupes; mais ce fut pour les disséminer plus qu'elles ne l'étaient déjà. Le prince d'Orange marcha du 7 au 10 mai avec son corps, celui de Latour et une partie de la réserve d'Alvinzy, pour renforcer le prince de Kaunitz sur la Sambre. Le général Werneck, d'abord posté à Denain, prit bientôt la même direction. Kinsky ayant relevé les Hessois à Denain, les fit joindre par une division autrichienne, et marcha avec eux à Tournay, laissant le reste de ses troupes à Denain. L'archiduc Charles, avec un corps plus nombreux, s'approcha de St.-Amand.

Clairfayt se fait battre isolément à Courtray.

Au moment où ces opérations décousues s'exécutaient, Clairfayt, comme nous l'avons déjà annoncé, mettait le comble à cette déviation des règles, en attaquant seul, le 10 mai, les divisions françaises campées sur la Lys (1). Cette journée fut assez remarquable, parce que les généraux opposés combinaient au même instant, chacun de leur côté, des projets d'attaque.

(1) On peut consulter pour toutes ces opérations aux environs de Courtray la pl. VIII: quoi qu'elle soit plus particulièrement consacrée aux mouvemens des batailles de Turcoing et de Pont-à-Chin, elle retracera du moins le terrain.

L'on a vu qu'après sa défaite à Moucron, Clairfayt s'était porté, le 8 mai, par Harlebeck sur Thielt: ce mouvement, qui éloignait de plus en plus le corps de ce général du reste de l'armée, lui était sans doute ordonné pour couvrir la West-Flandre, objet constant de la sollicitude des Autrichiens. Les généraux français, instruits de l'apparition de Clairfayt vers Wichte, et le croyant encore dans cette position, avaient formé le projet de marcher sur Coeghem et Dottignies, pour gagner sa gauche et le séparer de Tournay, tandis que le général Bonnaud attaquerait le corps resté sous cette place. L'armée française était, à cette époque, organisée comme l'indique le tableau ci-joint.

Conformément aux dispositions arrêtées, Souham partit du camp entre Aelbeck et Courtray, le 10 au matin. La colonne de Macdonald se dirigea sur les hauteurs derrière Coeghem: les brigades Daendels et Dewinter se liaient obliquement à sa position dans la direction de Belleghem. Le général Malbrancq se porta avec une partie de la division Moreau sur Dottignies; le général Thierry poussa de Waterloo à Leers (1), et le général Compère, de Lannoy vers 10 mai.

(1) Il ne faut pas confondre ce village de Waterloo avec celui devenu si célèbre en 1815.

Templeuve. Ce gros de l'armée française ne rencontra pas un ennemi, et il ne faut pas s'en étonner, puisque Clairfayt se dirigeait en même temps d'Ingelmunster contre Courtray par la rive gauche de la Lys. La brigade Vandamme, laissée sur la Heule, près du village de ce nom, pour couvrir cette place, plia devant des forces si supérieures: après un léger engagement Moreau lui fit passer la Lys à Courtray, et vint prendre position en avant de la ville. Clairfayt franchit alors la Heule, s'empara du faubourg, et appuya les extrémités de sa ligne aux deux chaussées de Menin et de Bruges, entre Bisseghem et Cuerne, la Heule coupant le centre. On se tirailla vivement.

Dans cet intervalle, la division Bonnaud partie du camp de Sanghien, s'était portée sur Baisieux par suite du premier projet, afin d'attaquer le corps du duc d'Yorck campé à Lamain, et que l'on ne supposait pas aussi considérable qu'il l'était effectivement. La brigade Pierquin s'avança de Gruson vers Camphin, suivie de celle du général Noël; la brigade Salm se porta par la chaussée sur Baisieux. La réserve de cavalerie du général Baillot couvrait, en intermédiaire, la marche de ces deux colonnes. Enfin le général Osten flanquait la droite, en tirant de Bouvines dans la direction de Pont-à-Marque.

Ces attaques ne furent pas heureuses; les Alliés chargèrent vigoureusement de front les

troupes du général Salm, tandis que celles de Pierquin et de Baillot furent débordées à droite par une nombreuse cavalerie qui jeta le désordre dans leurs brigades. On reconnut à cette occasion combien il est dangereux de porter de gros corps de flanqueurs loin des points d'attaque; car la cavalerie ennemie pénétra dans l'intervalle qui séparait le général Pierquin de la brigade Osten, et accabla le flanc droit du général Bonnaud aussi facilement que si son flanqueur en eût été à plusieurs marches. La division ainsi débordée se retira à Anstaing. Les brigades Compère et Thierry suivirent ce mouvement et revinrent à Lannoy et à Waterloo(1).

Combat de Courtray. 11 mai.

Le gros des forces républicaines en s'avançant sur Dottignies où il n'y avait pas un ennemi, acquit bientôt la certitude de l'inutilité de son mouvement, et reçut la nouvelle que Courtray était vivement pressé par Clairfayt. Souham se mit en marche dans la soirée pour revenir au secours de Vandamme, et reprit à cet effet son camp d'Aelbeck. Le 11 au matin les brigades Malbrancq et Macdonald devaient se diriger vers Menin, pour y passer la Lys, et tomber ensuite par Morseèle sur le flanc droit et les derrières de l'ennemi.

(1) On voit par là que des 80 mille hommes qui composaient l'armée du Nord, trois brigades seulement ayant donné, elles furent battues complètement.

Les brigades Daendels et Dewinter retournèrent à Courtray où elles arrivèrent le 11 au matin.

Lorsqu'on eut achevé ces préparatifs, les troupes sortirent de Courtray, à trois heures après midi : la colonne de Vandamme déboucha à droite par la chaussée de Bruges, et Daendels à gauche par celle de Menin. Clairfayt avait pris une fort bonne position, ses ailes appuyées à chacune de ces chaussées. Ses avant-gardes disputèrent vivement les débouchés ; après un combat assez meurtrier, les colonnes françaises parvinrent toutefois à se former, particulièrement à la droite. Clairfayt fit avancer sa réserve : la cavalerie autrichienne exécuta une belle charge sur celle de Daendels au moulin de Stampcott. On se battit jusqu'à dix heures du soir, et les Autrichiens profitèrent de la nuit pour se retirer sur Thielt.

Fautes des Français.

Ce combat qui fit honneur aux deux partis, leur coûta près de 4 mille hommes. Le mouvement de Macdonald et de Malbrancq n'eut aucun résultat, parce qu'il s'effectua trop tard : au lieu de porter directement ces brigades de Dottignies sur Menin, on leur avait prescrit de faire le tour par Aelbeck et Belleghem ; lorsqu'ensuite on voulut rectifier cette faute, l'ordonnance qui porta le second ordre, n'arriva point à temps. Au reste, le mouvement n'était pas dirigé vers le point le plus avantageux, et l'on avait des forces tellement supérieures à celles de Clairfayt, qu'au

lieu d'aller passer la Lys à Menin, on aurait pu sans danger tenter de la traverser à Harlebeck avec toutes les forces de Souham, afin de lui couper plus sûrement la retraite, pendant que Moreau avec les brigades Thierry, Compère et Vandamme, l'aurait attaqué de front vers Courtray. Loin de rassembler par ce moyen deux masses sur ces points les plus importans, on laissa encore, ce jour-là, sept brigades dans l'inaction ou en marche sur de fausses directions.

Tristes résultats de ces nombr. combats.

Ainsi pendant un mois entier on se battit depuis Luxembourg jusqu'à la mer du Nord, avec un acharnement qui offre peu d'exemples. Jamais l'histoire moderne n'eut à retracer des mouvemens plus multipliés et des scènes plus sanglantes avec d'aussi minces résultats. Une armée victorieuse sur un point était battue sur l'autre, et les divisions des deux partis s'entrechoquaient ou couraient sur toute la ligne, pour réparer des échecs que l'on n'eût pas essuyés, si les généraux en chef avaient connu la grande guerre ou la science stratégique.

Des événemens non moins sanglans se préparaient sur le même théâtre par l'approche, tardive il est vrai, de la grande armée autrichienne, répandue le 15 mai sur une ligne qui s'étendait depuis St.-Amand jusqu'à Thielt. Avant d'en rendre compte, il convient de donner un aperçu des opérations sur la Sambre, parce qu'elles sont

trop étroitement liées avec ce qui se passait en Flandre, pour ne pas trouver place ici.

Opérations sur la Sambre.

Etat des partis entre la Sambre et la Meuse.

Nous avons déjà eu occasion de parler du projet conçu par Carnot le 30 avril, pour porter l'armée de la Moselle sur les rives de la Sambre, et décider par-là l'évacuation des Pays-Bas. En attendant l'exécution de cette entreprise sur laquelle il sera indispensable de revenir, on se rappelle que l'armée des Ardennes, réunie à Beaumont avec Desjardins, devait opérer sur la gauche des Alliés, la même diversion que Souham et Moreau avaient exécutée sur leur droite.

Kaunitz s'étant replié derrière la Sambre, et Landrecies ne pouvant plus être secouru, le général français crut devoir prendre l'offensive par son extrême droite, en la renforçant de tout ce qui semblait désormais inutile au centre. Les troupes de Despeaux allèrent se réunir au général Desjardins. Pichegru ne jugeant pas ces forces suffisantes pour effectuer le passage de vive force, y joignit la division Fromentin, ne laissant dans Avesnes qu'une garnison de six bataillons aux ordres de Montaigu.

Ces trois divisions de l'armée du Nord formèrent alors un corps particulier dont le général

Desjardins prit le commandement, et qui fut destiné à agir de concert avec celui de Charbonnier. On laissa dans le camp de Maubeuge le général Favreau avec une douzaine de bataillons. La division Balland et celle campée sous Guise restèrent aux ordres du général Ferrand; le reste du centre était, comme on sait, parti pour Lille, afin de se réunir à la gauche.

La concentration de toutes ces forces à la droite forma une masse de 50 à 60 mille hommes; c'en était autant qu'il fallait pour frapper un coup décisif sur les troupes dispersées des Alliés; mais on la rendit inutile, en ne la mettant pas sous la direction d'un seul chef. Charbonnier et Desjardins, généraux plus zélés que capables, se trouvaient sans crédit comme sans autorité. Leurs opérations surveillées par le féroce St.-Just et son digne collègue Lebas, étaient ordinairement arrêtées dans un conseil, où, à côté de ces proconsuls, siégeaient les deux généraux en chef, et quelquefois Kléber et Schérer dont on daignait prendre aussi les avis (1). Malgré les talens de

(1) Le général Kléber peut être mis au rang des meilleurs généraux de la révolution; et nous ne balançons pas à le placer immédiatement après Bonaparte et Moreau. Il était le plus bel homme de l'armée; une taille colossale, une figure noble, une force égale à son courage, jointes au génie de la guerre, lui donnaient un grand ascendant sur ses camarades. Originaire d'Alsace et destiné au corps des ponts-et-chaussées, son éducation fut soignée à l'Aca-

ces deux derniers officiers, on ne pouvait donner à cette armée une organisation plus propre à la faire échouer dans ses entreprises, et l'on ne saurait juger ce qui en serait résulté, si Jourdan n'était venu, un mois après, mettre un terme à cette espèce d'anarchie.

Premier passage de la Sambre.

Le passage de la Sambre fut fixé au 10 mai; le corps d'armée de Desjardins s'était rassemblé à la chute du jour près de Thirimont, et les divisions Vezu et Jacob, de l'armée des Ardennes, avec leur avant-garde aux ordres du général Marceau, vers Strée et Clermont. Les forces de Kaunitz étaient divisées en plusieurs camps à Hantes et Merbes : le corps de bataille tenait Rouvroi. (*Pl. X, n° 48 à 53.*)

10 mai.

Au point du jour l'armée républicaine s'avance en sept colonnes : les deux avant-gardes aux ordres des généraux Marceau et Duhesme se portent contre le poste retranché de Thuin : la droite, formée des divisions Vezu et Jacob s'établit vis-à-vis de Landely ; la division Despeaux à gauche

démie militaire de Munich, et dirigée vers les sciences positives. Des circonstances particulières l'avaient porté à servir en Autriche dans le régiment de Kaunitz, avec lequel il fit la guerre des Turcs. Il rentra au service de France en 1791, et s'illustra au siége de Mayence et dans la Vendée, comme on l'a vu au tome précédent. On le retrouvera constamment dans les champs de la gloire, jusqu'à sa mort tragique sur les rives du Nil.

marche en face du camp que les Autrichiens avaient à Hantes ; le centre, composé des divisions Fromentin et Muller, prend la direction de Thuin (1). Les avant-postes alliés refoulés aux deux ailes, se rallient sous cette ville qu'ils défendent avec vigueur et bien inutilement. Le poste est emporté par Marceau et tourné par Duhesme; celui-ci suit alors l'ennemi jusqu'au-delà de la Sambre, et s'établit à Lobbes pour protéger le passage qu'on aurait pu disputer à la division Fromentin, mais qui s'effectua sur le pont de cette abbaye sans aucune opposition.

Pour continuer un mouvement sur Mons, il fallait que Desjardins couvrît sa droite, du côté de Charleroi. Le général Marceau passa la Sambre le 11 mai à l'abbaye d'Alnes, et occupa dans cette vue les hauteurs de Lernes. La division Vezu resta à Montigny-les-Tigneux; celle du général Jacob renforça le corps destiné à agir, et le porta à 44 mille hommes environ. 11 mai.

La journée du 11 fut employée à ébaucher quelques retranchemens pour couvrir les ponts en attendant l'arrivée des vivres et munitions; les Autrichiens se rassemblèrent vers Erquelines et Merbes-le-Château ; ils firent une attaque sur la division Fromentin, et la forcèrent d'a-

(1) Voyez planche X, n° 42 à 46.

bord à se replier vers Lobbes; mais Duhesme qui avait reçu ordre d'aller à S^{te}.-Geneviève s'étant égaré par le rapport d'un guide, tomba sur les flancs de la colonne autrichienne qui débouchait de Mont-S^{te}.-Geneviève, et la força après un engagement vigoureux à se replier avec une perte considérable.

Le 12, l'armée française marchant en avant, commit la faute grave d'allonger beaucoup trop sa ligne. Marceau qui venait de forcer le pont de Lernes, emporta Fontaine-l'Evêque; Mayer s'avança à Mont-S^{te}.-Geneviève; Duhesme devait gagner Buvrines. Fromentin fila sur Sart-la-Bussière, en remontant la Sambre, tandis que Muller et Despeaux attaquaient Bussière et le camp de Hantes sur la rive droite de cette rivière, et que Favreau faisait une sortie sur Assevent et le camp de Glisvelle.

Premier combat de Merbes.

Ces dispositions étaient extrêmement décousues, mais celles des Autrichiens ne l'étaient guère moins. Duhesme ayant aperçu que Fromentin trouvait de la résistance, se rabattit heureusement sur la gauche par Velereille, et lui facilita son attaque : alors les ennemis craignant pour le camp de Hantes, qui, dans le fait, était fort aventuré sur la rive droite de la Sambre, se retirèrent à Merbes-le-Château. La division Muller passa ensuite la Sambre à Bussière, et l'armée se trouvant un peu mieux rassemblée, ap-

puya sa droite aux bois de Bonne-Espérance. Le camp de Merbes fût attaqué et enlevé par les trois divisions ; l'avant-garde ennemie se retira à Grandreng.

Cette journée coûta près de 1,500 hommes à chaque parti. Les Français auraient remporté une victoire complète si, au lieu de courir sur des rayons divergens, ils se fussent portés de bonne heure en deux colonnes par Bienne-le-Happart et Sart-la-Bussière contre Péchant et Rouvroi. Ils passèrent la nuit sur le champ de bataille, la droite à Lernes et Mont-Ste.-Geneviève; le centre vers Péchant et Velereille; la gauche à Solre-sur-Sambre où se trouvait la division Despeaux ; la cavalerie du corps de Charbonnier, sous les ordres du général Solland, dans la plaine d'Erqueline (1).

Les Autrichiens avaient leur droite à Grandreng, leur centre à Rouvroi, la gauche vers Hautchin et Binch ; ils venaient d'être renforcés par le corps de Werneck qui était parti le 9 mai de Denain.

Le 13 mai, Charbonnier et Desjardins voulant se rabattre à leur gauche pour se rapprocher de Maubeuge et de Mons, résolurent d'attaquer l'ennemi dans l'ordre accoutumé, c'est-à-dire Déroute de Grandreng. 13 mai.

(1) Voyez pl. X, n° 56 à 60.

parallèlement à sa ligne, et sur autant de colonnes qu'il y avait de divisions. Ils prescrivirent à Marceau de faire des démonstrations vers Charleroi; à Mayer de se porter de Mont-S^{te}.-Geneviève sur Binch et le camp d'Hautchin; Vezu resta en réserve à Montigny-les-Tigneux, n'ayant devant lui que des védettes ennemies. Le principal effort fut réservé au corps de Desjardins; les divisions Muller et Despeaux eurent ordre de se porter par Erquelines contre Grandreng; leur cavalerie commandée par le général Solland, renforcée de quatre régimens, dut prendre position dans la plaine. Au centre, l'avant-garde, soutenue de la division Fromentin, se chargea d'attaquer Croix et Rouvroi : ces opérations devaient être favorisées par une diversion du général Favreau qui, sur l'invitation de Desjardins, dirigea une colonne de 1,200 hommes vers le Boussois.

Les Autrichiens étaient inférieurs en nombre, mais très-bien retranchés à Grandreng. La division Muller, après avoir obtenu quelques succès et enlevé des redoutes, se voit tout-à-coup culbutée par la seconde ligne de l'ennemi qui gagne son flanc droit. Solland, placé à sa gauche, exécute plusieurs charges avec bravoure, et enfonce même la première ligne des Alliés; mais ceux-ci l'ayant ramené, et la brigade Poncet ayant été repoussée, toute cette aile regagne sa position en désordre. Duhesme qui s'était porté

vers Croix, s'y trouvait arrêté par une violente canonnade. Fromentin avait déjà dépassé Péchant, lorsqu'un coup de feu abat son cheval, l'entraîne dans sa chute, et le force à quitter le champ de bataille. Privée de son chef, cette division incertaine flottait déjà, lorsque ranimée et conduite par Duhesme, elle vient se mettre en ligne à hauteur de son avant-garde.

Dans cet intervalle, la cavalerie impériale engage, par ses manœuvres, celle des Français dans un faux mouvement, dont elle profite pour tomber sur le 10ᵉ bataillon d'infanterie légère, et le sabrer entièrement. La bonne contenance de quelques bataillons de grenadiers, arrête heureusement l'élan des escadrons autrichiens, et protége la retraite de l'avant-garde dans le village de Péchant. La division Fromentin se retira dans le bois de Saliermont qu'elle eut ordre d'occuper.

Cependant les Autrichiens ayant dégarni leur droite pour faire cet effort, les divisions Muller et Despeaux pénétrèrent après un léger combat dans Grandreng : mais ce succès ne fut pas de longue durée ; les Impériaux débarrassés sur leur gauche firent refluer des troupes sur ce point, et parvinrent à les en chasser. En vain la cavalerie des généraux d'Hautpoult et Solland essaya de les soutenir ; elle fut culbutée, et ne trouva de salut que derrière son infanterie.

Le comte de Kaunitz victorieux, porta alors toutes ses forces contre l'avant-garde et la division Fromentin : la première fut chassée de Péchant, et l'autre débusquée du bois de Saliermont; déjà la cavalerie impériale allait en déboucher, malgré la vive résistance de deux bataillons de grenadiers, et décider l'affaire dans la plaine où nombre de bataillons se trouvaient en désordre, quand Duhesme fit faire volte-face à l'avant-garde et à une partie de la division Fromentin, et se porta au pas de charge sur le bois, dont il chassa les Autrichiens.

Encouragé par ce retour offensif, le général Desjardins crut le moment propice pour renouveler l'attaque contre Grandreng; mais il échoua complètement dans son entreprise; Despeaux et Muller furent repoussés avec une perte considérable et contraints de repasser la Sambre, le premier à Solre, l'autre à Bussière et Bassefontaine, dont il rompit les ponts. La confusion fut telle que Desjardins ne prévint pas son général d'avant-garde du mouvement rétrograde. Celui-ci revenu dans sa position de la veille y passa la nuit avec sécurité, et ne se retira qu'au jour par Lobbes et la Bussière, dont il rétablit le pont. L'ennemi ne le poursuivait que faiblement, et l'on en est d'autant plus étonné, qu'ayant mis hors de lice le corps de bataille, il eût pu l'accabler et s'emparer d'une partie de l'artillerie dont il couvrait la marche.

Cette affaire honorable pour le prince de Kaunitz, fut sanglante ; elle coûta près de 4 mille hommes et 10 à 12 pièces de canon aux Français ; les Autrichiens estimèrent leur perte à 2,800 hommes. Son résultat fut d'ailleurs plus nuisible aux habitans, qu'utile aux Alliés ; car l'armée républicaine en se retirant incendia l'abbaye de Lerne et la ville de Thuin, et son état de démoralisation contribua à tromper le prince de Cobourg qui, depuis quinze jours, balançait s'il devait secourir Tournay ou Charleroi avec le gros de son armée.

Cependant ces revers, loin d'abattre le comité de salut public et les représentans St.-Just et Lebas, ne firent qu'irriter leur caractère. L'armée avait conservé ses débouchés, et peu de jours suffirent pour la réorganiser. L'ennemi au contraire n'avait laissé qu'un léger cordon sur la Sambre : un second passage de cette rivière fut exécuté le 20 mai, et du reste les deux corps d'armée s'avancèrent dans le même ordre qu'à la première expédition. Les Français persistent dans leurs projets Deuxième passage.

La division Vezu se porta sur Lernes et Fontaine-l'Évêque ; celle de Mayer (ci-devant Jacob) marcha de Thuin sur Mont-Ste.-Geneviève, et prit position entre Chantonnay et le château de Walhain ; le général d'Hautpoult, avec quatre régimens de cavalerie, se porta de Lobbes sur Buverinnes et l'abbaye de Bonne-Espérance. La divi- 20 mai.

sion Fromentin déboucha du bois de la Forestaille sur deux colonnes: celle de droite, commandée par le général Duhesme, longea le bois à droite de Bienne-le-Happart; celle de gauche, commandée par le général Foissac, dépassa la gauche de ce village dont quelques coups de canon chassèrent l'ennemi; la division Muller passa par Lobbes et Bussière, et s'avança, la gauche vers Merbes-le-Château, la droite vers le bois de Fay (1)

La division Despeaux passa à Solre-sur-Sambre, et vint se former en seconde ligne dans la plaine en arrière à gauche du bois de Saliermont. La réserve de cavalerie se plaça en troisième, vers Bienne-le-Happart; la journée se passa en affaires d'avant-gardes.

Le terrain qui est entre Erquelines et le bois de Saliermont est un plateau fortement ondulé. Les Impériaux y avaient commencé des redoutes, dont avec un peu d'activité ont eût pu couvrir la ligne jusqu'au bois de Saliermont; mais le général Despeaux n'y songea pas et garantit à peine son front par quelques grand'gardes.

Combat d'Erquelines.

Le 21 au point du jour, les Autrichiens attaquèrent toute la ligne en portant leurs efforts par les deux ailes sur Erquelines et Binch; rien

(1) Voyez planche X, n° 72 à 80.

n'était disposé pour recevoir le combat : il fallut que Kléber plaçât lui-même les troupes du général Despeaux qui bivouaquaient en arrière sans aucun ordre.

La cavalerie française commandée par d'Hautpoult se portant à la rencontre de celle des Impériaux qui débouchait de Grandreng, fournit et reçut plusieurs charges avec des succès balancés. Alors le général ennemi fit établir des batteries en avant du ruisseau qui couvrait son camp, porta la majeure partie de ses forces à sa droite, se tint sur une défensive absolue à sa gauche, et y engagea une canonnade qui arrêta toute la ligne française jusqu'à trois heures. Dans ce moment, l'infanterie de Desjardins s'avança sur plusieurs échelons, en colonne par bataillons; mais le feu des Autrichiens devint si vif qu'elle fut obligée de se retirer presqu'aussitôt.

Cette première tentative ne rebutant pas Desjardins, Kléber essaya une nouvelle attaque avec trois bataillons de la brigade Poncet qu'il fit former en carré et soutenir par quelques escadrons. Les Autrichiens d'abord repoussés mirent en fuite la cavalerie française et forcèrent les bataillons de Poncet à s'éloigner.

Le combat ne fut sérieusement engagé qu'à Erquelines; la droite de Desjardins et tout le corps de Charbonnier n'eurent affaire qu'aux avant-postes autrichiens qui se maintinrent même de-

vant eux. En vain Duhesme et Kléber conseillèrent au premier de décider la journée en faisant aborder vivement la gauche dégarnie de l'ennemi par le général Mayer qui se trouvait à Bonne-Espérance; il n'osa le lui prescrire, sous prétexte que ce général n'était pas sous ses ordres. Ainsi par suite de ce défaut d'énergie, l'armée resta exposée dans une position étendue et adossée à la Sambre aux coups que les Autrichiens voudraient lui porter.

Grand fourrage dirigé par Kléber.

Cette situation précaire fut encore aggravée par une circonstance fâcheuse. Le 23 mai, le conseil de guerre voulant remédier au défaut de vivres et de transports, résolut de diriger les généraux Kléber et Marceau sur Frasne, pour enlever tout ce qui existait dans ce riche pays; on eut mieux fait, sans doute, de rassembler l'armée et de marcher aux Autrichiens; il ne fallait pas plus de vivres pour cette opération que pour rester deux ou trois jours en position; il en fallait même moins, puisqu'en se décidant à une marche offensive, on pouvait trouver des subsistances sur le terrain enlevé à l'ennemi. On concevra difficilement qu'une armée de 60 mille hommes ait passé deux fois la Sambre, sans rien tenter de sérieux, et pour s'occuper uniquement d'un fourrage.

Déroute du Péchant. 24 mai.

Le 24 au point du jour, au moment où Kléber se mettait en marche d'Anderlues, avec neuf

bataillons d'élite et quatre régimens de cavalerie légère, pour se réunir au corps de l'armée des Ardennes qui devait concourir à cette expédition; le prince de Kaunitz informé, dit-on, de ce gros détachement et de la négligence que les Français mettaient à se garder, résolut de les surprendre, et y réussit complètement. L'effort eut lieu sur le centre; trois bataillons qui le couvraient à Péchant furent tournés, et les Impériaux pénétrèrent sans coup férir jusques dans les retranchemens construits dans la plaine d'Erquelines. La principale colonne tomba sur les troupes de Fromentin qui, se croyant couvertes par les postes avancés, n'étaient point sous les armes : cette division privée des généraux Duhesme et Poncet partis avec Kléber, ne fit aucune disposition de défense, et fut prise ou dispersée en un clin-d'œil. En même temps une autre colonne attaqua celles de Muller et Despeaux, déjà ébranlées par les fuyards de Fromentin, et les culbuta sur les ponts de la Sambre; une troisième colonne dirigée contre la division Mayer eut plus de peine à la débusquer du bois de Bonne-Espérance.

L'armée en déroute se précipitait sur ces ponts, abandonnant son artillerie : tout semblait annoncer à Kaunitz une victoire des plus complètes, si Kléber, averti par le bruit du canon de ce qui se passait sur ses derrières,

n'eût pris la résolution de revenir sur ses pas. Arrivé à Ste.-Geneviève, il rencontra les coureurs autrichiens, et jugeant dès-lors qu'il arrivait trop tard, il prit le parti de se retirer sur Lobbes, et chargea le général Duhesme d'ouvrir la marche en débouchant sur le plateau situé près de cette abbaye. Déjà les troupes légères des Impériaux occupaient les bois qui l'environnent, et n'étaient plus contenues que par le 8e bataillon des Vosges qui couvrait faiblement la retraite, lorsque Duhesme parut. Sa présence ranima ces braves, ils rentrèrent dans le bois au pas de course, tandis que sa colonne s'établissait sur deux lignes, la gauche à la Sambre, la droite prolongée dans la direction de Ste.-Geneviève; la cavalerie en réserve à la hauteur de Lobbes.

Kléber sentant l'importance de cette position ordonna à Duhesme d'y tenir jusqu'à la dernière extrémité, afin d'assurer la retraite de la division Mayer, qui revenait de Bonne-Espérance par Ste.-Geneviève; puis il repassa en hâte la Sambre pour rallier l'armée qui ne songeait pas même à en disputer le passage aux Autrichiens.

Ceux-ci voyant leurs troupes légères arrêtées par Duhesme, firent jouer jusqu'à 12 pièces contre le bois où se trouvait le bataillon des Vosges sans pouvoir l'en débusquer. Le général français tout en répondant à cette canonnade, fit filer le chef de brigade Bernadotte le long de la

Sambre, pour tourner la droite de l'ennemi, tandis que trois bataillons de grenadiers l'attaquaient de front. Le succès de cette manœuvre, quelque hasardée qu'elle parut, ne laissa rien à désirer : les Autrichiens furent enfoncés et rejetés dans Bienne-le-Happart avec perte de deux pièces de canon ; la retraite de la division Mayer se trouva ainsi assurée. Quant à la colonne de Marceau, elle regagna le pont de Lernes sans être inquiétée.

Telle fut l'issue de cette malheureuse affaire où les Français perdirent au-delà de 4 mille hommes tués, blessés et prisonniers avec un matériel considérable, perte qui eût été plus grande encore si Kléber, par une résolution prompte, n'était venu mettre un terme à la déroute (1).

Pour récompenser Kaunitz des deux victoires qu'il venait de remporter, on lui ôta le commandement; il fut rappelé à Tournay et remplacé par le prince d'Orange.

Opérations en Flandre.

Tandis que le sang ruisselait sur les rives de la Sambre, des événemens importans s'étaient pas- Cobourg arrivé à Tournay.

(1) Ce fut près du théâtre de la défaite de Desjardins, que César, surpris par les barbares, dut son salut à son calme imperturbable et à la bravoure de la 10e légion. Les Français n'ayant point de réserve, et leurs meilleurs généraux se trouvant occupés à un accessoire, ne furent pas si heureux que les Romains.

veut enlever l'aile gauche à Courtray.

sés dans la West-Flandre, et les Alliés y avaient perdu la bataille de Turcoing. Nous avons dit que Clairfayt s'était fait battre isolément, le 11 mai, pendant que le duc d'Yorck campait à Lamain, et que la moitié des forces autrichiennes exécutait des marches tardives ou des contre-marches plus pernicieuses encore. L'Empereur et le prince de Cobourg étaient arrivés le 15 mai à Tournay. Après avoir commis durant un mois des fautes capitales, l'on sentit enfin qu'il fallait frapper un grand coup pour se tirer d'embarras et sauver la Flandre. Mack conçut un projet que l'on appela *plan de destruction*, parce qu'il ne visait à rien moins qu'à enlever l'armée républicaine.

Sa position était dans le fait très-critique, car 133 escadrons et 95 bataillons alliés formant 90 mille combattans pouvaient couper sa gauche de Lille et de ses frontières, et la forcer de combattre avec la mer du Nord à dos, ce qui l'eût exposée à de très-grands risques : tout porte effectivement à croire qu'elle eût été anéantie, si le prince de Cobourg avait su opérer avec ses troupes sur Roubaix, Mouveaux et Bondues, au lieu de les disperser comme il fit.

Positions de Moreau et e Souham.

Les divisions Souham et Moreau étaient toujours restées aux environs de Courtray, la gauche vers cette ville, la droite à la hauteur de Aelbeck : celle de Bonnaud occupait le camp de Sanghien ; la division de Lille tenait par plusieurs

détachemens l'intervalle entre cette place et l'armée agissante; la brigade Thierry était à Moucron, Compère à Turcoing, Noël à Lannoy : le général Osten couvrait l'espace depuis Pont-à-Marque jusques vers Douay ; enfin la brigade Desenfans de la division Michaud, gardait les communications entre Dunkerque et Menin, vers Witte-Caste et Bailleul. (*Pl. VIII.*)

Dispositions des Alliés.

Le généralissime des coalisés dirigea six colonnes concentriquement sur Turcoing ; elles devaient attaquer de concert, le 17 mai, le corps français que l'on supposait vouloir rester complaisamment dans son camp de Courtray.

La première colonne de droite, composée des 25 bataillons et 28 escadrons de Clairfayt, eut ordre de se porter de Thielt par Ingelmunster sur Werwick pour y passer la Lys, et arriver le 17 à Lincelles; elle n'y arriva que le 18 au matin.

La deuxième colonne, commandée par le général de Busch, forte de 10 bataillons et 10 escadrons hanovriens, devait attaquer Moucron le 17.

Le général Otto, avec 13 bataillons et 11 escadrons autrichiens, marcha le même jour par Leers et Waterloo sur Turcoing qu'il occupa. La colonne du centre consistant en 15 bataillons et 26 escadrons anglais commandés par le duc d'Yorck, se porta par Templeuve sur Roubaix, Mouvaux, Croix, etc. La cinquième colonne aux

ordres du général Kinsky, forte de 12 bataillons et 16 escadrons autrichiens, devait partir de Tournay, passer la Marque à Pont-à-Tressin et à Bovines, et se lier ensuite à la sixième colonne.

Cette dernière aux ordres du prince Charles, forte de 20 bataillons et 32 escadrons, devait partir de St.-Amand le 17; prendre le passage de Pont-à-Marque, se lier avec la précédente pour rejeter la division Bonnaud dans Lille; masquer ensuite cette place et se réunir avec l'armée à Turcoing.

Bataille de Turcoing.

En jetant un coup-d'œil sur la carte, on verra que jamais mouvement ne fut plus singulièrement combiné. On prétendait faire arriver au même instant à Turcoing la colonne du prince Charles partie de St.-Amand, et celle de Clairfayt qui, venant de Thielt à vingt lieues de là, devait marcher sur la rive gauche de la Lys, pour ainsi dire au milieu de l'armée française.

La seule chance de succès que laissât espérer ce projet, résultait de l'absence du général en chef, qui se trouvait effectivement en tournée à son aile droite du côté de la Sambre. Mais les généraux Souham et Moreau voyant l'ennemi se renforcer vers Tournay, et commencer des mouvemens inquiétans pour leur sûreté, prirent, comme nous le dirons plus loin, la résolution de marcher sur Turcoing pour assurer leurs com-

munications avec Lille (1) : manoeuvre habile qui, en les sauvant, devint fatale aux Alliés.

Suivant les dispositions concertées, Clairfayt était parti de Thielt le 16 à six heures du soir; arrivé à Gheluves le 17 à onze heures, il y laissa une brigade hanovrienne, et se dirigea sur Werwick dont les Français défendirent vigoureusement le pont. A son approche le général Desenfans se retira sur Bailleul et Armentières. Clairfayt ne brusqua point assez son attaque; et ses pontons n'ayant pu le suivre, il se vit obligé de camper sur la rive gauche de la Lys. Le pont fut enfin établi dans la matinée du 18; mais il était déjà trop tard. Première journée. 17 mai.

La colonne du général de Busch marcha le 17 par Espierre et Dottignies sur Moucron, qu'elle assaillit avec autant de vigueur qu'on pouvait en attendre, de troupes qui depuis un mois n'éprouvaient que des revers. Elle s'empara du village, mais le général Thierry, ayant le gros de

(1) Le plus grand patriotisme animait à cette époque les généraux français, qui ne consultaient que le bien public et l'honneur de l'armée. Pichegru, dont le quartier-général se trouvait toujours trop éloigné quand il fallait agir, était ainsi remplacé par un conseil où assistaient ses meilleurs officiers. Souham était un homme médiocre, mais assez sage pour s'en rapporter à ceux qui en savaient plus que lui : Moreau, Reynier, Macdonald se réunissaient chez lui et décidaient des opérations. Si un tel conseil ne vaut pas un bon général, il est préférable du moins à un chef faible ou incapable, livré à toute l'irrésolution de son caractère ou à l'insuffisance de ses talens.

ses troupes sur les hauteurs en arrière, donna brusquement sur les Hanovriens au moment où ils les gravissaient en désordre, et les força de se retirer derrière Espierre.

La colonne d'Otto s'était avancée en même temps par Leers et Waterloo sur Turcoing, poussant devant elle la brigade Compère qui se retira sur celle de Thierry à Moucron. Lorsque l'avant-garde autrichienne eut pris poste à Turcoing, les fuyards de la colonne de Busch annoncèrent l'échec qu'elle venait d'essuyer. Otto voulant y remédier, se dispersa d'une manière ridicule. Son avant-garde resta à Turcoing, le corps de bataille à Waterloo et sa réserve à Leers; position plus étendue que celle d'une armée entière, et présage certain de sa défaite.

Le duc d'Yorck qui conduisait la 4e colonne en personne, la rassembla le 16 au soir sur les hauteurs de Templeuve (où l'Empereur resta pendant toute la bataille) : elle se porta le 17 sur Lannoy, Croix, Roubaix et Mouvaux qu'elle occupa en se disséminant autant que les précédentes.

Kinsky avec le cinquième corps, marcha sur deux routes. La brigade Wurmb prit à droite celle de Pont-à-Tressin; le gros au centre suivit celle de Bovines, un troisième détachement fut dirigé en flanqueurs sur Louvil. Celui-ci rencontra la division Bonnaud et une partie de la

garnison de Lille qui, placées, la droite à Sanghien, la gauche à Anstaing, couvraient la route de Tournay. La brigade Wurmb fut repoussée et son général blessé. Le gros du corps attaqua Bovines et Gruson, où il trouva de la résistance; heureusement que le général Erskine qui devait s'attacher aux traces du duc d'Yorck avec 16 escadrons anglais, avait suivi par erreur le général Kinsky, et contint l'ennemi; Gruson fut pris et repris.

Enfin la sixième colonne, aux ordres de l'archiduc Charles, qui devait arriver à six heures du matin par Templeuve-en-Pevèle et Pont-à-Marque, déboucha seulement à deux heures après midi. La brigade Osten, ne pouvant lutter contre une force si supérieure, se replia sur Lezenne, où elle se lia à la droite de Bonnaud. La division de ce général quitta vers le soir les positions derrière la Marque, et rétrograda par Annapes sur Flers. La grande colonne de l'archiduc Charles avait fait de St.-Amand à Capelle par Orchies, une marche forcée d'autant plus pénible, que la journée était extrêmement chaude. Arrivé à Marque, ce prince ne brusqua pas l'attaque du pont: les Français s'étant retirés à l'entrée de la nuit, son corps vint bivouaquer à Lesquin. Mais quittons un moment ces lourds mouvemens préparatoires, afin de voir ce qui se passait entre temps dans l'armée républicaine.

Les Français préviennent l'ennemi.

A peine Clairfayt eut-il fait partir de Thielt ses premières colonnes que les généraux français en reçurent l'avis; et, comme tous les rapports annonçaient qu'il se dirigeait par Rousselaer sur la Lys, on résolut de l'attaquer avec le gros de l'armée pour se débarrasser définitivement de lui. Une partie de la division Moreau s'avança sur Dadizèle : la brigade Vandamme, qui avait été détachée en reconnaissance sur Ingelmunster, eut ordre de la rejoindre. La division Souham passa sur la gauche de la Lys à Wowelghem et Courtray, et se réunit au pont de la Heule vers Ledeghem, ne laissant qu'une garnison dans Courtray.

Tandis qu'on procédait à ces préparatifs, les généraux Moreau, Souham, Macdonald et Reynier se réunirent à Menin pour déterminer les attaques; mais ils apprirent que la chose était plus sérieuse, et que le gros de l'orage viendrait de Tournay, d'où le duc d'Yorck s'avançait vers Turcoing avec des forces considérables. Il n'y avait pas à balancer; l'armée eût été coupée de Lille si la jonction des forces ennemies s'effectuait, et il fallait la prévenir.

Le 17 au soir, toutes les dispositions furent prises; le général Moreau se chargea de contenir Clairfayt avec la seule brigade de Vandamme qui allait rentrer de son expédition sur Ingelmunster. La brigade Malbrancq vint à Roncq et Blanc-

four, celle de Macdonald repassa aussi sur la rive droite de la Lys à Mont-Halluin ; le reste de la division Souham campait devant Courtray, vers Pollenberg ; les brigades Compère et Thierry étaient vers Moucron. Les Alliés ayant négligé d'envoyer un parti sur Bondues, couper la communication de Courtray à Lille, on en profita pour dépêcher plusieurs officiers à Bonnaud, et lui prescrire de combiner le 18 au matin une attaque générale sur Turcoing et Roubaix avec sa division et les troupes qui s'étaient retirées sous Lille (1).

Une telle position des affaires fait juger d'avance du résultat de cette singulière bataille. A la fin de la journée du 17, la masse des troupes françaises que l'on supposait à Morseele, se préparait à l'occupation de cette position de Turcoing où il n'y avait que des détachemens ennemis ; Clairfayt était encore derrière Werwick ; le centre morcelé sur une ligne étendue, se trouvait en face du gros de l'armée républicaine ; et l'archiduc Charles, avec la gauche harassée, se voyait contenu par de petits détachemens, et condamné à ne prendre aucune part à l'affaire.

Seconde journée.

18 mai.

Les généraux français qui avaient passé la nuit entre Tournay et Turcoing, sentaient qu'ils n'a-

Otto est accablé à Tur-

(1) Ce fut le capitaine Guilleminot, aujourd'hui chef du dépôt de la guerre, qui rendit ce service à l'armée.

coing et Leers.

vaient pas de temps à perdre pour éviter d'être attaqués simultanément par les colonnes qui les pressaient de tous côtés. A trois heures du matin, Souham marcha avec 45 mille hommes, la droite sur Turcoing, la gauche sur Waterloo. Le général Jardon se dirigea en flanqueur sur Malcense; Daendels partit du camp de Pollenberg et se porta par Aelbeck et Loinge contre Waterloo, poussant des partis vers Leers et St.-Léger. Thierry descendit des hauteurs de Mont-Castrel sur Waterloo; Compère marcha par Lachapelle-Lamarlière pour tourner la droite des troupes ennemies placées à Turcoing, tandis que Macdonald les attaqua de front par Neuville. La brigade Malbrancq, qui devait d'abord assaillir leur gauche, reçut ensuite l'ordre de se diriger sur Mouvaux pour les prendre à revers.

Nous avons vu qu'il ne se trouvait sur ces différens points que des brigades morcelées de la division Otto; son avant-garde se défendit avec opiniâtreté en arrière de Turcoing, mais elle fut bientôt accablée et ne put se rallier au reste de ce corps qui, pressé à Waterloo par la colonne de Daendels et par la brigade Thierry, se retira derrière Leers; cette avant-garde autrichienne se débanda alors, et chacun chercha à gagner Leers par des détours. L'on put à peine rassembler 7 à 800 hommes des six bataillons dont elle se composait.

Le duc d'Yorck enveloppé à Lannoy et Roubaix.

Pendant que ceci se passait, la division Bonnaud, après avoir laissé le détachement du général Osten et la cavalerie du général Baillot aux environs de Lille et de Flers pour contenir les colonnes du prince Charles et de Kinsky, s'était portée durant la nuit par Wasquehal et Hem : elle attaqua au point du jour, avec 18 mille hommes, le corps du duc d'Yorck morcelé dans Lannoy, Roubaix, Croix, et privé d'une partie de sa cavalerie qui avait suivi le général Kinsky. La brigade de droite se porta par Lamponpont sur Lannoy, celle de gauche par Pont-à-Breng sur Roubaix.

Les Anglais s'attendaient à recevoir l'ennemi du côté de Turcoing, et se croyaient couverts du côté de Lille, par le prince Charles et Kinsky; quoique pris à revers, leur étonnement ne les empêcha cependant pas de se défendre d'abord avec vigueur à Mouvaux et Roubaix, mais lorsqu'ils apprirent que le gros de l'armée française avançait aussi par Turcoing et Waterloo, le désordre s'introduisit dans leurs rangs; tout prit la fuite en jetant ses armes et chercha à se réfugier à Néchain. Dans le fait, ce désordre fut peut-être un bonheur; car Waterloo et Lannoy étant occupés, l'un par Souham, et l'autre par Bonnaud, il est certain que si les Anglais avaient tenu, ils eussent été enveloppés et pris. Le duc voulut d'abord se retirer sur le camp de Waterloo

qu'il trouva occupé par les Français, et où il fut sauvé par une centaine de Hessois qui tiraillaient à l'arrière-garde : il ne dut son salut qu'à la vîtesse de son cheval, et il eut la bonne foi d'en convenir dans son rapport. Heureusement encore, la ferme contenance des gardes hessoises donna le temps à tous ces débris de se réunir à Néchain, d'où ils se retirèrent par Marquain sur Tournay.

Le général Otto parvint à sauver la brigade qui était à Waterloo, et à rassembler la moitié de sa division en arrière de Leers; il y soutint une canonnade jusqu'à la nuit, puis il se replia alors sur Tournay.

Inaction de la droite et de la gauche des Alliés.

Tandis que les deux colonnes du centre, disséminées par brigades sur une position trop étendue, étaient si facilement enfoncées et dispersées par une masse de 60 mille hommes, les deux colonnes de gauche, fortes de 31 bataillons et 48 escadrons sous l'archiduc Charles et Kinsky, étaient restées dans une inaction absolue. Ce ne fut que vers quatre heures après midi qu'elles se formèrent en colonne vers Chereng et se portèrent à Marquain pour y recueillir les restes du centre : on ne connaît point encore la cause de cette inaction ; les uns l'ont attribuée à la mésintelligence, les autres au défaut d'ordres, ce qui pour être vraisemblable, n'en est pas moins étonnant.

Clairfayt avec ses 25 bataillons et 28 escadrons, ne prit pas une part beaucoup plus active au combat. On a déjà dit qu'il était resté, la nuit du 17 au 18, sur la gauche de la Lys, en arrière de Werwick, et qu'il ne la passa que le 18 au matin vers sept heures; il se dirigea ensuite sur Linselles où il prit position. Le général Moreau alla à sa rencontre vers Roncq et Bousbeck, avec la seule brigade Vandamme encore harassée des mouvemens pénibles de la veille. Après un combat assez vif, les Français furent obligés de se replier sur Bousbeck qu'ils défendirent vigoureusement. Pendant cette lutte, les grands parcs et les équipages de l'armée établis vers Halluin eurent quelques craintes, et filèrent sur Lille.

Clairfayt ayant passé la Lys, arrive trop tard et se retire.

Clairfayt n'ayant pas entendu de canonnade de toute la matinée, ignorant absolument le sort des colonnes du centre, et informé que Turcoing était occupé par l'armée française, présuma qu'il était arrivé trop tard, et même qu'il s'aventurait beaucoup en restant seul à Linselles, au milieu des forces ennemies. Il partit donc à l'entrée de la nuit, et se retira par la même route dans son ancienne position de Thielt, emmenant sept pièces de canon et 300 prisonniers, triste compensation de la défaite de tout le centre et de la victoire morale que les Français venaient de remporter sur une armée au total supérieure

à la leur, et qui croyait les faire tous prisonniers. Les Alliés perdirent environ 3 mille hommes et 60 pièces de canon.

Les Français ne profitent pas de la victoire.

Les Français ne tirèrent d'ailleurs aucun autre fruit de ce succès; une armée de 70 mille hommes qui, à dix heures du matin, est déjà parvenue à enfoncer le centre d'un adversaire éparpillé et qui se trouve sur ses communications, devrait néanmoins gagner autre chose que le stérile honneur du champ de bataille.

Pichegru qui arriva le lendemain, au lieu de profiter des avantages de ses lieutenans, resta trois jours dans une profonde inaction. Enfin, le 22 mai, il se mit en marche; mais loin de rattacher ce mouvement offensif à un grand but, et de chercher à compléter la défaite de l'armée alliée, battue, divisée et compromise sur une ligne d'opérations entièrement contraire aux principes, il n'eut d'autre intention que de replier les troupes légères ennemies, et de s'emparer d'un convoi qui remontait l'Escaut (1).

Bataille de Pont-à-Chin.

Les Alliés avaient leur droite à cette rivière vers Tamegnies; le centre vers Blandain et Tem-

(1) Persuadé que Pichegru avait des vues plus vastes que celles-là, j'avais avancé dans ma première édition qu'il avait été engagé malgré lui; mais j'ai malheureusement acquis la certitude que ce fut pour une entreprise si peu digne d'elle, que l'armée se mit en mouvement dans la nuit du 21 au 22.

pleuve; la gauche à Lamain sous l'archiduc Charles; les avant-gardes sur l'Espierre; le général de Busch couvrait leur droite avec une division hanovrienne vers Pecq et Warcoing. (*Pl. VIII.*)

L'armée républicaine s'ébranla avant le jour. 22 mai.
La brigade de Daendels descendit par la grande route de Courtray à Tournay; Macdonald marcha par Tombrouck sur Mauroy; Thierry, à sa droite, se dirigeait par Etaimpuis sur St.-Léger; Compère se portait de Waterloo par Leers: le général Souham commandait ces quatre brigades, qui pouvaient passer pour de bonnes divisions. Bonnaud prit la direction de Templeuve afin d'occuper sérieusement la gauche des coalisés vers Blandain, pendant que les autres colonnes rempliraient l'objet principal de l'opération; enfin le général Osten se porta sur Willem.

L'ennemi défendait les bords de l'Espierre, où il avait ainsi qu'à Templeuve plusieurs petits camps, dont on le chassa à coups de canon. Macdonald et Daendels poursuivirent la division hanovrienne de Busch jusqu'au-delà de Pecq. Au lieu du fameux convoi, on ne trouva sur l'Escaut que quelques barques chargées de fourrages et un mauvais pont de bateaux que les Alliés n'eurent pas le temps de replier.

Les instructions données aux généraux n'étaient pas fort claires, puisque d'un côté ils de-

vaient se borner à enlever le convoi, et que de l'autre il leur était néanmoins recommandé de profiter de leurs succès pour accabler un ennemi dont le moral devait encore se ressentir de la bataille du 18. Lorsqu'on fut en présence, il fallut des ordres plus précis. Daendels opinait pour qu'on passât l'Escaut sur le pont trouvé à Pecq, afin de poursuivre les Alliés sur la rive droite. Le danger auquel on se fût exposé, en cas de retraite, fit abandonner ce projet, qui eût été peut-être le plus convenable, s'il avait formé le but de la disposition primitive, et qu'on y eût employé toute l'armée; mais tenté par deux brigades seulement, ce n'eût été qu'une entreprise dangereuse.

Il fut donc convenu que Daendels resterait à Pecq pour observer l'Escaut; et que Macdonald poursuivrait l'ennemi, en remontant la rive gauche.

Ce général se mit à la tête du 5e régiment de cavalerie, et se porta avec rapidité vers Pont-à-Chin, dans l'intention de couper la retraite à plusieurs corps qui, chassés des bords de l'Espierre et de Leers, gagnaient ce village dans le plus grand désordre. L'artillerie placée en avant du pont, arrêta son mouvement, et le força d'attendre son infanterie. A l'apparition de celle-ci, l'ennemi se retira derrière Pont-à-Chin, où de Busch s'était réuni aux autres troupes hanovrien-

nes, commandées par le général Walmoden. Macdonald, ignorant encore à quelles forces il aurait affaire, traversa alors le village avec sa cavalerie et son artillerie légère; mais lorsqu'il voulut en déboucher pour tomber sur les ennemis, il fut assailli par une grêle de mitraille qui partait d'une ligne de retranchemens placés à une petite distance des dernières maisons. Forcé de se retirer, il ne laissa à la tête du village que des tirailleurs, et plaça ses troupes en-deçà du pont, convaincu que le combat cessait dès ce moment.

Sur ces entrefaites, les brigades Thierry et Compère étant arrivées, se déployèrent dans la plaine qui s'étend entre l'Escaut et Templeuve; leurs troupes légères étaient déjà aux prises avec l'ennemi. Plus à droite encore le général Bonnaud engageait la première brigade de sa division. Le combat devint ainsi général; et tandis que Macdonald disputait le village de Pont-à-Chin aux Alliés, Souham faisait passer le ruisseau à Thierry, qu'il présumait devoir être soutenu par Compère.

L'ennemi sentant toute l'importance de Pont-à-Chin, fit avancer la division anglaise du général Fox, sept bataillons autrichiens, et un gros corps de cavalerie, pour renforcer sa droite composée d'Hanovriens: l'attaque fut terrible; l'artillerie des Alliés supérieure en nombre et en

calibre, causait de grands ravages dans les rangs français. Souham allait faire évacuer le village, lorsque Pichegru tranquille à son quartier-général et trompé par le rapport d'un officier supérieur, lui envoya l'ordre de s'y maintenir, et prolongea ainsi un carnage inutile. Enfin, les Anglais pénétrèrent dans le village, et s'en rendirent maîtres.

Cependant Thierry était parvenu à franchir le ruisseau, et à menacer le centre des ennemis; son succès aurait eu des suites avantageuses, s'il avait été soutenu par la brigade Compère qui devait se former près de lui. Cela n'eut pas lieu; les troupes de ce général vinrent s'établir sur la gauche du ruisseau, laissant Thierry sur la rive opposée, aux prises avec des forces supérieures qui le culbutèrent.

L'attaque du général Bonnaud, quoique poussée vivement, n'eut pas un résultat plus heureux. La brigade Salm franchit le ruisseau, et parvint même jusqu'à Blandaix; elle en fut bientôt chassée par les Autrichiens, et repassa le défilé en désordre. Après cet échec, ce corps de troupes eut encore quelques engagemens avec l'ennemi, et fut enfin forcé à se retirer.

La brigade de Macdonald venait pour la cinquième fois d'être chassée de Pont-à-Chin, et toujours après une résistance des plus opiniâtres. Toutes les troupes françaises se trouvaient ainsi

revenues derrière le ruisseau; les Alliés s'étant portés en avant garnirent la rive opposée, de sorte que ses bords marécageux et fourrés séparaient les deux lignes. Nonobstant cet obstacle le feu devint alors plus animé, et ces scènes sanglantes durèrent jusqu'à la nuit. Enfin l'aile droite des Alliés ayant reçu de nouveaux renforts, se forma en colonne, déboucha de Pont-à-Chin en se déployant, et força à une retraite précipitée l'infanterie du général Macdonald, qui, excédée de fatigues et affaiblie par des pertes considérables, gagna le pays couvert. Ce général parvint avec peine à la rallier, et se retira sur sa première position. Trois bataillons restés ensemble protégèrent son mouvement rétrograde qui, fort heureusement pour lui, ne fut pas inquiété par l'ennemi.

Cette affaire fut des plus meurtrières; les troupes y opérèrent plutôt que les généraux. Pichegru avoue lui-même qu'il n'avait pas de plan fixe, et on peut en dire autant des Alliés. La gauche des Impériaux, aux ordres de l'archiduc Charles, n'eut point de part à l'action, et repoussa seulement les partis qui se montrèrent de Willem vers Baisieux pour l'observer.

Les Français furent forcés de se retirer dans leur position pendant la nuit avec perte de 5 à 6 mille hommes hors de combat. Les Alliés fatigués d'une bataille de douze heures, et mal dirigée,

n'en recueillirent aucun avantage. Si Clairfayt au lieu d'être à Thielt avait été à Tournay avec les autres corps de l'armée, et que l'archiduc eût été mis en action, les Français eussent peut-être essuyé une défaite totale; et il eût été possible de couper au moins leur gauche de toute communication.

Projet sur Ypres.

Pichegru, voyant que ses efforts sur Tournay n'aboutissaient à rien, résolut d'attirer le théâtre des opérations vers la West-Flandre, dont le terrain coupé facilitait son système de tirailleurs et de colonnes massées. En conséquence, il fit attaquer Ypres dans les derniers jours de mai, afin d'attirer Clairfayt au secours de la place, et de le battre isolément. En attendant, on menaça Orchies par des démonstrations, en vue de faciliter les opérations sur la Sambre (1). Cela n'empêcha pas l'Empereur d'y conduire en personne environ 20 mille hommes. L'armée impériale sous Tournay, ainsi affaiblie, crut devoir rester sur la défensive, et se retrancha avec beaucoup de soin. Nous verrons au reste par la suite combien ce mouvement sur Ypres fut contraire aux grands intérêts de l'armée de Pichegru.

(1) C'est une chose assez bizarre de voir les Français en position à Courtray dans les provinces autrichiennes, menacer Orchies, situé en France, et qui se trouvait occupé par l'ennemi avec une armée supérieure à portée de la secourir.

Nouvelles tentatives sur la Sambre.

Un troisième passage est décidé.

Les échecs que les Français avaient essuyés sur la Sambre ne décourageaient ni le comité de salut public, ni les représentans-commissaires, et les succès remportés par l'aile gauche à Turcoing, les convainquirent qu'avec de la persévérance, on finirait par en obtenir de semblables à la droite.

Dans la nuit du 25 au 26 mai, les représentans St.-Just, Lebas et Levasseur convoquèrent un conseil de guerre au quartier-général de Thuin. L'armée était presque désorganisée; les soldats sans habits, sans chaussure, exténués de fatigue et de faim, avaient besoin de repos; d'ailleurs, il fallait du temps pour remplacer le matériel perdu dans les dernières défaites. Tous les généraux étaient d'avis de se tenir pendant quelques jours sur la défensive, quand St.-Just qui présidait ce conseil, sourd à toutes leurs remontrances et aux raisonnemens de Kléber, mit fin aux débats, en disant avec hauteur : « *Il faut demain une victoire à la république; choisissez entre un siége ou une bataille.* » Le troisième passage de la Sambre fut donc résolu : cette énergie louable dans toute autre circonstance, dégénérait en faute grave, car il était incontestablement plus sage d'attendre l'arrivée du général Jourdan qui s'a-

vançait par Dinant avec l'armée de la Moselle : on ne se fût pas exposé à de nouveaux revers qui auraient eu des suites incalculables, si l'ennemi avait su en tirer un meilleur parti.

Persuadé que dans toutes les actions le succès dépend presque toujours du début, l'on forma une division d'avant-garde de neuf bataillons d'élite et de quatre régimens de cavalerie légère pour les deux armées, et l'on en confia le commandement au général Marceau, qui eut sous ses ordres les généraux de brigade Duhesme et d'Hautpoult.

Combat de Marchiennes.

Le 26 mai, cette avant-garde soutenue de la division Vezu fut chargée d'attaquer le camp de la Tombe, au-dessus de Marchiennes-au-Pont, tandis que la division Mayer le tournerait par la route de Philippeville à Charleroi, et que celle de Fromentin après avoir forcé le passage de la Sambre à Lernes s'emparerait des hauteurs à gauche.

Ce plan d'attaque échoua complètement. Les grenadiers de Marceau, sans pain depuis quarante-huit heures et exténués par une double marche, refusèrent de passer le bois situé en face de cette position : les menaces de St.-Just, les exhortations de Duhesme furent impuissantes; et sans l'heureuse circonstance qui fit remarquer à Kléber que la tête de la colonne était alsacienne, et lui suggéra l'idée de la haranguer

en allemand, elle ne faisait pas un pas de plus. Enfin, l'infanterie légère ayant chassé les avant-postes de ce bois, les grenadiers le traversèrent pour se former au-delà dans la plaine, vis-à-vis des retranchemens, où ils furent accueillis par une canonnade qui leur enleva un grand nombre d'hommes. Cependant il eût été téméraire d'attaquer, avant d'être soutenu : Kléber prit le parti d'attendre la division Vezu sous la mitraille qui faisait un ravage horrible; après deux heures d'attente, le général qui la commandait arriva seul, criant contre ses généraux de brigade, qui, disait-il, avaient égaré leurs troupes.

D'un autre côté, Fromentin n'ayant pu forcer le pont de Lernes, les Alliés établirent sur les hauteurs de la rive droite de la Sambre une batterie de cinq pièces qui prit l'avant-garde à revers et en flanc, et la força à se réfugier dans le bois. S'ils avaient su profiter de cet instant de désordre, et qu'ils eussent exécuté une sortie de leurs retranchemens, il ne se serait pas sauvé un seul homme; mais ayant laissé échapper le moment favorable, Duhesme parvint à rallier ses troupes et à se maintenir.

Malgré cet avantage, les Impériaux évacuèrent leur camp à l'entrée de la nuit, et ne laissèrent dans Marchiennes que le nombre de troupes nécessaires pour la défense de ce poste.

Ce nouvel échec donna lieu aux ordres les

plus extravagans. Les représentans lancèrent un arrêté menaçant de mort tout général de brigade qui se rendrait au quartier-général sans y être appelé, ou ne bivouaquerait pas à la tête de ses troupes; cependant Duhesme leur ayant rapporté le lendemain que son infanterie avait pris possession du camp de la Tombe, parvint à les apaiser : on fixa alors le passage de la Sambre au 29, et il fut résolu d'investir Charleroi dès le même jour.

Nouvelle attaque de Marchiennes. 29 mai.

En conséquence des dispositions arrêtées, Marceau chargea le général Duhesme d'attaquer Marchiennes : ce poste était d'un difficile accès; les maisons du faubourg de la rive gauche de la Sambre étaient crénelées; de fortes batteries en défendaient les approches. Le général français, ne voulant pas s'exposer à essuyer les mêmes pertes que la veille, fit avancer son artillerie derrière des épaulemens mobiles, et la plaça si avantageusement, malgré le feu le plus violent de mousqueterie et de mitraille, qu'en un instant les retranchemens des Autrichiens furent ruinés. Sur les entrefaites, quelques nageurs ayant été enlever des planches sur la rive gauche, l'on travailla à la construction d'un pont. Dès-lors les Impériaux battirent en retraite. L'avant-garde passa la rivière sans obstacle, et fut suivie par la division Fromentin. La première prit position en arrière de Fontaine-l'Evêque, l'autre en arrière

de Gosselies, ayant sa gauche à cheval sur la route de Charleroi à Bruxelles.

De son côté, le général Vezu, soutenu de la division Mayer se dirigea sur Lernes où il rencontra quelques bataillons autrichiens qui furent chargés avec succès par les cuirassiers et le 16e de chasseurs. Ces deux généraux prirent position, face à Fleurus, appuyant leur droite à la Sambre près du Châtelet.

Le 30, l'armée fit un mouvement pour investir Charleroi: la division Mayer fut chargée du siége que le reste de l'armée devait couvrir. La brigade Lorge était à droite vers Châtelet; Vezu trop étendu tenait depuis Gosselies jusqu'à Ransart, et occupait Lambusart par des postes: la division Fromentin se liait avec la précédente, sa gauche aux Basses-Hayes: la réserve de cavalerie du général Solland cantonnait à Jumel: Marceau gardait Courcelles, Monceau, Forchies et Fontaine-l'Evêque. Les divisions Muller et Despeaux bordaient la Sambre de Maubeuge à Thuin; enfin le général Ferrand, à qui l'on avait déjà retiré des troupes, continuait avec ce qui lui restait à observer Landrecies et la forêt de Mormale. Investissement de Charleroi.

Telle était la position de l'armée des Ardennes et de la droite de l'armée du Nord; chargées d'une même opération sans être réunies en un seul commandement. On voit qu'après une infinité de tentatives infructueuses, les Français se propo-

saient enfin de faire le siége de Charleroi. La position de ce corps beaucoup plus étendue que toutes les précédentes était nécessairement dangereuse; car il était probable que les Autrichiens tenteraient un effort pour délivrer la place avant l'arrivée de l'armée de la Moselle, qui n'était plus qu'à une forte marche, et ils le firent en effet.

Puisque Jourdan était attendu le lendemain, et que le général Desjardins avoue avoir eu connaissance des mouvemens et des projets de l'ennemi, il nous paraît très-blâmable de n'avoir pas rassemblé toutes ses forces, la gauche à Dampremi, la droite au bois de Jumet, la réserve entre Gilly et Lodelinsart, afin d'avoir ses troupes réunies et sa retraite assurée par le Châtelet, où Jourdan devait arriver. Rien même ne le forçait de combattre, puisqu'en sacrifiant quelques toises de tranchées, il était maître d'aller joindre l'armée de la Moselle pour reprendre ensuite son opération. Au lieu d'adopter un de ces partis, il se borna à renforcer Marceau par un détachement de la brigade Richard; et non content de laisser 20 mille hommes en cordon sur la Sambre (1), il garda les approches de la place par une longue ligne depuis Lambusart à Dampremi.

(1) Ferrand à Jeumont; Montaigu à Lobbes; quelques bataillons de la division Muller à Alnes et Landely.

A ces dispositions défectueuses, les Autrichiens en opposèrent d'autres qui, dans le principe, ne l'étaient guères moins, mais qui s'amendèrent par la tournure concentrique donnée à leurs attaques durant le combat.

Les Autrichiens s'avancent pour le délivrer.

L'Empereur arriva le 1er juin avec le renfort parti de Tournay; l'armée alliée forte alors de 39 bataillons et 61 escadrons autrichiens et hollandais, fut commandée par le prince d'Orange après le départ de Kaunitz. Au lieu de faire un effort général sur Gosselies ou par Courcelles, sur le bois de Monceaux, le prince forma cinq colonnes qui coururent sur toute la ligne depuis Fontaine-l'Evêque jusqu'à Lambusart. La totalité de ses forces s'élevait à 35 mille hommes; mais il en détacha encore inutilement 6 à 7 mille pour garder Erquelines et Betignies, de sorte qu'il ne lui resta que 28 mille combattans.

Affaire de Charleroi. 3 juin.

La première colonne aux ordres de Latour, chargée d'attaquer Marceau vers Forchies, détacha en outre le prince de Liechtenstein avec quatre bataillons vers Fontaine-l'Evêque pour observer la division de la Sambre. La seconde colonne composée de quelques bataillons hollandais seulement, dut faire des démonstrations et lier les deux autres. La 3e commandée par Werneck, attaqua Gosselies et Hepignies. La 4e aux ordres de Wartensleben devait soutenir la précédente, et marcher sur Ransart et le bois

de Lombues. Enfin la 5ᵉ aux ordres de Quasdanowich eut ordre de s'avancer par Fleurus sur Charleroi (1).

Ces dispositions indiquent déjà la tournure que prit l'affaire. Latour resta en observation devant les divisions Marceau et Fromentin; cette dernière se trouva en même temps attaquée et débordée par Werneck; le général Vezu, n'ayant plus qu'une brigade disséminée, fut accablé par Wartensleben et Quasdanowich : enfin Fromentin privé de tout appui à sa droite courut les plus grands dangers, lorsque par la direction des 2ᵉ, 3ᵉ, 4ᵉ et 5ᵉ colonnes, l'ennemi se concentra vers Ransart et Jumet. Le général Mayer, menacé par les 4ᵉ et 5ᵉ colonnes du côté où il n'attendait pas les Alliés, et assailli en même temps par la garnison, fut contraint de lever promptement le siége.

La division Fromentin, dont le général avait perdu la tête, se retirait en remontant la Sambre sur Landely, prêtant ainsi son flanc à l'ennemi : habituée aux terreurs paniques par dix affaires malheureuses, elle eût été anéantie, si, dès le commencement, les Alliés avaient manœuvré sur

(1) Les mouvemens principaux de cette journée sont marqués sur la planche X, nº 110 à 125; mais le terrain manquait un peu à droite, et l'ensemble du champ de bataille se trouve mieux à la planche XI; bien que les mouvemens soient ceux du 26 juin.

ce point, comme nous l'avons déjà dit, et si Duhesme qui avait autrefois commandé une partie de ces troupes, ne les avait ralliées à la sortie du bois de Monceaux, sous la protection d'un bataillon de grenadiers et du 6e régiment de chasseurs à cheval. Les autres divisions repassèrent la rivière à Marchiennes et vers le bois de Monceaux, où l'on avait jeté par précaution un pont de bateaux.

Heureusement pour les Français que Jourdan arriva le soir même avec l'armée de la Moselle, et qu'ils se trouvèrent ainsi en mesure de renouveler leurs efforts avec plus de succès. Si l'on avait débuté, à l'ouverture de la campagne, par rassembler sur ce point décisif une armée bien organisée, on aurait obtenu de plus grands avantages et sacrifié bien moins de monde. Les suites de cette journée furent au reste peu importantes : les Français y perdirent 2 mille hommes, et furent renforcés le lendemain par les 40 mille de Jourdan. Mais des coups d'une plus grande importance allaient se frapper.

CHAPITRE XXXI.

L'armée de la Moselle, passée sous les ordres du général Jourdan, commence ses opérations par attaquer Arlon. — Le comité de salut public lui prescrit d'attirer 15 mille hommes de l'armée du Rhin, et de marcher sur la Sambre. — L'armée du Nord assiége Ypres; Clairfayt, voulant secourir cette place, est battu à Hooglède; prise d'Ypres. — Jourdan s'étant avancé sur Charleroi est forcé d'en lever le siége; il exécute un cinquième passage de la Sambre, assiége et prend cette ville. — Bataille de Fleurus. — Réunion des deux armées à Bruxelles. — Combats de Louvain et de Malines. — Prise d'Anvers. — Les Autrichiens se retirent derrière la Meuse; le duc d'Yorck sous Breda (1).

Situation de l'armée de la Moselle.

Après les brillans succès qu'obtint l'armée de la Moselle dans les premiers jours de janvier, elle quitta les rives du Speyerbach pour se rapprocher du théâtre de sa destination primitive.

(1) On consultera pour les opérations sur la Sambre la pl. X et le plan de Fleurus. Nous sommes forcés de renvoyer le lecteur pour les autres opérations à la carte de Ferraris, attendu que le croquis que nous avons donné sous le n° 1, n'est destiné qu'à indiquer les directions générales.

Le général Hoche, victime de ses débats avec Pichegru, ayant été d'abord appelé à Paris, puis envoyé à l'armée d'Italie, y fut arrêté à son arrivée et ramené dans les cachots de la conciergerie. Jourdan vint le remplacer à Metz, au milieu de mars. Les forces à sa disposition s'élevaient à cette époque à 60 mille hommes, chargés de garder par leur droite le versant occidental des Vosges, tandis que le centre et la gauche, couvrant la Moselle, observaient Blankenstein et Beaulieu dans l'électorat de Trèves et le Luxembourg. Indépendamment de ces troupes, les garnisons de Metz, Thionville, Longwy, Sarrelouis, se composaient de bon nombre de bataillons de nouvelles levées, dont on achevait l'organisation et l'instruction.

Cette armée ne connaissait point encore la tâche qu'elle avait à remplir dans le plan général des opérations, lorsque le cours des événemens décida le comité de salut public à ordonner à Jourdan de porter un corps de 20 mille hommes en avant de Longwy, pour intercepter les communications de Namur et de Liége avec le Luxembourg.

Le général Hatry réunit, le 15 avril, les divisions Lefebvre, Morlot et Championnet, formant environ 20 mille hommes, et se dirigea le lendemain en deux colonnes vers Arlon. L'avant-garde, conduite par Lefebvre, ayant rencontré Tentatives sur Arlon.

l'ennemi au pont d'Aubange, le culbuta, et entraînée par trop d'ardeur, le poursuivit contre ses instructions jusqu'au-delà des hauteurs de Bubange, où elle se trouva seule en présence du corps de Beaulieu. Une vive canonnade s'engagea; et Jourdan, qui n'en attendait aucun résultat, fit replier Lefebvre sur ces hauteurs.

Beaulieu, renforcé de quelques bataillons de la garnison de Luxembourg, s'était établi, la droite sur les hauteurs de Tornich, le centre sur celles d'Arlon, la gauche en arrière du ruisseau de Nieder-Elter.

17 avril. Le 17, Championnet marcha en plusieurs colonnes sur Tornich; Lefebvre attaqua Sessling et Weyler, tandis que Morlot, après avoir nettoyé le bois d'Ober-Elter, se portait sur la route de Luxembourg. Le général Championnet s'étant emparé des hauteurs de Tornich qui plongeaient toute la position, et Morlot menaçant sa gauche, Beaulieu prit le parti de la retraite qu'il n'effectua pourtant pas sans perte, étant obligé de défiler sous le feu de l'artillerie française.

La gauche de l'armée de la Moselle ainsi établie à Arlon, devait contenir Beaulieu sous Luxembourg, tandis que le général Vincent, placé entre Sarre et Moselle, harcelait les Impériaux qui couvraient Trèves. Mais ce dispositif ne remplit pas l'attente de Jourdan; malgré plusieurs petits combats où les Français s'attribuaient l'a-

Beaulieu reprend ce poste.

vantage, Beaulieu conserva la liberté d'agir. Le 29 avril, il sortit de Luxembourg et surprit si complètement le général Hatry dans Arlon, que ce général et Championnet faillirent être pris, et que leurs troupes se replièrent en désordre sur Bubange. Le mois de mai s'écoula d'ailleurs en affaires de peu d'importance. 29 avril.

A cette époque, l'armée de la Moselle ayant reçu les renforts tirés de l'armée du Rhin, en exécution de l'arrêté dont nous avons parlé au chapitre précédent, Jourdan se prépara à opérer sa jonction sur la Sambre avec le corps de Desjardins. Ce mouvement fut sans contredit le mieux conçu de la campagne; car il établit près de Charleroi une masse d'environ 100 mille hommes, qui menaçait par Namur la seule communication directe de l'armée impériale avec le Rhin, et décida des événemens ultérieurs de la campagne. Jourdan se dispose à marcher sur la Sambre.

Le général en chef, après avoir rassemblé un corps d'élite de 49 mille hommes sur la Chiers, remit au général Moreau le commandement des troupes qui restaient sur la Moselle, et commença son mouvement le 21 mai en allant camper à Arlon. Beaulieu, ne se doutant pas du projet de son adversaire, s'était témérairement avancé le 17 sur Bouillon, dont il avait en vain sommé le château. Instruit de la marche des Français, il se retira par Dinant derrière la Meuse. Jourdan, 21 mai.

après avoir culbuté son arrière-garde de cette ville, franchit la rivière le 30 et 31 mai pour aller prendre position à Estave.

Jonction des deux armées

Les divisions de la Moselle, d'après les instructions du comité, devaient faire le siége de Charleroi, dont les corps de Charbonnier et de Desjardins s'occupaient; mais les commissaires de la Convention, jugeant plus à propos de réunir ces divers détachemens dans la main d'un seul chef, en formèrent l'armée de Sambre et Meuse, et la placèrent sous le commandement du général Jourdan. Sa force s'éleva à 76 mille combattans, non compris un corps de 15 mille hommes qui, sous les ordres de Schérer, fut chargé de garder la Sambre de Maubeuge à Thuin. Cependant cette masse imposante n'entra pas sur-le-champ en action: composée de divers élémens qui n'étaient pas en harmonie, il fallut consacrer un temps précieux pour réorganiser les services, assurer les subsistances, répartir l'artillerie et les munitions nécessaires au siége de Charleroi par où elle devait débuter. Nous allons donc la laisser pendant quelques instans, et rendre compte des mouvemens qui s'opérèrent alors sur Ypres (1).

(1) Quoique les armées françaises aient formé deux masses bien distinctes, nous rapporterons leurs opérations dans un même chapitre, parce qu'elles agissaient sur la même frontière, et contre la seule armée du prince de Cobourg.

Armée du Nord.

Pichegru, informé que le prince de Cobourg avait affaibli son armée par un gros détachement, et enhardi par l'attitude défensive qu'elle prenait vers Tournay, résolut de donner suite à ses entreprises sur Ypres. Le 1er juin, une colonne menaça cette ville et y jeta des bombes; mais Clairfayt, ne jugeant pas convenable de s'engager pour la secourir avant d'avoir reçu des renforts, resta immobile au camp de Thielt. Alors les Français se décidèrent à en faire le siége, autant pour assurer leur position dans la West-Flandre, que pour y attirer une partie des forces ennemies. La division Moreau forma l'investissement; celle de Souham s'établit en observation vers Zonnebeek, Passendaël et Lang-Marck. Michaud s'avança aussi dans la West-Flandre sur le fort de Knoque, et se lia avec la division de siége. Le général Bonnaud resta à Moucron et Mont-Castrel pour observer le corps du prince de Cobourg à Tournay, de concert avec la division Despeaux qui fit occuper Belleghem par la brigade Salm, Courtray par Malbrancq et Menin par Thierry. Celle du Nord assiége Ypres.

A cette époque l'Empereur et Mack avaient quitté l'armée. Le dernier eut pour successeur le prince de Waldeck qui ne changea rien à l'état fâcheux des affaires. Le système des mou-

vemens multipliés et décousus avait ébloui l'état-major autrichien, et des institutions vicieuses limitaient trop le choix des généraux, pour qu'un génie vigoureux fît mouvoir les armées avec l'ensemble et la rapidité convenables dans ces circonstances.

Hésitation des Alliés.

Le prince de Cobourg crut ne pouvoir mieux profiter de la victoire remportée sur la Sambre le 3 juin, qu'en tirant six bataillons de ce point pour les envoyer à Clairfayt, et mettant à sa disposition tous les Hanovriens qui furent remplacés au camp de Tournay par d'autres troupes détachées de l'armée impériale.

Ces dispositions insignifiantes eurent le résultat qu'on devait en attendre : le gros de l'armée alliée fit des reconnaissances le 9 juin vers Courtray et la Lys, et rentra dans sa position, au lieu de marcher vivement par Menin sur Dadizèle, d'y opérer sa jonction avec Clairfayt, et d'aller ensuite fondre à Passendaël sur Souham qu'il eût été facile d'acculer à la mer du Nord, s'il eût attendu le choc.

Cobourg se décide enfin à marcher sur Ypres.

Fatigué de ses incertitudes, le prince de Cobourg allait enfin se diriger en deux colonnes vers Moucron et la Lys ; malheureusement son projet qui transpirait depuis quelques jours à Tournay, parvint à la connaissance des Français. Le 10 juin, au moment où l'armée impériale s'ébranlait, les républicains sortirent de Lille,

passèrent la Marque vers Cisoing et Bovines, et firent des démonstrations si efficaces contre Orchies, que le prince suspendit son mouvement, et rappela ses avant-gardes qui approchaient déjà de leur destination.

Les manœuvres de Pichegru le plongent de nouveau dans l'irrésolution.

Pichegru qui n'avait ordonné ces démonstrations que pour fixer l'armée impériale dans son inactivité, résolut alors de profiter d'une ou deux marches qu'il pouvait dérober, pour combiner avec Souham et Despeaux une attaque contre Clairfayt, déjà arrivé à Hooglède en vue de concourir à l'exécution du plan de Cobourg. Cette manœuvre était sage, nous n'en connaissons pas qui fasse plus d'honneur à Pichegru.

Il tira donc la division Despeaux de Courtray, et la plaça sur la Heule à hauteur de Dadizèle, à cheval sur la route de Menin à Rousselaër. Le 10 juin l'armée d'observation se mit en mouvement. Les troupes du camp de Zoonebeck, sous les ordres du général Souham devaient attaquer de front la position des Alliés, tandis que Despeaux prendrait la gauche à revers; mais celui-ci s'étant trompé de route, les colonnes de Souham restèrent forcément en présence de l'ennemi jusqu'à son arrivée, et ne purent attaquer ses avant-postes qu'à l'entrée de la nuit. Clairfayt profita de ce contre-temps pour se retirer dans son ancien camp de Thielt.

Le 11, l'armée française rectifia sa position,

la droite, sous le général Despeaux, s'établit en avant de Rousselaër, à cheval sur les deux chemins d'Ardoye; le centre avait sa gauche sur le plateau d'Hooglède, et forma à sa droite une potence en arrière de Stampcot; l'extrême gauche commandée par Daendels, bivouaqua dans la direction de Staeden.

Combat de Hooglède. 13 juin.

Le 13, les découvertes des républicains rentrèrent sans avoir aperçu le moindre mouvement, et l'on était parfaitement tranquille, lorsque tout-à-coup, vers les sept heures du matin, une fusillade se fit entendre au village de Stampcot. On crut d'abord que les tirailleurs déchargeaient leurs armes suivant leur habitude vicieuse; mais le bruit d'une forte canonnade donna l'éveil, et il était temps, car un instant après les boulets sillonnaient déjà le camp. On court aux armes de toutes parts, les bataillons s'engagent à mesure qu'ils se forment, et l'affaire devient bientôt générale. L'ennemi, fort de 30 mille combattans, y compris le corps de 8 mille hommes venu récemment de Tournay, ayant suivi les traces des découvertes, arrive presque en même temps qu'elles en face du camp, sans être aperçu. Ses principaux efforts se dirigent contre la division Despeaux. La brigade Malbrancq qui en formait la gauche, rompue par l'impétuosité de l'attaque, prend la fuite dans la direction de Roosbeck; la brigade Salm, assaillie à son tour par

des forces considérables, et sans espoir de soutien, se retire en bon ordre, quoique fort maltraitée, par la chaussée de Ménin.

Les Autrichiens, maîtres de Rousselaër, réunissent alors la plus grande partie de leurs forces contre la brigade Macdonald, établie à la droite du centre sur le plateau de Hooglède: ses troupes renforcées par un régiment tiré de la gauche pour couvrir ses derrières, font face de toutes parts et opposent la résistance la plus vigoureuse. En vain Clairfayt cherche à entamer l'infanterie française avec sa meilleure cavalerie, elle est partout repoussée avec perte.

Cependant les républicains, après six heures d'un combat acharné, allaient céder au nombre et évacuer la position, lorsque l'ennemi, découragé par leur résistance, cesse tout-à-coup son feu, et regagne son camp avec autant de célérité qu'il en avait mis dans son mouvement offensif.

Ce combat fit autant d'honneur au général Macdonald qu'à sa brigade. Malgré la durée de l'engagement, sa perte ne s'éleva qu'à environ 400 hommes, dont fort peu de prisonniers, tandis que les troupes de Despeaux qui n'avaient presque point combattu, en perdirent plus du double, et une partie de leur artillerie. On estime que les Autrichiens eurent environ 900 tués ou blessés.

Prise d'Ypres.

C'était pour la cinquième fois que Clairfayt combattait isolément, tandis que 30 mille Autrichiens restaient dans l'inaction à Tournay, et que 6 à 8 mille Anglais, sous les ordres de lord Moira, se reposaient à Ostende des fatigues de la traversée. Le résultat de ce combat fut la prise d'Ypres, dont la garnison, forte de 6 mille hommes, capitula quatre jours après, et fut prisonnière.

17 juin.

Nouvelles fautes des Alliés.

Avant d'être informé de la prise de cette place, le prince de Cobourg avait reçu la nouvelle d'une victoire remportée le 16 juin sur Jourdan près de Charleroi. Enhardi par ce succès, ou peut-être touché des revers sanglans que, par sa faute, Clairfayt avait essuyés, il résolut une seconde fois de marcher à son secours, et d'attirer des renforts de l'armée de la Sambre qu'il croyait pour long-temps débarrassée de Jourdan. Mais accoutumé aux demi-mesures, au lieu d'y aller avec des forces suffisantes, il laissa les Hessois à Denain, une division vers Orchies, Kaunitz à Tournay avec 22 bataillons et 46 escadrons, en sorte qu'il ne se réserva que 23 bataillons et 30 escadrons, avec lesquels il se mit en marche le 18 juin sur Courtray.

Ce mouvement qui aurait dû s'exécuter en masse depuis si long-temps, fut tardif : Cobourg apprit à Coëghem deux nouvelles également fatales; la première, qu'Ypres s'était rendu;

l'autre, que Jourdan, contre toute attente, avait repassé de nouveau la Sambre : il revint donc le 19 à Tournay sans avoir rien entrepris, et ce malheur lui sauva du moins la honte d'être encore battu en détail par l'armée du Nord.

Opérations sur la Sambre.

Cependant le général Jourdan, après avoir effectué le 3 juin sa jonction avec l'armée de Desjardins, avait fait toutes les dispositions pour tenter un nouveau passage de cette rivière, et l'avait exécuté heureusement le 12 juin. Cette opération était toujours facile, puisque les Autrichiens ne laissaient sur les rives qu'un cordon de quatre bataillons et de quelques centaines de chevaux, et que le gros de leurs forces campait à Rouvroi, et le corps de Beaulieu vers Andoy. Quatrième passage de la Sambre.

Les Français, en reprenant les travaux du siége de Charleroi, avant d'avoir livré bataille à l'ennemi, ne devaient pas tarder à être punis de cette faute : en effet, dès que le prince d'Orange en fut informé, il porta le général Beaulieu d'Andoy sur Temploux et Sombref, et se dirigea lui-même de Rouvroy avec l'armée combinée sur Nivelles. Le jour suivant, il se déploya vers Marbaix entre le bois de Dalhutte et les Burettes : le corps de Beaulieu arriva de Sombref au point du jour. On séjourna le 15, et l'attaque fut fixée au lendemain.

Bataille du 16 juin.

L'armée française occupait le même champ de bataille que le 3 juin, et couvrait le siége de Charleroi (1); sa gauche vers Traségnies, le centre de Gosselies à Ransart, la droite à Lambusart; avec la différence cependant que les renforts de l'armée de la Moselle avaient permis de mieux garnir cette ligne. Les troupes nouvellement organisées y étaient réparties de la manière suivante: le général Kléber, avec l'aile gauche formée de l'ancien corps de Desjardins, était campé sur les hauteurs de Courcelles, faisant garder Piéton, Forchies et Traségnies en avant de son front. Au centre, la division du général Morlot campait en avant de Gosselies; Championnet s'étendait entre Hépignies et Wagné, et des postes occupaient Pont-à-Migneloup, Mellet et St.-Fiacre en avant de leur front. Le général Lefebvre, placé entre Wagné et Lambusart, tenait Fleurus par ses avant-postes. Le général Marceau, avec les deux divisions de l'armée des Ardennes formait la droite depuis le bois de Campinaire jusqu'à la Sambre, gardant le pont de Tamines et les postes de Baulé, Wanfersée et Welaine; la réserve de cavalerie, commandée par le général Dubois, fut établie à Ran-

(1) On peut recourir pour l'intelligence de cette affaire au plan de la bataille de Fleurus, n° XI. Elle fut livrée sur le même terrain, et quoique les mouvemens de l'action du 16 juin n'y soient pas indiqués, on pourra les suivre facilement.

A LA SECON

1re ET 2e COLONNES (*). E.

Gaux. BEAULIEU ET WERNECK LEBEN.

RIESE, PETRASCH,

Pce. DE LICHTENSTEIN, Bon. DE HORNER.

Bon	Esc.	
2	»	D'Alton.
2	»	François Kinsky.
2	»	Ulrich Kinsky.
1	»	Dewins.
1	»	Mitrowsky.
1	»	Bydescuty, grenadiers.
1	»	Adorian, *idem.*
1	»	De Briey, *idem.*
1	»	Smitt, hollandais.
1	»	Panhurt.
1	»	Orange-Geldern.
1	»	Mœllenbrun.
2	»	Emigrés de Beon et Dama
»	4	Arch. François, autrich.
»	4	Wurmser.
»	2	Arch. Léopold.
»	2	Berczeny.
»	$\frac{1}{4}$	Carneville.
»	6	Kinsky, chevau-legers.
»	2	Hesse-Cassel, hollandais.
»	2	Bieland.
»	2	Beon.
»	2	Damas.
17	$26\frac{1}{4}$	

ds.

on.

es.

(*) On n'a pas connu la compo

sart. Le corps de siége, aux ordres du général Hatry, investissait Charleroi sur les deux rives.

Un coup-d'œil sur la carte prouve combien cette position était désavantageuse; car, sans parler de son grand développement, on voit qu'elle était coupée par le Piéton, et que ses deux points de retraite se trouvaient en arrière des ailes. Le général Jourdan le sentit si bien, qu'après avoir reconnu l'ennemi, il voulut prendre l'initiative de l'attaque. En conséquence, la droite et la gauche reçurent ordre de se porter le 16 juin au point du jour chacune devant elle, tandis que le général en chef, avec les divisions Lefebvre, Championnet et Morlot et la réserve de cavalerie, irait attaquer le prince d'Orange aux Trois-Bras, pour de là se rabattre, en cas de succès, sur Marceau ou sur Kléber.

Une telle disposition, quoique un peu étendue, valait bien mieux que le parti d'attendre l'ennemi sur une ligne morcelée; mais on fut malheureusement devancé par les Alliés, et forcé de recevoir le combat.

Le prince d'Orange avait en effet assigné dans la nuit même un rendez-vous particulier à ses cinq colonnes. Les quatre premières furent destinées à faire effort sur le centre et la droite des Français, tandis que la dernière tiendrait en échec leur gauche. (*Voyez le Tableau ci-joint.*)

Le 16, un brouillard fort épais suspendit d'a-

bord les mouvemens du centre des Français: Jourdan se flattant néanmoins que l'obscurité faciliterait à ses troupes les moyens d'aborder l'ennemi, les fit mettre en marche; mais à peine furent-elles hors du camp qu'une violente canonnade dirigée sur les avant-postes, le détermina à les faire rentrer dans leurs premières positions.

Ce parti était prudent; car la première colonne autrichienne, qui avait devancé l'heure marquée pour l'attaque, s'empara presqu'au même instant de Velaine et des hauteurs de la chapelle Ste.-Barbe; bientôt après elle se lia, par Campinaire, avec la deuxième qui, sous la conduite du général Werneck, avait emporté Fleurus, Latour, de son côté, était parvenu à s'établir dans Heppignies à la suite d'un combat très-vif. Le général Quasdanowich, après avoir replié avec la quatrième colonne les postes de Mellet et de Frasne, était sur le point de se rendre maître de Pont-à-Migneloup, lorsque le général en chef accourut à Gosselies avec une partie de la réserve de cavalerie, fit charger la colonne qui débouchait du pont par le général Dubois qui la sabra, lui prit 600 hommes et sept pièces de canon: cette charge permit aux troupes de Morlot de reprendre leur premier poste.

Wartensleben, malgré un début brillant, fut encore plus malheureux: après avoir enlevé à la brigade Fuzier les retranchemens de Tra-

ségnies, il fut bientôt arrêté par les dispositions de Kléber. Le général Duhesme reprit ce poste à la baïonnette avec la brigade Bernadotte, et s'y maintint sous la mitraille jusqu'à onze heures que le brouillard se dissipa. Plusieurs charges de cavalerie fournies et reçues par Kléber, lui ayant alors découvert la possibilité de tourner l'ennemi par ses deux ailes, il marcha sur sa droite avec la division Muller, tandis que la brigade Bernadotte se porta en colonne par bataillon sur son flanc gauche. Les Autrichiens ne purent résister au choc et furent enfoncés. Déjà Kléber, ayant formé ses troupes au-dessus de Traségnies et près de l'ancienne chaussée des Romains, se disposait à passer le Piéton sur deux colonnes, lorsque la direction des feux l'avertit de suspendre sa marche victorieuse.

Ainsi, à onze heures, le combat se soutenait sur toute la ligne, avec des chances variées. Les Impériaux, comme cela arrive ordinairement lorsqu'on prend l'initiative, avaient d'abord obtenu des avantages, que les bonnes dispositions de Kléber à la gauche et de Jourdan au centre venaient de leur arracher : la victoire était même sur le point de se déclarer pour les Français, car Championnet tenait tête à Latour, et Lefebvre avait chassé les tirailleurs de Werneck du village de Fleurus. Mais Beaulieu et le chef de l'état-major Alvinzy, ayant réuni les deux colonnes de la

gauche, les dirigèrent contre Lambusart et Campinaire, sous la protection d'une nombreuse artillerie. Cet effort, exécuté au moment où le brouillard se dissipait, et secondé par plusieurs autres circonstances favorables, eut tout l'effet désiré. Les troupes de Lefebvre, dépourvues de munitions et intimidées par le déploiement de ces forces, refusèrent le choc, et se retirèrent en désordre sur le Châtelet où elles repassèrent la Sambre.

Une brigade autrichienne se porta alors vers ce point pour en garder le défilé avec une batterie; le gros des deux colonnes se dirigea aussitôt contre la division Championnet, qui se retira sur le plateau de Jumel. Beaulieu, parti de Campinaire pour se porter sur Ransart, la suivit dans cette direction, tandis que Latour favorisé par ces succès débouchait de Heppignies, en vue de lui donner la main vers le bois de Lombues.

Ce mouvement concentrique des trois colonnes autrichiennes de gauche, devait décider Championnet et Morlot à quitter la partie. Le dernier plus vivement pressé par Quasdanowich, et menacé d'être bientôt pris à revers, abandonna Pont-à-Migneloup et se réunit à Championnet en avant du bois de Jumel. Le général Hatry avait déjà levé le siége de Charleroi en toute hâte, et repassait la rivière à Marchiennes. Dans ce moment critique le général Jourdan séparé de sa droite, voyant son centre débordé et

près d'être culbuté sur le défilé de la Sambre, ordonna la retraite. Elle s'exécuta en bon ordre, couverte par Kléber qui s'établit sur les hauteurs de Lernes.

Cette journée fut très-honorable pour les Alliés; car, si la première combinaison de l'emploi de leurs masses n'est pas à l'abri de toute critique, Beaulieu, Alvinzy et Latour méritent des éloges pour la conduite qu'ils tinrent sur le champ de bataille. Leur perte s'éleva à 2,200 hommes, celle des Français à 3 mille.

Les républicains attribuèrent leur défaite au manque de munitions. Il est possible que cette circonstance y ait contribué; cependant on ne saurait se dissimuler que le vice radical de la position laissait peu d'espoir de succès, puisque le gros des forces ennemies se jeta successivement sur les divisions du centre tenant un espace de trois lieues, et les accabla l'une après l'autre, au moment où Kléber et Marceau n'avaient pour ainsi dire rien devant eux. Il est donc plus juste d'imputer cet échec à la circonstance qui fit que l'armée républicaine fut prévenue, à l'instant où elle comptait assaillir elle-même les Autrichiens; et plus encore à l'effort concentrique de Werneck et de Beaulieu contre Lefebvre, qu'aucune réserve n'était à même de soutenir, et dont la retraite fut inévitable.

Effet de cette victoire sur le prince de Cobourg.

Dès que le prince de Cobourg fut informé de ce succès important, il crut sa gauche pour longtemps à l'abri des tentatives de l'ennemi (1), et au lieu de se joindre au prince d'Orange avec les troupes du camp de Tournay, pour achever la défaite de Jourdan; il persista à porter des secours à Clairfayt, toujours compromis sans utilité. Si le généralissime avait du moins su prendre un parti décisif! mais il ne put se déterminer, ni à voler sur la Lys pour repousser Pichegru, ni à venir frapper un coup plus important sur la Sambre, où les Français ne tardèrent pas à lui faire payer cher son irrésolution.

Cinquième passage de la Sambre.

En effet, les commissaires de la Convention et particulièrement St.-Just qui voulaient pour chaque revers des sacrifices expiatoires, demandaient hautement la tête des officiers dont la négligence avait occasionné la retraite de Lefebvre. Le général en chef ne parvint à les apaiser qu'en leur promettant de s'en venger par une victoire, et il tint parole; car après avoir tiré de Maubeuge l'artillerie nécessaire, l'armée re-

(1) Cobourg aurait dû savoir par expérience que 80 mille hommes repoussés par 40 mille, pour avoir été mal engagés, sont à même de prendre leur revanche. Au lieu d'affaiblir le prince d'Orange de quelques bataillons, il aurait donc dû se porter lui-même avec un renfort de 30 mille hommes au point important pour livrer bataille à Jourdan, et décider la question.

passa la Sambre dès le 18 juin pour la cinquième fois, et bombarda Charleroi pour la troisième.

Le prince de Cobourg marche enfin au secours de sa gauche.

Alors tout espoir de sauver la Flandre s'évanouit : les généraux autrichiens commencèrent à sentir l'effet du mauvais emploi de leurs masses centrales, promenées successivement et en détail des bords de la Lys à ceux de la Sambre, pour arriver toujours trop tard et s'engager partiellement. On jugea avec raison que si les opérations sur la Sambre prenaient une tournure favorable à l'armée française, toutes les positions entre cette rivière, la mer du Nord et les places fortes, seraient aventurées. Le prince de Cobourg se décida donc à partir de Tournay le 20 juin avec tout ce qui s'y trouvait de troupes autrichiennes pour secourir Charleroi et livrer une bataille décisive; tandis que le duc d'Yorck resterait avec les troupes anglaises, hanovriennes et quelques bataillons autrichiens sur l'Escaut, en vue de se lier à Clairfayt. Cette séparation, pour ainsi dire nationale, ne contribua pas peu à augmenter la mésintelligence qui régnait entre les généraux anglais et autrichiens, et fut l'avant-coureur des malheurs sans nombre qui accablèrent ensuite les armées des deux nations.

Conformément à ces dispositions, toutes les administrations et les équipages appartenant au quartier-général des Autrichiens furent dirigés sur Bruxelles.

Le prince de Cobourg se porta le 21 juin à Ath, et arriva le lendemain aux environs de Nivelles où il se réunit à son aile gauche. Par une fatalité qui semblait présider à toutes ses entreprises, il hésita d'attaquer les Français jusqu'au 26, bien qu'il sût que Charleroi vivement pressé depuis sept jours se trouvât réduit à l'extrémité. Cette irrésolution, qui devint si fatale, fut néanmoins à la veille d'obtenir un tout autre résultat. St.-Just, inquiet sans doute de ce que Pichegru avait devant lui la majeure partie des forces alliées qu'il croyait encore à Tournay, et n'appréciant point l'importance décisive des opérations du côté de la Meuse, réclamait impérieusement l'envoi de 30 mille hommes par Douay sur Lille pour renforcer l'armée du Nord. Le général Jourdan eut le courage de s'opposer formellement à cette faute criante, et convaincu que la réussite de la campagne dépendait de la célérité qu'il mettrait à réduire Charleroi, il ne négligea rien de ce qui pouvait en assurer la chute : l'armée lui fut ainsi redevable d'un service signalé; car on peut imaginer ce qui serait arrivé si ces 30 mille hommes eussent couru à Lille, quand Cobourg avec 70 mille allait assaillir Jourdan.

Prise de Charleroi.

La division Hatry était comme la première fois chargée du siége, et l'armée prit pour le couvrir les mêmes positions qu'elle avait occupées

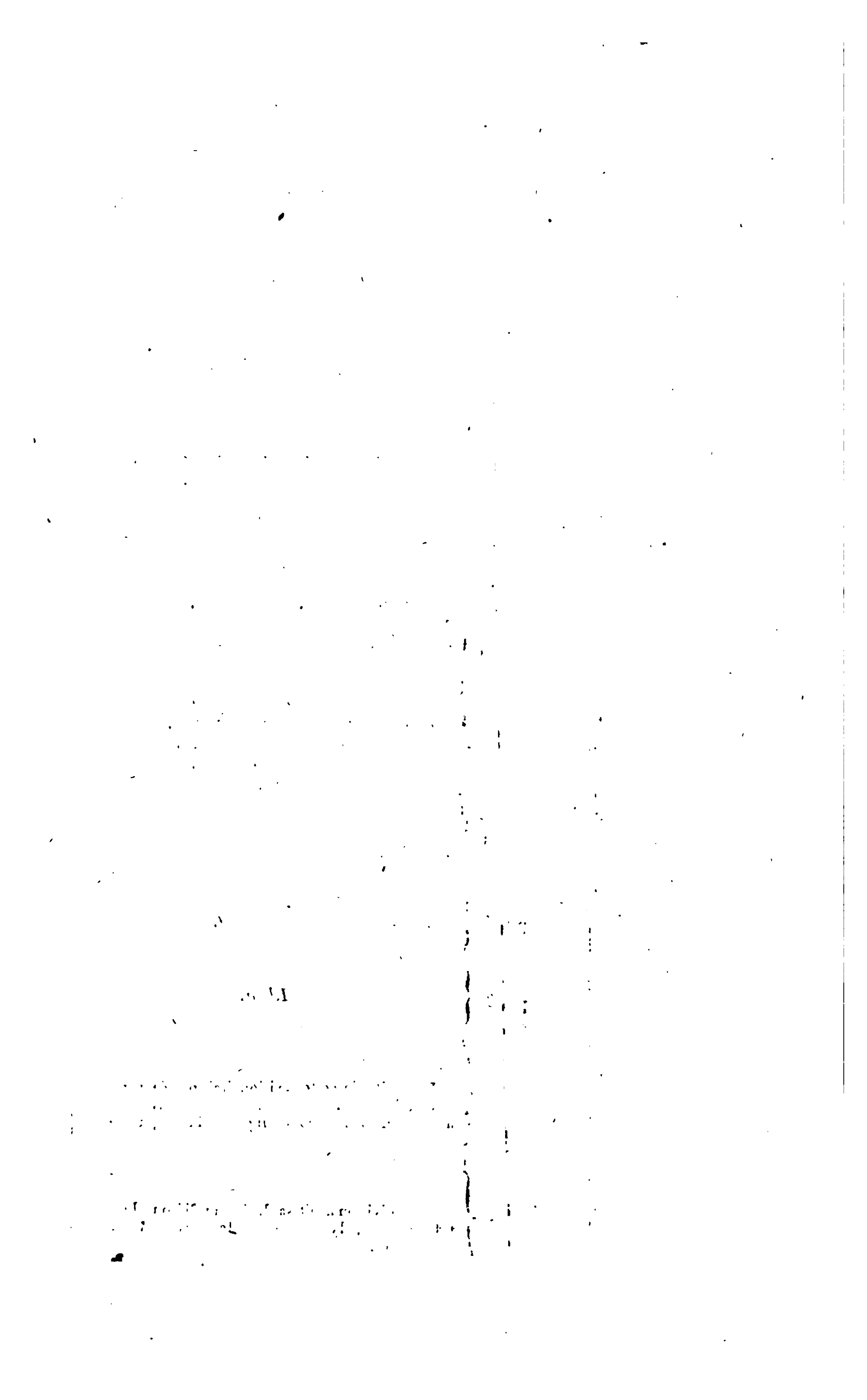


TABLEAU de l'ordre de bat Fleurus, gagnée le 20 juin 1794 p ourg.

DIVISIONS.		S.
AILE DROITE aux ordres DE MARCEAU.	MARCEAU (A)	Sambre, vis-à- , la gauche au- re; son avant- t Velaine.
	MAYER (A)	
	LEFEBVRE (B)	enaire à la ligne né, son avant-

lors de la bataille du 16. (*Voyez le Tableau ci-joint.*) De crainte que Cobourg ne l'attaquât avant la reddition de la place, Jourdan fit retrancher les principaux villages qui en bordaient le front, et une vaste redoute fut élevée au centre vers Heppignies.

Graces au talent du colonel Marescot qui dirigeait le siége, les travaux avaient été poussés avec un succès prodigieux, bien que les corps d'artillerie remplis de recrues fussent peu au fait de ce service.

Dès le 25, les batteries de la place furent réduites au silence, et l'on préparait tout pour l'assaut, lorsque le commandant autrichien entra en pourparlers. St.-Just qui exerçait un pouvoir souverain voulut que la garnison se rendît à discrétion. Il usa néanmoins de modération envers elle; car, non-seulement il lui accorda les honneurs de la guerre, mais il permit aussi aux officiers de conserver leur épée (1).

Dans la soirée même la garnison forte de 2,800 hommes sortit de la place. A peine eut-elle défilé que le bruit du canon qui se fit entendre, an-

(1) Le commandant avait écrit aux généraux français par un parlementaire. St.-Just renvoya cet officier sans ouvrir sa lettre, et en lui disant avec arrogance : « *c'est la place que nous voulons,* » *et non un chiffon de papier*; » le commandant, étourdi de cette réponse, capitula.

nonça l'arrivée à Herlaymont de secours désormais inutiles, et livra au désespoir ces troupes prisonnières.

Bataille de Fleurus.

Jourdan, supposant aux Impériaux une grande supériorité de forces, jugea prudent de se borner à les attendre, et ne crut pas pouvoir choisir un meilleur champ de bataille que celui où il se trouvait.

Une position demi-circulaire, propre à couvrir le siége d'une place, est peu convenable pour recevoir bataille : celle-ci semblait d'autant plus dangereuse qu'elle avait une rivière à dos, et que, son développement n'étant pas moindre de dix lieues, elle offrait tous les inconvéniens d'une ligne parallèle à la Sambre, si les Alliés faisaient un effort vigoureux contre une de ses extrémités. Mais le défaut de temps d'un côté, et les avantages qu'on se promettait des retranchemens de l'autre, empêchèrent de la rectifier.

La prise de Charleroi rendant la division Hatry disponible, Jourdan la plaça en réserve à Ransart, et fit renforcer sa gauche par la brigade Daurier que Schérer consentit à détacher à cet effet. Son intention était aussi de resserrer sa ligne et de porter sa gauche derrière le Piéton, en abandonnant les hauteurs de Courcelles, moins nécessaires depuis que Charleroi assurait un point de retraite au centre. Mais n'ayant pas eu le temps de faire lever les pontons qui étaient

sur la Sambre, ni d'abriter le parc de réserve qui se trouvait à Montigny, il laissa la division Montaigu sur les hauteurs de Courcelles avec l'instruction d'opérer sa retraite en deux colonnes sur Lernes et le pont de Marchiennes; puis il établit Kléber en réserve sur le plateau de Jumel.

Par suite de cette résolution, ce fut dans les champs de Fleurus déjà célèbres par la victoire du maréchal de Luxembourg en 1690, que se livra cette bataille mémorable : l'intérêt d'une faction en exagéra dans le temps les trophées et les résultats; toutefois on ne saurait se dissimuler que si elle n'en eut pas de très-grands sur le champ de bataille même, elle ouvrit la brillante série de succès des armées françaises qui, sans cela, eussent été refoulées sur leur frontière.

Pendant que Jourdan arrêtait ainsi ses dispositions défensives, le prince de Cobourg méditait à loisir son plan d'attaque, et loin de songer à faire de grands efforts sur l'une des extrémités de la ligne de son adversaire, il forma au contraire cinq corps subdivisés en neuf colonnes qui, disposées sur un demi-cercle extérieur, devaient nécessairement présenter moins d'ensemble et de force que la ligne française (1). Le prince de Cobourg se décide à attaquer.

(1) C'était dans le fait deux demi-cercles concentriques, celui de Jourdan étant interne avait le plus petit diamètre, et nécessairement plus de force que celui des Alliés, dont les extrémités ne pou-

Fautes qu'il commet.

Pour justifier la multiplicité de ces attaques, l'état-major autrichien annonça l'intention d'occuper les républicains en même temps sur tous les points. Depuis des siècles on s'accordait à reconnaître que l'art consistait à attaquer une partie du front ennemi avec la plus grande partie de ses forces; César, Végèce, Folard avaient développé divers moyens d'arriver à ce but; mais dans les premières guerres de la révolution, il semblait qu'on eût pris à tâche d'opérer contre toutes les règles; car il est évident que 80 mille hommes qui en attaquent 100 mille, mettent plus de chances en leur faveur en réduisant moitié de cette armée à l'inaction, qu'en cher-

vaient se soutenir ni même communiquer entre elles qu'en faisant le tour de la circonférence.

Cet ordre de bataille est absolument le même que celui de Leipzig; les Alliés firent ici des attaques concentriques comme Cobourg à Fleurus; mais elles réussirent en 1813, parce que les masses beaucoup plus nombreuses se liaient toutes entr'elles; que 250 mille hommes combattirent avec ensemble, en ligne circulaire sur une étendue de cinq à six lieues au plus, et que chaque colonne formant une masse assez forte pour n'avoir pas besoin de soutien, il n'y eut ainsi aucun point faible: enfin une supériorité de 100 mille hommes de vieilles troupes devait suffire pour assurer la victoire. Il n'en fut pas de même à Fleurus où la ligne de combat de Cobourg était de dix lieues pour 70 mille hommes: si les Alliés s'étaient étendus dans la même proportion à Leipzig, ils auraient formé un demi-cercle de trente-cinq lieues, et Napoléon à coup sûr n'aurait pas manqué de les accabler successivement.

chant à embrasser toute sa ligne de bataille.

Quoi qu'il en soit, le prince de Cobourg imbu des erreurs qui régnaient alors à l'état-major impérial, et que l'opinion publique a trop légèrement attribuées à Lascy, résolut au mépris des sévères leçons reçues dans la campagne précédente, d'aborder l'armée française sur tous les points.

Le corps de droite aux ordres du prince d'Orange et de Latour, devait se diviser en trois colonnes pour s'emparer de Fontaine-l'Evêque, de Traségnies et du bois de Monceaux; il était fort de 24 bataillons et 32 escadrons. Dispositions des Alliés.

Le 2e, commandé par le général Quasdanowich, consistant en 14 bataillons et 16 escadrons, avait ordre de se porter par la grande route de Bruxelles sur Frasne, Mellet et Gosselies.

La 3e division, dirigée par le prince de Kaunitz, composée de 10 bataillons, 18 escadrons, avait pour instruction de pénétrer au centre par Mellet et Fleurus sur Heppignies (1).

L'archiduc Charles avec un détachement moins nombreux, devait se lier au précédent, et marcher sur Fleurus.

Le corps de gauche, sous Beaulieu, fort de 16 à 18 mille hommes, fut divisé en trois colonnes; la 1re, conduite par ce général même, re-

---

(1) Le corps de Kaunitz était, je crois, un peu plus fort, ou du moins, il avait en seconde ligne la réserve de l'armée.

monta la rive droite de la Sambre : celle du centre, dirigée par le général Zopf, se porta dans le bois de Lambusart; la droite, qui devait se lier à l'Archiduc, était confiée au général Schmertzing; toutes trois reçurent ordre de se porter sur Charleroi après leur réunion.

Au lieu de ces attaques décousues, le prince de Cobourg aurait dû concentrer ses efforts entre Lambusart et Thuméon; il eût ainsi paralysé la gauche de Jourdan, et couvert ses communications avec Louvain et Tirlemont; tandis qu'en portant ses masses sur la droite vers Traségnies ou Fontaine-l'Evêque, il risqua de perdre et le champ de bataille et sa ligne de retraite.

L'action s'engagea le 26 à la pointe du jour; chaque corps ayant livré pour ainsi dire un combat séparé, nous serons forcés de rendre compte successivement de leurs opérations à partir de la droite des Alliés.

Opérations du prince d'Orange.

La première colonne, conduite par le prince d'Orange en personne, s'empara d'abord du calvaire d'Anderlues, de Fontaine-l'Evêque, et s'avança contre le château de Vespe. Comme elle devait déboucher sur Rus, pour se lier aux deux autres colonnes du même corps, elle attaqua le général Daurier qui repoussa tous ses efforts avec courage et sang-froid. Vers dix heures, la gauche de la division Montaigu forcée de battre

en retraite devant la seconde colonne, s'étant réunie à ce général, rompit l'équilibre des forces sur ce point, et mit tout l'avantage du côté des républicains. Le prince d'Orange fit néanmoins plusieurs attaques de front assez vives, et manœuvra pour les prendre en flanc; tous ses efforts ayant été inutiles, il fit charger brusquement par sa cavalerie les troupes qui gardaient les batteries; mais elle fut repoussée par la mitraille, et le prince avec sa colonne épuisée se retira sur Forchies.

Latour chasse Montaigu sur Marchiennes.

Sur ces entrefaites, les deux autres divisions commandées par le général Latour avaient obtenu plus de succès (1). Franchir le Piéton, se former en bataille entre le bois de Gloriette et la cense de Mont-à-Goui, puis s'avancer par échelons vers Traségnies, en refusant leur gauche fut l'affaire de deux heures. Mais perdant ici un temps précieux, elles engagèrent une longue et vaine canonnade à la suite de laquelle leur première ligne gagna quelque terrain sur la brigade de droite du général Montaigu : celui-ci

(1) On a dit que ces deux colonnes étaient conduites par le prince de Waldeck; il est possible qu'il combattit sur ce point, mais il avait remplacé Mack en qualité de chef d'état-major général, et ne commandait pas de corps. Un général autrichien m'a assuré que ces colonnes étaient celles de Latour.

pour arrêter ces progrès, fit charger sa cavalerie, et reprit sa première position. Cependant la réserve de Latour étant accourue, culbute les escadrons français sur leur infanterie, et force Montaigu à la retraite. Le général autrichien s'empare alors de Forchies et du château de Lamarche, pousse ses troupes légères dans les bois de Monceaux, et dirige ses colonnes sur la cense Judonsart.

Montaigu réuni à Daurier contient le prince d'Orange et Latour.

Montaigu se replie conformément à ses instructions vers dix heures sur Marchiennes, et la brigade Poncet se réunit, comme nous l'avons dit, à celle de Daurier, entre Rus et Landely.

A peine Kléber fut-il informé de ces événemens qu'il envoya un renfort à cette division; mais celui-ci, en débouchant de Courcelles, la trouva en pleine retraite, et se vit forcé d'en faire autant.

Latour, maître des bois de Monceaux, canonne déjà Marchiennes-au-Pont; encore un pas et il va se rendre maître de ce passage, quand la retraite de la 1re colonne et l'attitude de Kléber mettent un terme à ses progrès, et font changer en un clin-d'œil la face des affaires.

Kléber s'avance contre Latour et le repousse.

En effet, le général Jourdan inquiet du sort de sa division de gauche, avait ordonné à Kléber de s'avancer sur le Piéton. Il était midi lorsque ce général, pour soutenir la droite de Montaigu, fait placer de fortes batteries sur les hauteurs, et

porte Bernadotte vers Baymont avec quelques bataillons. Cette diversion sauve le poste important de Marchiennes. Après une canonnade assez vive, l'artillerie républicaine éteint le feu des Alliés; Kléber voyant que les Autrichiens marquaient de l'irrésolution, sans doute à cause de la retraite du prince d'Orange, saisit habilement cet instant pour opérer un effort; et tandis que le chef de brigade Bernadotte pénètre dans le bois de Monceaux, lui-même attaque leur gauche et la fait tourner vers deux heures par la brigade Duhesme, soutenue de deux régimens de cavalerie. Cette colonne de Latour, informée alors que les reconnaissances poussées sur Charleroi y avaient été accueillies à coups de canon, jugea qu'il était temps d'effectuer sa retraite sur Forchies, d'où elle se porta vers quatre heures à Haine-St.-Paul.

Tandis que les trois attaques du 1[er] corps échouaient par défaut d'ensemble, le général Quasdanowich s'était emparé de Frasne, et se déployait en avant de la cense de Granchamp. Morlot, dans l'espoir de le prévenir, avait dirigé des troupes par Pont-à-Migneloup et Thuméon, afin de menacer ses flancs, pendant qu'il l'aborderait de front, mais ces manœuvres furent déjouées; Quasdanowich l'attaqua lui-même sur sa droite à Brumschaüd, dont il le délogea aussi bien

Attaque du centre des Impériaux.

que de Mellet. Il s'établit ensuite sur les hauteurs de ce village, d'où il canonna vivement le gros de la division française : ce moyen ne suffisant pas pour l'en chasser, il résolut de passer le Piéton et de tourner sa gauche, à l'aide d'une autre colonne qui la combattrait de front. Après une résistance honorable, le général Morlot s'apercevant que les Impériaux commençaient à gagner son flanc, se retira sur Gosselies; il fut poursuivi jusqu'au ruisseau, et déjà la colonne de Quasdanowich franchissait cette barrière, lorsque le prince de Cobourg, informé de la reddition de Charleroi, lui envoya l'ordre de se retirer sur Trois-Bras entre Frasne et Genape.

Opérations de la colonne de Kaunitz.

Le corps, aux ordres de Kaunitz, formant la 5e colonne, n'avait pas débuté avec moins de succès. Son avant-garde replia d'abord près de la ferme de Chessart, les avant-postes de Championnet dans les retranchemens d'Heppignies et de Wagné; ce qui facilita le déploiement du gros de la colonne vers St.-Fiacre, sans que les républicains y opposassent d'autre obstacle qu'une vive canonnade.

La position de Championnet était excellente; elle appuyait sa gauche à une grande redoute armée de 18 pièces de gros calibre qui commandait la plaine à droite d'Heppignies, entre Fleurus et Mellet. D'ailleurs elle était protégée par la

réserve de cavalerie et quatre batteries d'artillerie légère. Les Impériaux éprouvèrent donc la résistance la plus opiniâtre. Vers dix heures, le général Championnet chercha même à les faire tourner par une brigade de cavalerie du côté de Wagné; mais chargés par des forces supérieures, les escadrons français furent repoussés avec perte.

Il paraît que cette colonne se contenta ensuite de canonner durant plusieurs heures, car elle ne prit sérieusement l'offensive que sur l'avis des succès remportés par Beaulieu à Lambusart. Alors Kaunitz s'avança sous la protection du feu croisé de sa nombreuse artillerie dirigée contre les hauteurs retranchées d'Heppignies, et se prolongea à droite pour les tourner. Cette manœuvre, à laquelle les Autrichiens attribuèrent la prise immédiate de la grande redoute et du village, eût cependant encore été infructueuse, si au même moment Championnet n'eût reçu le faux avis de la retraite de Lefebvre, et n'eût craint de se compromettre par une plus longue résistance. Déjà la grande redoute était désarmée, et la division en pleine retraite sous la protection de la brigade Legrand qui tenait encore le cimetière, lorsque le général en chef arrêta ce mouvement rétrograde qui pouvait avoir des conséquences si funestes. Il amenait avec lui six bataillons et six escadrons

Elle repousse Championnet d'Heppignies.

Jourdan rétablit le combat.

de la division Kléber, qu'il forma sur-le-champ en colonnes serrées à la droite d'Heppignies, et ordonna à Championnet de marcher sur ce village au pas de charge.

Cette circonstance, qui fait honneur au coup-d'œil de Jourdan, devint décisive : les tirailleurs autrichiens s'étaient déjà emparés des haies et des jardins qui environnent Heppignies ; leur corps de bataille, s'avançant sur deux lignes avec plus d'aplomb que de vigueur, les en laissa chasser ; bientôt même le feu de la grande redoute et de l'artillerie légère porta la mort et le désordre dans ses rangs. Jourdan, saisissant l'à-propos, ordonne une charge de cavalerie ; Dubois plus ardent que sage enlève ses premiers escadrons, et se jette avec fureur sur l'ennemi ; les autres le suivent sans aucun ordre, et forment ainsi une colonne profonde au choc de laquelle la première ligne autrichienne ne peut résister : elle est enfoncée, l'infanterie n'a que le temps de se former en carrés, et plus de 50 pièces de canon restent abandonnées ; mais cette colonne, résultat du hasard, se trouvant un peu en désordre, et n'étant point appuyée par une réserve, le prince de Lambesc l'assaillit à son tour avec les carabiniers et les cuirassiers impériaux, et parvient à reprendre son artillerie. Cette charge, qui eut lieu vers sept heures, fut le dernier ef-

fort des coalisés. Le prince de Cobourg depuis long-temps avait ordonné la retraite, et Kaunitz se mit alors en devoir de la couvrir.

De son côté, l'archiduc Charles avait attaqué en avant de Fleurus, les troupes légères de Lefebvre, et les avait obligées à se retirer sur les hauteurs retranchées occupées par sa division. Attaque de l'archiduc Charles avec la 6e colon.

Le prince fit alors filer des troupes vers le centre et la gauche; mais leurs efforts furent également infructueux des deux côtés. Trois fois elles arrivèrent à demi-portée de fusil des retranchemens, trois fois elles se virent arrêtées par la mitraille et la mousqueterie (1); dès que ses colonnes s'ébranlaient, elles étaient chargées et poursuivies l'épée dans les reins par des escadrons qui débouchaient d'ouvertures ménagées dans les retranchemens.

Cependant à l'extrême gauche des Impériaux, Beaulieu avait repoussé l'avant-garde de Marceau entre la cense de Fays et les villages de Wansersée et de Velaine; bientôt après, il s'empara de ce dernier village et des avenues du bois de ce nom; la droite de Marceau retirée dans les re- Opérations de Beaulieu à la gauche des Alliés.

(1) Cette attaque de l'Archiduc n'est pas mentionnée dans une relation que j'ai lue; cela ne fait rien au fond, puisqu'il est vrai qu'une colonne se présenta devant Fleurus, et que ses efforts se confondirent bientôt avec les autres attaques de Beaulieu, lorsque le général Lefebvre eut fait son mouvement à droite sur Lambusart.

tranchemens du bois de Copiaux, s'y défendit vaillamment jusqu'au moment où l'ennemi pénétrant par la tranchée qui conduit à la cense de la Maison rouge, la tourna et l'obligea de battre en retraite.

Marceau d'abord culbuté défend vigoureusement Lambusart.

Ce mouvement rétrograde du corps de Marceau, précipité par des charges de cavalerie, se fit en désordre sur Pont-à-Loup. Quelques bataillons se jetèrent dans les haies et les jardins de Lambusart, où bientôt ils furent soutenus par trois bataillons de la division Lefebvre, et autant de la division Hatry. Marceau se mit alors à la tête de cette poignée d'hommes, sans s'inquiéter du reste de son corps qui repassa la Sambre dans une horrible confusion.

Lefebvre manœuvre pour le soutenir.

Le général Lefebvre voyant son flanc droit sérieusement menacé par la retraite de Marceau, enjoignit aux troupes qui combattaient à Fleurus de se retirer par échelons dans les retranchemens du camp : après avoir détaché, comme on vient de le dire, trois bataillons au secours de Marceau, il établit un régiment de cavalerie et les grenadiers de sa division en potence, depuis le village jusqu'au bois, dans lequel on plaça quelques troupes et une batterie de 12 pièces.

Efforts de Beaulieu sur Lambusart.

Ces nouvelles dispositions se faisant au milieu d'une certaine confusion, le général Beaulieu profita du moment pour pousser sa cavalerie

jusqu'à la hauteur de Lambusart; mais, arrêté par la batterie dont on vient de parler, il fut obligé d'abriter ses troupes dans le vallon à droite du village; la cavalerie française s'étant ralliée sur ces entrefaites, essaya inutilement de reprendre ce poste.

Le village de Lambusart, devenu le point de mire de Beaulieu, fut alors chaudement attaqué. Convaincu que sa possession lui donnerait la facilité de tourner la droite de l'armée républicaine, il fit appuyer la colonne de Schmertzing à gauche pour la réunir aux deux autres, et tenter avec elles un effort décisif; il paraît même que quelques troupes de la 6e colonne soutinrent la droite de cette dernière.

Jourdan porte une brigade de réserve pour renforcer Lefebvre.

Ce mouvement des Autrichiens du centre vers leur gauche fut aperçu par le général Jourdan (1), qui détacha sur-le-champ une partie de la division Hatry au secours de Lefebvre. Beaulieu comptait tellement sur le succès, qu'il avait commencé par s'assurer des passages de la Sambre, et mis quelque tiédeur dans sa marche; cependant grace à la concentration de ses troupes, il parvint à enlever Lambusart.

(1) On sait qu'à cette bataille on fit le premier essai des aréostats, et qu'on en a attribué le gain aux signaux qu'ils donnèrent; mais nous savons de bonne part qu'il ne servirent à rien.

Celui-ci repousse Beaulieu.

Ce succès n'eut pas toutefois les suites que le général autrichien espérait; car, lorsqu'il voulut déboucher, il fut arrêté par le feu des bataillons de Marceau qui tinrent ferme dans les haies et les jardins : Beaulieu rebuté sur ce point, se contenta d'y laisser un fort cordon de tirailleurs, sous la protection d'une nombreuse artillerie, et d'une réserve de cavalerie et de grenadiers déployée en arrière du village : formant ensuite du surplus de ses troupes trois colonnes dans les intervalles desquelles il plaça son artillerie, il essaya de tourner Lambusart. Le général Lefebvre sans se déconcerter ne fit exécuter son feu que lorsque les colonnes ennemies se trouvèrent à demi-portée, afin d'y semer l'épouvante et la mort. Trois fois elles revinrent à la charge avec le même résultat; la dernière attaque fut la plus meurtrière, l'artillerie tirait si vivement de part et d'autre qu'on ne distinguait plus les coups; les obus enflammèrent les blés et les baraques du camp. Le général Lefebvre mit à profit cette circonstance pour dérober un mouvement à Beaulieu; il prescrivit à la seconde ligne de se former à sa droite en colonne d'attaque et de marcher sur Lambusart; pareil ordre fut donné aux corps qui formaient le crochet dont on a fait mention; ces derniers abordèrent le village par sa droite, tandis que les autres l'attaquaient de front : un tel

effort devait avoir des résultats d'autant plus certains que le surplus de la division Hatry s'avançait de Ransart pour prendre part à ce combat; cependant les Impériaux, quoique surpris par cette double attaque, firent une honorable résistance et n'abandonnèrent le poste qu'après l'avoir jonché de cadavres.

Les Alliés instruits de la chute de Charleroi se retirent.

Pendant qu'on se disputait Lambusart avec tant d'opiniâtreté, Beaulieu avait poussé quelques coureurs le long de la Sambre jusqu'à Charleroi, qu'il croyait débloquer; mais, accueillis par le canon de la place, ils durent s'estimer heureux de sortir sains et saufs d'un si mauvais pas. Tel était l'état des choses, quand le général Beaulieu reçut l'ordre de se retirer vers six heures du soir sur Sombref et Gembloux.

On voit, par cette relation, que la droite aux ordres de Marceau avait été culbutée de l'autre côté de la Sambre; que la gauche sous Montaigu avait quitté le champ de bataille et repassé presqu'entièrement cette rivière; qu'une partie du centre avait été forcée de prendre position en arrière de la ligne primitive; enfin, que les divisions Lefebvre, Championnet, Kléber et Daurier étaient les seules engagées avec vigueur sur le champ de bataille contre des colonnes qui avaient reçu l'ordre de se retirer.

On peut donc dire sans diminuer la gloire du vainqueur, que si les trois colonnes du prince

d'Orange, au lieu de se retirer sur Forchies et Anderlues, se fussent liées avec celle de Quasdanowich pour attaquer Gosselies et Jumet, tandis que Kaunitz, l'Archiduc et Beaulieu se seraient réunis contre Fleurus, la bataille eût été gagnée par les Alliés. Mais le prince de Cobourg, prêt à sacrifier 10 mille hommes pour sauver une bicoque, n'osa rien entreprendre pour assurer le succès d'une manœuvre capable de réparer tous les échecs de la campagne : Charleroi pris, il crut qu'il n'avait rien de mieux à faire que d'ordonner la retraite, et se tint pour battu, quand la victoire paraissait encore indécise.

Suites de la bataille de Fleurus.

L'armée française, faute de munitions, resta dans ses positions retranchées; celle de Cobourg se retira d'abord sur Nivelles, l'aile droite aux ordres de Latour et du prince d'Orange vint ensuite à Rœulx, le centre à Mont-St.-Jean à l'entrée de la forêt de Soignies; la gauche sous Beaulieu vers Genape et Gembloux. La perte fut à-peu-près égale; on peut l'estimer de chaque côté à 4 ou 5 mille hommes hors de combat.

L'issue de la bataille de Fleurus, quoique moins décisive qu'on ne le répandit en France, laissa néanmoins peu d'espoir aux Alliés de se maintenir en Belgique : l'armée victorieuse menaça alors la ligne de la Meuse et la communication directe des Impériaux avec leur base du Rhin; il n'y avait qu'un mouvement combiné

du prince de Cobourg et du duc d'Yorck qui pût rétablir les affaires, et leur jonction même n'eût pas été sans inconvéniens, puisque Jourdan se trouvait en mesure de les prévenir à Namur. A la vérité la réunion des Alliés eût été favorisée par la direction excentrique qu'on donna quelques jours après à l'armée du Nord; mais cette chance était impossible à prévoir; et une telle manœuvre semblait d'ailleurs contraire au système pusillanime de leurs généraux.

Faux mouvement de l'armée du Nord sur Bruges.

Au moment où Cobourg partit de Tournay, Pichegru, après avoir mis Ypres en état de défense, s'était porté le 20 juin sur la Mindel. Clairfayt se retira sur Gand; le duc d'Yorck campa le 21 entre Oudenarde et Renaix, laissant une brigade à Tournay; le général Kray, posté depuis long-temps avec un corps d'observation à Orchies, vint camper à Maulde.

Les Français eurent alors l'intention de faire obliquer l'armée du Nord à droite pour passer l'Escaut à Oudenarde, isoler ainsi Clairfayt du duc d'Yorck, se lier ensuite à l'armée de Sambre-et-Meuse, et frapper, de concert avec elle, des coups décisifs. Ce projet, mieux conçu que tous les précédens, ne fut point exécuté. On en donne généralement l'honneur à Pichegru, quoique des militaires l'attribuent au général Reynier, d'autres au comité qui, dit-on, changea subitement d'avis. Nous ne saurions rien affirmer de

positif, si ce n'est que le gouvernement, saisissant sans examen toute occasion de porter des coups à l'Angleterre, imagina d'envoyer Lacombe-St.-Michel et l'amiral Vanstabel avec 16 mille hommes contre l'île de Walcheren, pour chercher à soulever les Provinces-Unies; et qu'en vue d'assurer la réussite de cette tentative, l'armée du Nord devait s'emparer de Nieuport et d'Ostende. Ce mouvement, aussi peu militaire que celui de Dumouriez sur la Hollande en 1793, paralysa 200 mille hommes victorieux, dont la réunion allait procurer des résultats bien plus importans; il eût même fait perdre le fruit de tous les succès antérieurs, si les Alliés, éclairés par l'expérience, avaient réuni leurs forces et rejeté Jourdan sur Maubeuge.

Déjà l'armée du Nord était arrivée à Norteghem, lorsqu'elle reçut, le 26 juin, l'ordre de ce fatal changement de direction : elle remonta donc sur Deynse le 30 juin, et arriva le lendemain à Bruges que Moreau occupait depuis deux jours; l'avant-garde entra à Ostende sans coup férir, comme l'on pouvait bien s'y attendre.

Les divisions de gauche, aux ordres de Moreau et de Michaud, furent destinées ensuite à garder la West-Flandre, et à faire le siége de Nieuport et de l'Ecluse; le centre et la droite étaient plus que suffisans pour observer le duc d'Yorck qui ne bougeati pas de Renaix. Clairfayt, réuni

8, page 154.

DU NORD,

DIVISIONS.	AL ISION.	EMPLACEMENT.
DESPEAUX.	05	en avant de Gand.

au corps de Moira, se trouvait en arrière de Gand. La position générale des Alliés suivait delà par deux corps de communication sur Tournay et Maulde, jusqu'à la rivière de Haine; le prince d'Orange était à Mons, le gros de l'armée autrichienne à Mont-St.-Jean; Beaulieu et Quasdanowich à l'extrême gauche entre Sombref et la Sambre.

Les Alliés voulant prendre une nouvelle ligne sont prévenus.

Les généraux coalisés, sentant combien il leur serait difficile de conserver une ligne aussi dégarnie et aussi étendue, se réunirent le 1er juillet à Braine-la-Leud, et résolurent de la resserrer pour couvrir Bruxelles. Les Hanovriens, sous le général Walmoden formant la droite, devaient venir s'appuyer à Termonde; le duc d'Yorck, avec les Hessois et les Anglais, à Asche; Clairfayt à Bodeghem; le prince d'Orange eut ordre de marcher à Tubise près de Hall; l'armée principale resta au camp de Mont-St.-Jean, et Beaulieu conserva ses positions. De telles mesures apportaient peu de remède au mal; ce n'était pas en resserrant faiblement une ligne si étendue, ni en restant divisés, que l'on pouvait réparer dix défaites : le seul moyen d'y mettre un terme après la bataille de Fleurus, eût été de profiter de la marche de Pichegru sur Bruges, pour opérer une concentration de toutes les forces et accabler Jourdan.

On remarquera d'ailleurs que ce projet ne fut point exactement suivi, et les mouvemens des Français en furent sans doute cause : il est assez singulier qu'une armée en présence de l'ennemi et pour ainsi dire engagée avec lui, arrête des projets dont l'exécution ne doit commencer que cinq jours après. Cette monstruosité militaire est encore un des inconvéniens attachés au système des divisions isolées et des lignes étendues; car il faut que le temps fixé pour l'exécution soit assez reculé, pour que tous les corps de l'armée puissent y concourir. Dans cet intervalle les opérations de l'ennemi dérangent toutes les combinaisons, et exposent les divisions disséminées à être surprises et battues partiellement.

Mouvement de Jourdan par sa gauche sur Mons.

Au moment même où les Alliés, par suite de ces projets, faisaient replier toutes leurs troupes répandues dans la forêt de Mormal et devant Maubeuge, Jourdan, renforcé par la majeure partie des détachemens qui étaient restés au centre depuis Guise jusqu'à Thuin, se mettait en marche ; malheureusement, au lieu de diriger ses efforts sur le point principal par sa droite, il porta une grande partie de ses forces à Mons sur sa gauche, où il supposait que Pichegru viendrait bientôt se joindre à lui.

Ce mouvement concentrique n'était point une faute de la part de Jourdan, qui ne recevait du

comité que des directions insuffisantes; c'était au gouvernement à sentir l'importance de la victoire de Fleurus, et à diriger sur-le-champ l'armée du Nord vers Ath, tandis que Jourdan continuerait à manoeuvrer par la droite en accablant Beaulieu vers Namur.

Ainsi, dès que le plan général d'opérations n'assignait pas aux masses une bonne direction primitive, les mouvemens partiels des armées devaient s'en ressentir; et le comité, aveuglé par ses projets sur les côtes, prescrivait à Jourdan de s'étendre par la gauche et de s'établir parallèlement aux Alliés entre Mons et Bruxelles : résolution bizarre et contraire à tout principe de stratégie.

Tandis que les quatre divisions du centre et de droite s'avançaient vers Marbaix ou Sombref, observant Gembloux et la route de Namur, le général Kléber marcha le 1er juillet sur Mons avec sa division commandée par Duhesme, celles de Montaigu et de Muller commandées par Schérer, enfin la réserve de cavalerie et la division Lefebvre. Le prince de Waldeck et Latour qui tenaient Rœulx en forces, paraissant disposés à faire bonne contenance, Kléber ordonna l'attaque: Duhesme, soutenu de la réserve de cavalerie, eut ordre d'assaillir de front les hauteurs de Braquignies; Montaigu et Schérer se portèrent sur le bois d'Havré, et Ferrand dut marcher sur

Mons avec les troupes du camp de Maubeuge. Le combat fut assez vif; mais les généraux autrichiens, voyant leur avant-garde sous Davidowich forcée à Braquignies par Duhesme, et leur gauche déjà débordée par Dubois, se retirèrent en toute hâte sur Braine-le-Comte, abandonnant deux pièces de canon et quelques centaines de prisonniers.

De leur côté, Montaigu et Schérer, après avoir nettoyé le bois d'Havré, enlevèrent le mont Palisel. En même temps le général Ferrand entra dans Mons sans éprouver la moindre résistance. Kléber y ayant réuni toutes ses troupes, le prince d'Orange se retira en bon ordre par Soignies sur Hall.

Après ce succès, Schérer et Ferrand se rabattirent sur les quatre forteresses conquises par les Autrichiens, pour en former l'investissement de concert avec le général Osten, détaché de l'armée de Pichegru dans le même but: l'armée de Sambre-et-Meuse continua sa marche.

Combats de Sombref et Braine-la-Leud.

Pendant que les Français employaient des forces si imposantes pour chasser de Mons, un corps qu'on aurait dû chercher à y attirer afin de rendre sa perte plus certaine, des combats journaliers mais peu importans, eurent lieu entre les avant-gardes de la droite et les postes des Alliés. Beaulieu et Quasdanowich, campés vers Gembloux et tenant Sombref, défendaient les

routes de Namur contre les tentatives réitérées de la droite de l'armée de Sambre-et-Meuse. C'était contre eux qu'il aurait fallu diriger cinq divisions, et non contre le prince d'Orange : mais alors Jourdan était contrarié par de nouveaux ordres du comité de salut public qui, non content d'ordonner un faux mouvement à l'armée du Nord, prescrivit à ce général de la renforcer de 16 mille hommes : cette disposition, dont il fallut démontrer toute l'absurdité aux commissaires conventionnels, le tint probablement en suspens quelques jours. Quoi qu'il en soit, lorsqu'il apprit l'évacuation de Gand et de Tournay, et l'intention de Pichegru de se rapprocher de la Dender, il dirigea les divisions Kléber et Lefebvre, soutenues de la cavalerie du général Dubois, sur Nivelles, et fit des démonstrations plus sérieuses sur ce point.

Le prince de Cobourg sentit enfin qu'il était de son devoir de sauver ses communications, il quitta le 6 juillet le camp de Mont-St.-Jean, et marcha à Corbaix pour se rapprocher de Beaulieu et de la Meuse. Le prince d'Orange abandonnant Hall vint le remplacer dans ce camp, et y fut attaqué en arrivant. On se battit le même jour encore sur plusieurs autres points ; mais les Français marchant toujours sur des rayons divergens, ne formèrent pas moins de sept à huit

Retraite des Alliés sur Corbaix et Bruxelles.

colonnes : la première à gauche, se porta sur Braine-le-Comte ; la division Lefebvre et la réserve de cavalerie sur Nivelles. Morlot marcha sur la route de Genape à Bruxelles, Championnet sur Marbaix ; Hatry et Mayer prirent la direction de Sombref.

Combat de Mont-St.-Jean. 6 juillet.

L'arrière-garde autrichienne, inquiétée par la cavalerie du général Dubois et par la division Lefebvre, fut repoussée de Nivelles, Beaulers et Lillois. Arrivée près de Mont-St.-Jean et Braine-la-Leud, elle s'y réunit au corps du prince d'Orange qui, de concert avec elle, déjoua les tentatives du général Dubois, bien que la division Morlot, débouchant contre la gauche des Alliés, secondât les efforts de la réserve de cavalerie. Mais la colonne de Lefebvre étant arrivée sur ces entrefaites, les républicains redoublèrent d'efforts, chassèrent l'ennemi de sa position, et le reconduisirent jusqu'à Waterloo, où il arriva à la chute du jour. La perte des Alliés fut assez grande ; le prince de Hesse-Philipstadt perdit la vie dans une charge contre le général Dubois.

L'aile droite, composée des divisions Hatry et Mayer, repoussa les postes que Beaulieu avait conservés à Balatre et Boignée, pour ainsi dire sur le champ de bataille de Fleurus : quant à la division Championnet, elle eut de la peine à se soutenir à Marbaix.

On fit encore ce jour-là l'opposé de ce qu'on aurait dû; car il était inutile de courir sur la gauche et de suivre l'arrière-garde autrichienne à Braine-la-Leud; toute l'armée eût bien mieux opéré en se dirigeant à droite sur Gembloux, afin d'accabler Beaulieu; manœuvre qui eût mis les Alliés dans la nécessité de se faire jour pour regagner la Meuse, et dont le résultat eût été infaillible, si Pichegru, au lieu d'avoir ses forces éparses dans la Flandre maritime, était venu appuyer Jourdan, et prendre part à ces entreprises importantes.

Le 7 juillet, le combat se renouvela sur tout le front avec plus de succès, quoiqu'on négligeât toujours de renforcer le point décisif: Beaulieu, menacé d'être débordé par sa gauche et coupé de Namur, céda enfin Sombref aux généraux Hatry et Mayer à la suite d'un combat très-vif; il se retira d'abord sur Gembloux, puis sur Hotomont. Le prince d'Orange, battu à Mont-St.-Jean, se replia par la forêt de Soignies sur Bruxelles. Après cette affaire, la grande armée de Cobourg quitta son camp de Corbeck pour prendre position entre Louvain et Judoigne; son quartier-général fut établi, le 9 juillet à Tirlemont.

Nouveaux combats à la droite.

7 juillet.

A l'instant où ces événemens dérangeaient le plan concerté par les généraux alliés pour resserrer leur ligne de défense, le duc d'Yorck avait exécuté, suivant ses instructions, le mou-

vement convenu, et s'était porté, le 3 juillet, à Grammont sur la Dender, le 4 à Ninove, et le 6 à Asche : Clairfayt, parti de Gand par suite du même plan, s'était porté à Alost.

Positions des Alliés derrière la Dyle.

Les mouvemens rétrogrades des Impériaux rendant les dispositions arrêtées à Braine-la-Leud inexécutables, on résolut de prendre une ligne de défense derrière la Dyle. Cobourg à cet effet se porta le 9 à Louvain et Tirlemont, comme nous l'avons déjà dit : le prince d'Orange évacuant Bruxelles, se dirigea sur Rymenam avec les troupes hollandaises seulement; le général Kray s'établit en intermédiaire entre lui et les Autrichiens. Le duc d'Yorck ayant appris le 7 la défaite du prince d'Orange à Mont-St.-Jean, partit la même nuit d'Asche et marcha à Semps; il passa la Dyle le lendemain et traversa Malines pour venir camper à Conticq, Lendt et Lier : Clairfayt continuant à filer par sa gauche se réunit peu après à l'armée autrichienne à Tirlemont.

Réunion des Français à Bruxelles.

De son côté, l'armée du Nord quitta Gand le 9 juillet et s'avança à Erembodeghem, près d'Alost; ses partis entrèrent dans Bruxelles où l'avant-garde de Lefebvre avait rejeté l'ennemi en nettoyant la forêt de Soignies.

Ainsi s'effectua la jonction si désirable des deux armées républicaines.

Le 10, deux divisions de l'aile gauche de l'ar-

UC D'YORCK (

LIGNE. GÉNÉRAL

ades.

AS.	»	2	1er rég	
	»	2	2e	d
	»	2	6e	d
E.	»	2	8e	
	»	1	14e	
	»	3	Gardes	
RT.	1	»	8e	rég
	1	»	44e	
	1	»	33e	
M.	1	»	27e	
	1	»	28e	d
	1	»	25e	d

mée de Sambre-et-Meuse prirent possession de la capitale de la Belgique. Pichegru aussi pressé de s'attribuer cette conquête, qu'à rendre compte des succès de Hoche sous Landau, y avait précédé Jourdan, afin d'y établir son quartier-général.

Le 11 juillet, l'armée du Nord venant d'Asche, campa derrière le canal de Wilworde à la gauche de Bruxelles. Jourdan s'établit à Nivelles, et les deux armées se trouvèrent réunies en ligne, la gauche à Wilworde, le centre à Bruxelles, et la droite vers Namur.

Le comité leur prescrit de s'arrêter sur la Meuse.

Cette jonction tardive de forces si imposantes faisait néanmoins présager de grands événemens. Bien qu'il fût déjà trop tard pour gagner les communications de l'armée impériale, dont la retraite était assurée par Tirlemont sur Liége, on pouvait encore se promettre de grands succès: il ne s'agissait que de profiter de la séparation des Alliés, et de leur retraite divergente, pour accabler successivement leurs corps d'armées dès-lors beaucoup trop faibles pour résister à une masse victorieuse depuis trois mois. Un système opposé prévalut, et au grand étonnement de tous les militaires, le comité de salut public par une circonspection poussée jusqu'à la pusillanimité, ordonna de suspendre la poursuite jusqu'à la reddition des quatre places françaises

conquises par les Alliés; enjoignant aux généraux Pichegru et Jourdan de former une ligne d'Anvers à Namur pour en protéger le siége. On affirme toutefois qu'avant de connaître cette résolution, les représentans avaient décidé à Bruxelles que Pichegru prendrait le commandement des deux armées : mais celui-ci n'ayant fait aucune disposition convenable, les représentans de l'armée de Sambre-et-Meuse résolurent de concert avec Jourdan, de marcher sur Louvain et Tirlemont, pour suivre la grande armée impériale dans sa retraite. Pichegru, moins actif que les commissaires de la Convention, eut même de la peine à se décider pendant cet intervalle à occuper l'armée du duc d'Yorck vers Malines, afin de l'empêcher de se lier avec celle de Cobourg, et ce fut au général Reynier que l'on dut cette détermination.

La désunion s'accroît parmi les Alliés.

La série de revers bien mérités que les Alliés venaient d'éprouver, accrut la mésintelligence qui régnait déjà entre leurs généraux, en fournissant ample matière à commentaires sur leurs opérations réciproques, et une preuve de la divergence de leurs intérêts.

Les Anglais et le prince d'Orange ne voulaient que couvrir la Hollande; et les Autrichiens au contraire ne songeaient qu'à se rapprocher de Cologne et de Coblentz, nœuds de leurs communications avec l'Allemagne. Ils semblaient ré-

signés au sacrifice des Pays-Bas, qui leur avaient déjà coûté tant d'hommes; et qui, dans le fait, présentaient une ligne d'opérations toute à l'avantage des Français.

Dangers de leurs nouvelles positions.

Mais les Anglais et leurs Alliés ne réfléchirent pas qu'une position défensive est un triste gage de sécurité, quand elle est trop étendue, ou qu'une de ses parties est pour ainsi dire adossée à la mer. Ils ne furent point pénétrés de cette vérité, que le seul moyen d'empêcher les Français de s'aventurer dans les inondations et les marais du Brabant hollandais, était de conserver une masse formidable au confluent de la Meuse et de la Sambre, afin de menacer leur ligne par sa droite, et de les refouler successivement à la mer, s'ils ne renonçaient pas au double projet de faire face à la Meuse et de courir en Hollande. Loin de saisir l'avantage d'une retraite en masse vers Namur, on la fit excentrique, et la perte des Provinces-Unies en fut le résultat.

Le duc d'Yorck, renforcé par le corps du prince d'Orange, garda près de 50 mille combattans, pour couvrir le Brabant hollandais. (*Voyez le Tableau*); et Clairfayt rejoignit l'armée impériale à Louvain.

La nouvelle position des deux armées alliées ne valait guères mieux qu'un cordon défensif, attendu qu'elle n'était susceptible de résister à aucune attaque sérieuse contre le centre ou l'une

de ses extrémités (1). Elle commençait vers Anvers, suivait la Dyle par Malines, remontait par Louvain et Tirlemont, jusques vers Namur que Beaulieu couvrait. Ce cordon n'avait pas moins de trente lieues, et les troupes y étaient réparties en dix corps. On peut juger de ce qu'elles fussent devenues, si Pichegru et Jourdan avaient accablé le prince de Cobourg à Louvain avec 150 mille hommes; et qu'après avoir rejeté ses débris sur Maëstricht, ils eussent fait passer la Nèthe entre Lier et Herrenthals, à 90 mille républicains : l'armée d'Yorck eût été infailliblement accablée à Anvers; car on ne rembarque pas facilement 40 mille hommes, lorsque cette opération n'est point préparée, et que l'on n'a aucune flotte sous la main.

La position particulière du duc d'Yorck, ne valait guère mieux que la position générale des Alliés : il avait en trois camps, sa gauche à Lier, la droite à Conticq, et le corps de Moira isolé à Waerlos; les Hessois gardaient Malines; enfin les Hollandais, bien plus exposés encore, devaient s'établir à Rymenam derrière la Dyle, et défendre le passage du canal de Louvain, par une chaîne de postes aussi illusoire que dangereuse.

(1) La droite appuyée à la mer, n'offrait de chance favorable d'attaque, que par suite de succès déjà remportés au centre ; mais alors elle eût pu être bien compromise.

Malgré la faute que les Français commirent en séparant leurs armées, et ne donnant aucun grand but à leurs mouvemens à la suite de cette séparation; les affaires des coalisés prirent la tournure que méritaient leurs dispositions. L'armée du Nord passa la Senne et le canal de Wilworde le 13 juillet, et se dirigea sur Malines (1). La division Lemaire reçut ordre de se porter à droite, par Ockerzèle, sur les bois de Leysbetter et Hosterlembeck : celle du général Bonnaud devait marcher par Perck et Campenhout, sur Perperingen : le général Despeaux se dirigea par Ellewyt et les bois sur Coffendis, vis-à-vis de Bortmerbecke; Macdonald, Dewinter et Daendels à l'extrême gauche, prirent les directions de Hombeck et Halvegalge.

Passage du canal de Malines.

Toutes ces forces étaient commandées par Souham. Le 15 juillet au matin, elles attaquèrent les Hollandais qui gardaient le canal de Louvain, depuis Wespelaer jusqu'aux environs de Muysen. Les ordres donnés ne furent pas exactement suivis : la division Lemaire, au lieu de quitter la grande route pour prendre la droite de la ligne et attaquer l'aile gauche de l'ennemi, trouva plus

15 juillet.

(1) L'armée avait eu une nouvelle organisation. Le général Lemaire, récemment arrivé, prit le commandement d'une division. La formation des demi-brigades n'était pas entièrement achevée.

commode de suivre la chaussée jusqu'au pont du canal, ce qui arrêta la marche, et changea toutes les dispositions. Cependant, soit que les Hollandais jugeassent leur position aventurée, tandis que les Anglais étaient campés tranquillement à six lieues plus loin; soit qu'ils eussent peur de la masse qui les attaquait et de l'audace des troupes françaises; ils se retirèrent avec précipitation derrière la Nèthe jusqu'auprès de Nylen.

Le général Dalwig, qui commandait les Hessois à Malines, quoique tourné par sa gauche, fit une retraite honorable par le pont de Waelheim. Il aurait dû être coupé et enlevé, si le général français avait su profiter de sa supériorité. Dans le fait, si Pichegru avait connu la position de l'ennemi, il eût mieux opéré en faisant passer sa gauche à Battel, et sa droite vers Muysen; car, en suivant cette direction, il eût prévenu les Hessois à Waelheim, et empêché les Hollandais isolés d'Yorck, de regagner Lier et la Nèthe.

L'armée française prit position vers Malines. Dalwig, réuni à Moira, garda le passage de la Nèthe; les Hollandais le couvrirent vers Bevel: les Anglais restèrent à Conticq. Cette ligne, comme on le voit, était trop étendue pour résister à une attaque bien combinée.

Pichegru ne profite pas de ce succès.

Les 16 et 17 juillet, l'avant-garde de Jardon tenta inutilement de passer la Nèthe vers Walheim et Rosendael. En jetant un coup-d'œil sur

la carte, on verra que les Français étant maîtres de Malines le 15, le duc d'Yorck courait de grands risques; et que Pichegru, en marchant lui-même vers Lier, aurait pu attaquer cette ville le 16 au matin, culbuter la gauche et se former de Moutril à Lier, pour mettre les Anglais entre la masse de ses forces et l'Escaut, sans leur laisser la moindre voie de salut. Supposé que la moitié du corps du duc d'Yorck, campée à Conticq, eût pu se sauver à Anvers; jamais Moira ni Dalwig, dispersés à Waerlos, Dufel et Waelheim n'eussent échappé.

Au lieu de cette manœuvre si simple, on s'amusa à tirailler et à canonner toute la journée, sur le front des Hessois. Ensuite on resta huit jours dans une inaction complète, sous prétexte d'organiser le service des vivres; comme si ce motif pouvait être de quelque poids, dans le pays le plus fertile de l'Europe.

La faute de Pichegru fut aggravée par la retraite singulière que le corps hollandais fit inopinément le 17 juillet, de Nylen sur la petite Nèthe, d'où il vint ensuite jusqu'à Osterwick sous Breda, laissant les Anglais en l'air dans les postes indiqués. Si le général républicain avait su profiter de cette retraite prématurée, il les eût sans doute coupés et accablés : pour y réussir, il suffisait d'exécuter un mouvement rapide le 18; mais,

loin de concentrer son armée sous Dufel et Lier, il l'étendit par sa droite, le 20 juillet, depuis Waelheim jusqu'à Wechter, dans la direction d'Aerschot (1); elle ne quitta la ligne de la Dyle, que le 23, pour se diriger entre Lier et Heistop-denberg, sur l'avis que le duc d'Yorck était parti le 22 pour se retirer par Anvers, dont on trouva la citadelle même évacuée.

Opérations de Jourdan sur Louvain et Liége.

Il en était tout autrement du côté de l'armée de Sambre-et-Meuse; le 15 juillet, jour même où Pichegru s'empara de Malines, Jourdan marcha avec le centre sur Judoigne, et Kléber, avec trois divisions de l'aile gauche, se porta sur Louvain. Ces attaques avaient été précédées par la marche de l'aile droite aux ordres d'Hatry sur Namur. Beaulieu ayant été nommé chef de l'état-major général, l'aile gauche des Autrichiens fut dès-lors commandée par le comte de Latour qui jeta 400 hommes dans le château de Namur, et fit évacuer la ville, déjà démantelée. Hatry, après plusieurs pourparlers, s'en rendit maître, et fit la garnison prisonnière.

15 juillet.

L'attaque sur Louvain n'eut pas moins de succès : l'avant-garde de Cobourg y occupait la

(1) La division Bonnaud, placée à Wechter, près de Louvain; celle de Despeaux à Rymenam; Lemaire s'avance sur Putte, Souham sur Dufel et Liers.

fameuse position de la Montagne de Fer, où elle était soutenue par l'aile droite. Après un engagement des plus vifs, la position fut forcée : l'ennemi se reploya sur Tirlemont, où le gros de l'armée impériale était resté tranquille durant tous ces combats.

Cobourg se retire derrière la Meuse.

Alors, Cobourg, menacé par la droite de Jourdan qui, de Namur, pouvait le prévenir à Liége ; décidé d'ailleurs à se séparer de l'armée combinée anglo-hollandaise; prit le parti de repasser la Meuse à Maëstricht, Reckem et Stockem. Le corps de Latour couvrit ce mouvement, et passa la rivière à Liége et Viset.

Jourdan le suivit, et s'empara le 27 juillet de ces deux villes, ainsi que de Tongres. Les habitans de Liége accueillirent les Français, et s'armèrent contre les Autrichiens; mais ceux-ci, occupant les hauteurs retranchées de la Chartreuse, défendirent avec opiniâtreté le pont de la Meuse, et jetèrent des obus dans plusieurs quartiers, durant trois jours. Jourdan, pour faire cesser le feu, menaça d'incendier les propriétés des généraux belges au service de l'Empereur, et mit ainsi un terme à des ravages inutiles.

Long séjour des armées.

Les armées prirent alors des positions, qu'elles conservèrent long-temps. Les Autrichiens gardaient la Meuse; leur extrême droite vers Ruremonde; le centre à Maëstricht; la gauche à la

Chartreuse de Liége, et sur l'Ayvaille. Les Anglais réunis aux Hollandais, campaient derrière Breda et Osterwick; ayant un corps à Eindhoven, pour conserver des communications avec l'armée impériale.

Les armées françaises attendirent de leur côté, la prise des quatre places occupées par les Alliés sur la frontière du Nord. Elles appuyèrent leur gauche à Anvers, leur droite à Liége, et se couvrirent de retranchemens : un corps intermédiaire fut établi au centre, à Diest.

Le général Schérer s'étant dirigé sur Landrecies après le combat de Mons, avec les divisions Favreau et Jacob, fit mine d'ouvrir la tranchée le 15 juillet, et décida la place à capituler.

Les meneurs du comité, se flattant sans doute que la reddition des autres places serait beaucoup plus prompte, d'après l'exemple que venait de donner Landrecies, prescrivirent aux généraux en chef de ne pas avancer un pas de plus avant leur réduction; bien que le meilleur moyen d'en couvrir le siége fût de chasser les armées impériales jusqu'au-delà du Rhin.

Cependant l'armée du Nord avait détaché, de son côté, la belle division du général Moreau, dans la Flandre maritime. Après la prise de Nieuport qui se rendit à lui le 18 juillet, on résolut le siége de l'Ecluse; mais, pour l'investir, il fallait

occuper l'île de Cadzant; opération sujette à de grands obstacles, vu qu'on ne pouvait arriver dans cette île qu'en établissant des ponts, ou bien par une digue étroite, élevée au milieu des inondations et défendue par une batterie de 14 pièces de canon. Mais le général Moreau n'avait point de pontons, et ses ressources se bornaient à quelques batelets. L'audace des soldats suppléa à tout : les uns se jetèrent à la nage, les autres dans des nacelles; et malgré le feu de l'ennemi, ils abordèrent dans l'île, y firent 200 prisonniers, et s'emparèrent d'un grand nombre de batteries de côte.

Cette expédition, honorable sans doute pour les troupes qui l'exécutèrent, et le général qui les conduisit, n'était cependant qu'un accessoire, auquel il était bien inutile d'employer près de 15 mille hommes. N'eût-il pas beaucoup mieux valu les diriger sur la Meuse, et combiner leurs efforts avec ceux de l'armée du Nord?

Le succès de Moreau fut le dernier que les armées républicaines obtinrent sous l'odieux gouvernement des Jacobins. Une victoire plus importante pour la patrie, avait été remportée à la même époque par la Convention, sur les meneurs qui l'opprimaient depuis un an. Robespierre avait reçu, le 10 thermidor, le juste châtiment de ses crimes; mais avant de transporter

nos lecteurs au sein de l'assemblée, il est nécessaire de suivre notre marche ordinaire, et de rapporter les opérations des autres armées au début de la campagne, en suivant la ligne des frontières de la république; nous commencerons donc par celle du Rhin.

CHAPITRE XXXII.

Opérations entre le Rhin et la Sarre. — Mœllendorff, au lieu de marcher sur la Sambre, profite du départ de Jourdan pour prendre l'offensive dans le Palatinat. — Combats de Kayserslautern, de Rehute et de Weistheim.

Nous avons fait connaître au commencement de cette campagne la situation politique de la Prusse, et l'influence qu'elle exerça sur les premières opérations militaires dans la vallée du Rhin : on y a vu les hésitations du cabinet de Berlin, et la manière dont ses scrupules furent levés par le traité de La Haye. Cette convention stipulant la marche de l'armée prussienne sur la Sambre, aurait entièrement changé la face des affaires dans le Palatinat si elle avait reçu son exécution.

Toutefois on ne peut se dissimuler qu'en offrant quelques avantages, ce projet ne présentât aussi beaucoup de difficultés. Calqué en quelque sorte sur le plan d'Eugène et de Marlborough, il tendait à faire l'effort par l'extrême droite sur la ligne de la Picardie, en négligeant les Ardennes, et gardant la défensive à la gauche sur le Rhin.

Peut-être eût-il été plus convenable en principe de faire partir deux masses de Luxembourg et de Mayence concentriquement sur la Haute-Meuse et la Marne, pour tourner les obstacles principaux de la double ligne des places. Mais, puisque les Impériaux se trouvaient déjà maîtres de Valenciennes, Condé et le Quesnoy, il était naturel de les diriger par Guise, et l'armée prussienne par Mézières sur Laon; point de jonction aussi convenable sous les rapports de l'art que sous ceux de la politique.

A la vérité un bon plan n'assure pas toujours des succès, quand l'ennemi prend de son côté de justes mesures pour le déjouer; et tout porte à croire que Carnot, saisissant l'importance de ce mouvement, eût laissé la garde des places de l'Est à de petites garnisons, et tiré toutes les forces disponibles du Rhin et de la Moselle, pour amener dans la vallée de l'Oise un renfort supérieur même à l'armée de Mœllendorff.

Ce serait se jeter dans le champ des conjectures que de vouloir analyser les chances dérivant d'une pareille opération. Il suffit de savoir qu'elle n'eut point lieu. Les vues secrètes du cabinet prussien, ou les conceptions particulières de son général, renversèrent le plan de Mack; et on connaît la réponse faite par le maréchal Mœllendorff à la lettre du prince de Cobourg qui lui en proposait l'exécution.

L'armée prussienne décidée à rester sur le Rhin, reçut bientôt assez de recrues pour compléter ses cadres. A l'époque du 10 mai, elle consistait en 60 bataillons et 85 escadrons, dont la force totale, y compris les Saxons, s'élevait à 62 mille hommes.

La première ligne de ses cantonnemens s'étendait depuis le Rhin jusqu'aux sources de la Nahe; le reste était groupé autour de Mayence. L'armée impériale cantonnait sur la rive droite avec un débouché assuré par la tête de pont de Manheim, mise par les Autrichiens dans un état respectable de défense.

L'armée de la Moselle aux ordres de Jourdan, se rassemblait alors sur la Chiers; quoiqu'il fût un peu tard pour la devancer sur la Sambre, peut-être eût-il été encore convenable de l'attaquer, afin de mettre des entraves à sa jonction avec celle du Nord. Au surplus si son mouvement exécuté sans obstacle, assura aux républicains la supériorité sur la ligne décisive de la Meuse, il ouvrit en revanche aux coalisés des chances favorables sur la Moselle.

Situation des partis après le départ de Jourdan.

En effet, après le départ du général Jourdan, il ne resta entre Kayserslautern et Thionville que deux divisions trop éloignées pour se prêter un mutuel appui. Les Français devaient tenir la défensive sur cette ligne, jusqu'à ce que les événe-

mens militaires se déroulassent sur la frontière du Nord. Le comité de salut public, dont la sollicitude se tournait vers la Flandre, craignit cependant de laisser la ligne des Vosges en butte aux coups de l'ennemi, et tira pour la renforcer une division de bonnes troupes de l'armée des Alpes, où les opérations se réduisaient pour le moment à une guerre de postes insignifiante. Il y dirigea en même temps quelques nouvelles levées disponibles dans l'intérieur, et 2 à 3 mille recrues pour la cavalerie. On peut toutefois lui reprocher comme une faute grave, de n'avoir pas aussi tiré du Haut-Rhin les troupes entassées inutilement dans les places; et le général en chef fut puni pour n'avoir pas réparé de lui-même cet oubli du gouvernement.

L'armée du Rhin, après avoir renforcé celle de la Moselle, comptait encore 36 mille combattans : elle avait passé des mains de Pichegru à celles du général Michaud; Desaix commandait la droite le long du Rhin : le centre, composé des divisions Ferino et Vachot, tenait la plaine entre le fleuve et le pied des Vosges; Meynier, avec la gauche, défendait les gorges et le versant occidental de la chaîne.

L'armée de la Moselle, aux ordres du général Moreau, resta divisée en deux corps; l'un d'environ 20 mille hommes, gardait Kayserslautern, Landsthul et Cussel; l'autre d'environ 10 mille,

observait Trèves et Luxembourg par des camps établis entre Sarre et Moselle ou en avant de Thionville et de Longwy.

Les garnisons du Haut-Rhin, toujours tenues au complet, ne montaient pas à moins de 50 mille combattans.

Vers la même époque, les forces des Alliés furent distribuées à-peu-près comme il suit :

1° Le corps de Kalkreuth, à droite vers Lichtenberg et Cussel, poussant des postes vers St.-Wendel et Ottweiler ;

2° L'armée principale saxo-prussienne, entre Alzey et Kircheimpoland.

3° Le corps autrichien du prince de Hohenlohe-Kirchberg, fort de 15 mille hommes, aux environs de Manheim.

L'armée combinée des Autrichiens, des cercles, et des émigrés, aux ordres du duc de Saxe-Teschen, bordait la rive droite du Rhin depuis Mayence jusqu'à Bâle : elle fournissait des garnisons à Manheim, Philipsbourg et Kehl ; le corps de Condé était au centre vers Rastadt. Les forces actives en campagne s'élevaient ainsi à environ 70 mille hommes, indépendamment du cordon qui en employait près de 50 mille.

La droite de Kalkreuth se liait par Mertzig aux corps autrichiens des généraux Mélas et Blankenstein qui, après la marche de Beaulieu

vers Namur, restèrent sur la Moselle, afin de couvrir Trèves et Luxembourg.

Opérations des Prussiens.

Le maréchal Mœllendorff, loin de partir pour la Sambre comme Haugwitz l'avait promis, ne jugea pas même convenable de prendre cette route lorsqu'il fut informé de la marche de Jourdan. Préférant le succès passager mais certain d'une expédition sur la Sarre, il revint au projet favori du colonel Massenbach, qui consistait à s'emparer de Kayserslautern, et à s'avancer ensuite jusques sur Sarrelouis pour en faire le siége.

Dans les circonstances où se trouvaient alors les deux partis, on ne saurait nier que cette entreprise ne fût avantageuse; car le départ de quatre divisions de l'armée de la Moselle pour la Belgique, laissait dans les Vosges une lacune dont il était sage de profiter. Toutefois en approuvant la résolution de Mœllendorff, on est obligé de convenir qu'il prit de singulières dispositions pour l'exécuter. Les Alliés n'ayant que trois places à garder, et pouvant abandonner à 20 mille hommes la surveillance des montagnes noires et du Haut-Rhin, eussent aisément réuni 80 mille hommes vers Landau et Kayserslautern, afin d'accabler les 60 mille Français qui tenaient, sur une étendue de 30 lieues, les lignes de la Sarre, de la Lautern et du Speyerbach. Mais le maréchal prussien n'aspirait pas à de semblables

résultats, et tous ses efforts aboutirent à combiner la marche de huit ou dix détachemens pour déloger une faible division du poste de Morlautern et des gorges, et s'avancer ensuite parallèlement sur toute la ligne.

A cet effet, une instruction de dix pages fut adressée aux différentes colonnes qui devaient concourir à ce projet : on en multiplia tellement le nombre, qu'on se fût exposé à un sanglant revers, si les généraux de la république n'eussent attendu eux-mêmes, dans une méchante position, le coup qu'on allait leur porter. Frédéric eût été indigné de voir des généraux sortis de son école, faire tant de phrases pour de semblables combinaisons, tandis qu'ils avaient si beau jeu d'accabler les républicains et de les rejeter sur la Moselle.

Les Alliés crurent faire assez, en attirant 15 mille hommes de l'armée du duc Albert sur la gauche du Rhin, pour concourir à l'offensive. On ignore si cette faute provint du maréchal Mœllendorf ou du prince saxon. Quoi qu'il en soit, l'attaque fut résolue pour le 23 mai, et dès la veille, les corps destinés à y prendre part, se rapprochèrent des positions françaises.

Le prince de Hohenlohe-Kirchberg (1) partit Combat

(1) Le corps autrichien était aux ordres du prince de Hohenlohe-Kirchberg. Une des divisions prussiennes dont nous avons parlé,

dans la vallée du Rhin.

le 23 en trois colonnes de Rhingheim et Maudach; la première se porta sur Neuhof; la seconde sur Rehütte; la troisième contre Schifferstadt. L'infanterie autrichienne traversa bravement les inondations de la Rehütte, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture, et força le poste de Kohlhof. Le général Desaix ayant repoussé la colonne qui attaquait Schifferstadt, se dirigea avec des renforts à la Rehütte. Le général Delmas, avec les 17e de dragons et 9e de cavalerie, exécuta alors une charge brillante sur ce qui avait déjà franchi le canal de Spire, et culbuta le régiment de Ferdinand dans le marais, pendant que trois bataillons reprirent le poste de Kohlhof. Ce coup de vigueur en imposa aux Impériaux qui se replièrent après avoir eu 800 hommes hors de combat. Le général Mezaros y fut grièvement blessé.

Le prince de Hohenlohe-Ingelfingen, occupé d'une canonnade sans utilité vers Deidesheim et au pied des Vosges contre la division Ferino, se crut obligé de suivre le mouvement rétrograde qui laissait sa gauche à découvert et menaçait sa communication.

Combat de

Dans le même instant le maréchal Mœllendorff

était commandée par le prince héréditaire de Hohenlohe-Ingelfingen, le même qui fut battu à Jéna. Il faut donc avoir soin de distinguer ces divisions qui firent ensemble cette campagne dans le Palatinat.

se dirigeait avec le gros de ses forces par Winweiler, Lohnsfeld et Rohrbach sur Kayserslautern, espérant accabler la division Ambert, forte de 5 mille hommes, et dispersée à Ramstein, à Morlautern, au Kaysersberg et jusqu'à Hochspeyer, d'où elle se liait par Frankenstein avec la gauche de l'armée du Rhin. Le général Schmettau fut poussé en observation sur Sarrelouis pour contenir Moreau. Kalkreuth parti de Cussel, forma deux colonnes; celle de Wittinghof menaça Hombourg, l'autre, conduite par le général lui-même, dut se rabattre par Ramstein sur Vogelweh. Le général Romberg, ayant passé la nuit à Schellotenbach, devait marcher à droite par la route de Rodebach pour se lier avec la précédente; Knobelsdorf, partant de Winweiler, avait sa direction tracée sur Lohnsberg et Rohrbach; 2 mille chevaux sous le duc de Wurtemberg, menacèrent Otterbach; Kleist devait se lier avec Ruchel qui partait de Gœllheim par Alsenborn et le Schorlenberg, pour prendre la route de Hochspeyer à Kayserslautern. Enfin, Blucher devait se glisser avec des troupes légères de Schorlenberg vers le défilé de Frankenstein (le Steig et Ritterhof), et pousser ses détachemens à Weidenthal, afin d'intercepter au général Meynier la communication de Neustadt. (*Voyez planche IV.*) Kayserslautern.

Ambert échappa par miracle à cette multitude

d'attaques; son arrière-garde fut néanmoins atteinte, et n'arriva à Pirmasens qu'après avoir été entamée. D'un autre côté, la brigade Siscé se fit jour et arriva heureusement à Neustadt, Blucher n'ayant pas assez de monde pour lui barrer le passage.

La supériorité des Prussiens semblait promettre d'autres résultats; mais au lieu de s'amuser à des parades inutiles, il eût fallu porter 40 mille hommes vivement sur Bœbingen et Weingarten; alors la droite de l'armée du Rhin, engagée au-delà de Spire, n'aurait eu aucune voie de retraite : de là en rabattant sur Kayserslautern par Weidenthal et Tripstadt, les Prussiens auraient pu enlever la division Ambert, de concert avec le corps de Kalkreuth, qu'on aurait renforcé vers Cussel jusqu'à 20 mille hommes.

Retraite des armées du Rhin et de la Moselle.

Le général Michaud, brave officier d'infanterie, était un homme faible, au-dessous du poids dont on l'avait chargé : alarmé de sa position depuis le départ de Jourdan, le revers de Kayserslautern acheva de lui tourner la tête, et il ne songea qu'à regagner Landau. Sa gauche était menacée à la vérité par les vallées de Weidenthal et d'Anweiler; mais en profitant du succès de Desaix contre les Autrichiens, et attirant 25 mille hommes du Haut-Rhin pour se jeter en masse sur la gauche de Mœllendorff, il est probable qu'on eût forcé ce dernier à la retraite. Le général français, mé-

connaissant les ressources d'une initiative constante et rapide, préféra confier le salut de son armée aux retranchemens de la Queich, où il s'établit sur deux lignes. La division Desaix prit poste sur les hauteurs vers Lengenfeld et Hochstett; celle de Ferino entre Nieder-Eesingen et Franckweiler; la troisième, aux ordres du général Vachot, de Germersheim à Knitelsheim; le général Frientzholz à Albertsweiler et Anweiler; le général Schaal, tenant les gorges et communiquant avec la 6e division, commandée par le général Meynier qui était à Pirmasens. L'armée de la Moselle se retira sur Bliescastel et Hornbach, où le général Moreau la posta dans les positions qu'elle avait occupées à la fin de 1793.

Les Alliés suivirent le mouvement des Français avec circonspection; Wartensleben, renforcé de quelques milliers de Bavarois, remontant le Rhin, occupa le camp de Speyerbach et de Rehütte. Le duc de Saxe-Teschen, encouragé par ce succès, transféra à Manheim son quartier-général, resté jusqu'alors à Heidelberg par un excès de prudence qu'on ne saurait qualifier. Nouvelles positions des Alliés.

Le prince d'Hohenlohe-Kirchberg prit ensuite position entre Harthausen et Heiligenstein avec 11 bataillons et 17 escadrons; ses troupes légères occupaient Kleinholland et Schweigenheim, on couvrit le front par des batteries éle-

vées dans les vignes, en arrière de ces villages. Ses avant-postes se liaient par Freischbach avec le corps du prince d'Hohenlohe-Ingelfingen, qui prit position entre Winningen et Edickhofen vers Landau. Ce prince communiquait avec l'armée saxo-prussienne par des postes retranchés à Schanzel, Johaniskreutz (1), Sazzersheim et Steineck. Le maréchal Mœllendorff resta au revers des Vosges vers Kayserslautern. Kalkreuth occupa Hombourg et Deux-Ponts jusqu'à la fin de juin; à cette époque, il se porta à Ottweiler, et fut remplacé par les Saxons.

Le maréchal Mœllendorff, satisfait de ce mince succès, remit aussitôt l'épée dans le fourreau, et une lutte diplomatique remplaça les dispositions qui devaient assurer la victoire.

Les Français reçoivent des renforts.

Le général Michaud, en attendant l'occasion de reprendre les positions qu'il venait d'évacuer, jugea convenable de renforcer celles qu'il occupait, et résolut enfin de tirer 14 bataillons et quatre régimens de cavalerie du Haut-Rhin. Le général Marchaix lui amena ces troupes à Weis-

(1) Le Schanzel et le Sand sont deux hauteurs au versant des Vosges, à deux lieues de Landau, entre les vallées de Modenbach et de la Queich, vers la chapelle de Ste.-Anne. Le Johaniskreutz et Saukopf sont à l'autre versant, à trois lieues de Lautern, presqu'aux sources du Speyerbach; près de là passe une route qui suit les crêtes et descend vers Neustadt. (Voyez pl. IV, ou la carte de Rheinwald.)

sembourg le 3 juin, en sorte que l'armée active se trouva forte de 43 mille combattans, indépendamment des 28 mille aux ordres de Moreau, et de la division attendue des Alpes. Outre cela, le général Sibaud rassembla quelques bataillons à Oberweidenthal pour soutenir les brigades Laboissière et Schaal, affectées particulièrement à la garde des Vosges.

Une seule affaire eut lieu dans le mois de juin à l'occasion d'une reconnaissance ordonnée le 19. Le corps autrichien ayant voulu replier les postes avancés de la division Desaix, ce général les fit soutenir, et une canonnade assez vive s'engagea à Lengenfeld. La cavalerie autrichienne ayant pris une mauvaise position adossée aux vignes de Weistheim et au ravin de Schweigenheim, Desaix en profita pour la faire charger avec impétuosité : elle fut enfoncée et mise dans un désordre affreux par les escadrons français; une partie abandonna ses chevaux et se sauva à pied à travers les vignes. Cette affaire, qui fit le plus grand honneur au général Desaix et particulièrement au 10ᵉ de chasseurs, coûta quelques centaines d'hommes à l'ennemi; les Prussiens restèrent pendant tout ce temps en observation devant la division Ferino.

Combat de Weistheim.

Après cet événement, Michaud se borna à presser l'organisation de son infanterie en demi-brigades; sa cavalerie reçut de fortes remontes,

ainsi que son artillerie. Les 10 bataillons envoyés de l'armée des Alpes étant enfin arrivés, et l'armée de la Moselle ayant été renforcée de recrues; le général en chef pressé d'ailleurs par le comité de salut public, voulut changer de rôle et prendre l'offensive. Il le pouvait effectivement avec succès contre un ennemi, qui, perché sur les rochers du Hundsruck et du revers oriental des Vosges, attendait complaisamment la réunion des moyens destinés à l'accabler.

Instances des Anglais pour l'exécution du traité de La Haye.

Tandis que les deux partis s'apprêtaient à se porter de nouveaux coups avec des chances bien différentes, l'ambassadeur anglais Malmesbury et l'envoyé de Hollande à la cour de Prusse, réclamaient près de Mœllendorff l'exécution du traité de La Haye, et le sollicitaient de partir pour la Sambre; le maréchal persista à s'y refuser. Les instructions qu'il reçut de sa cour nous sont inconnues; mais on a lieu de croire que les premiers succès de Koczinsko et le projet du roi de Prusse d'assiéger Varsovie, joints à la crainte de voir ses armées subordonnées au prince de Cobourg ou au duc d'Yorck, motivèrent cette conduite : dans le fait, le cabinet de Berlin montra aussi peu d'empressement que le maréchal, à exécuter le plan convenu entre Mack et les Anglais. Au reste, cette marche ne paraissait plus de saison; c'était au début de la campagne, avant celle de Jourdan ou du moins au même ins-

tant, qu'elle pouvait réussir; et non quand Charleroi venait de succomber, ou que les armées de Rhin et Moselle portées à 75 mille hommes, eussent été en mesure de la déjouer. En calculant d'ailleurs le temps qu'il eût fallu pour arriver sur la Meuse, on verra que l'armée prussienne y fût arrivée après la perte de la majeure partie de la Belgique.

CHAPITRE XXXIII.

Les Anglais descendent en Corse; Paoli fait offrir la couronne à Georges III, qui l'accepte; l'île entière est soumise. — Commencement de la campagne dans les Alpes. — Les Français s'emparent du Mont-Cenis, des positions retranchées de Rauss, de Saorgio et du Col-de-Tende. — Plan de Bonaparte, pour l'invasion du Piémont.

Les Anglais, aidés de Paoli, soumettent la Corse.

Les Anglais, à qui leur retraite de Toulon venait de laisser la libre disposition de 4 à 5 mille hommes et d'une flotte nombreuse, jugèrent qu'ils ne pourraient les employer plus utilement qu'à soutenir Paoli, et à s'assurer de la possession de la Corse.

Cette île a plusieurs bons ports; son exploitation, très-avantageuse pour suppléer à tout ce qui manque sur le rocher de Gibraltar, leur eût fourni en outre d'excellentes troupes légères pour leurs armées; renfort doublement précieux, à une époque où l'Angleterre faisait des efforts extraordinaires sur tous les points du globe. Elle eût remplacé, enfin, tout ce que le cabinet de St.-James avait perdu à la restitution de Mi-

norque, et assuré l'empire de son pavillon sur toutes les côtes de l'Italie.

L'amiral Hood cingla d'abord vers le golfe de St.-Florent. Déjà les commissaires de la Convention étaient réduits par les Paolistes à la possession de deux ou trois places, et investis dans la capitale, où ils se préparaient à la plus vigoureuse résistance. L'un d'eux, Lacombe-St.-Michel, ancien officier d'artillerie, brave et actif, ne négligea rien de ce qui pouvait retarder sa chute et la rendre plus honorable.

L'escadre anglaise vint mouiller devant la ville; Hood voulait en tenter le siége en règle, de crainte de compromettre l'escadre par un trop long séjour dans une rade extérieure peu sûre, où la saison des tempêtes le surprendrait. Dundas qui commandait les troupes de terre, doutant du succès de cette entreprise avec de trop faibles moyens, s'y opposait fortement, et voulait qu'on réduisît la place par un étroit blocus. Après deux mois de controverse, le général partit pour Londres; et Hood, demeuré seul arbitre des opérations, fit descendre 3 mille hommes de marine joints à quelques faibles régimens d'infanterie : la grosse artillerie fut débarquée, et le siége poussé avec vivacité. La France trop occupée, n'avait d'ailleurs après la ruine de Toulon, aucuns moyens de porter secours; aussi la lutte ne fut-elle pas longue. Assaillis par terre et par

mer, prêts à manquer de tout, les commissaires conçurent le projet de s'esquiver au travers de l'escadre de blocus, et s'embarquèrent sur une prame. Leur traversée fut heureuse, Lacombe-St.-Michel se jeta dans Calvi, et Salicetti revint en France; le général Gentilli, demeuré seul à Bastia, n'eut rien de mieux à faire qu'à rendre la place. Calvi fit de même la plus glorieuse résistance à l'aide des citoyens de cette ville très-bien disposés pour la république. Lacombe-St.-Michel y épuisa toutes les ressources de l'art, proportionnellement au peu de moyens qu'il avait; mais il capitula enfin le 1er août.

La couronne est offerte au roi Georges III.

Dans ces entrefaites, la politique adroite du cabinet de Londres s'apprêtait à tirer tout le fruit de ces succès. Paoli avait convoqué les assemblées du pays, et offert la couronne de Corse au roi de la Grande-Bretagne; espérant sans doute être nommé vice-roi, et jouir de toute autorité dans l'île.

Paoli, déçu, se retire en Angleterre.

Il fut cruellement déçu : Georges III accepta la couronne, mais en délégua les droits au général Elliot, ainsi qu'il était aisé de le prévoir. Le ministère anglais, ayant accepté cette nouvelle province à titre de possession onéreuse, savait très-bien qu'il devait la considérer comme une station politique et militaire, coûtant beaucoup, et ne rapportant rien. Pour en tirer quelque fruit, il fallait de nombreux établissemens;

et avant de les former, il importait d'assurer leur conservation en les confiant à des autorités anglaises. Tout ce que le cabinet de St.-James put concéder aux habitans de l'île, fut une part active à leur législation intérieure. Un parlement présidé par Pozzo-di Borgo, discutait et sanctionnait les lois; mais ce n'était pas assez pour son ancien protecteur, qui voulait gouverner; Paoli habitué au premier rôle, se montra peu jaloux de jouer le second, et préféra une retraite apparente qui lui laissait toute son influence sur le pays; conservant ainsi la liberté et les moyens d'agir, et se promettant bien d'en faire usage, autant pour sa gloire personnelle que dans l'intérêt de ses concitoyens.

Nous verrons, dans les campagnes suivantes, que l'Angleterre ne tira pas cette fois, de sa politique, tout le fruit qu'elle en avait espéré; et les partisans de Paoli lui firent payer chèrement la faute qu'elle avait commise en s'aliénant leur chef.

Préparatif des Français contre l'Italie.

Les armées des Alpes et d'Italie avaient passé un hiver affreux dans les lignes que nous avons indiquées au chapitre XXIV. La dernière surtout, continuellement harcelée par les Barbets, et sans communication directe avec la France, ne se soutint dans le comté de Nice qu'à force de privations, de constance et de patriotisme.

La reddition de Toulon, en mettant fin à la guerre du fédéralisme, imprima aussi plus de vigueur au gouvernement. C'était peu pour lui de soumettre ses ennemis intérieurs, il voulait encore triompher de ceux de l'extérieur; et indépendamment des efforts qu'il dirigeait au Nord, ses vues se portèrent également contre les rois de Sardaigne et d'Espagne.

L'armée de siége de Toulon ne se reposa pas long-temps sur ses tristes lauriers : une moitié fut dirigée, dans les premiers jours de janvier, sur la frontière des Pyrénées; et l'autre, dans le comté de Nice. Ce renfort, qui n'aurait procuré à la dernière qu'environ 12 mille hommes de troupes aguerries, ne parut point suffisant au comité de salut public. Les résultats presque miraculeux du grand mouvement imprimé à la France à la fin de 1793, lui prouvèrent qu'il pouvait tout entreprendre avec une nation qui répondait ainsi à ses appels : les bataillons de réquisitionnaires levés et organisés sur tous les points, et dont les armées du Midi eurent aussi leur part, vinrent successivement grossir les cadres des armées des Alpes et d'Italie; en sorte qu'au mois d'avril, elles ne comptèrent pas moins de 75 mille combattans sous les armes (1).

---

(1) Non compris même les dépôts et garnisons qui employaient beaucoup de monde, surtout à Toulon, Marseille, Antibes, Nice, etc.

La première, forte de 40 bataillons et 14 escadrons, couvrait le pays depuis les frontières du Valais jusqu'à Mont-Dauphin et aux sources de la Stura. Kellermann, mandé à la barre pour se disculper des griefs intentés contre lui par les Jacobins au sujet du siége de Lyon, venait d'être remplacé par le général Dumas, homme de couleur, brave, actif, mais qui eût été beaucoup mieux placé à la tête d'une division de cavalerie. L'armée d'Italie, un peu plus forte, appuyait sa gauche à Entrevaux, et sa droite à la mer, vers Menton : elle était sous les ordres du général Dumerbion, qui, malgré les préventions régnantes contre la caste nobiliaire, avait su se maintenir également bien avec ses troupes, ses inférieurs, et les plus fougueux commissaires de la Convention.

Mesures défensives des Alliés.

Le Piémont, incessamment menacé d'invasion, n'avait pas à beaucoup près des forces aussi considérables à opposer aux républicains. Son armée, portée à 45 mille combattans par la levée de quelques milices, était renforcée il est vrai d'un corps auxiliaire de 8 mille Autrichiens; et attendait encore un contingent Napolitain de 18 mille hommes. Mais il n'y avait en ligne que 38 à 40 mille hommes disséminés en petits camps et en postes le long de la chaîne principale des Alpes, jusques dans la rivière de Gênes; le reste formait les garnisons de l'intérieur,

Positions de leurs forces.

Le duc de Montferrat commandait la droite, forte d'environ 10 mille hommes, qui comprenait tous les versans orientaux du Mont-St.-Bernard, et les vallées adjacentes à celle d'Aoste. Le duc de Chablais se trouvait au centre, disséminé dans les vallées d'Houlx, de Mayra, de Lucerne et de Pragèles. Enfin le lieutenant-général Colli, commandait la gauche, chargée de défendre la ligne de Saorgio avec environ 15 à 16 mille hommes de troupes alliées. Strasoldo et Provéra avaient conservé la défense de la vallée de Stura.

La cour de Vienne, jalouse de toutes ses prérogatives, avait vivement sollicité pour le général autrichien Dewins, le commandement de l'armée combinée; mais ses négociations ayant échoué, elle fut mise sous les ordres du duc d'Aoste.

Indépendamment de cette armée active, l'Autriche entretenait encore une division en Lombardie. Tous les efforts de sa politique semblaient alors n'avoir d'autre but que de déterminer les petits princes d'Italie, à imiter ceux de l'empire germanique, et à lever ou solder, une armée de 20 à 24 mille hommes pour couvrir cette province, sous prétexte de veiller à leur propre défense. Un congrès dans lequel les ministres de ces Souverains auraient réglé le contingent de chacun

d'eux, devait s'ouvrir à Milan : mais, soit que les vues du cabinet autrichien eussent été pénétrées, soit qu'il renonçât lui-même à l'exécution d'un projet qui rencontrait tant de difficultés, ce congrès n'eut pas lieu ; et le prince de Waldeck, que le conseil aulique avait déjà décoré du titre pompeux de général en chef de l'armée italienne, ne put jamais rassembler à Crémone au-delà de 2 à 3 mille hommes fournis par les ducs de Parme et de Modène. D'un autre côté, nous avons vu que Venise ordonnait de grandes levées qu'elle n'exécutait point ; et que la cour de Naples, contente de proposer à cette république une ligue défensive, n'envoyait pas un homme au secours des Piémontais.

Plan d'opérations.

Le comité de salut public, pénétré de la supériorité de ses armées, aurait dû adopter un plan de campagne vaste et hardi, en combinant leur réunion par le centre. Celle d'Italie, sans s'inquiéter des positions redoutables de Colli dans les Alpes maritimes, et filant à gauche dans la vallée de Stura par le col de l'Argentière, eût débouché sur Coni. Celle des Alpes, manœuvrant par sa droite vers Château-Dauphin et Busco, eût pris la même direction pour opérer sa jonction sous Demont ou devant Coni même, en arrivant dans la plaine.

Sans doute, de semblables opérations offrent des difficultés ; mais Annibal et Bonaparte ont

prouvé qu'elles étaient possibles. Le prince de Conti même, qui ne ressemblait nullement à ces grands capitaines, prit la même route en 1744, et eut d'abord des succès : s'il ne réussit pas dans la suite, c'est qu'il ne déploya ni assez d'activité ni assez de moyens.

Les armées républicaines pouvaient d'autant mieux tenter l'entreprise, que les forces ennemies, obligées de se jeter dans les places pour en compléter les garnisons, auraient eu peine à leur opposer 30 mille hommes en campagne : encore eussent-ils été dispersés et déjà vaincus dans les premiers combats. L'armée d'invasion, laissant alors 25 mille hommes pour observer les vallées de Lucerne, de la Stura et du Gesso, afin de couvrir les communications, aurait pu porter 50 mille combattans sous les murs de Turin. Des forces moins considérables y parurent deux ans après sous des auspices moins favorables, et devant un adversaire bien plus nombreux.

Le gouvernement républicain se borna à repousser l'ennemi au-delà des Alpes, et ordonna à ses généraux de s'emparer des débouchés qui mènent de France en Italie; leur laissant toute latitude sur le choix des moyens à prendre pour y parvenir. Les deux armées françaises agirent donc chacune de son côté d'après l'impulsion de leur chef, et sans qu'il y eût rien de concerté entre elles.

Ce fut celle des Alpes qui ouvrit la campagne, le 24 mars, par une tentative sur le Mont-Cenis. L'armée des Alpes est repoussée au Mont-Cenis. 24 mars.

Le général Sarret se porta avec 2,200 hommes en trois colonnes sur le petit Mont-Cenis, tandis qu'un corps de 1,500 hommes devait escalader le grand. Cette première attaque échoua complètement. Les colonnes du général Sarret, égarées par leurs guides, vinrent s'amonceler sur la crête de la montagne en face de Bramans. Le général Chino, qui commandait les Piémontais, eut le temps de se placer au pic qui la termine, et de leur barrer le passage. Sarret, encourageant les siens, fut renversé d'un coup de feu; et l'adjudant-général Camin eut une peine infinie à les rallier et à les ramener en Maurienne.

L'attaque du grand Mont-Cenis ne fut pas plus heureuse: exécutée par 1,500 hommes divisés en trois colonnes qui devaient passer par Lans-le-Villars, le Montfrey et la grande route, elle manqua par défaut de concert. Celle du centre, qui devait régler la marche des deux autres, ayant été se percher sur le pic au-dessus de Lans-le-Bourg, les empêcha de déboucher sur le plateau; en sorte qu'on fut obligé de revenir sans autre résultat que de causer une alerte aux Piémontais.

Le général Dumas, loin de se laisser abattre par ce revers, au fond assez insignifiant, fut piqué d'émulation à la nouvelle des succès que l'ar- Elle réussit mieux au petit St.-Bernard.

mée d'Italie obtenait au même instant du côté
23 avril. d'Oneille et d'Ormea, et résolut d'abord de porter une colonne sur le petit St.-Bernard et le Mont-Valaisan.

Le général Bagdelonne, qui commandait dans cette partie, se chargea de l'exécution. Vingt compagnies de grenadiers furent réunies au Chatelard, pour intercepter la communication des Piémontais. Le 23 avril, l'adjudant-général Almeyras fit, avec 17 autres compagnies, des démonstrations contre les retranchemens de l'hospice du St.-Bernard, afin de leur donner le change sur le projet. Le lendemain, Bagdelonne, qui avait fait revenir pendant la nuit ses grenadiers à Piez, se porta en trois sections contre le Mont-Valaisan, et l'emporta après une légère résistance; mais toutes ses colonnes n'étant pas arrivées à temps pour attaquer de concert les retranchemens de l'hospice, l'expédition faillit échouer : le général Rochmondet y envoya des renforts, et allait faire tourner les chances du combat, lorsque l'explosion fortuite d'un magasin à poudre porta le découragement dans le cœur des Sardes, qui s'enfuirent en désordre vers les retranchemens de St.-Thomas, sur le versant oriental des Alpes.

Prise du Mont Cenis. 14 mai.

Le Mont-St.-Bernard pris, le général Dumas tourna ses vues du côté du Mont-Cenis, et voulut lui-même en diriger l'attaque. Elle eut lieu

le 14 mai sur trois colonnes : celle de gauche, forte de 400 hommes, où se trouvait le général en chef, passant par Lans-le-Villars, enleva à la baïonnette la grande batterie du Villaret : celle de droite, forte de 900 hommes, prit également celle du Rivet : l'adjudant-général Camin, au centre avec 600 hommes, marcha sur la grande route, et seconda l'attaque de la gauche. Au point du jour du 15, le général Chino, voyant les Français déjà établis sur les hauteurs de la poste, et craignant de voir couper les troupes qu'il avait encore à la Ramasse, ordonna la retraite ; mais il était déjà trop tard, 600 hommes furent faits prisonniers, et l'on trouva une vingtaine de bouches à feu en batterie.

Dans le même moment, le général Valette, qui commandait la ligne du Briançonnais, pénétra dans la vallée de Bardonache par celle des Prés ; et à Césanne par le Mont-Hénion. A la suite de plusieurs combats livrés aux troupes des généraux baron de la Tour et Gaudin, il s'empara quelques jours après des retranchemens de l'Assiette.

Armée d'Italie.

Dès que le plan général de campagne n'était point basé sur la réunion des deux armées, celle

Projet sur Saorgio.

d'Italie ne pouvait marcher seule par la gauche dans la vallée de la Stura; et il ne lui restait d'autre parti à prendre, pour remplir les vues du gouvernement, que de manœuvrer de manière à déposter Colli de la ligne formidable de Saorgio. Une attaque de vive force et de front était difficile : la description que nous en avons faite au chapitre XVII donne une idée des obstacles inouis que les localités y opposaient.

La triste issue des tentatives des 8 et 12 juin 1793 enhardissant les Austro-Sardes, ajoutait au peu d'espoir de réussite; et Colli, renforcé, avait eu le temps de redoubler encore ses précautions défensives.

A la droite des Piémontais, se trouvait le général Provera, gardant les avenues du col de Fenestre, Roccabiglière, Belveder, et le cours de la Tinea. A la gauche, le général Argenteau défendait la ligne depuis les rives de la Roya jusqu'aux sources du Tanaro; ayant ses camps à col Ardente, Saccarello et Tanarello, pour couvrir la route de la Briga : il tenait des corps de flanqueurs devant Ponte-di-Nava, et jusqu'aux confins du territoire de Gênes dans la vallée d'Oneille.

Cette partie de la ligne, qu'on croyait à l'abri par la neutralité génoise, était moins forte que le reste. Les Alliés, en fondant leur système de

défense sur ce moyen, oublièrent la conduite qu'ils avaient tenue eux-mêmes envers cette république.

Les représentans et Dumerbion, conseillés par le général Bonaparte, commandant l'artillerie de l'armée, qui avait su capter l'amitié des premiers et la confiance du second, décidèrent donc qu'il fallait tourner la ligne de Saorgio par sa gauche: point non-seulement le plus faible, mais qui offrait en outre la facilité de couper la retraite à l'ennemi, en s'emparant de la grande route de Tende à Fontan par la Briga.

Bonaparte préside aux dispositions

Ce projet, toutefois, ne pouvait être mis à exécution, sans l'approbation préalable du gouvernement; attendu qu'il fallait violer la neutralité de l'état de Gênes. Le comité ne la fit pas attendre long-temps; car il ne manquait pas de prétexte pour colorer cette démarche; soit qu'il voulût faire envisager son entreprise comme une représaille de l'atteinte portée à cette neutralité par les Anglais dans le port de Gênes, et par le roi de Sardaigne lorsqu'il fit passer son contingent à Toulon; soit qu'il annonçât l'intention de châtier Oneille du refuge accordé aux corsaires ennemis. Les préparatifs de l'expédition furent poussés avec une activité extraordinaire; on ne négligea rien de ce qui pouvait contribuer au succès. A la tête des administrations étaient le commissaire Eyssautier, administrateur aussi

vigilant qu'intègre; et le banquier Haller, que l'appât du gain porta à se faire fournisseur; mais dont l'intelligence et le crédit sur la place de Gênes, parvinrent à créer des ressources immenses dans un pays pauvre, et dans un moment de détresse et de pénurie.

Premières mesures pour tourner Saorgio.

Dumerbion avait porté depuis quelque temps la majeure partie de ses forces actives sur la côte, et en avait confié le commandement au général Masséna. Tout-à-coup cette division, forte de 31 bataillons, comptant plus de 20 mille hommes, se rassemble sous Menton, et en part le 1er avril sur trois colonnes, avec un équipage de 20 bouches à feu. Les commissaires de la Convention et Bonaparte la suivaient. Dumerbion resta sur le front de l'ennemi, avec la division Macquart qui formait le centre et gardait la Roya. Le général Garnier, commandant la division de gauche, dut s'emparer de la tête des vallées de la Vésubia, et porter la brigade Serrurier jusqu'aux sources de la Tinea, pour communiquer avec l'armée des Alpes par Isola. Ces deux dernières divisions comptaient environ 10 mille hommes chacune.

Marche de la division Masséna.

La colonne de gauche de la division Masséna, forte de 4,500 combattans et de deux pièces de trois, commandée par le général Hamel, et dirigée sur l'Alpet par la Penna, devait attaquer Fourcoin au-dessus de Saorgio.

Celle du centre, conduite par le général Laharpe, sous Masséna, consistant en 9,500 hommes et 14 bouches à feu, marcha dans la direction du Bas-Tanaro, pour gagner la tête de la vallée d'Aroscia vers la Pieva.

La colonne de droite, aux ordres du général Mouret, composée de 6 mille hommes et de quatre pièces d'artillerie, se porta directement sur Oneille le long de la côte.

La marche du général Hamel ne fut pas arrêtée à la Penna par les protestations des Génois; et l'on doit dire à la louange de sa troupe, qu'elle observa la plus exacte discipline sur le territoire neutre. Le général Mouret ne sut pas contenir la sienne; Oneille, que les Piémontais abandonnèrent après avoir tiré quelques coups de fusil, fut saccagé pour la seconde fois.

Prise d'Oneille, Ormea et Garessio.

D'Oneille, Mouret porta un détachement sur Loano, enclave du roi de Sardaigne dans le pays Génois, entre Albenga et Finale: le reste s'avança sur la Pieva, où il se réunit à la division Laharpe. Cette jonction effectuée, Mouret se dirigea sur les hauteurs de Garessio; Laharpe sur celles d'Ormea; et Masséna par Mendaiga sur Ponte-di-Nava. La terreur précédait ses colonnes, auxquelles les faibles détachemens austro-sardes ne se sentaient point en mesure de résister.

Le 14 avril, il arriva devant Ponte-di-Nava, que le général d'Argenteau couvrait avec une

brigade d'environ 2 mille hommes. Ce poste, qui est au-dessous du confluent du Neyrone dans le Tanaro, et peu distant du point où le chemin d'Oneille à Turin devient praticable à l'artillerie, était de bonne défense; mais d'Argenteau n'en tira aucun parti; à peine y soutint-il une légère fusillade le 16. Le jour suivant les Français entrèrent dans Ormea, et s'emparèrent du château gardé par une centaine d'invalides : la ville de Garessio, à trois lieues de là, ouvrit ses portes à la première sommation. Si l'on eût poussé jusqu'à Ceva, il est probable que les Austro-Sardes auraient abandonné ce fort à ses propres forces; car ils étaient dans un état de stupeur et de découragement, qui ne leur eût pas permis de défendre le camp retranché auquel ils travaillaient depuis l'hiver. Ce fort réduit, la gauche des Sardes, menacée d'être ainsi prise à revers, eût sans doute évacué tous ses postes des Alpes pour se replier sur Mondovi; mais un mouvement si hardi ne pouvait s'exécuter qu'avec des forces bien supérieures; et Masséna, déjà affaibli par les détachemens qu'il avait été obligé de laisser à Oneille et à Ormea, ne voulut pas employer ses troupes à des accessoires qui l'éloignaient de son but. Après avoir mis un poste d'avertissement à Garessio, il se hâta de se diriger sur les hauteurs de Saorgio, de peur que Colli n'envoyât des renforts à d'Argenteau; ou que

celui-ci, remis de son trouble, ne se retirât avant son arrivée. En même temps il proposa aux représentans qui l'avaient accompagné jusques-là, de retourner de suite à Nice avec Bonaparte, et d'engager le général en chef à favoriser ses opérations, en faisant attaquer sérieusement par la division de gauche Belveder et St.-Martin-de-Lantosca, tandis que le centre amuserait par des démonstrations les camps de Marthe et des Fourches, où se trouvait la majeure partie des forces ennemies.

Démonstrations du centre sur Rauss.

Le général Dumerbion n'avait pas attendu cet avis : déjà depuis plusieurs jours, il avait manœuvré de manière à se rapprocher des positions ennemies. Il ordonna aussitôt au général Serrurier de se mettre en mouvement, et se rendit en personne, avec la garnison de Nice et la réserve d'artillerie, à la Ghiandola, où il fit descendre les troupes du camp de Raous, dans l'intention de tomber au premier moment favorable sur le camp de Marthe.

Mesures de Colli.

Pendant que l'orage grossissait, Colli s'endormait dans la plus profonde sécurité, et ne tenait aucun compte des mouvemens qui s'opéraient sur sa gauche : mais informé enfin par le duc d'Aoste de la prise d'Ormea et de la marche des Français sur la Briga, il dégarnit les camps de Marthe et de Millefourches, pour renforcer les postes de Saccarello, col Ardente, et établir

une réserve à la Madona-de-Fontana; croyant ainsi se mettre à l'abri de tout événement. Par suite de ces dispositions, d'Argentéau réunit environ 5 à 6 mille hommes : nombre presque suffisant pour tenir tête à Masséna, s'il avait su les employer et tirer tout l'avantage possible des localités.

Masséna enlève les redoutes de col Ardente.

Le général républicain, de son côté, ne resta pas oisif. Guidé par le colonel Rusca, natif de ces contrées, chasseur intrépide, auquel le plus petit sentier était connu; il se remit en marche, le 20 avril, sur deux colonnes : la plus considérable vers le col Ardente; et l'autre, de 4 mille hommes, aux ordres de Cervoni, par Tanarello sur la Briga, où elle devait se réunir à la première. Le 24, Masséna partagea la colonne principale en deux autres à Monte-Grande; la plus faible conduite par Laharpe, longea le contrefort de Cicerello; l'autre qu'il dirigea en personne, tourna le col de Mezzaluna, et se présenta par la gorge de Triola devant les redoutes du col Ardente, au moment où Laharpe attirait déjà l'attention de l'ennemi.

Arrivé en vue de la redoute, Masséna subdivise sa troupe en trois sections; garde le commandement de celle du centre; confie au général Brulé et à l'adjudant-général Langlois celui des deux autres, et marche droit aux retranchemens. Les Piémontais laissèrent arriver les colonnes

d'attaque jusqu'à mi-côte, et firent pleuvoir une grêle de plomb et de pierres, qui les força à se retirer. Un examen plus attentif de la position fit bientôt voir à Masséna que la redoute de Fetz, située à 800 toises de la première, sur un contrefort à droite, offrait plus de facilité à l'assaut. A l'instant même, les trois colonnes réunissent leurs efforts contre elle; Brulé et Langlois trouvent la mort au pied de ses parapets: mais, enfin, les républicains s'en rendent maîtres après une résistance honorable pour ses défenseurs.

La colonne de Cervoni ne contribua pas peu au succès de cette attaque. D'Argenteau, la voyant descendre de Tanarello sur ses derrières pendant que ses avant-postes étaient aux prises, n'osa les soutenir, et les laissa écraser sans faire aucune tentative en leur faveur. Ce fut à Cervoni, qui leur coupa la retraite sur la Briga, qu'on dut les 200 prisonniers enlevés aux Austro-Sardes. Après les avoir ainsi délogés de ce poste important, Masséna se porta à Tanardo et sur les hauteurs qui dominent la Briga. L'infatigable Rusca était d'avis que le vainqueur se rendît maître de suite de la grande route et en coupât les ponts, afin d'enlever toute voie de salut aux troupes du camp de Rauss; mais Masséna, qui ne connaissait pas les localités, et n'avait aucune nouvelle du général Macquart, crut devoir faire un pont d'or aux Austro-Sardes. En vain,

Masséna n'ose descendre sur San-Dalmazia.

Rusca lui représenta qu'il suffirait de jeter quelques bataillons au couvent de San-Dalmazia pour leur couper toute retraite, le général resta inébranlable dans sa résolution.

Les Sardes tournés évacuent le fameux camp de Rauss.

Cependant, Dumerbion n'avait pas eu au centre moins de bonheur que son lieutenant. Il partit avec la division Macquart, le 27 avril, de la Ghiandola, et après avoir successivement enlevé tous les avant-postes du camp de Marthe, il se disposait à l'attaquer le lendemain, quand le duc d'Aoste donna l'ordre au général Colli de l'évacuer, aussi bien que celui des Fourches. Cette opération fut si précipitée, qu'on brûla tous les effets de campement. Le 28, Macquart continuant sa marche, arriva devant Saorgio en même temps que Masséna. Ce fort, consistant en deux batteries de maçonnerie sur la grande route et vers la gorge de Millefourches, n'ayant aucune défense du côté des hauteurs dont les républicains se trouvaient maîtres, se rendit à la première sommation.

Opérations du général Garnier à la gauche.

Tandis que ces choses se passaient au centre et à la droite, la gauche s'ébranlait sur la Vésubia et la Tinea, pour déloger les Autrichiens de ces vallées, et les rejeter au-delà des Alpes. Le général Garnier, avec la brigade Monléau, soutenue de celle de Durand, se dirigea d'Utel par Figaretto sur Lantosca et Rocabigliere. L'ennemi défendait le passage rocailleux dans lequel ser-

pente la route, au moyen d'une grande redoute, située entre Figaretto et Lantosca, armée de quatre pièces de canon et défendue par 800 hommes. Malgré la difficulté inconcevable du terrain, elle fut enlevée après un combat des plus vifs. L'ennemi, chassé de Belvéder et de Rocabiglière, chercha son salut jusqu'aux sommités du col de Fenestre; et le général Garnier le poursuivit au-delà de St.-Martin.

Le général Serrurier, parti d'Entrevaux, balaya la vallée de la Tinea, et s'avança vers Isola, pour établir la communication avec l'armée des Alpes; ce qu'il exécuta, après avoir dissipé comme des ombres, les faibles détachemens répandus dans cette vallée, et qui eurent beaucoup de peine à regagner le col de Fenestre.

Ainsi, le début de l'armée d'Italie fut une victoire complète sur toute la ligne. Afin d'en recueillir les fruits, Dumerbion donna ordre à Garnier de s'emparer du col de Fenestre; à Macquart, de gravir celui de Tende, en s'avançant par la route principale de Fontan et San-Dalmazia. La prise de ce premier col ne donna lieu qu'à un léger combat; celle du dernier fut un peu plus contestée; les Piémontais y avaient rallié une division de 4 mille hommes et ces forces eussent pu s'y maintenir, si elles avaient été convenablement soutenues. Colli n'eut pas le temps de faire toutes ses dispositions : on dit

Colli se replie sur le col de Tende

qu'ayant été surpris avec les derniers pelotons de l'arrière-garde près de San-Dalmazia par les tirailleurs de Macquart, il eut beaucoup de peine à s'évader par des détours et à l'aide d'un déguisement, ce qui occasionna pendant deux jours, du trouble parmi ses troupes; le duc d'Aoste ne pourvut point à la défense, la gauche resta blottie sous Céva, et le corps de bataille, cantonné dans la plaine, ne soutint pas l'avant-garde, exposée seule aux coups des républicains.

Les Français s'en emparent.

Le général Macquart avait détaché de Vicara les brigades Lebrun et Dallemagne, pour attaquer les retranchemens élevés sur les hauteurs que traverse la route : puis, avec le reste de ses troupes, il vint bivouaquer dans la gorge de la Pia, d'où il gagna au point du jour le Monte-Pipo et le Bec-de-Roses. Les Piémontais, qui ne s'attendaient point à être attaqués de ce côté, fusillaient en sécurité avec les colonnes de Lebrun et de Dallemagne, lorsque l'apparition de Macquart sur leur gauche jeta le trouble et l'épouvante dans leurs rangs, et détermina leur fuite vers la gorge de Limone.

Alors l'armée d'Italie, maîtresse de la chaîne principale des Alpes, embrassa tout l'espace compris entre les Barricades et Loano. Serrurier couvrit depuis le camp de Tournoux jusqu'aux montagnes de l'Inferno, qui séparent le col de Tende de celui de Fenestre : Macquart surveilla

les sources de la Roya, depuis ce dernier col jusqu'à celui de Cels; et Masséna garda la ligne entre Ormea et la mer.

Bonaparte propose inutilement l'invasion du Piémont.

La prise du Mont-Cenis et du St.-Bernard, la possession de la vallée de Bardonache et du col de Tende, semblaient être le prélude de l'invasion des plaines du Piémont. En effet, du Mont-Cenis l'armée pouvait attaquer ou masquer Exiles; puis s'avancer par la vallée de Suze, en même temps que celle d'Italie déboucherait de Tende sur Coni. Dans cet état de choses, nul obstacle ne s'opposait à la jonction des deux armées : il ne s'agissait donc plus que de faire le siége de ces places, afin d'ouvrir ensuite une entrée libre en Piémont pour la campagne suivante. Cependant, il n'en fut rien; le siége d'Exiles, commencé par l'armée des Alpes, fut bientôt abandonné faute de munitions; et l'on ne songea que plus tard à celui de Demont. La faute de cette stagnation n'est pas connue; on en est d'autant plus étonné, qu'elle était formellement contraire aux vues des représentans en mission. On sait qu'après leurs premiers succès, ils proposèrent, vers le milieu de mai, un projet de campagne où l'invasion du Piémont était calculée sur de si bons principes, qu'il est difficile de ne pas y reconnaître la touche du général Bonaparte.

« S'il est prouvé, y est-il dit, qu'on ne peut se
» présenter dans la plaine du Piémont qu'avec

» des forces supérieures à l'ennemi, il faut réu-
» nir l'armée des Alpes à celle d'Italie. Or, cette
» jonction ne s'opèrera jamais d'une manière
» plus commode que dans la vallée de la Stura,
» qui forme la ligne de démarcation actuelle de
» ces deux armées à la naissance de la plaine,
» et permet de profiter des débouchés déjà con-
» quis par celle d'Italie. »

Quoi qu'il en soit, ce sage projet, accompagné de tous les développemens capables d'en assurer l'exécution, soit par les précautions indiquées pour les vivres, les munitions et le matériel d'artillerie, soit pour la direction à donner à chacune des six divisions destinées à y concourir, fut indéfiniment ajourné. Les revers éprouvés sur la ligne du Rhin (1) ayant déterminé le comité de salut public à tirer de l'armée des Alpes un corps de dix mille hommes, le général Dumas ne se crut pas en état de poursuivre l'offensive avec les 25 mille qui lui restaient, et replia ses troupes dans les camps des Eaux-Rousses et du Tilleul, en avant de l'hospice St.-Bernard. D'un autre côté, le général Dumerbion, vieillard accablé d'infirmités, ne soupirait qu'après le repos : satisfait des lauriers qui ombrageaient ses cheveux blancs, il ne soutenait le fardeau du commandement qu'à l'aide de Bona-

(1) Voyez l'affaire de Kayserslautern, le 23 mai, chap. XXXIII.

parte, et malgré l'ascendant que celui-ci avait pris, il ne réussissait pas toujours à l'échauffer de son ardeur.

On s'endormit donc après les plus brillans débuts; et trois mois s'écoulèrent sans qu'on songeât à en recueillir les fruits.

CHAPITRE XXXIV.

Opérations aux Pyrénées. — La Union succède à Ricardos. — Dugommier prend l'offensive et attaque à revers le camp du Boulou : les Espagnols, mis en déroute, fuient jusqu'à Figuères : leur droite, sous Navarro, est investie dans Collioure : La Union, voulant le délivrer, est battu à St.-Laurent-de-la-Muga. — Navarro, privé par une tempête des secours de l'escadre, est forcé de capituler. — Expédition du corps de Cerdagne sur Campredon et Ripoll. — L'armée des Pyrénées-Occidentales, attendant des renforts, prélude à l'invasion de l'Espagne, par la prise des débouchés de la vallée de Bastan. — Caro, malgré son infériorité, attaque sa droite à la Croix-des-Bouquets et au calvaire d'Urrugne : il est repoussé et remplacé par le marquis de Coloméra.

Préparatifs des deux partis.

TOULON réduit, il était naturel de penser que le comité de salut public porterait ses efforts du côté des Pyrénées, où les Espagnols avaient entamé le sol de la république. C'eût été, en effet, une belle combinaison, que de diriger l'armée

victorieuse, à marches forcées, vers Perpignan, pour attaquer l'ennemi à peine assis dans ses quartiers d'hiver, et le rejeter derrière la Muga. Le comité, portant la même sollicitude sur toutes les frontières, jugea que l'armée du Var ne réclamait pas moins de secours que celle qui venait d'être battue à Collioure; et, nonobstant les difficultés que l'hiver apportait aux opérations dans les Alpes, il envoya, comme on sait, la moitié de l'armée de Toulon dans le comté de Nice, tandis que Dugommier conduisit l'autre à Perpignan. Indépendamment de cette résolution que bien des militaires ont considéré comme une faute, le gouvernement persista dans le système d'agir offensivement sur les deux extrémités de la ligne des Pyrénées.

D'après l'examen que nous avons déjà fait de ce théâtre de guerre, on a remarqué néanmoins que, si sa configuration exige l'emploi de deux armées, il faut que l'une d'elles restant entièrement sur la défensive, se borne à occuper le petit nombre de défilés qui aboutissent à Bellegarde ou à Bayonne; tandis que l'autre, formée de toutes les troupes disponibles, prendra son essor en Catalogne ou en Navarre, selon qu'elle en trouvera l'occasion. Loin de reconnaître cette vérité, le comité voulut pénétrer en Espagne des deux côtés à la fois.

L'hiver fut employé à la réorganisation des deux armées, composées, en grande partie, de bataillons de réquisition. Ce travail ne s'opéra pas sans peine au milieu du dénuement absolu des différens services : mais, surveillé par des représentans devant lesquels tout pliait, s'il paraissait impossible de lui faire atteindre la perfection désirable, du moins était-il certain qu'il remplirait en partie, le but qu'on s'en proposait à l'ouverture de la campagne.

Il n'en était pas de même en Espagne. Bien que le ressentiment de Charles IV envers la nation française fût encore dans toute sa force, et que le peuple eût droit d'attendre des victoires plus décisives dans une seconde campagne, l'ardeur du premier élan s'était évanouie chez l'un comme chez l'autre : car, déjà le défaut d'élémens constitutifs des armées, les hommes et l'argent, se faisait sentir. La campagne précédente avait coûté 150 millions; et le fisc, épuisé, se trouvait dans la dure nécessité de recourir aux impôts ou aux emprunts. D'un autre côté, une maladie épidémique enlevait encore journellement l'élite de l'armée : il fallait la compléter, et les enrôlemens volontaires ne remplissant point les cadres, il fallait ordonner des levées dont le succès était douteux. Le trait le plus prononcé du caractère espagnol est un penchant à l'indé-

pendance, ou pour mieux m'exprimer, à l'affranchissement de tout frein et au vagabondage; il est aussi difficile d'y lever des impôts que de plier les habitans aux devoirs de la discipline si nécessaire dans des troupes de ligne. De là l'éloignement du paysan pour l'état de soldat, la difficulté de recruter les corps permanens, et la grande facilité d'organiser des *Guérillas* ou corps francs pour la petite guerre : de là aussi la résistance qu'une armée ennemie rencontrera toujours dans l'invasion de la péninsule.

Le conseil de Charles IV, ignorant le parti qu'il pouvait tirer des levées provinciales, ou convaincu peut-être qu'il ne fallait point y compter avant que les provinces mêmes ne fussent envahies, imagina de compléter les cadres existans en ordonnant la levée du 30[e] homme dans tout le royaume. Mais, outre que cette mesure rencontra mille obstacles, la Cour ne put se dissimuler que l'effet en serait lent et tardif. A ces embarras vint se joindre la conviction que les dogmes républicains faisaient de nombreux prosélites dans ses armées et dans les classes moyennes de la nation : les hommes éclairés blâmaient la guerre, parce qu'elle mettait à la merci de l'Angleterre : dans le peuple, les avis étaient partagés; les uns la blâmaient, parce qu'on guerroyait contre des principes; le plus

grand nombre, parce qu'elle exigeait trop de sacrifices.

Dans cet état de perplexité, le cabinet de Madrid, flottant entre le désir de la vengeance et la crainte d'une ruine inévitable, perdit en indécisions et en conseils, le temps qu'il aurait dû employer en préparatifs.

Le comte d'Aranda, rappelé d'exil pour donner son avis dans ces circonstances graves, considérant la nature de la révolution française, et le but que l'Autriche et surtout l'Angleterre se proposaient en la combattant, n'hésita pas de dire qu'il ne fallait point se fier aveuglément aux déclarations de ces puissances, ni compter sur leur coopération pour soutenir une lutte si défavorable à l'Espagne. Discutant les intérêts de cette monarchie, il prouva qu'elle ne pouvait faire la guerre à la France, sans attirer sur elle-même une foule de calamités, quel que fût d'ailleurs le résultat des opérations, puisque la position géographique et les relations des deux états déterminaient bien plus une alliance, que le pacte de famille rompu par l'établissement de la république. Mais son conseil donné peut-être avec une franchise trop âpre, excita le courroux du duc d'Alcudia, qui crut y voir une récrimination de sa conduite, et le paya d'une disgrace aussi éclatante que peu méritée.

Entraîné à la guerre contre ses intérêts, le cabinet de Madrid eut recours à des moyens qui démontraient assez la triste situation de ses finances. Hors d'état d'établir de nouveaux impôts, il avait déjà émis 80 millions de papier-monnaie, vers la fin de décembre : à cette somme il en ajouta bientôt une de 190 millions, au remboursement desquels il hypothéqua le revenu du droit sur le tabac.

Outre les levées indiquées, on chercha à recruter les régimens étrangers et à en augmenter le nombre. Les officiers et soldats français, émigrés de Toulon, furent admis dans leurs grades au service espagnol et renforcèrent la légion de la Reine, levée par le comte de Pannetier; on augmenta également celle des Pyrénées, commandée par le marquis de St.-Simon. Enfin, on appela les généraux en chef des trois armées, pour discuter le plan de campagne, dans un conseil où le duc de Crillon et le comte O'Reilly assistèrent.

La Cour adopta le même plan que la campagne précédente : c'est-à-dire, que les armées de Navarre et d'Aragon, commandées par le lieutenant-général Caro et le prince de Castel-Franco, devaient se tenir sur la défensive; tandis que celle de Catalogne, renforcée autant que possible, prendrait l'offensive dans le Roussillon. On va voir que cette résolution ne suffisait pas pour obtenir des succès.

Opérations de l'armée des Pyrénées-Orientales (1).

Etat de l'armée à l'arrivée de Dugommier.

L'armée française des Pyrénées-Orientales, destinée à jouer un si beau rôle dans la campagne prochaine, réduite, vers la fin de décembre, à environ 35 mille soldats malingres dans leurs cantonnemens, ou moribonds dans les hôpitaux, occupait, par sa droite proprement dite, Thuir et Toulonge, en avant desquels campaient quelques bataillons. Le centre resta blotti sous les glacis de Perpignan, dans le camp retranché de de l'Union, de 3 à 4 mille toises d'étendue. Villeneuve, Cabestany et St.-Nazaire étaient occupés par la gauche, dont les avant-postes couvraient les avenues de Perpignan.

Le corps de Cerdagne étendait sa droite à Belver, et venait, par Olette et Villefranche, appuyer sa gauche au col de Ternère, entre la Tet et le rocher de Canigou.

Tout autre que Dugommier, en prenant le commandement de cette armée, eût désespéré de lui donner une attitude imposante à l'ouverture de la campagne. L'insubordination, compagne inséparable des revers, avait gagné jusqu'à l'officier: une nuée d'agens de toute espèce entravait les divers services; c'était une armée à refondre entièrement.

(1) Consultez la planche III *bis*, et pour plus de détails sur la partie française, les feuilles de Cassini.

Le premier soin du général en chef fut de presser l'embrigadement des bataillons de réquisition dans les anciens cadres, afin de placer sous la surveillance du peu d'officiers et de sous-officiers instruits, cette masse d'hommes sans expérience, que l'apathie et l'ignorance de leurs chefs laissaient croupir dans le désœuvrement. Il partagea son armée en deux classes : les corps aguerris formèrent l'élite disponible ; ceux de récente création la réserve, destinée à rester en seconde ligne jusqu'à sa parfaite instruction. Il institua ensuite dans chaque bataillon une compagnie d'hommes lestes, dispos et de bonne volonté, qu'il destina aux coups de main dans les montagnes, en les réunissant en bataillons à l'instar des grenadiers. Il remonta sa cavalerie, exerça son artillerie légère, épura son état-major ; et, jetant successivement un regard de prévoyance et de sévérité sur les différens services administratifs, parvint à créer, comme par magie, des magasins, des ambulances et des moyens de transports. Mesures qu'il prend pour la réorganiser.

Au fur et à mesure que les renforts de Toulon et de Bayonne arrivèrent, il les fit passer en première ligne, et envoya les bataillons qui l'avaient garnie jusqu'alors, se rétablir de l'autre côté de la Tet. Bientôt il rectifia sa position. On occupa le long du Tech et du Réart, Ste.-Colombe, Terrats, Lupia, Truillas, Ponteilla, St.-Cyprien et Elne : ce dernier point, surtout, devenait impor- Nouvelles positions des Français

tant, depuis que l'ennemi était maître de Collioure; la gauche, aux ordres du général Sauret, dut le surveiller; des postes furent envoyés à Ortaffa et Montescot; enfin, la côte, découverte jusqu'à Agde, fut mise en état de défense.

Etat des Espagnols.

L'armée espagnole laissa opérer tous ces changemens qui l'adossaient aux Pyrénées depuis Pratz-de-Mollo jusqu'à la mer, sans y mettre aucun obstacle. Elle attendait alors un général en chef, pour remplacer Ricardos et O'Reilly, morts successivement à la veille de la rejoindre. Le marquis de las Amarillas qui la commandait provisoirement, couvert par le Tech depuis la mer jusqu'au camp du Boulou, et depuis là par la chaîne de collines qui se rattache au Canigou, sur laquelle on s'était plu à amonceler des retranchemens, ne voulait rien donner au hasard. Il attendait avec d'autant plus d'impatience son successeur, que les renforts annoncés par la Cour n'arrivaient qu'avec lenteur; qu'il existait encore plus de 10 mille hommes dans les hôpitaux, et qu'il n'avait pas plus de 25 mille combattans disponibles.

Plan de Dagobert, ajourné.

Cette particularité permit aux Français de prendre l'initiative avec succès; et il ne leur restait que le choix du plan d'opérations le plus convenable pour atteindre ce but. Dagobert, réintégré dans ses fonctions, en avait fait goûter un à Carnot, avant son départ de Paris pour l'ar-

mée, et qu'il avait conçu dès l'année précédente. Ce plan consistait à tourner la gauche de la ligne espagnole, en débouchant avec un corps d'élite de 12 mille fantassins et 1,300 chevaux, de Mont-Louis, sur deux colonnes, entre les sources du Ter, pour venir par Campredon et Ribas, opérer leur jonction aux environs de Ripoll. De là on eût cherché à enlever Gironne d'un coup de main, et à s'établir entre la Fluvia et le Ter, sur les derrières d'Amarillas, qui, coupé ainsi de ses communications, et assailli en même temps sur son front par le gros de l'armée, eût été anéanti. On ne saurait disconvenir des avantages de ce projet : seulement est-il juste d'observer que, si la route de Campredon était praticable pour l'artillerie, il eût mieux valu employer 30 mille hommes à ce mouvement, en ne laissant que les réserves sous le canon de Perpignan.

Projet de Dugommier

Mais Dugommier, bien qu'il fût pénétré des avantages qu'on pouvait s'en promettre, n'osa point l'exécuter à cause de l'état de délabrement dans lequel se trouvait la plus grande partie de l'armée : en effet, sur 65 mille hommes qui la composaient, les divisions actives comptaient au plus 35 mille combattans, non compris toutefois le corps de Cerdagne et les garnisons. Le général en chef préféra employer ces forces lui-même, sans les diviser pour une opération secondaire. Il calcula que les Espagnols, adossés

aux Pyrénées avec la seule route de Bellegarde et du col de Porteil, essuieraient une défaite certaine, si on parvenait à leur enlever ou seulement à menacer sérieusement cette unique retraite. Rompre leur ligne; en tourner le centre de manière à faire tomber tout le système de défense; couper la communication de leur droite exposée à Collioure, pour investir ensuite cette place par terre, tandis qu'une escadrille débarquerait l'artillerie nécessaire pour foudroyer St.-Elme: tel fut le plan que Dugommier proposa au comité, et que celui-ci adopta. En conséquence, Dagobert, auquel on avait donné l'ordre de former un corps d'élite de 12 mille hommes, consentit à ne recevoir aucun renfort avant la réussite de l'entreprise, et fut prendre à Puycerda le commandement de son ancienne division.

Premiers mouvemens des républicains. 27 mars.

Le 27 mars, l'armée fit un mouvement général pour s'approcher de l'ennemi. La droite, aux ordres du général Augereau, vint s'établir au Monestier et à Mas-d'Eu, poussant ses chasseurs à Pulla, Fourques et Villemolac. Le centre, commandé par le général Pérignon, s'étendit des cabanes du Réart près de la grande route, jusqu'au mamelon qui commande Brouillas, ayant sa réserve sous le général Victor Perrin (1), au-

(1) Aujourd'hui, maréchal duc de Bellune.

près de Bayde. Le général Sauret, à la gauche, jeta six bataillons à Ortaffa, et se tint prêt à passer le Tech au premier ordre.

L'armée d'élite fut remplacée dans ses premières positions par les bataillons inaguerris auxquels on confia en outre la garde des côtes jusqu'à Agde, où l'on craignait bien gratuitement quelques entreprises hostiles de la flotte de l'amiral Langara, qui croisait dans la Méditerranée, et dont une division aux ordres de Gravina, veillait sur Roses et Collioure.

Le corps de Cerdagne ne devait faire aucun mouvement : mais Dagobert, qui s'indignait du repos, se porta en trois colonnes avec environ 6 mille hommes sur Monteilla, y battit le comte de St.-Hilaire, le poussa jusqu'à Castel-Ciudad; lui prit sept pièces de canon, imposa 100 mille francs de contribution à la Seu-d'Urgel; et ne pouvant, faute d'artillerie, en assiéger la citadelle où la garnison s'était réfugiée, revint chargé de butin à Puycerda. Une fièvre maligne l'y emporta peu de jours après, à la 76e année de son âge, craint de l'ennemi, chéri des soldats qui le regardaient avec admiration, estimé du général en chef dont il avait toute la confiance. Combat de Monteilla. Mort de Dagobert.

Le marquis de las Amarillas, menacé d'une nouvelle attaque, replia les troupes qu'il avait sur la gauche du Tech dans le camp du Boulou, Dispositions défensives des Espagnols.

et remit à son successeur la pénible tâche de le défendre.

Ce camp, traversé par le Tech, et séparé de la plaine du Vallespir par une chaîne de collines, était fortifié avec un soin tout particulier. Son enceinte s'appuyait, en aval, à la batterie des Trompettes-Basses sur la rive droite de la rivière; et, en amont, à la hauteur de la Guardia qui domine le pont de Ceret. Une ligne de retranchemens barrait l'étroit vallon qui sépare la rive droite du Tech, des Albères, et allait se rattacher, par Villelongue et la redoute des Trompettes-Hautes, au château de Montesquiou, dont on avait fait une espèce de citadelle. Ainsi fortifié sur deux fronts, couvert sur ses derrières par Bellegarde, il semblait n'avoir à craindre que pour son flanc gauche. Malheureusement, les ingénieurs espagnols ne s'étaient pas aperçu que tout le système de ce singulier camp tomberait par la prise de l'ermitage de St.-Christophe, situé en arrière de sa droite, sur le pic le plus élevé des Albères. Ils ne tardèrent pas à sentir la faute qu'ils avaient faite de ne pas l'occuper, et dont leur adversaire se hâta de profiter.

Projet de Dugommier, pour attaquer le camp du Boulou.

Dugommier donna ordre au général Pérignon de passer le Tech avec environ 10 mille hommes, 800 chevaux et un train considérable d'artillerie. Cette division effectua son passage dans la nuit

du 29 au 30 avril, au gué de Brouillas, sur quatre colonnes. Son avant-garde, de sept bataillons et 400 chevaux, conduite par le général Martin, après avoir escaladé les Albères, devait s'emparer du poste de St.-Christophe et descendre par la montagne des Signaux sur la route de Bellegarde, pour couper la retraite à l'ennemi, tandis que le gros de la division, marchant sur trois colonnes, se portait sur St.-Génis, devant Villelongue et en face du camp des Trompettes. Augereau et Sauret avaient reçu ordre de détacher chacun une brigade à Baniuls; enfin le premier dut guetter l'instant favorable pour attaquer le pont de Ceret. 30 avril.

Ces dispositions, très-sages en elles-mêmes, furent encore favorisées par un concours des plus heureuses circonstances. Le cabinet de Madrid venait de conférer le commandement en chef de l'armée au comte de La Union. Ce général, très-bien placé à la tête d'une division, manquait des principes positifs et du génie nécessaire pour conduire une armée : il avait l'instinct des petites combinaisons de la guerre, et ses services rendus à la fin de 1793, joints à une grande affabilité, lui avaient mérité l'amour des troupes; mais il fut envié de ses lieutenans, en contradiction perpétuelle avec son chef d'état-major, et n'eut jamais sur son armée l'ascendant qu'avait pris Ricardos.

La Union prend le commandement de l'armée espagnole.

A peine eut-il reçu le commandement des mains de las Amarillas, qu'il transféra son quartier-général à Ceret, point pour lequel il avait une affection particulière, depuis le succès qu'il y avait remporté l'année précédente, et qu'il persistait à considérer comme la clef de sa position. C'était une erreur grossière; Ceret offrirait à la vérité des avantages stratégiques pour l'offensive contre les Français, si de bonnes routes conduisaient de cette ville à la vallée de la Tet; mais outre que cette condition n'existait pas, il s'agissait encore d'une ligne défensive dont la retraite était par Bellegarde, et dès-lors le point le plus important se trouvait à la droite du camp du Boulou. Toutefois La Union plein de ses idées, ordonna aux généraux de sa gauche de s'emparer des hauteurs de Palméra et de la montagne de Taillet; réunissant à cet effet aux ordres de Mendinuetta, les troupes du camp de Ceret, les Portugais cantonnés entre Palauda et Arles, et plusieurs bataillons tirés du Boulou : manœuvre d'autant plus dangereuse qu'au même instant le général français s'apprêtait à lui porter le coup cruel dont nous allons rendre compte.

Son centre est tourné par Pérignon.

Les troupes de Pérignon, favorisées ainsi par ce qui se passait chez l'ennemi, ne rencontrèrent qu'une faible résistance. Le général Martin parvint même sans obstacle, à l'ermitage St.-Christophe : l'ayant trouvé dégarni, il poussa l'adju-

dant-général Frère, avec 800 hommes, sur le poste des Trompettes-Hautes, défendu par le maréchal-de-camp Arias. De son côté, Pérignon fit occuper le plateau de Villelongue par la brigade Chabert, masquer Argèles par le général Victor, et vint, au point du jour, se former en bataille sur la rive droite du Tech, face au Boulou, la gauche appuyée à Villelongue. Dans cette position, l'ennemi ne donnant aucun signe d'existence, puisque la majeure partie des troupes du camp se trouvait vers Ceret ; il fit attaquer, par les brigades Point et Chabert, la redoute de Montesquiou, que le maréchal-de-camp Vénégas défendait avec un régiment d'infanterie.

La Union, informé de l'attaque des Français, au lieu d'y accourir avec tout ce qu'il avait de forces sous la main, persista à rester vers Ceret, et se borna à y détacher le prince de Monforte, avec quelques bataillons ; mais déjà il n'était plus temps. Vénégas, accablé et blessé, avait abandonné la redoute, et s'était replié derrière les Signaux. Le prince, n'ayant pas assez de moyens pour déloger les ennemis des hauteurs et tenir tête aux masses qui s'avançaient dans la plaine, envoya le comte del Puerto au soutien de Vénégas, avec deux bataillons et un régiment de dragons, et donna ordre à Arias d'évacuer le poste des Trompettes-Hautes, que la colonne du général Frère fusillait déjà : c'était, Dispositions qu'il oppose à l'ennemi.

dans l'état des choses, ce qu'il y avait de mieux à faire; le combat se soutint près des Signaux jusqu'à la nuit, et favorisa la retraite d'Arias.

Les Espagnols décident la retraite.

Cependant La Union, informé de la trouée faite au camp, convoqua un conseil de guerre à Ceret pour prononcer sur son abandon : le chef d'état-major Morla proposa, dit-on, de tomber sur Pérignon avec toutes les troupes du centre et de la division de Collioure; mouvement à-la-fois audacieux et habile, mais qui ne fut point exécuté : la majorité, après un long débat, se rangea de l'avis du général en chef qui résolut de repasser les Pyrénées. Il n'y avait pas un moment à perdre; et, pour assurer la retraite du matériel, il fut enjoint aux troupes du centre qui se trouvaient sur la rive gauche du Tech, de prendre position entre Maureillas et Ceret; et à la gauche, de défiler en toute diligence par le pont de ce dernier endroit.

Pérignon les prévient le 1er mai.

Pérignon, renforcé dans la nuit du 1er mai, par 500 chevaux et les deux brigades qui l'avaient remplacé la veille à Baniuls, fit attaquer, au jour, par le général Lemoine, les batteries des Signaux, qui furent enlevées malgré les efforts du comte del Puerto, dont les troupes eurent beaucoup de peine à gagner le chemin de Bellegarde. Le prince de Monforte, voyant alors sa droite écrasée, voulut ramener sa gauche dans cette place; mais l'infanterie du

général Martin, déjà postée au village des Ecluses-Hautes, lui barrant le passage, il se replia sur le centre de l'armée, en marche pour gagner les hauteurs de Maureillas, entre le pont du Boulou et Ceret.

Dès-lors, la grande route de Bellegarde fut perdue, et il ne resta aux Espagnols que le col de Porteil, dont les républicains menaçaient déjà de s'emparer.

Bien qu'il eût été possible, en faisant bonne contenance, de sauver le matériel par ce col, le chemin percé à la hâte, était si étroit, que le moindre accident, une seule voiture embarrassée, devait causer la perte de parcs immenses. On proposa de prendre le chemin d'Arles qui était beau jusqu'à cette ville, et par lequel Morla prétendait pouvoir ensuite sauver l'artillerie dans la vallée de la Muga : mais, soit par entêtement, soit parce qu'il douta de la possibilité de franchir les montagnes escarpées qui séparent la vallée de la Muga de celle du Tech, La Union persista à prendre le chemin de Porteil.

Aussitôt que le mouvement du prince de Monforte vers cette direction fut prononcé, et le centre ennemi tenant encore au Boulou, Pérignon ordonna au général Labarre de passer le Tech aux Trompettes-Basses, avec 700 chevaux, et de se précipiter sur la cavalerie espagnole qui formait l'arrière-garde, tandis que le général

Rénel, avec 500 autres, remonterait la rive droite pour la prévenir aux défilés de Maureillas, où se dirigea le gros de la division.

Déroute totale de l'armée espagnole.

L'ensemble et la rapidité de ces divers mouvemens portèrent le trouble et le désordre dans les rangs espagnols. Les troupes du prince de Monforte, saisies de frayeur, se jetèrent sur celles d'Amarillas, et les entraînèrent vers le col de Porteil, dans le plus grand désordre. Vainement chercha-t-on à les reformer entre Ceret et Maureillas, pour protéger la retraite, et sauver le matériel qui filait de cette première ville sur le col; les efforts de quelques chefs furent inutiles (1). Une partie de la cavalerie espagnole, voulant gagner le col de Perthus, fut criblée aux Ecluses-Hautes, et ne dut son salut qu'à la vitesse de ses chevaux. La brigade Vives, occupant le camp du Boulou, forcée, à cause de l'encombrement du chemin de Maureillas, à se

(1) Un témoin oculaire a comparé cette déroute à celle de Rosbach, et dit n'en avoir pas vu de pareille. Il aurait dû observer, toutefois, que les circonstances relatives étaient bien différentes. Ici, Dugommier est supérieur en nombre; à Rosbach, Frédéric était inférieur de moitié. En échange, dans la bataille du Boulou, les Français attaquent des positions formidables; à Rosbach, au contraire, le roi attaquait des têtes de colonnes en marche par pelotons. Les Espagnols fuient, parce que leur retraite est menacée; les Français se sauvèrent à Rosbach, parce qu'ils furent pris en marche à l'improviste. Ainsi les deux batailles n'ont d'autre point de ressemblance, que le désordre parmi les vaincus.

retirer par le pont de Ceret après la gauche, parvint heureusement à se sauver; mais trois bataillons entiers, formant les postes avancés à Pla-del-Rey et à l'ermitage St.-Luc, furent coupés et pris.

Jusque-là, cependant, les malheurs étaient réparables; lorsque le général Augereau, prévenu du trouble et de la détresse des Espagnols, ayant assailli les ouvrages du pont de Ceret, l'ouvrit à la cavalerie de Labarre, qui le traversa au trot pour se porter sur la colonne d'artillerie, attaquée par le général Rénel dans le défilé de Maureillas. Le combat ne fut pas long: quelques volées d'artillerie légère dissipèrent l'escorte: 140 pièces de canon, 800 mulets, tous les bagages de l'armée, des effets de campement pour 20 mille hommes, 1,500 prisonniers furent les fruits de cette victoire, qui ne coûta pas mille hommes aux Français.

Jamais bataille ne présenta un concours d'événemens aussi singuliers en faveur de l'assaillant que celle du Boulou; on pourrait la comparer à ces manœuvres de parade qu'une armée exécute pour son instruction, et où les mouvemens sont convenus d'avance. Il fallut deux jours entiers de fautes et de tâtonnement de la part du général espagnol pour que l'entreprise épineuse de Pérignon eût un succès si complet, et pour que les républicains arrivassent impunément à St.-Chris-

tophe. Les trophées de cette journée eussent été immenses, si Dugommier au lieu de laisser sa réserve inutile sous Perpignan et dispersée jusqu'à Agde, en eût tiré 10 bataillons, afin de garder le camp de Baniuls, et de pouvoir alors employer 25 mille hommes au mouvement décisif contre le camp de Montesquiou. Si dès le premier jour Pérignon avait eu cette force, on ne sait trop ce que serait devenu le centre des Espagnols en avant du Tech.

Les Espagnols ne songent pas même à défendre les Pyrénées, et fuient sous Figuères.

La Union, après avoir rallié les débris de son centre au col de Porteil, instruit que sa gauche, aux ordres du général portugais de Forbes, s'était repliée à St.-Laurent-de-la-Muga, et que sa droite, sous Navarro, était restée intacte dans ses positions, espérait s'établir entre Bellegarde et Collioure, pour défendre, du moins, le sommet des Pyrénées : mais l'artillerie étant perdue, et les troupes ébranlées, il était probable que si les Français s'approchaient avant que la ligne fût bien établie, une nouvelle déroute s'ensuivrait immédiatement. Ce calcul ne fut que trop justifié; à l'apparition des hussards républicains, troupes et généraux prirent en désordre le chemin de Figuères. Ce n'eût été qu'un demi-mal, si La Union se fût décidé franchement à renoncer à la possession de Collioure et de Port-Vendre pour attirer sa droite à lui, et songer à la défense du

territoire espagnol; mais il persista à laisser dans les places la division entière de Navarro, étendit son centre vers Espolla pour garder le col de Bagnols, dispersa des postes à Massarach, St.-Clément-de-Sasbas et Villarnadal, enfin occupa, par sa gauche, Bruire, Darnuys, et la montagne de la Magdeleine. Ses détracteurs profitèrent de ces fautes pour s'élever de plus en plus contre lui, prétendant qu'il ne justifiait point la préférence que la Cour lui avait donnée sur tant d'autres généraux.

Pendant que La Union cherchait à relever le moral de son armée, Dugommier, profitant de l'ardeur de la sienne, prescrivit au général Saüret, renforcé par la brigade Victor et mille chevaux, de passer le Tech pour former l'investissement de Collioure. Cette petite place, située, comme on sait, à la chute des Pyrénées vers la mer, était difficile à bloquer, par la multitude des pics retranchés, fermant les gorges qui y donnent accès. Néanmoins, cette opération fut achevée dans la nuit; et, par un bonheur tout particulier, le général Guillot trompant la vigilance des postes espagnols, parvint à s'établir au Puig-de-las-Duines qui commande le fort St.-Elme. La brigade Victor et la cavalerie du général Labarre restèrent en observation dans la plaine d'Argèles.

Les Français investissent la droite à Collioure.

De son côté, Pérignon quitta le champ de ba-

Pérignon

fait investir Bellegarde.

taille de Maureillas, pour faire l'investissement de Bellegarde du côté de France. Ses dispositifs pour attaquer le col de Porteil étaient déjà faits, quand l'ennemi l'évacua. S'étant alors fait joindre par la brigade Lemoine, qu'Augereau avait laissée à la garde du pont de Ceret, il acheva le blocus de cette place, en poussant une brigade à la Jonquière.

Augereau, suivant le général Forbes pied-à-pied, s'était porté, par Arles et St.-Laurent-de-Cerda, sur la fonderie de la Muga où il s'établit; communiquant avec la division du centre, par un camp de sept bataillons à Darnuys.

Difficultés pour le siége de ces places

Ainsi, l'armée républicaine, dès son début, avait chassé l'ennemi de positions réputées inexpugnables, et menaçait les deux seules places qu'il eût en France; mais le siége n'en pouvait commencer aussitôt. Pour réduire Collioure, Dugommier avait compté sur la coopération d'une flottille qui, retenue tantôt par les vents, tantôt par l'escadre espagnole, n'osait quitter le mouillage de St.-Laurent-de-la-Salanque; et les moyens d'artillerie et de transport, manquaient pour attaquer Bellegarde. Ne reprenant pas l'exécution du plan de Dagobert, les républicains, affaiblis par les blocus, restèrent forcément dans l'inaction, et eurent l'air de se reposer sur leurs lauriers, en butte aux coups que le comte de La Union méditait de leur porter.

Effectivement, celui-ci ayant eu le loisir de rétablir l'ordre dans son armée, jugea le moment favorable pour laver son affront. Instruit de l'extension de la ligne de son adversaire, et du départ récent d'une division de 5 mille hommes pour renforcer l'investissement de Bellegarde et de Collioure, il résolut d'attaquer l'extrême droite des Français. L'idée était lumineuse, et l'attaque eût obtenu de grands résultats, s'il avait porté ses masses sur St.-Laurent-de-la-Muga; mais il n'y employa que les brigades Vives et Solano, qui se divisèrent encore chacune en deux colonnes. Toute la cavalerie, sous le lieutenant-général Mendinuetta, soutenue d'une brigade d'infanterie, se porta par Pont-de-Molins dans la plaine de Cantalup, pour donner des inquiétudes au camp de la Jonquière : la brigade Puerto dut se glisser entre ce camp et la Muga, pour intercepter toute communication entre ces deux postes; enfin, de fausses attaques eurent lieu aux deux extrémités à Espolla et Campredon. La Union tente de les délivrer.

Ces dispositions papillotées n'eurent aucun succès. Les colonnes ne donnèrent pas en même temps. Le général Mirabel repoussa Solano et Vives à St.-Laurent. Guyeux, qui occupait le col de Cerda et la fonderie de Massanet, culbuta la colonne de Puerto : et il suffit au général Pérignon de faire sortir du camp de la Jonquière les brigades Martin et Point, pour tenir en échec 19 mai.

Mendinuetta, au moyen d'une simple canonnade. La journée se termina donc au désavantage des Espagnols, qui perdirent beaucoup de monde, outre 300 prisonniers.

Attaque de Collioure à St.-Elme.

Les Français n'avaient rien négligé de ce qui pouvait accélérer la reddition de Collioure. Dès le 6 mai, une flottille de 17 voiles, commandée par le capitaine Castanié, vint s'embosser devant cette ville; et, après avoir débarqué l'artillerie de siége aux Anses-Pantilles, commença à canonner la place, qui riposta avec vigueur. L'approche des forces ennemies l'obligea à ranger la côte d'Argèles.

Le brigadier Espeleta, détaché à Port-Vendre, y soutint avec succès plusieurs attaques des républicains : mais Dugommier s'attachait plus particulièrement à presser la reddition du fort St.-Elme, contre lequel il dirigeait par terre ses moyens de destruction. Dès le 10, neuf pièces de 24 ouvrirent leur feu : les batteries se multiplièrent à vue d'œil, et embrassèrent bientôt toute la circonvallation, depuis Port-Vendre jusqu'à Collioure.

Le maréchal-de-camp Navarro, homme de cœur, qui commandait dans cette partie, fit, avec ses 8 mille hommes, une assez belle défense. Voyant que les républicains cheminaient à grands pas contre le fort St.-Elme, et commençaient à maîtriser son feu, il ordonna de Collioure une

grande sortie, dont il confia la conduite au maréchal-de-camp Castrillo, afin de ruiner leurs batteries. Cette colonne, composée de piquets de gardes espagnoles, de la légion de la Reine, et des chasseurs de Murcie et de Barcelonne, surprit les assiégeans, et les poursuivit quelques centaines de toises: mais ceux-ci, soutenus par les réserves, firent volte-face, et ramenèrent les assiégés battant dans le fort. Le peu de succès de cette entreprise dégoûta le gouverneur des coups de main; il vit que ses troupes n'étaient propres qu'à défendre des remparts, et n'en exigea pas davantage. 16 au 17 mai

Assaut de St.-Elme.

Cependant Dugommier, irrité qu'un méchant fort qu'il avait cru réduire en quarante-huit heures l'arrêtât pendant quinze jours, ordonna l'escalade. Pour assurer sa réussite, et diviser l'attention de la garnison; il prescrivit des démonstrations contre Puig-Oriol, Collioure et Argèles. Il fut recommandé à la colonne assaillante de n'approcher du fort, que lorsque le feu de la terrasse en serait entièrement éteint par des tirailleurs choisis; mais un excès d'ardeur l'ayant entraînée dans le fossé, avant que la garnison eût été forcée de se retirer dans les casemates, une pluie de feu l'obligea de le quitter, après l'avoir jonché de cadavres.

Les Espagnols veu-

Les suites de cette tentative furent néanmoins plus heureuses qu'on ne l'aurait imaginé. Na-

lent évacuer par mer; une tempête les repousse.

varro, ébranlé par l'audace des républicains, et prêt à manquer de tout, entra en pourparlers; cependant la condition de mettre bas les armes lui ayant paru trop dure, le feu recommença, et eût enseveli la garnison sous les décombres du fort, si elle n'avait pris le parti de l'évacuer. Alors toutes les batteries françaises se tournèrent contre Port-Vendre et Collioure, où Navarro concentra ses troupes. Ayant fait connaître sa détresse au comte de La Union, mais désespérant d'en recevoir aucun secours par terre, il prit la résolution d'évacuer la place par mer. En vain, le commandant des forces navales lui opposait les dangers de la côte et les vents contraires; Navarro le sommait de braver tous les dangers pour sauver sa division. Déjà même il avait fait évacuer Port-Vendre, et réussi à faire partir les émigrés de la légion de la Reine, ses ambulances et une partie des magasins, lorsque l'amiral Gravina, arrivé le 24 mai dans le golfe de Roses, vint lui proposer d'embarquer sa division entière. C'était une trop belle occasion pour la laisser échapper. L'offre de l'amiral fut acceptée avec reconnaissance; mais un gros temps chassa

26 mai.

au large, dans la nuit du 26, l'escadre, qui était venue mouiller en vue du port. Navarro se décida donc à mettre bas les armes le lendemain, avec 7 mille hommes, et obtint de rentrer en Espagne, jusqu'à échange d'un pareil nombre

de prisonniers. Cette capitulation lui attira l'improbation de l'armée qui attendait de lui plus de vigueur; La Union ne voulut point la ratifier, et reprochait à son lieutenant de n'avoir pas essayé du moins de se faire jour avec sa division. Bien que la nature des lieux permît de lui barrer le passage avec des forces inférieures, il semble en effet qu'il devait en faire la tentative, puisque cette obligation est imposée par les ordonnances à tout commandant de détachement, et qu'il n'était pas impossible de forcer le cordon de la division Sauret.

Positions au centre.

Pendant toute la durée du siége de Collioure, et quinze jours après, les divisions Pérignon et Augereau restèrent autour de Bellegarde, se bornant à faire une seule reconnaissance, le 7 juin, contre la gauche du camp ennemi. Les Espagnols, sur leurs gardes, la repoussèrent après un engagement très-chaud, où le général Labarre perdit la vie.

Expédition du corps de Cerdagne sur Campredon.

Du côté de la Cerdagne, le général Doppet, successeur de Dagobert, essaya le mouvement que ce dernier avait reçu l'ordre d'exécuter dès l'ouverture de la campagne; et, par le succès qu'il obtint d'abord, prouva celui qu'on en aurait recueilli, en l'opérant avec un corps de troupes plus considérable, avant que l'ennemi eût reçu des renforts.

La gauche de l'armée espagnole n'était que

faiblement gardée : le maréchal-de-camp Oquendo commandait à Campredon environ 1,200 hommes de milices catalanes, disséminés dans les gorges du Tero et des premiers affluens de sa rive droite : un corps d'égale force, aux ordres du maréchal-de-camp Solano, occupait tous les cols qui versent sur la gauche de la Fluvia, depuis Besalu jusqu'à Castel-Follit ; enfin, Cuesta commandait une petite division dans la vallée de la Sègre, à Seu-d'Urgel.

Le corps de Cerdagne, ayant à sa tête les généraux divisionnaires Doppet et Charlet, partit de Villefranche et d'Alp, le 4 juin ; et se dirigea sur Campredon et Ribas, que les milices d'Oquendo cédèrent presque sans résistance. Au même moment, le général Augereau détacha de la Muga l'adjudant-général Bon, avec ses chasseurs, sur le col de Bassagorda. Cet officier, après avoir forcé le bataillon de Vallespir, vint, par Ormoger et Aix, se réunir à la colonne du général Doppet. De Campredon, les républicains se portèrent sur Ripoll où se termina leur course, soit que le génie de Dagobert ne les dirigeât plus, soit que la mésintelligence entre les deux généraux les empêchât de profiter de la dispersion des forces ennemies.

La Union détache Vives au secours.

Le comte de La Union, n'ignorant pas que le chemin du col de Bassagorda à Besalu, est praticable à l'artillerie, et que de là on peut en

traîner jusqu'à Girone, conçut de vives inquiétudes, et crut un instant voir déboucher les Français sur ses derrières; mais ses craintes furent bientôt dissipées. Le bataillon de Vallespir, renforcé de quelques centaines de grenadiers et de soumatens, étant parvenu à chasser du col le poste que Bon y avait laissé, et Solano ayant mandé que la petite colonne qui avait débouché par Bassagorda, était allée se réunir à celle de Campredon; le général en chef jugea que toute l'entreprise n'était qu'une course pour mettre le pays à contribution. Il chargea donc le maréchal-de-camp Vives, avec cinq bataillons de ligne, cinq de milices et 300 chevaux, de l'arrêter; et prescrivit au général Cuesta de faire une diversion sur Belver, afin de rappeler ce détachement ennemi à Puycerda.

Vives remplit sa tâche avec intelligence. Dans une première affaire, les Français qui occupaient Ripoll, furent enveloppés, et ne se firent jour qu'à la baïonnette. Le général Charlet, attaqué le 18 juin dans Campredon par les deux rives du Ter et du côté d'Olot, ne se retira qu'avec perte de deux pièces de canon. Ainsi, le résultat de cette expédition se réduisit au pillage et à l'incendie de quelques bourgs; triste dédommagement des fatigues qu'elle causa aux troupes. *Les Français sont repoussés.*

Vers la mi-juin, la division Sauret quitta ses cantonnemens aux environs de Collioure, passa *La division Sauret,*

joint le centre devant Bellegarde.

les Pyrénées, et vint camper, au nombre de 10 mille hommes, près de Cantalup. Ce renfort rendant les Français tous les jours plus audacieux, ils fatiguèrent tellement les avant-postes espagnols, qu'afin de leur procurer un peu de repos, La Union imagina de faire une forte diversion en Cerdagne, dans l'espoir d'y attirer toute l'attention de son adversaire. Ce moyen fait pitié, car les Espagnols n'avaient pour pénétrer dans la partie française de cette province, aucune des facilités que leurs ennemis avaient pour envahir la partie espagnole; et avant d'y prendre pied, il fallait faire tomber Puycerda et Mont-Louis.

Expédition des Espagnols sur Puycerda. 25 juin.

Quoi qu'il en soit, le général La Cuesta, fidèle à ses instructions, partit le 25 juin de la Seu-d'Urgel, avec 3,400 hommes d'infanterie et 400 chevaux, dans le dessein de se porter sur Belver. Sa petite troupe fut divisée en trois sections. La plus forte devait remonter la rive gauche de la Sègre, s'emparer de Belver et marcher avec rapidité sur Puycerda, afin de couper la retraite de sa garnison sur Mont-Louis : la seconde colonne, remontant la rive droite, devait coopérer à l'attaque de la première, et être suivie de la troisième qui avait ordre de s'emparer du pont de Soler, entre Belver et Puycerda.

Ce plan échoua. La Cuesta, arrêté avec les deux dernières colonnes par 300 français retranchés en avant de Belver, fut obligé de revenir

prendre position à Monteilla. A la vérité, le brigadier Baria parvint avec la première dans la plaine de Puycerda ; mais, abandonné à ses propres forces, menacé par un détachement que Doppet fit sortir de la place pour gagner les hauteurs, il fut contraint de se jeter dans les rochers de Llosa, afin d'éviter une ruine certaine ; s'estimant heureux d'en être quitte pour ses bagages et 200 prisonniers.

Malgré le renfort que l'arrivée de la division Sauret avait procuré aux républicains, il ne se passa rien d'important jusqu'à la mi-août. Dugommier se contenta de resserrer Bellegarde : certain que jusqu'à sa reddition, il ne pouvait se promettre de grands succès contre un adversaire retranché sous la protection de Figuères, il crut faire assez en l'empêchant de secourir la place. Les Espagnols, de leur côté, bien qu'ils eussent réparé les suites de la déroute du Boulou, attendaient encore des renforts, sans lesquels ils n'osaient rien hasarder. La Union voyait, des bastions de Figuères, le pavillon castillan flotter sur les tours de Bellegarde, où le marquis de Val-Santaro opposait une stoïque fermeté aux sommations de l'ennemi et aux horreurs de la famine. Nous verrons, au chapitre XLI, l'impuissance des efforts qu'on fit pour le secourir.

Stagnation dans les deux partis.

Opérations de l'armée des Pyrénées-Occidentales (1).

Positions et préparatifs des Français

L'armée des Pyrénées-Occidentales, réduite, après le départ de ses deux meilleures demi-brigades pour le Roussillon, à moins de 20 mille hommes disponibles, fut renforcée par un nombre à-peu-près égal de recrues, qui figurèrent au nombre des combattans, mais ne furent en état d'entrer en ligne que dans le courant du mois de juin. Elle comptait alors 40 bataillons répartis en cinq divisions aux ordres des généraux Moncey, Frégeville, Delaborde, Mauco et Marbot; tenant toutes les têtes des vallées qui conduisent en France, depuis Yeropil aux sources de la Nive, jusqu'à la chaussée de St.-Jean-de-Luz. Les trois premières divisions, fortes de 26 bataillons, formaient l'élite de l'armée : les deux autres à la gauche, dans les vallées de Haute-Nive et du Saisson, n'étaient composées que de 14 bataillons de réquisition, à peine instruits et mal équipés.

Positions des Espagnols.

L'armée espagnole, aux ordres du capitaine-général Ventura-Caro, affaiblie par les troupes qu'elle avait envoyées à l'armée du Roussillon,

(1) Consultez la planche III, et la carte de Roussel pour ce qui est au-delà d'Ernani.

ne comptait pas, dans les premiers jours de février, au-delà de 20 mille hommes, dont la moitié de milices. Sa droite, sous le duc d'Ossuna, était appuyée à Burguette; le centre, commandé par le lieutenant-général Urrutia, s'étendait dans la vallée de Bastan; et sa gauche, aux ordres du lieutenant-général Gil, bordait les rives de la Bidassoa jusqu'au camp de St.-Martial.

Le front des deux armées était hérissé de retranchemens, que chacune d'elles avait mis sa gloire à perfectionner pendant l'hiver. Cet état de choses influait singulièrement sur l'esprit des généraux opposés. Muller, considérant la faiblesse et le dénuement de son armée, sans faire attention que son adversaire se trouvait encore plus dénué de moyens que lui, penchait pour se tenir sur la défensive. Caro, au contraire, prétendait changer de rôle, enlever les retranchemens des républicains, et faire une invasion en France. Dès le 5 février, il se décida à faire une tentative avec 10 mille hommes contre le calvaire d'Urrugne, le camp des Sans-Culottes et la Croix-des-Bouquets; déjà Urrutia était parvenu à chasser du calvaire les postes de la gauche; mais l'artillerie française dirigée par Lespinasse ayant foudroyé les deux autres colonnes, les força à reprendre leurs positions, et Urrutia dut en faire autant de son côté.

Caro n'avait cessé de solliciter, avec des ren-

forts, la permission de prendre l'offensive. La Cour, qui tournait toutes ses vues sur le Roussillon, la lui ayant refusée, il requit le Guipuscoa de lui fournir un contingent d'hommes; mais aussi peu heureux dans ses négociations avec les états de cette province jalouse de ses priviléges, il se vit réduit, à la fin de mars, à retirer les troupes qu'il avait dans les places, pour se former un corps de 18 mille hommes, avec lequel il se proposa de tenir tête aux Français.

Premières entreprises insignifiantes des deux partis.

Le général Muller, pressé par le comité de salut public d'ouvrir la campagne, ne s'estimant point assez fort pour débuter par une invasion, voulut déloger les Espagnols du poste de la Rhune, afin de raccourcir sa ligne de défense; mais son entreprise échoua. Le reste du mois de mars, ceux d'avril et de mai s'écoulèrent en escarmouches. Ils furent marqués par une seule entreprise des Français sur la fonderie d'Orbaicet, qui n'aboutit qu'à brûler deux villages; et par une expédition en représailles que les Espagnols dirigèrent dans les vallées d'Arneguy et de Baygori, où la légion de St.-Simon montra, tout en ravageant des fermes françaises, un courage digne d'un meilleur emploi. Les républicains voulurent s'en venger en brûlant les belles mâtures d'Irati qu'ils attaquèrent néanmoins sans succès.

Projet pour l'invasion de l'Espagne.

Bien que le temps favorable aux opérations dans les montagnes s'avançât avec rapidité, le

général républicain aurait attendu, avant d'ouvrir la campagne, l'arrivée des 15 bataillons et des mille chevaux qui lui étaient annoncés de l'Ouest; mais les représentans en mission auprès de l'armée l'aiguillonnèrent par des raisons si puissantes, qu'enfin il se détermina à débuter.

Son plan d'invasion, depuis long-temps approuvé par le comité de salut public, et assez bien combiné pour le choix du point stratégique, semblait un peu décousu pour des troupes si peu nombreuses, et obligées de filer à travers des vallées dont les communications étaient des plus difficiles. La gauche de l'armée devait descendre par les cols d'Ispéguy, d'Ariette et de Maya, dans la vallée de Bastan, tandis que le centre se porterait vers Echallar, pour se réunir à elle, passer la Bidassoa de concert, tomber sur Lesaca, et descendre de là sur Bera et Irun, où l'on devait prendre la grande route. L'ennemi ainsi tourné dans ses positions retranchées, et acculé à la mer sur les hauteurs de Fontarabie, ne les eût pas conservées long-temps, surtout si une petite escadre avait favorisé les mouvemens de l'armée française dans le golfe de Biscaye.

Les Français s'emparent des débouchés de la vallée de Bastan.

Le 3 juin, le général Mauco mit en mouvement la division de St.-Jean-Pied-de-Port, sur trois colonnes. Le chef de brigade Lefranc se dirigea contre Berderis, et le général Lavictoire

sur le col d'Ispéguy, tandis que Mauco, avec le gros de sa division, attira l'attention des Espagnols vers Altobiscar. Le même jour, le général Laborde poussa une forte colonne de St.-Pé contre Maya.

3 juin. Ces attaques combinées eurent un plein succès. Le cordon du duc d'Ossuna fut percé de toutes parts, parce que, prenant le change sur la véritable attaque, il porta ses réserves vers Altobiscar. Lefranc enleva à 300 hommes du régiment de Zamora la redoute qu'ils occupaient sur les Aldudes, et se rendit maître du col de Berderis. La colonne de Lavictoire, après un combat très-chaud où ce général fut mortellement blessé, parvint à chasser les Espagnols des retranchemens formidables du col d'Ispéguy. Enfin, la division Laborde n'éprouva qu'une faible résistance à s'emparer du col de Maya; encore que les habitans d'Errazu, soutenus par un bataillon de ligne, eussent défendu l'ermitage qui couvre ce poste, et que 4 à 500 grenadiers fussent accourus de Goramendi dans le même but.

Muller ne poursuit pas ses succès. Ces barrières de la vallée de Bastan tombées, rien n'empêchait d'y descendre; et il eût été tout naturel de le faire, afin d'ôter à l'ennemi le temps de s'y retrancher. On ignore les motifs qui portèrent le général Muller à s'arrêter pendant quinze jours dans ces positions: il ne fit,

durant ce long intervalle, qu'une reconnaissance sur la pointe du Diamant et le Mont-Vert, que le général Mendizabal parvint à repousser.

Cependant Caro, inquiet de la mollesse que ses troupes avaient montrée dans les dernières affaires, et jugeant qu'elles ne soutiendraient pas dans cette campagne l'honneur des armes espagnoles, crut prudent de changer de système, et proposa au ministère de porter sa ligne plus en arrière. Mais le gouvernement était trop occupé de ce qui se passait en Roussillon, pour examiner de sang-froid les motifs de la singulière demande d'un général constamment victorieux dans la dernière campagne, et qui n'avait cessé jusqu'alors de solliciter l'autorisation de prendre l'offensive : certain d'ailleurs qu'il n'avait point essuyé d'échec notable, le cabinet jugea prudent de suspendre l'exécution d'une mesure dont les suites immédiates devaient porter l'épouvante dans deux provinces, et enlever à l'armée le peu de confiance qui lui restait. Mesures de Caro.

Forcé de garder cette ligne dangereuse, Caro, voyant que son adversaire ne profitait point de tous ses avantages, et pénétré de ceux qui dérivent de l'initiative dans l'attaque, résolut de sortir de cette situation précaire, en prévenant les républicains. Le motif était louable sans doute; pourquoi les moyens répondirent-ils si peu au but qu'on se proposait? Il veut prendre l'offensive.

grand mérite était d'avoir fait la guerre de 7 ans en qualité de volontaire, et qui avait plus de liant dans le caractère; mais l'école des Soubise et des Clermont n'était pas celle qui formait des héros; et l'armée ne lui accordait aucune des grandes qualités qui distinguaient son prédécesseur : d'ailleurs, moins heureux que Dagobert et que Caro, l'âge avait déjà glacé les facultés de son ame.

Bien que les premières opérations de ce nouveau général, dans le mois de juillet, appartiennent à ce chapitre par leur date; cependant, pour ne pas interrompre le fil des événemens qui amenèrent l'invasion de la Navarre et du Guipuscoa, nous les renverrons à la seconde période de cette campagne, que cette invasion occupera toute entière.

CHAPITRE XXXV.

Événemens dans la Vendée, depuis la grande défaite de Savenay. — Prise de Noirmoutiers. — Mort de Larochejacquelin. — Combats divers.

ENTRAÎNÉS par l'importance des batailles du Mans et de Savenay qui changèrent entièrement la guerre de la Vendée, nous avons cru devoir laisser reposer l'esprit de nos lecteurs sur ces événemens mémorables, sans les détourner par le récit insignifiant de l'expédition de Noirmoutiers, qui appartient encore par sa date aux opérations de la campagne précédente.

Pendant que l'armée d'Anjou et celle du centre, refoulées vers la Loire par le général Léchelle, passaient ce fleuve, et faisaient leur fatale expédition sur Granville, Charette, à qui il ne restait qu'un faible corps, s'apprêtait, ainsi qu'on l'a dit au chapitre XXVI, à s'emparer de Noirmoutiers où il s'était ménagé des intelligences avec le commandant républicain. Charette s'empare de Noirmoutiers.

Cette île qui peut avoir trois lieues de long sur une de large et sept de tour, n'est qu'un rocher couvert de sable, séparé de la terre ferme par un bras de mer étroit, mais si rapide qu'on ne

peut le traverser qu'avec le reflux. Sa population d'environ 8 mille ames, adonnée toute entière à la marine, s'était déclarée, à l'origine de l'insurrection, si peu favorable aux républicains, que le général Canclaux avait cru devoir y mettre garnison. Du reste l'île n'avait pour toute défense que des batteries de côte.

Charette vint d'abord s'établir à l'île de Bouin, et traversa à marée basse, dans la nuit du 20 au 21 octobre, le canal de Grandchamp, laissa sa cavalerie à Beauvoir, et piloté par les habitans du village de Barbatre, surprit les postes établis le long de la côte, et les força à se réfugier sous Noirmoutiers, où, abandonnés par leur commandant, ils mirent bas les armes.

Projets ultérieurs de ce chef.

Maître de Noirmoutiers, Charette s'appliqua à en faire sa place d'armes et de dépôt : il l'arma et la retrancha le mieux qu'il put, et y laissa une garnison de 12 à 1,500 hommes, sous les ordres de Pinaud. Toutefois la grande flotte de Morard de Galles croisant entre Quiberon et Groix, il était probable que cette conquête à laquelle Charette attachait tant de prix, ne serait qu'éphémère; à moins qu'il n'y eût connivence entre les chefs des forces navales et les Vendéens. L'insurrection de la flotte et les accusations portées au tribunal révolutionnaire de Brest, en firent naître le soupçon, qui ne tarda pas à être victorieusement repoussé par les accusés.

Quoi qu'il en soit, ces dispositions étant achevées, il fut facile à Charette de se mettre en communication avec Joly, qui commandait les révoltés des environs des Sables; avec Cathelinière, resté dans le pays de Retz; et enfin avec Prudhomme, qui cherchait à fomenter une nouvelle insurrection dans l'arrondissement de l'ancienne armée du centre.

Après un premier succès il est battu.

Les circonstances favorisèrent ces premières opérations, car il n'était resté en Vendée que deux divisions; la première de l'armée des côtes de Brest, qui bordait la Loire de Nantes à Saumur, pour observer la Haute-Vendée; l'autre de l'armée des côtes de la Rochelle, stationnée entre Fontenay et les Sables. Les généraux Haxo et Dutruy qui les commandaient, n'ayant reçu aucune instruction, gardèrent d'abord une défensive d'autant plus pénible que leurs forces se trouvaient disséminées sur une infinité de points qu'on s'obstinait à garder. C'est en effet un des inconvéniens inséparables de ce genre de guerre, que pour soumettre le pays, on soit forcé de répartir ses troupes sur toute la surface, et qu'on demeure ainsi exposé à des revers partiels. Toutefois la bonne harmonie qui régnait entre ces deux généraux mit bientôt obstacle aux progrès de Charette. Après plusieurs petits combats où ses lieutenans eurent presque toujours le dessous, battu lui-même le 2 décembre aux environs de

Machecoul, il eût été forcé de se réfugier dans Noirmoutiers, si un arrêté du comité de salut public n'eût enjoint aux généraux employés dans la Vendée de suspendre toute expédition jusqu'à ce que Nantes fût à l'abri de danger. Haxo au désespoir de voir son adversaire lui échapper, dépêche Dutruy auprès du représentant Carrier à Nantes, qui prend sur lui de donner carte blanche à Haxo, moyennant qu'il renforce la garnison de cette place de 3 mille hommes.

Le général Haxo le jette sur l'île de Bouin.

Trop heureux d'obtenir à ce prix l'autorisation qu'ils sollicitent, Haxo et Dutruy attaquent Charette, lui enlèvent Beauvoir et le poursuivent l'épée dans les reins jusqu'à Lépois. La marée montante lui coupant toute retraite sur Noirmoutiers, il se réfugia dans l'île de Bouin où il ne tarda pas à être cerné par les républicains.

Comme il suffit pour rendre cette île inabordable, de rompre les ponts jetés sur les trois routes qui y aboutissent, Charette affecta devant les siens une grande sécurité, mais n'étant pas intérieurement sans inquiétude sur l'issue du blocus, il dépêcha un de ses officiers en Angleterre pour en solliciter des secours.

Charette se fait jour.

Cependant Haxo, impatient, avait fait toutes ses dispositions pour assaillir ce chef royaliste le 11 décembre; l'attaque principale devait partir de Beauvoir, une colonne sortie de Bourgneuf avait ordre d'arriver par la pointe du sud et de favo-

riser l'attaque de la colonne intermédiaire qui, de Bois-de-Cené, devait descendre le ruisseau versant dans le Dain au-dessus de Chiport, et prendre Bouin à revers après avoir franchi cette rivière. Toutes ces dispositions furent ponctuellement exécutées. Charette fit d'abord bonne contenance, mais la colonne de Bourgneuf ayant surpris les postes qui lui étaient opposés, et s'avançant vers les Roussières, les royalistes pris entre deux feux et acculés à la mer, n'eurent d'alternative que de se rendre ou de vendre chèrement leur vie. Déjà l'ordre de s'ouvrir un passage à la baïonnette avait été donné, lorsqu'un paysan indiqua à leur chef la seule issue que n'occupaient point les républicains. Il s'y jette aussitôt avec 15 à 1,800 hommes des plus déterminés, égorge un poste du cordon ennemi, combat à outrance les partis qui le pressent, et parvient heureusement à rejoindre les divisions Savin et Joly établies au Grand-Luc.

L'artillerie, les munitions de guerre et de bouche, un butin immense demeurèrent aux vainqueurs, qui ne se crurent point dédommagés de l'évasion de leur captif. Haxo toutefois ne perdit pas son temps à exhaler d'inutiles regrets. Le 13, il se mit sur les traces de Charette qui, repoussé devant Légé par le général Guillaume, après avoir enlevé le camp des Quatre-Chemins, se dirigeait vers le Haut-Poitou, en vue de se re- Ses courses dans la Vendée.

cruter des débris de l'armée qui avait repassé la Loire. Chemin faisant, ce chef eut avec Joly une altercation aux Herbiers, qui faillit amener leur séparation; mais enfin il l'emporta, et fut proclamé général en chef.

Il est nommé général en chef.

Cette nomination ne lui donna qu'un vain titre sans autorité. Les Angevins attachés à leurs officiers refusèrent de se ranger sous ses drapeaux, et ses proclamations, ses voies de rigueur pour les arracher de leurs foyers ne le rendirent que plus odieux. Assailli par une colonne républicaine dans le bourg de Bonpère, où il avait établi son quartier-général, il ne s'échappa qu'avec peine, et s'enfuit à Pouzange qu'il abandonna bientôt après pour éviter la rencontre d'un détachement de Dutruy. De là toujours poursuivi, il se rendit avec 15 à 1,800 hommes par Châtillon à Maulevrier, où le retour inattendu de Larochejacquelin dérangea tous ses projets, et le força de diriger sa course vers le Marais.

Au bruit de son retour dans cette contrée, l'alarme se répandit à Luçon et à Fontenay. Le général Dutruy multiplia les colonnes mobiles et redoubla les précautions. Charette eut d'abord l'intention de s'emparer de Laroche-sur-Yon; mais son projet ayant été éventé, il vint après plusieurs contre-marches prendre poste à Machecoul, dont il délogea les républicains.

Thurreau

Tel était l'état des choses en Vendée à l'époque

du 21 décembre, quand le général Thurreau prit le commandement de l'armée de l'Ouest. Quoique victorieuse et encore assez nombreuse, elle était loin d'offrir un ensemble imposant. En effet, les 50 mille hommes dont se composait son effectif appartenaient à plus de 160 corps différens, et sur ce nombre à peine trouvait-on 20 mille combattans; car plus de 12 mille encombraient les hôpitaux, 20 mille perdus de gale, presque nus, pieds déchaux et mal armés, n'étaient pas susceptibles de faire une campagne d'hiver. Avec ces cadres sur lesquels l'indiscipline exerçait encore ses ravages, il fallait non-seulement tenir tête aux Vendéens rentrés et insoumis, mais encore réprimer les Chouans qui, renforcés des débris de l'armée écrasée au Mans et à Savenay, commençaient à établir le théâtre de leurs brigandages sur la rive droite de la Loire, entre la Mayenne et la Vilaine, et ne pouvaient déjà plus être contenus par l'armée des côtes de Brest et de Cherbourg.

prend le commandement des républicains.

Quoi qu'il en soit, Thurreau crut ne pouvoir mieux débuter qu'en s'emparant de l'île de Noirmoutiers, afin d'enlever aux royalistes toute communication avec l'extérieur. Le général Haxo, qui avait préparé ce qui était nécessaire pour ce coup de main, reçut l'ordre de le tenter, et réussit le 5 janvier à se rendre maître de cette île à la faveur d'une escadrille qui favorisa le dé-

Mesures pour reprendre Noirmoutiers.

barquement de sa petite division. Les royalistes firent peu de résistance, et se rendirent prisonniers à la première sommation. On y trouva le généralissime d'Elbée criblé de blessures, qui s'y était réfugié avec une douzaine de ses officiers. Les vainqueurs ne pardonnèrent point aux vaincus, les prisonniers et la garnison de l'île furent impitoyablement fusillés. De son côté, le général Carpentier délogea Charette de Machecoul, et le força de rentrer dans le Bocage, avant d'avoir pu opérer sa jonction avec Cathelinière.

Etat de la Vendée.

La destruction de la grande armée à Savenay, et la reprise de Noirmoutiers n'éteignirent point le feu de la guerre. Les grandes opérations cessèrent, mais l'impuissance où les Vendéens se virent de lutter contre la république n'inspira à aucun d'eux le sentiment de se rallier à ses lois. La vengeance et la haine animaient tous les cœurs; chacun s'apprêtait à combattre isolément les détachemens de l'armée victorieuse qui donneraient prise; et ne pouvant vaincre les troupes conventionnelles, on chercha à les éloigner du pays en les harcelant. Résolution qui signale un courage opiniâtre; mais où l'on ne reconnaît ni amour de la patrie, ni attachement sincère aux intérêts bien entendus de la monarchie.

Le retour de Larochejacquelin et de Stofflet dans le Haut-Anjou donna chaque jour plus de consistance et de hardiesse aux rassemblemens

qui n'avaient cessé de s'y montrer, tous les cantonnemens républicains se trouvaient comme en état de blocus, et n'osaient communiquer entre eux. Reconnaissances, patrouilles, convois, ordonnances, tout était enlevé par les insurgés qui, nulle part, n'offraient assez de prise pour être exterminés en rase campagne.

A cette guerre de chicane, si défavorable aux républicains, et qui indiquait autant la faiblesse que l'acharnement des royalistes, Thurreau, exalté peut-être par les traitemens barbares qu'éprouvaient les siens quand ils tombaient entre les mains des ennemis, résolut d'opposer le même système dont ils s'étaient jusqu'alors servi avec tant d'avantage contre son parti. Il imagina de faire parcourir la Vendée dans tous les sens à douze colonnes mobiles pour enlever les grains, fourrages et bestiaux qui s'y trouveraient; détruire tous les établissemens militaires, désarmer les communes voisines du foyer de l'insurrection, intercepter enfin ses communications, non-seulement avec l'Angleterre, mais encore avec les Chouans de l'autre côté de la Loire. Ce système, convenable pour achever la ruine d'un ennemi battu et dispersé, ne laissait pas d'être dangereux en Vendée pour peu que ces minces colonnes vinssent à rencontrer une masse de 7 à 8 mille insurgés, ce qui était à craindre. Plan de Thurreau.

Pour l'exécution de son dessein, Thurreau Opérations

des colonnes infernales.

chargea l'adjudant-général Delage de surveiller les bords de la Loire avec une forte brigade, plaça en observation de Charette le général Haxo à Challans, et le général Dutruy à Machecoul; puis fit partir le 20 janvier, des différens points de la circonférence, douze colonnes d'environ 1,500 hommes chacune, qui eurent ordre de marcher en ligne, le fer d'une main et la torche de l'autre; communiquant par leurs flanqueurs jusqu'à la hauteur de Chollet, où elles devaient s'arrêter toutes et recevoir de nouveaux ordres.

L'effet naturel de cette battue fut de ravager la Vendée, et de la réduire au désespoir; mais si elle donna lieu à plus d'une scène cruelle, elle devait refouler les divers rassemblemens royalistes entre la Loire et Chollet. Toutefois Larochejacquelin s'étant glissé avec 1,200 hommes entre deux colonnes, tomba sur Chemillié qu'il enleva. Cet accident indiquant au général républicain que les rassemblemens s'étaient agglomérés, il prescrivit aux quatre colonnes de sa droite de s'arrêter, laissa les quatre du centre à Chollet sous le général Moulins, se porta avec deux de la gauche sur Tiffanges, et poussa le général Cordellier avec deux autres sur Gesté. La marche du général en chef n'éprouva pas d'obstacles, parce que ce poste n'était gardé que par 400 hommes aux ordres de Marigny qui le céda sans combat; mais Larochejacquelin s'étant joint à

Stofflet, Cordellier leur livra trois combats avant de parvenir au point qui lui avait été assigné.

Faute des républicains.

Jusque-là Thurreau s'était conduit avec toute la sagesse compatible avec son plan; mais après avoir si heureusement refoulé les Vendéens entre la Loire et Chollet, c'était le cas de réunir ses colonnes, et de les écraser dans une action où ils auraient eu la Loire à dos : cependant, perdant tout-à-coup son objet de vue, il proposa aux représentans qui l'accompagnaient, de faire volte-face vers le Marais. Ceux-ci ayant objecté qu'un décret de la Convention ordonnait de couvrir Chollet, il se décida à envoyer le général Duquesnoy attaquer Charette avec les quatre colonnes de sa gauche, formant environ 5 mille hommes. Ce chef royaliste, qui n'était pas de force à résister, s'échappa sur Légé tenu par un détachement de Haxo; mais atteint à Pont-James, il ne peut esquiver le choc, y perd 5 à 600 hommes, et se disperse dans la forêt de Servière, d'où il rentre par pelotons dans le Bocage.

Déroute de Moulins à Chollet.

Tandis que ceci se passait dans la Basse-Vendée, Stofflet, par l'effet des dispositions de son adversaire, eut le temps de se reconnaître. Instruit que les détachemens du général Moulins avaient battu les royalistes à Vezins et à Nouaillé, et que Larochejacquelin emporté par trop d'ardeur, avait perdu la vie dans cette rencontre, il rallia ces différens corps pour tomber sur Chollet.

Thurreau en ayant été prévenu, se hâta de donner l'ordre à Cordellier, établi à Gesté, de s'en rapprocher; mais il arriva trop tard. Le 10 février, 4 à 5 mille Vendéens, conduits par Stofflet et Marigny, fondent sur ce poste qui n'avait que trois pièces d'artillerie : au premier coup de fusil, une partie de la garnison lâche pied et entraîne le reste dans sa fuite, à l'exception de deux bataillons qui veulent défendre le cimetière. En vain le général Moulins fait des efforts pour arrêter la déroute aux portes de la ville; les soldats sont sourds à sa voix; le général de brigade Caffin est blessé à ses côtés; lui-même, atteint de deux coups de feu, n'est plus maître de son cheval, et tombe dans une rue encombrée, où, de peur d'être pris par les royalistes, il se brûle la cervelle. A la vérité, l'arrivée de la division Cordellier changea bientôt leurs chants de victoire en cris de détresse ; Chollet fut repris deux heures après : on y massacra un grand nombre de Vendéens; tristes représailles d'un malheur qu'il était si facile de prévoir et d'éviter.

Thurreau poursuit Charette.

Malgré cet échec, Thurreau ne changea pas de plan, et persista à poursuivre Charette avec la majeure partie de ses forces, en laissant les rassemblemens de Stofflet et de Marigny sur sa droite. Il désigna donc la brigade Haché pour tenir garnison à Chollet, rallia la division Cordellier à Montaigu, et la réunit à celle du général

Duquesnoy, qui se dirigeait sur le Grand-Luc, dans l'espoir d'atteindre Charette; mais lorsque les républicains y arrivèrent, celui-ci s'était déjà retiré à St.-Philbert, ce qui les obligea à prendre cette direction. Après plusieurs marches et contre-marches, Charette atteint sur les bords de la Boulogne, mit encore heureusement cette rivière entre lui et son adversaire.

Sur ces entrefaites, le général Thurreau reçut l'ordre de détacher 5 mille hommes à l'armée des côtes de Brest contre les Chouans; d'envoyer 1,200 hommes à Rochefort pour y être embarqués, et 2 mille en garnison à la Rochelle. Le général en chef auquel on promettait 3 mille hommes de cavalerie et 30 mille de la réquisition, privé du tiers de ses meilleures troupes, laissa alors Cordellier sur les bords de la Boulogne en observation de Charette; et, remontant dans la Haute-Vendée, tira des Herbiers et de Chantonnay, la brigade Grignon avec laquelle il rentra à Chollet dans les premiers jours de mars, fort à propos pour ôter à Stofflet l'envie de l'attaquer de nouveau. Son armée affaiblie se concentre.

A force de représenter aux commissaires conventionnels l'inutilité et le danger de conserver un poste aussi avancé sans avoir le moyen de le soutenir, Thurreau les décida enfin à ordonner son évacuation, en sorte qu'on n'occupa plus dans toute la Haute-Vendée que le poste de Mor-

tagne. Jusqu'ici nous n'avons parlé des opérations de ce général que sous le rapport militaire; mais il accompagna ces différentes mesures de dispositions cruelles, dont on lui fit un reproche. Il prit notamment un arrêté qui prescrivit à tous les habitans du pays insurgé de l'abandonner, sous peine d'être traités comme rebelles. Cet acte barbare accrut le nombre des insurgés d'une infinité d'habitans qui préférèrent se joindre à eux, à quitter leurs foyers; et il fut d'ailleurs accompagné de moyens d'exécution si violens qu'on en porta des plaintes jusqu'à la tribune de la Convention.

Combats multipliés.

Cependant Bernard de Marigny qui jusqu'alors n'avait fait qu'une guerre de partisan avec 4 à 500 hommes, vint prendre, conjointement avec Stofflet, possession du pays abandonné, et y rassembla, en moins de huit jours, près de 4 mille hommes. Instruit de la faiblesse de la garnison de Mortagne, il résolut de l'enlever, mais il échoua le 22 mars: toutefois, celle-ci ayant épuisé ses munitions, et craignant d'être forcée le lendemain, évacua le poste durant la nuit, et fut heureusement recueillie par le général Grignon que Cordellier envoyait à son secours.

Enhardis par ce succès, Marigny et Stofflet se réunissent et marchent contre le détachement de l'adjudant-général Dusirat qui couvrait St.-Florent, le battent et le forcent à rentrer dans ce

poste. A quelques jours de là, ils tentèrent de l'en déloger ; mais ils furent accueillis si chaudement, qu'ils renoncèrent à leur entreprise. Bientôt après ils se présentèrent devant la Chataigneraye qu'ils croyaient surprendre. Cependant, quoique ce poste ne renfermât qu'une garnison de 1,300 hommes, il résista à une première attaque, et renforcé à propos par 600 hommes et 120 chevaux, son commandant fit échouer non seulement une seconde tentative, mais encore mit les assaillans dans une déroute complète.

Convaincu plus que jamais par l'issue de ces tentatives, que les rassemblemens royalistes n'avaient plus de consistance, le général Thurreau forma de la division Cordellier six colonnes mobiles, qui parcoururent la Haute-Vendée dans tous les sens, et qui, réunies ou divisées à propos, enlevèrent, en moins de quinze jours aux insurgés, Liré, Chalonne, Montdejean, par lesquels ils cherchaient à s'appuyer à la Loire. On fouilla ensuite les principales forêts, telles que celles de Vézins, de la Roche-Servière et du Princé, où l'on détruisit tous leurs établissemens. Ce fut dans cette dernière forêt qu'on dispersa la bande de Cathelinière, et que ce chef y reçut la blessure qui amena sa capture et sa mort. Nouveau projet de Thurreau.

Dans le même moment les divisions Duquesnoy, Haxo et Dutruy, opéraient de concert sur la lisière du Marais. Charette cherchait alors à réor- Haxo attaque Charette

ganiser à Boué sa petite troupe. Surpris dans son quartier-général, il ne se soustrait que par ruse au danger, et se sauve dans les landes d'Aigrefeuille. Renforcé à quelques jours de là par les restes de la bande de Cathelinière que lui amena Guérin, il soutint un combat à la Vivautière, et, quoiqu'entouré par trois colonnes, il leur échappa en les battant les unes après les autres. Jugeant néanmoins à la tournure que prenaient les affaires, qu'il ne tarderait pas à être rejeté dans le Marais, il voulut tenter un effort contre Challans. Ayant donc été renforcé par la division de Joly, il se présente devant ce poste le 10 mars; mais vivement repoussé par Dutruy, il se rabat vers la Roche-sur-Yon, où le général Grignon lui fait éprouver un pareil affront. Thurreau, informé de ces mouvemens, place en observation des détachemens à Leger et Laroche-Servière, avec ordre d'épier tous les mouvemens de ce chef royaliste, et ordonne au général Haxo de redoubler de soins pour l'atteindre. Personne plus que lui n'était capable de s'acquitter de cette commission. Dès-lors il s'attache à suivre ses traces, et le joint à Lejeou, où il lui échappe encore; enfin, après dix jours de marches forcées, il l'atteint le 19 mars à Venenceau, près de la Roche-sur-Yon, et le force à accepter le combat. Mais trop de précipitation lui fait perdre le fruit de sa persévérance et de

ses fatigues; ses grenadiers sont enfoncés par la cavalerie royaliste; Haxo lui-même tombe percé de plusieurs coups; et cette rencontre, qui devait assurer la capture ou la mort du chef vendéen, coûte ainsi la vie à son redoutable adversaire.

Charette, malgré cette victoire, épuisé par tant de combats et de marches, resta caché pendant un mois dans le Bocage, et laissa enlever le Marais à son lieutenant Pujot: le général Dutruy y pénétra pied à pied, et n'en fut entièrement maître que vers le milieu d'avril.

Le général Thurreau, considérant alors la Vendée, sinon comme pacifiée du moins comme réduite, l'entoura de 16 camps retranchés, et se proposa de la faire parcourir par deux ou trois colonnes assez fortes pour dissiper les rassemblemens, et qui auraient concerté leurs opérations avec les commandans de ces camps.

Ce système bien préférable au précédent, substituait aussi, aux mesures de destruction, quelques moyens réparateurs; il éprouva de grandes contrariétés de la part des commissaires conventionnels, Hentz et Francastel qui, ne voyant plus rien à détruire en Vendée, proposèrent sérieusement à la Convention d'y envoyer des colonies montagnardes pour la repeupler; mais le général Thurreau, inébranlable dans ses projets, n'ayant point eu égard à leurs observations,

perdit leur confiance, et encourut la disgrace du gouvernement qui le fit remplacer dans la première quinzaine d'avril. Le comité ayant à cœur de décider la victoire aux Pyrénées, et convaincu trop légèrement par le rapport des commissaires que la Vendée tirait à sa fin, ordonna, vers la même époque, l'envoi de 15 bataillons à Bayonne.

Nouvelle organisation des royalistes.

Les chefs vendéens, informés bientôt de ces différentes circonstances, sentirent enfin le besoin de se rapprocher, et eurent une entrevue à Jallais dans les premiers jours de mai. La conférence fut orageuse; chacun des chefs rejeta ses défaites sur la tête de son collègue : néanmoins, le péril commun dicta un pacte fédéral. S'il faut en croire un historien royaliste, après avoir procédé au recensement des ressources du parti, on trouva qu'il se montait encore à 38 mille hommes dont 2 mille de cavalerie, avec 10 pièces de canon sans munitions : l'on convint que les cinq armées ou rassemblemens opèreraient conjointement pour enlever tous les camps républicains qui bordaient la Loire, et qu'ensuite elles feraient volte-face vers le Marais pour en déloger l'ennemi. La peine de mort fut prononcée contre celui qui s'écarterait de ce plan, dont la sagesse ne saurait être contestée.

Ce rapprochement devint fatal à Marigny qui signa son arrêt de mort sans s'en douter. Jalousé

de Charette et de Stofflet, il paraît que ces deux derniers avaient juré secrètement sa perte; et en effet, dès le surlendemain, sa bande s'étant dissipée faute de vivres, il fut accusé d'avoir fomenté sa défection, et condamné à mort par un conseil où ses rivaux figuraient, l'un comme président, l'autre comme rapporteur.

Par l'effet de ce meurtre, la Vendée militaire fut de nouveau divisée en trois principaux arrondissemens, qui fournirent chacun au recrutement d'une armée. Stofflet eut le commandement de celui qui confinait à la Loire; Charette fut reconnu le chef de celui qui s'étendait le long des côtes depuis le Pertuis Breton jusqu'à la baie de Bourgneuf; on laissa à Sapinaud le commandement intermédiaire du pays de Retz; et dès-lors chacun d'eux s'organisa comme il l'entendit.

Stofflet qui avait toujours été jaloux de la noblesse, devenu indépendant, laissa percer sa haine pour elle, en n'admettant aucun gentilhomme dans la réorganisation de son état-major, à l'exception de Laville de Beaugé qui commanda son artillerie. Il forma huit divisions, dont il donna le commandement à des plébéiens qui s'étaient distingués par leur bravoure dans l'expédition d'outre-Loire. Son major-général fut le fameux Trottouin, fils d'un potier de Saumur, lequel, avec le curé Bernier, forma le conseil de cet âpre et intrépide royaliste.

Charette employa indifféremment les nobles et les roturiers dans ses huit divisions, et donna le commandement de sa cavalerie au jeune Prudent de la Roberie, qui avait la réputation d'un bon partisan.

Quant à Sapinaud, il affecta de n'employer dans ses quatre divisions que des gentilshommes qui avaient figuré avec distinction dans la première campagne sous Bonchamp.

Progrès des Chouans sur la droite de la Loire.

Tandis que ces trois chefs donnaient par leurs soins un nouvel essor à l'insurrection, sur la rive gauche de la Loire, les Chouans faisaient chaque jour de nouveaux progrès à la droite. Les comtes de Puisaye et de Scepeaux, Bourmont, Georges Cadoudal, et plusieurs autres chefs, devenus plus hardis, attaquaient les convois, battaient les petits détachemens, et tenaient occupés 30 mille hommes des armées de Brest et de Cherbourg sur une surface d'environ 1,200 lieues carrées. Mais ce n'était pas une guerre à grandes combinaisons : là, le génie d'un général en chef était peu de chose, et l'esprit d'un simple officier, beaucoup, puisqu'il ne s'agissait que de coups de main contre lesquels la prudence peut prémunir.

Canclaux qui commandait alors en Bretagne fit fouiller par le général Beaufort la forêt du Perche qui servait de refuge aux Chouans, dont il débusqua plusieurs bandes. Mais grossies cha-

que jour par l'activité de Puisaye, elles se présentèrent bientôt jusques devant Rennes qu'elles eussent surpris en mettant plus de vigueur dans leur entreprise. Ces deux expéditions furent de part et d'autre les plus remarquables de cette période sur la rive droite de la Loire; la dernière prouva ce que les royalistes eussent pu faire dans ces contrées, en s'y portant un an plutôt à la suite de leur victoire de Saumur.

Tel était l'état de la Vendée au mois de juin, lorsque le comité en tira encore 15 mille hommes pour renforcer l'armée de la Moselle, destinée à opérer contre la gauche de Clairfayt, et à lui faire abandonner la ligne de la Meuse. Le départ de ces troupes, joint à celui de la division détachée aux Pyrénées-Occidentales, ranimant les espérances des royalistes, prolongea les ravages de la guerre civile.

CHAPITRE XXXVI.

Premiers événemens sur l'Océan ; bataille navale du 1er juin. — Situation de St.-Domingue ; prise de la Martinique par les Anglais. — Victor Hugues les chasse de la Guadeloupe.

Etat de la marine française dans les premières années de la république.

LA marine française se composait, en 1790, d'environ 75 vaisseaux (1) de ligne et 70 frégates ; mais c'est principalement sur cette branche de la puissance nationale que la révolution exerça ses plus cruels ravages. La plupart des officiers de marine, distingués par l'éducation nécessaire à cette arme, partisans de l'aristocratie, avaient émigré, ou du moins quitté un service pour lequel ils ne témoignaient plus la moindre considération. Quelques écrivains ont attribué aux ministres mêmes une partie de ces désordres, sur lesquels, à les en croire, ils auraient fondé l'espoir d'une contre-révolution (2).

(1) Quelques tableaux portent ce nombre à 82 vaisseaux et 73 frégates; mais, quand on voulut armer en 1793, on ne trouva que 52 vaisseaux susceptibles de mettre en mer. Les Anglais avaient 129 vaisseaux de ligne et autant de frégates; 90 des premiers furent mis en commission.

(2) Le marquis de la Luzerne, ministre pendant les deux pre-

Si de telles accusations ne doivent être produites qu'avec une extrême défiance, il n'est que trop vrai que, par l'anarchie et par les changemens fréquens de ministères, tout tomba en décadence jusqu'au commencement de 1793.

A cette époque, Monge, chargé de ce département, secondé par le contre-amiral Kerguelen, s'apprêtait enfin à régénérer par des institutions vigoureuses le personnel et le matériel de l'armée navale; lorsque la faction démagogique le soupçonnant de Girondisme, lui ôta le porte-feuille, et le remplaça par d'Albarade, créature de Cambon. Ce ne fut que plusieurs années après, et à la suite de l'alliance avec l'Espagne, qu'une lueur d'espoir vint ranimer la marine française, menacée en 1793, d'une ruine prochaine.

A la vérité, Truguet, Villaret-Joyeuse, Bruix, et quelques autres officiers supérieurs, n'étaient pas incapables d'un grand commandement; et il ne fallait à plusieurs capitaines ou lieutenans de vaisseaux que de l'expérience, pour devenir un jour de bons amiraux; mais ces espérances étaient lointaines, et la masse des officiers nécessaires

mières années de la révolution, fut remplacé par Bertrand de Molleville, qui garda le porte-feuille jusqu'en 1792 : l'un et l'autre ont été sous le poids de ces inculpations.

à la conduite d'une grande escadre, manquait absolument. Les émules des Hoche, des Kléber, ne pouvaient recréer l'armée navale de la France, comme ces généraux retrempaient l'énergie de ses bataillons. En effet, si une valeur impétueuse, peut rendre une défaite sur mer plus honorable, elle n'est que fort secondaire dans les chances de succès : une longue expérience triomphera ordinairement du plus brillant courage; car seule, elle procure l'harmonie, l'ensemble et le calme des manœuvres qui sont tout.

Après la défection de M. de Rivière, qui remit la petite escadre des Antilles en dépôt aux Espagnols à Cuba, et le fatal événement de Toulon, dont nous avons rendu compte, la France possédait encore une cinquantaine de vaisseaux. Mais les équipages manquaient; et si, par les plus grands efforts, on parvenait à mettre en mer 30 bâtimens de haut-bord, on ne pouvait se flatter de leur en donner de bons.

État prospère de la marine anglaise.

La marine anglaise, au contraire, croissait en raison inverse de la décadence de sa rivale. Avant la déclaration de guerre, lord Dundas avait fait voter une augmentation de 20 mille hommes de troupes de mer, et une seconde addition du 23 février 1793, en porta le total à 85 mille hommes. Le matériel se trouvait de même dans le plus brillant état : et, graces aux crédits votés en 1790, pour les préparatifs contre l'Es-

pagne à l'occasion de la dispute de Nootka-Sund, ou en 1791 contre la Russie; le gouvernement britannique fut à même de mettre en commission, dès la fin de 1793, jusqu'à 100 vaisseaux de ligne. Or, à cette époque l'Espagne en ayant au moins 40; la Hollande 20, la Russie 30, il restait peu d'espoir à la France de tenir la mer contre des forces si redoutables?

La Convention n'y renonça pourtant pas; mais, si ses escadres se montrèrent un instant dans la Méditerranée, elles furent bientôt confinées dans les rades de Toulon, où elles ne tardèrent pas à être à la merci de leurs ennemis. Après le désastre qu'elles y souffrirent, tout ce qu'on pouvait faire était d'envoyer des escadres légères dans les Antilles, d'armer des frégates en course, de chicaner le commerce, enfin de changer la guerre en piraterie. Malheureusement on le tenta un peu tard; et l'on conserva ce système, lorsque revenu à d'heureuses alliances, on aurait dû faire tous les efforts possibles pour armer de grandes flottes.

En attendant, Barrère, organe habituel du comité, proposa de réparer les désastres de Toulon avec les biens des royalistes qui avaient livré ce port; de transformer leurs forêts en mâtures, leurs châteaux en ateliers, et de couvrir par la vente de tous leurs biens, les frais de la recons-

truction des escadres : mais c'était de belles phrases qui n'aboutirent à rien.

Premières croisières sur les côtes de Bretagne.

Toutefois, le comité ne voulant pas laisser pourrir les vaisseaux dans les ports, résolut de les employer à des croisières, en évitant de les compromettre. La flotte de Brest, commandée par l'amiral Morard de Galles, fut donc postée dans la baie de Quiberon, station qui, comme nous l'avons déjà dit au chapitre XXVI, encourut le blâme universel, du moins sous le rapport maritime.

Insurrection de la flotte. Février 1794

Après quatre mois d'une campagne pénible et sans fruit, qui rappelle la promenade plus honorable, mais aussi mal combinée, du comte d'Estaing en 1779, les équipages, abîmés de maladies et de misère, s'insurgèrent contre leurs chefs au commencement de 1794. La lecture d'un arrêté du comité de salut public qui ordonnait de continuer la croisière, fit rentrer les mutins dans l'ordre : néanmoins les généraux considérant le manque de vivres, prirent enfin sur eux de ramener l'escadre à Brest.

Cet événement fournit ample matière de recherches au tribunal révolutionnaire. Les délégués de la Convention, trop enclins au soupçon depuis la perte de Toulon et les tentatives pareilles faites à Rochefort, n'hésitèrent pas d'accueillir les dénonciations des soldats qui, pour justifier leur révolte, alléguèrent le projet de

livrer Brest aux Anglais. L'amiral Morard de Galles fut destitué et jeté dans les prisons avec Kerguelen; le contre-amiral Linois n'échappa à la proscription qu'en feignant la stupidité qui avait sauvé le fondateur de la liberté romaine des poursuites de Tarquin.

Commissaires de la Convention délégués à l'armée navale.

Jean-Bon-St.-André et Prieur de la Marne venaient d'être envoyés, par le comité de salut public, à Brest, où Tréhouart les avait devancés. Ces proconsuls prirent le parti qui, sauf quelques exceptions, avait si bien réussi à l'armée de terre. Ils congédièrent tout ce qui restait d'anciens officiers, nommèrent le capitaine Villaret-Joyeuse commandant en chef à la place de Morard de Galles, et confièrent les vaisseaux à de jeunes officiers, patriotes éprouvés, braves, mais peu expérimentés. Pour mettre le comble à ces mesures, les troupes de la marine, et notamment les plus habiles canonniers, furent envoyés dans la Vendée, et remplacés par des paysans de la réquisition.

Grand convoi attendu d'Amérique.

Tel était le déplorable état des choses, lorsque la nécessité de protéger l'arrivée d'un grand convoi de grains venant d'Amérique fit ordonner à la flotte de mettre en mer. Ce convoi, composé en partie de bâtimens marchands qui avaient fui de St.-Domingue au moment de la destruction du Cap, s'était renforcé aux Etats-Unis, de plusieurs autres navires également chargés de grains

et de denrées coloniales : on le faisait monter à plus de 200 voiles. Le contre-amiral Vanstabel le protégeait avec deux ou trois vaisseaux de guerre, faible escorte contre les croisières anglaises.

La famine qui désolait la république, et dont nous avons précédemment indiqué les causes, rendait ce convoi doublement précieux. Le comité jugea qu'il n'utiliserait jamais mieux les restes de sa marine, qu'en assurant l'entrée d'un approvisionnement, qui faisait l'espoir de la France, et sans lequel l'autorité despotique des décemvirs courait risque d'être renversée. Des ordres pressans furent envoyés à Brest, pour mettre en mer sans délai : honneurs, avancement, argent, tout fut prodigué ; et ces mobiles, réunis aux moyens révolutionnaires accoutumés, imprimèrent à cet armement une activité qui tint du prodige.

Sortie de la flotte républicaine.

Enfin, vers les derniers jours de mai, Villaret-Joyeuse se vit en état de sortir à la tête de 26 vaisseaux. Il appareilla, le 20 mai, aux acclamations universelles des équipages brûlant d'ardeur, et des habitans qui les accompagnaient de leurs vœux. Ses instructions précises portaient de faire voile vers les îles Coves et Flores, pour y attendre le convoi ; de manœuvrer dans cette station, pour exercer ses équipages, et quand le convoi serait arrivé, de se rallier à lui, et de

Ses instructions.

combattre s'il le fallait en revenant, pour protéger sa rentrée.

Le pavillon amiral fut arboré à bord de la *Montagne*, superbe vaisseau de 130 canons, monté par Jean-Bon-St.-André, qui exerçait sur la flotte l'autorité de commissaire du gouvernement, avec la même étendue que les représentans aux armées.

Croisière de lord Howe.

Lord Howe croisait sur les côtes de Bretagne et de Normandie, avec une flotte de 33 vaisseaux et 12 frégates; mais pour le moment une division de sept vaisseaux sous les ordres de l'amiral Montaigne, était rentrée à Portsmouth; en sorte qu'il n'y avait à la station principale dans les eaux de Brest que 26 vaisseaux et 12 frégates. C'était une tâche pénible d'aller à la rencontre de ces vétérans de l'Europe, avec une escadre novice et à laquelle il fallait apprendre en voguant, les manœuvres nautiques.

Principes de la tactique navale.

Les principes fondamentaux de la tactique navale sont les mêmes que ceux de l'art de la guerre : ils consistent *à mettre en action le plus de vaisseaux possible, sur une partie de la ligne ennemie* : les moyens se bornent à couper la ligne pour en doubler une aile, ou à s'établir sur une de ses extrémités. Le vent, la supériorité des manœuvres intérieures des vaisseaux, l'expérience de la navigation et la perfection des

signaux, sont des avantages de détail très-importans sans doute; mais le génie de l'amiral, qui sait appliquer les principes et saisir l'instant décisif, sera la cause la plus fréquente des succès sur mer, comme le génie du général qui saura bien employer ses masses, décidera des victoires sur terre. Nous ignorons jusqu'à quel point Villaret connaissait des principes si simples; ses manœuvres dans la bataille feraient croire qu'il n'en appréciait pas mieux la valeur, que certains généraux d'une haute réputation.

L'escadre française rencontre l'ennemi.

En attendant, l'amiral français suivait la route qui lui était tracée, dans l'intérêt même de sa mission. Déjà, plusieurs riches prises étaient tombées en son pouvoir; quand, le 28 mai avant midi, on signala des bâtimens sous le vent. Bientôt après, ces points imperceptibles dans l'horizon sont reconnus pour une escadre ennemie: c'était celle de Howe qui, informé de la sortie des Français, marchait à leur rencontre, bien qu'il n'eût pas encore rallié la division Montaigne, dont il attendait l'arrivée. A peine fut-il reconnu, qu'un mouvement spontané d'enthousiasme s'empare de la majeure partie des équipages républicains; ils répondent à cette nouvelle par des cris de joie, qui vont au loin frapper l'écho des mers. Ils se flattent que la prompte apparition de leurs adversaires, mettra fin à tant

d'incertitudes, et leur permettra de suppléer à l'inexpérience par le dévouement et l'impétuosité.

Jean-Bon-St.-André animé par l'enthousiasme des équipages veut le combat.

Cependant Villaret, aux termes de ses instructions, devait éviter l'engagement, puisqu'il n'avait pas été joint par le convoi. Il donnait, à cet effet, le signal de faire route; quand Jean-Bon-St.-André, entraîné lui-même par cet enthousiasme général, crut l'instant venu de s'immortaliser par une victoire navale, et ordonna de se préparer au combat.

Premières manœuvres des deux partis.

Les Français ayant l'avantage du vent, Howe feignit d'abord de vouloir éviter une affaire, et manœuvra pour le gagner. Cependant, vers le soir, les deux arrière-gardes se rapprochent, et le combat s'engage : on assure que Villaret négligea l'occasion de couper celle des Anglais, qui n'était pas soutenue. Loin de combattre avec succès; cette partie de l'escadre française, engagée partiellement, se trouve maltraitée sans utilité : le *Révolutionnaire* dut se faire remorquer à Rochefort; les vents et la nuit empêchèrent l'action de se prolonger.

Le 29 au matin, les républicains tenant encore le vent, Villaret donna le signal d'une attaque générale; mais il paraît qu'il n'indiqua pas d'abord à ses divisions ce qu'elles avaient à faire, et que l'avant-garde seule arriva sur l'ennemi. Howe, de son côté, manœuvrait pour revirer,

prévenir son adversaire, et le gagner de vitesse au vent. Alors il chercha avec son vaisseau amiral, à rompre la ligne où il pénétra seul, et canonna le *Vengeur*, qui, avarié dans ses agrès, avait quitté son poste, et s'efforçait d'y rentrer. Deux autres vaisseaux anglais, voulant suivre l'exemple de leur chef, furent repoussés. Une brume épaisse couvrit alors l'Océan, et enchaîna l'ardeur des deux partis.

Grande brume : les Anglais gagnent le vent

Le 30 et le 31 mai, la brume continua de couvrir l'horizon, et empêcha tout engagement. Les Anglais en profitèrent néanmoins avec habileté, pour rallier quelques vaisseaux restés en arrière dans le premier combat, et gagner le vent.

Bataille du 1er juin.

Le 1er juin, jour à jamais mémorable, parut enfin; le soleil brillait du plus vif éclat, mais la mer était houleuse. A sept heures, l'amiral anglais se porta en ordre oblique, contre son adversaire, avec l'intention de percer le centre de sa ligne, d'en doubler la gauche et d'accabler cette aile du poids de toutes ses forces, pendant que la droite des Français serait réduite à être spectatrice inutile de la lutte : c'était appliquer en mer le principe que nous avons souvent recommandé, *et se donner l'avantage de l'initiative, pour diriger tous ses efforts sur un point seulement de la ligne ennemie*. Imitant l'exemple de Rodney, lord Howe vainquit par la même cause

qui fit triompher Frédéric à Leuthen : Bonaparte en cent occasions : Blucher et Wellington, à Waterloo.

Bientôt, l'engagement devient terrible. L'amiral anglais prend lui-même la tête de l'attaque, et combat corps à corps la *Montagne* : le *Jacobin*, vaisseau le plus voisin, favorise par un faux mouvement la manœuvre des Anglais, leur facilite la trouée, et par une fatale méprise, lâche même sa bordée à la *Montagne*. Une lutte sanglante, dont nous ne retracerons point les glorieux détails, s'engage ensuite entre les deux vaisseaux amiraux : après un carnage terrible, la gauche des Français, abîmée, reste entourée d'ennemis; le centre criblé, est en présence de bâtimens anglais qui ne sont guère en meilleur état; mais la droite, qui n'a pris aucune part au combat, est intacte. Villaret-Joyeuse voulait le recommencer le lendemain, pour sauver les six vaisseaux engagés, et déjà il avait fait le signal à son avant-garde d'arriver sur la ligne anglaise, quand Jean-Bon-St.-André ordonna la retraite sur Berthaume, malgré l'indignation qui éclatait de toutes parts, et l'assurance que lui donnait l'amiral de sauver ces bâtimens, s'il voulait engager ceux qui n'avaient pas donné la veille.

Les Français rachetèrent les bévues de leurs chefs, par une valeur remarquable : et la flotte anglaise regagna Portsmouth avec sa capture,

horriblement maltraitée elle-même, stupéfaite de son triomphe, et pleine d'admiration pour ses rivaux. En effet, la plupart des équipages s'étaient conduits d'une manière brillante. On se rappelle avec quel héroïsme celui du *Vengeur* préféra s'engloutir, à la honte d'amener son pavillon; dévouement sublime, que la postérité placera sans doute à côté de celui des Spartiates aux Thermopyles, et des Suisses au combat de St.-Jacques.

La retraite s'effectua dans la mauvaise rade de Berthaume. On rencontra en route, 15 bâtimens de différentes grandeurs : mais, ignorant la bataille, ils évitèrent tout engagement, de peur de se compromettre. C'était probablement la division de l'amiral Montaigne, reparti de Plymouth, avec huit vaisseaux et quelques frégates, et cherchant la flotte de Hood, dont on n'avait encore que des nouvelles incertaines. Villaret-Joyeuse, renforcé alors d'une petite division venue de Cancale, proposa de lui donner la chasse, craignant avec juste raison que le convoi ne tombât en ses mains; l'intraitable Jean-Bon-St.-André s'opposa encore à cette résolution.

Le convoi d'Amérique se sauve miraculeusement.

Une circonstance des plus heureuses tempéra les regrets que la France eut de ce cruel revers; car le convoi sur lequel il n'était plus permis de compter, mouilla, au moment où l'on s'y attendait le moins, dans la rade de Brest. L'amiral

Vanstabel qui l'escortait avec deux vaisseaux, traversant les lieux où s'était livré la bataille, et les voyant couverts de débris, balança quelque temps sur le parti qu'il devait prendre. Mais le spectacle de ces décombres, prouvant combien la lutte avait été terrible, lui fit conclure que le vainqueur, quel qu'il fût, aurait été forcé de regagner ses ports, pour y mettre en sûreté ses prises et vaisseaux endommagés. Il résolut donc sagement de poursuivre sa route, et, pour le bonheur de la France, il entra sain et sauf dans le port de Brest, où Jean-Bon-St.-André, confus d'avouer la perte de sept vaisseaux et de 8 mille hommes, n'osait plus reparaître.

Dans cette mémorable bataille, les deux partis recueillirent une gloire bien différente : si Villaret mérita des éloges, pour le courage qu'il déploya dans l'engagement particulier de son vaisseau contre trois bâtimens ennemis, il encourut au contraire le blâme, de n'avoir point su prendre l'initiative le 29 mai, d'avoir perdu le vent les jours suivans, et de n'avoir pas manœuvré, le 1er juin, de manière à déjouer les efforts des Anglais sur sa gauche. L'initiative est en effet bien plus décisive sur mer que sur terre; puisqu'ici mille accidens, une hauteur escarpée, un pont brisé, un ruisseau marécageux, peuvent arrêter la ligne des assaillans, l'empêcher de suivre sa marche offensive, et la laisser exposée

aux ravages de la mitraille ennemie. Sur mer, il en est tout autrement : l'initiative assure presque toujours l'avantage ; puisqu'on est certain en quelque sorte, d'aborder son adversaire, de la manière la plus prompte, et dans l'ordre de bataille qu'on a choisi.

Howe, au contraire, sans faire remarquer sa valeur personnelle, soutint la réputation de la marine britannique, et déploya l'habileté d'un amiral consommé. . . . .

Affaires des Colonies.

Il semblait qu'à la suite d'un pareil désastre, les Colonies dussent passer sous le joug anglais; mais les désordres qui y avaient éclaté, devinrent, par la tournure même des événemens, la principale cause de leur résistance. St.-Domingue, en effet, luttait encore contre les armes britanniques, avec plus d'espoir qu'on n'aurait pu s'en promettre après les événemens de l'année précédente : mais, si la fermeté de Lavaux, le dévouement de Rigaud, les intérêts particuliers de quelques autres chefs, repoussaient la domination étrangère; par le cours irrésistible des événemens, l'instant fatal où cette riche colonie serait perdue pour la France, n'était plus éloigné.

Evénemens de St.-Domingue.

Santhonax, en proclamant, dans la journée du 21 juin 1793, la liberté des noirs qui s'arme-

Résultats fâcheux de la conduite

raient en faveur de la république, avait fait un pas trop décisif pour rétrograder : alarmant à-la-fois les blancs et les mulâtres libres, froissant les intérêts les plus sacrés, il devint bientôt un objet de haine pour les colons. Les rumeurs qui s'élevèrent, le rendirent soupçonneux et méfiant : réduit à armer les esclaves pour s'en faire un appui contre les propriétaires ; il n'avait plus qu'à désarmer ceux-ci, pour achever de tout perdre ; et cette mesure qu'il ne craignit pas de prendre, lui aliéna en un instant ceux qui, jusques-là, étaient restés attachés à la France. Les habitans de St.-Marc, de l'Arcahaye, de Léogane, du Grand-Goave, entrèrent en négociations avec les Anglais, dont nous avons rapporté l'établissement au môle St.-Nicolas. de Santhonax.

On se rappelle les circonstances qui contribuèrent à livrer cette place importante au commodore Ford. Persuadé trop légèrement qu'il obtiendrait les mêmes succès au Port-au-Prince, et qu'il séduirait tous les propriétaires en déployant contre les commissaires conventionnels l'appareil de la force, il se présenta devant cette ville ; mais Santhonax en démontrant qu'il convoitait plus la prise des 52 vaisseaux mouillés dans le port, qu'il ne désirait le retour de l'ordre dans la colonie, parvint à réunir les différens partis contre lui : cette fois du moins, tous les Français s'accordèrent à faire la plus vigou- Sa fermeté sauve d'abord le Port-au-Prince des Anglais.

les royalistes blancs se livrèrent aussitôt aux plus cruels excès envers les Européens qui avaient pris part aux troubles de 1791; et il fallut toute l'autorité du général anglais, pour les ramener à des sentimens plus généreux.

Les Espagnols s'emparent de la partie du Cap, et confinent Lavaux dans le port de Paix.

Vers le même temps, les Espagnols, à l'aide de Jean-François, avaient envahi la partie du Nord, et refoulé sur le Cap tous les détachemens du général Lavaux, qui furent bientôt réduits à s'enfermer dans le port de Paix. Alors, une proclamation anglo-castillane rappela tous les créoles fugitifs; et un bon nombre de ceux qui s'étaient réfugiés aux États-Unis revinrent dans leurs foyers, particulièrement ceux du quartier de Fort-Dauphin. Cette apparente générosité, n'était que le masque de la plus insigne et de la plus horrible trahison. Un prêtre fanatique, nommé Vasquès, de concert avec Jean-François, médita l'assassinat de tous les blancs d'origine française. Royalistes, ou partisans de la révolution, peu leur importe; ce qui aux yeux de l'un serait un titre de grace, devient pour l'autre un motif suffisant de proscription. Ces malheureux furent égorgés sans pitié, au nombre de mille, et pour colorer cette boucherie d'un motif spécieux, on publia froidement qu'ils étaient *des athées, des Juifs, des ennemis du Roi!*

Massacres des blancs au Nord.

Le Quartier-Borgne était le seul des environs du Cap qui, depuis trois ans, eût échappé

au fer et au feu : ses habitans, en armes, se gardaient soigneusement. Les Espagnols se présentent en protecteurs; on se repose sur eux: n'ont-ils pas le même intérêt, celui de réprimer la révolte et le brigandage? La troupe de Jean-François entre à leur suite; mais, qu'aurait-on à craindre d'un noir libre, et décoré du titre de grand d'Espagne? Après quelques semaines d'une funeste sécurité, la révolte éclate tout-à-coup parmi les noirs de ce quartier, restés jusqu'alors dans l'obéissance : les troupes espagnoles demeurent paisibles spectatrices du meurtre et de la dévastation, et font soupçonner, par cette odieuse neutralité, qu'elles ne sont point étrangères à ce complot. Les flammes gagnent de proche en proche : elles embrasent les quartiers voisins, où les nègres, déjà façonnés au crime, se rassemblent, et viennent fondre sur une contrée encore riche et paisible, comme sur une pâture plus succulente. Les Espagnols qui ont laissé commettre les premiers attentats, ne sont pas long-temps respectés par ces nouvelles hordes qui méconnaissent l'autorité de Jean-François; ils sont blancs d'origine, et c'en est assez pour être égorgés : juste et terrible punition d'une politique monstrueuse!

Mesures du gouverneur français.

Cependant, les commissaires français, réunis à Rivaud, se préparaient à combattre la coalition des blancs propriétaires et des Anglais. Par un

décret du 4 février de cette année, la Convention avait confirmé la liberté de tous les noirs armés, et déclaré St.-Domingue partie intégrante de la France. On espérait s'attacher ainsi cette classe redoutable; mais on s'aliénait d'autant plus les autres.

Santhonax décrété d'accusation se rend en France.

Dans ces entrefaites, Santhonax, accusé des désastres du Cap, avait été décrété d'accusation; et à cette époque un tel décret était précurseur ordinaire d'une sentence de mort. Jugeant bien que les principes de la Convention s'accordaient trop avec les siens, pour avoir quelque chose à redouter, il revint audacieusement en France; sûr de trouver grace devant des législateurs, dont il n'avait fait que devancer les mesures.

La fermeté de Lavaux et de Rigaud arrête les Anglais.

Cependant, les Anglais s'étaient flattés d'une conquête trop facile, et trouvèrent, dans les généraux Lavaux et Rigaud, des ennemis redoutables. Le premier, véritable Spartiate, doué d'un caractère inébranlable, s'était réfugié, comme nous l'avons dit, au port de Paix et à l'île de la Tortue, avec les débris des troupes européennes. Protégé par quelques ouvrages, fort de son énergie, donnant à ses soldats l'exemple de toutes les privations, il brava les efforts des ennemis réunis, dans l'espoir que des secours de France le tireraient de cette cruelle situation. Il avait lié quelques négociations avec

Toussaint-Louverture, par l'intermédiaire de l'abbé Delahaye; et il les entretenait avec persévérance. Cette circonstance, qui semble indifférente, devint néanmoins la cause de son salut, et opéra, comme nous le verrons plus tard, une révolution complète dans les affaires.

Toussaint passe du côté des Français avec une partie des noirs.

Toussaint, jaloux des honneurs dont l'Espagne accablait Jean-François, et humilié d'être réduit à un rôle subalterne, saisit avec empressement les premières lueurs de fortune que lui présenta le général Lavaux. Le décret du 24 février, assurant à sa caste tout ce qui peut flatter un cœur ambitieux, l'avait ébranlé : l'offre du grade de général au service de France, fixa toutes ses incertitudes. Habitué par cinquante ans d'esclavage à une profonde dissimulation, il redoubla ses témoignages de zèle et ses exercices de piété, pour mieux tromper le général espagnol, marquis d'Hermana. Toutes ses dispositions étant prises, il partit le 25 juin avec un corps nombreux de noirs, égorgea les détachemens espagnols qu'il trouva sur son passage, et vint se réunir au général Lavaux. Dès-lors, la France rentra en possession de la majeure partie du Nord; et ses ennemis, confinés à l'Ouest dans les seuls postes fortifiés de la côte, ne purent s'y maintenir qu'avec la plus grande peine.

Événemens à la Martinique.

Les Anglais furent plus heureux cette année à la Martinique. On se rappelle qu'ils y avaient en-

voyé une escadre aux ordres de l'amiral Jervis, portant une division de 6 mille hommes, sous le général Gray, pour s'emparer des Iles sous le vent.

La flotte parut sur les côtes de la Martinique, le 4 février 1794. L'armée de terre opéra son débarquement, du 5 au 8, sur trois points à-la-fois : le général Dundas à la Trinité; Gordon à Caze-de-Navire; les généraux Prescot et Gray, aux Trois-Rivières et au cul-de-sac Marin. Le général Rochambeau n'avait que 800 hommes à opposer à des forces aussi considérables. Abandonné par un grand nombre d'habitans blancs, mulâtres et noirs, dont les uns se soumirent aux Anglais, et les autres n'opposèrent qu'une faible résistance, ce brave gouverneur ne se laissa point intimider à l'aspect d'un danger aussi imminent. Mais au milieu de ce délaissement général, les habitans de St.-Pierre se distinguèrent par leur attachement à la métropole; ils refusèrent toute capitulation, et le plus grand nombre préféra s'expatrier plutôt que de manquer à la fidélité qu'ils lui avaient vouée. Quelques patriotes formèrent des compagnies, avec lesquelles Rochambeau, réduit déjà à 500 hommes, s'enferma dans les forts.

La Guadeloupe prise et reprise.

Il fallut soutenir un siége, sans aucun des moyens nécessaires à une défense ordinaire. Les ingénieurs, les canonniers, les troupes, les

approvisionnemens de guerre et de bouche, les palissades si nécessaires dans les ouvrages de peu de relief, tout manquait, en un mot; et il fallut que l'activité du général et le zèle de ses subordonnés y suppléassent.

Dans un tel état de choses, il n'était pas difficile aux Anglais de s'emparer de la Colonie. Ils ne négligèrent, toutefois, aucune des mesures qui pouvaient en accélérer la prise; et, à l'aide d'intelligences, ils cherchèrent à soulever contre Rochambeau les colons et les soldats restés dans le devoir. L'amour de la patrie triompha; le régiment de Turenne, surtout, se distingua par son dévouement à la France; et il ne fallut pas moins de trente-deux jours d'attaque et de bombardement, pour soumettre cette poignée de braves retranchée dans un méchant fort. Ainsi qu'on vit depuis le général Barbanègre à Huningue, Rochambeau eut l'honneur de défiler avec le peu d'hommes qui lui restait, devant une division nombreuse; et ses adversaires étonnés, lui rendirent les honneurs de la guerre, avec la satisfaction qu'on éprouve toujours à récompenser le courage.

Le capitaine Lacrosse, à qui Rochambeau avait confié le commandement de la Guadeloupe, ne put défendre cette île avec de faibles pelotons de milices, contre la brigade Dundas que Gray y détacha après ses premiers succès à la Martini-

que; et cet officier fit voile pour la France, avec la seule frégate qui se trouvât dans ces parages.

Les Anglais prirent un moment possession de la colonie; mais Dundas y mourut de la fièvre jaune, avec la moitié de ses soldats; d'un autre côté le commissaire Victor Hugues, parti de Brest avec une petite escadre, débarqua 1,500 hommes à la Pointe-à-Pitre, et soulevant comme Santhonax les intérêts des hommes de couleur et des noirs, réussit, avec leur assistance, à en chasser l'ennemi en peu de temps. En vain Gray, maître de la Martinique, vola au secours de son lieutenant avec des renforts et une partie de l'escadre de Jervis : il n'arriva que pour ratifier sa capitulation, et le rembarquer.

Dans les mers de l'Inde, les îles de France et de Bourbon, plus heureuses, avaient persisté dans leur refus d'exécuter les décrets sur la liberté des noirs; et se soutinrent glorieusement contre les entreprises des croisières anglaises.

Nous ne ferons ici aucune mention de ce qui se passait dans la Méditerranée et en Corse : ces opérations étant plus étroitement liées avec celles de l'armée d'Italie, il convient de les réserver pour les chapitres où nous rendrons compte des événemens qui eurent lieu dans cette partie du théâtre de la guerre.

Nous ne parlerons pas non plus des heureuses expéditions de quelques escadrilles légères, qui

firent la guerre au commerce ennemi, et consolèrent la France, par de riches prises, des revers que son pavillon essuyait en combattant en ligne. Ce système ne commença à prévaloir que vers la fin de cette année; et nous aurons une occasion plus opportune d'y revenir. La seule croisière remarquable de cette campagne fut d'ailleurs celle de deux vaisseaux et six frégates dans la mer du Nord et sur les côtes de Norwège, où ils capturèrent nombre de bâtimens destinés pour la Baltique.

Après la sanglante catastrophe du 1er juin, l'événement non moins désastreux de Toulon, la perte de tous ses alliés naturels et de ses plus belles colonies, la France devait renoncer pour long-temps à l'espoir de disputer l'empire des mers. Le seul palliatif à tant de revers, eût été un prompt changement de politique des cabinets voisins; mais tous avaient été rivaux de la grandeur continentale de la France; aucun ne sut le devenir de la puissance plus menaçante des Anglais. Si quelques-uns d'entre eux luttèrent plus tard contre les prétentions du cabinet de St.-James, ce fut sans habileté dans le choix du moment, sans énergie dans la création et l'emploi des moyens.

Ainsi, au bout de quelques mois d'hostilités, il ne resta à la France, de toute la gloire et de tous les succès qu'elle avait obtenus dans la

guerre d'Amérique, que les débris de ses arsenaux, des escadres délabrées, les seules îles de France et de Bourbon dans l'Inde, la Guadeloupe aux Antilles, et des ennemis innombrables sur tous les points du globe.

Tels furent les fruits amers de la fausse politique des Girondins qui, provoquant toute l'Europe, osèrent compter sur la neutralité de l'Angleterre.

CHAPITRE XXXVII.

Affaires de l'intérieur. — Loi du 22 prairial; débats qu'elle occasionne. — Robespierre accuse les comités, dans l'espoir de se saisir de l'autorité. — Il est attaqué à son tour, décrété d'accusation et arrêté. — Journée mémorable du 9 thermidor. — Le dictateur est conduit à l'échafaud avec St.-Just, Couthon, Henriot et plusieurs autres complices.

Robespierre proclame l'Être-Suprême.

Les Hébertistes et Danton renversés, Robespierre dut naturellement se regarder comme le maître de la France. Au comité de salut public, à l'exception de Carnot qu'il haïssait secrètement, tout pliait sous sa volonté despotique. St.-Just, Billaud-Varennes, Couthon, lui étaient dévoués. Froid et dédaigneux, ce n'était plus que de loin en loin, et dans les occasions d'éclat, qu'il paraissait à la tribune de la Convention. Il y monta peu de jours après le renversement de la faction des athées, comme pour rassurer la morale publique, en proclamant l'existence de l'Être-Suprême. Le discours qu'il prononça à cette occasion, est remarquable par 6 mai.

une teinte lugubre de fanatisme, et par un étalage bizarre de maximes philosophiques, d'hommages à l'humanité, et de provocations à de nouveaux meurtres. Toutefois l'assemblée en vota l'impression d'une voix unanime : c'était à qui afficherait la dévotion envers l'Être-Suprême, et la Nature qu'on lui avait donnée pour compagne. Nous n'entrerons pas dans le détail de cette fête burlesque, digne pendant de celle où le culte de la raison fut consacré par des hommes en démence. Nous ne parlerons pas de cette espèce d'auto-da-fé, où un mannequin, figurant l'athéïsme, fut livré aux flammes vengeresses, en présence d'une statue de la sagesse, grossièrement ébauchée : ces caricatures sont étrangères au but que nous nous sommes proposé.

Par la subversion des institutions sociales et religieuses, il semblait qu'on eût formé le projet d'amener les Français à un grossier déisme, pire peut-être qu'une incrédulité complète, et de communiquer à l'immoralité les fureurs du fanatisme et de la superstition.

Après la chute de Danton, Robespierre poursuivit surtout les gens de lettres et les savans, dont il redoutait les lumières, et dont il désespérait de corrompre la probité ou de glacer le courage. André Chenier, Roucher, Lavoisier, et une foule d'autres hommes illustres, furent envoyés au supplice. On fit ouvertement l'éloge

de l'ignorance, et l'on déclama contre les funestes résultats des belles-lettres, comme si les hommes à talens formaient un schisme trop marqué avec les sectaires de l'égalité absolue.

Un nouvel événement renforça la popularité du religieux dictateur. Le souvenir de Charlotte Corday remuait quelques esprits, et son ombre courageuse les invitait à suivre son exemple. Une jeune parisienne, nommée Cécile Renault, fille d'un marchand papetier de la Cité, se présente vers les neuf heures du soir chez Robespierre. Sur la réponse qu'il était absent, elle laisse échapper des expressions qui décèlent son mécontentement et éveillent des soupçons. Aussitôt on l'arrête: conduite au comité de sûreté générale et interrogée sur les motifs de sa visite, elle répond que c'était pour voir de près un tyran, et qu'elle verserait tout son sang pour avoir un Roi. Il n'en fallait pas tant pour traduire cette jeune insensée devant le tribunal révolutionnaire, et son sort ne pouvait être douteux. Cécile Renault fut guillotinée, avec quarante-deux autres individus, qu'on lui donna pour instigateurs ou complices, bien qu'elle déclarât ne les avoir jamais vus. De ce nombre, étaient les nommés Admiral, et Sainthonax. Le premier avait réellement tenté d'assassiner Collot-d'Herbois; l'autre, dans un état d'ivresse provoque

Cécile Renault veut l'assassiner.

par le désespoir, avait proféré des injures et des menaces contre les triumvirs.

Conspiration des prisons.

La conspiration des prisons, jugée peu de jours après, fut une des plus atroces combinaisons de ces hommes altérés de sang. On confondit dans un même procès une foule de citoyens paisibles, Beauharnais, Flers et plusieurs autres généraux qui avaient toujours combattu avec gloire pour la patrie, furent associés à la plus vile canaille, et condamnés à périr sur le même échafaud.

Tallien est offensé par Robespierre

Toutefois l'instant marqué pour la chute du dictateur n'était plus éloigné, et le destin impénétrable dans ses arrêts réservait à l'un des plus ardens fauteurs du régime de sang l'honneur du premier coup. L'incident qui arma la main d'un de ses anciens complices du poignard de Brutus, ressemble tout-à-fait à une aventure romanesque. Dans le cours de la mission sanguinaire dont Tallien venait de s'acquitter à Bordeaux, le hasard offrit à ses yeux, une femme dont l'esprit et la beauté firent une vive impression sur son cœur: c'était madame de Fontenay-Cabarrus, devenue depuis si célèbre. Elle profita de l'ascendant que lui donnaient ses charmes, non-seulement pour obtenir sa liberté, mais encore celle de ses compagnons d'infortune et de captivité. Elle sollicitait de son amant des actes de clémence, comme des témoignages d'attachement. Cette faiblesse

faillit le perdre, ainsi que son collègue Isabeau. La suspension de la commission militaire de Bordeaux prononcée par ces délégués, fut vivement improuvée par le comité de salut public qui les rappela l'un et l'autre à Paris. La modération que Tallien venait de montrer, le rendit odieux et suspect au dictateur, dont le regard actif et soupçonneux s'étendait jusqu'aux extrémités de la France. Un court examen lui eut bientôt fait découvrir le motif caché de ce retour de Tallien, vers des principes humains et modérés; et dans sa fureur il se hâta de lancer un nouveau mandat d'arrestation contre madame de Fontenay, qu'il se proposait sans doute d'envoyer à l'échafaud; mais sûr de son empire sur la Convention avilie, il dédaigna de faire arrêter en même temps Tallien, dont il méprisait la colère et le ressentiment.

Il est rare que des passions individuelles ne se mêlent point dans les grands événemens politiques; et ce n'est pas sans raison que Tacite et Salluste vont saisir jusques dans les plus profonds replis du cœur humain les causes déterminantes de ces révolutions qui ébranlent et changent les empires. La journée du 9 thermidor fournit une nouvelle preuve de la pénétration de ces deux historiens.

Robespierre, convaincu qu'il pouvait sans ménagement porter le dernier coup à la Con- Décret mémorable du 22 prairial.

vention, fit présenter par Couthon le décret mémorable du 22 prairial, livrant à sa merci le dernier de ses membres qui lui porterait ombrage. Cette loi, mille fois plus barbare que les tables de proscription de Sylla, devait décupler l'activité meurtrière du régime de la terreur; et la vie des députés, eux-mêmes, se trouva dépendre du plus vil délateur. L'épouvante fut générale : les sénateurs en restèrent immobiles sur ces bancs, d'où ils sanctionnaient tant de forfaits. Ruamps seul, demandant avec courage l'ajournement de ce décret, remarquable encore après mille autres imposés par la terreur à la lâcheté, ajouta qu'il se donnerait la mort à l'instant s'il était adopté. Robespierre apparut alors à la tribune, et prononça deux harangues que la frayeur couvrit d'applaudissemens. Le dictateur ordonna que la Convention discuterait le projet sans désemparer : on obéit, et il fut converti en décret, avant neuf heures du soir, sauf quelques amendemens. Ainsi le sort de ces législateurs esclaves, ne ressemblait pas mal à celui de criminels, qu'on forcerait de rédiger eux-mêmes leur sentence de mort.

Ses dispositions sont attaquées par plusieurs membres.

Le lendemain, plusieurs représentans un peu revenus de leur épouvante, hasardèrent quelques observations, tendant à modifier et adoucir la rigueur des articles qui les frappaient : ainsi, dans ces temps déplorables, le courage n'était

que de l'égoïsme. Le jour suivant, Couthon reparut à la tribune; et, après avoir donné une seconde lecture de la terrible loi, il profita de cette occasion, pour demander à l'assemblée le renouvellement des pouvoirs expirés du comité de salut public, de ce même comité, au nom duquel il avait proposé le décret qui livrait la représentation nationale à la hache assassine. Chose étrange, c'était aux victimes à choisir leurs bourreaux !

D'abord, le terrible décemvirat fut investi de nouveau de l'autorité suprême, mais Bourdon de l'Oise persista à revenir sur la loi adoptée : il s'attacha principalement à faire rapporter l'article qui autorisait les comités, les députés en mission, l'accusateur public, de traduire un représentant au tribunal révolutionnaire; d'ailleurs il abandonnait le reste de la France à l'arbitraire des proscriptions. Mais la plupart des députés, pour s'en préserver eux-mêmes, invoquaient le droit de n'être décrétés d'accusation, que par l'assemblée. Merlin de Douay appuya fortement cette proposition. Charles de la Croix, essaya de corriger la rédaction d'un autre article, qui livrait au tribunal *quiconque chercherait à dépraver les mœurs*. Cette rigidité de principes était une conséquence de l'étrange sorte d'esprit religieux, que le dictateur avait l'intention d'in-

troduire en France. Le vague de cette accusation donnait une latitude infinie à la tyrannie, qui, en fouillant dans les secrets de la vie privée, était assurée de ne jamais manquer de prétexte pour proscrire et confisquer. Ces différentes observations, abandonnées et reproduites un instant après, irritaient Robespierre et ses adhérens, qui voyaient dans ces débats un esprit de contradiction assez semblable à de la résistance.

Débats scandaleux pendant trois jours.

Couthon pour défendre son ouvrage attaque Bourdon de l'Oise. Le dictateur se joint au premier. Une lutte de personnalités et de récriminations s'engage entre eux, et des menaces se mêlent aux débats : pendant trois jours les membres de la Convention se disputent à qui sera le plus pur républicain et le meilleur patriote. Tallien et Bourdon de l'Oise sont l'objet des sarcasmes de Robespierre qui les lance toujours à propos. Tallien s'étant plaint de ce qu'il ne pouvait faire un pas sans être espionné, son adversaire l'accuse d'en imposer pour se rendre intéressant. Enfin, l'intervention de Barrère arrêta le cours de ces personnalités outrageantes. Après avoir effrayé l'assemblée sur le danger des conspirations que des correspondances interceptées ont mises à nu, il s'étend sur les intrigues corruptrices du cabinet de Londres; et finit par prouver combien il importe de frapper de nullité

tout ce qui s'est fait depuis l'adoption du décret présenté par Couthon. L'assemblée se rend à ce voeu, et la séance est levée.

Mais les débats qui avaient eu lieu pendant ces trois jours mémorables, ne pouvaient manquer d'avoir des suites importantes, et de hâter la décision de la crise. Déjà, Robespierre ne comptait plus d'autres partisans au comité de salut public que Couthon et St.-Just : le dictateur semblait, depuis quelque temps, dédaigner d'assister à ses délibérations, et n'agissait que par leur intermédiaire. La supériorité sèche et hautaine qu'il affectait à l'égard de ses collègues les irritait depuis long-temps : la crainte et l'amour-propre outragé formèrent une ligue étroite contre lui. Billaud-Varennes y entra. Tous les jours de nouveaux rapprochemens eurent lieu entre des hommes jusqu'alors divisés.

Robespierre perd un temps précieux.

L'inactivité de Robespierre, dans ces circonstances fut vraiment inconcevable. Son absence du comité n'était pas sans motif; puisque son intention était de l'abattre et de le renverser sur les ruines de la représentation nationale : mais il perdit, à combiner son attaque, des momens précieux, que ses adversaires mirent à profit. C'est en vain qu'Henriot, St.-Just, et quelques membres de la commune usurpatrice, se récriaient devant lui sur les dangers d'une marche aussi lente : le succès qui avait couronné jusques-

là les entreprises du dictateur, lui inspirait trop de confiance en ses propres moyens; et il se plaisait à se traîner dans les sentiers tortueux qui l'avaient toujours conduit si sûrement à son but. Peut-être aussi que, prêt à frapper un coup décisif, il se crut obligé par prudence, de mûrir son plan, et de préparer ses moyens. Il méprisait les trames ourdies contre sa puissance, par des hommes qu'il espérait écraser du seul poids de sa popularité. Telles furent les principales raisons qui, sans doute, contribuèrent à l'entretenir dans la sécurité; mais ce n'étaient pas les seules : s'il faut en croire quelques historiens, imitant en tout l'exemple de Tibère, qui affecta long-temps une grande austérité de mœurs pour se plonger ensuite dans la débauche : Robespierre consumait dans de lubriques orgies ce qui lui restait de vigueur. Quoi qu'il en soit, il se perdit en temporisant.

Après la séance du 22 prairial et les débats des jours suivans, il n'avait pas un moment à perdre pour se saisir du pouvoir suprême; cependant il commit la faute capitale de remettre au lendemain l'exécution d'un crime conçu la veille, et de tenir le glaive suspendu sur des têtes qu'il devait se hâter d'abattre.

Le projet de fanatiser à sa manière l'esprit public, semble surtout l'avoir trop occupé dans les circonstances critiques où il se trouvait. Le re-

présentant Vadier ayant dénoncé à l'assemblée une société mystique formée dans un des quartiers de Paris, sous les auspices d'une vieille fille illuminée, qui se faisait nommer Catherine Theos; on crut que Robespierre n'était pas étranger aux machinations secrètes de cette moderne Sibylle, dont les visions et les extases semblaient de nature à séduire la multitude. Cette supposition acquit d'autant plus de vraisemblance, qu'il parla à la Convention avec la plus grande chaleur pour écarter les accusations dirigées contre la fondatrice de ce club. Le dictateur soignait aussi avec complaisance l'école des Séïdes, dite de *Mars*. Là, 3 mille jeunes gens de douze à quinze ans, tirés de tous les districts de la république, étaient élevés aux frais de l'état, et tenus sous le régime militaire le plus rigide. Habitués à jurer par le nom de l'*incorruptible*, on leur apprenait à fouler aux pieds tous les devoirs de la nature; à tout sacrifier pour la république, dont le salut, s'il fallait en croire leurs instituteurs, dépendait de la conservation du chef qu'ils vénéraient. Cependant les élèves de Mars briguèrent en vain l'honneur de faire à la tyrannie dictatoriale un rempart de leurs corps: la lâcheté de Robespierre paralysa leur zèle comme elle entraîna à l'échafaud ceux de ses partisans qui lui demeurèrent fidèles au moment du danger.

Il se décide enfin, et accuse les comités.

Enfin après un silence de six semaines, Robespierre, enhardi par la timidité de ses ennemis, parut tout-à-coup à la tribune de la Convention, le 8 thermidor (26 juillet 1794.) Le discours qu'il y prononça n'était qu'un acte d'accusation contre les comités de salut public, de sûreté générale, et des finances. Cette triple attaque était une imprudence manifeste; mais elle ne laissa pas que d'en imposer à l'assemblée. Le dictateur se plaignit amèrement de la manière dont on administrait les finances de la république, et provoqua par cette sortie le ressentiment de Cambon, qui, le premier osa proférer le cri de mort contre la tyrannie. Les deux autres comités furent accusés par Robespierre, l'un de tourner l'autorité dont il était investi, contre les patriotes les plus purs et les plus ardens, l'autre de chercher à s'attribuer la gloire dont se couvraient les armées françaises. Ce dernier trait s'adressait directement à Carnot, dont la supériorité reconnue dans l'art de diriger les armées, avait excité la jalousie et la haine du tyran. A l'entendre, les membres du comité n'étaient que de vains discoureurs, dont le mérite consistait à faire un pompeux étalage de maximes républicaines, et à planter de stériles arbres de liberté. Cette philippique se terminait par l'offre de communiquer à l'assemblée, les grandes, les seules mesures propres à sauver la république.

Une attaque aussi directe et aussi vigoureuse, faite par un seul homme contre trois pouvoirs, semblait témoigner qu'il tenait dans ses mains les moyens d'en assurer le succès, et de briser toutes les résistances. On se tromperait en jugeant ainsi; le dictateur comptant sur sa toute-puissance à la commune, et sur la terreur qu'il inspirait, n'était point en mesure de repousser lui-même une attaque qu'il supposait impossible, et ses dispositions, calculées sur une agression qui lui avait toujours réussi, le laissèrent en butte aux coups de ses ennemis.

Lecointre de Versailles ayant demandé l'impression de cette harangue accusatrice, Bourdon de l'Oise, qui, le 22 prairial et les jours suivans, n'avait pas craint de harceler Couthon, eut le courage de s'opposer à l'impression que Barrère réclamait aussi, afin, disait-il, *que la lumière ne restât plus sous le boisseau.* Couthon en applaudissant à cette phrase équivoque, demanda non-seulement que le discours fût imprimé; mais envoyé à toutes les communes, traduit dans toutes les langues, répandu dans tout l'univers. Malgré quelques murmures, sa proposition ayant été adoptée, la voix tonnante de Cambon se fit entendre: « Avant d'être déshonoré, s'écria-t-il, » je parlerai à la France. » Il est inutile de dire que la crainte du déshonneur n'était chez lui

Cambon l'accuse lui-même.

les siens, y cherchent le signal du combat. De longues listes de proscription lui sont présentées; on dévoue aux dieux infernaux les têtes de ses ennemis. Mais tous ces efforts sont inutiles; toutes ces exhortations sont infructueuses et vaines; le tyran semble être saisi d'une espèce de torpeur; il hésite, il chancelle, il demeure indécis. C'est en vain que St.-Just, avec toute l'ardeur de son âge et de son caractère, lui crie: « Il est » temps de frapper! » Attendons vingt-quatre heures, lui répond froidement Robespierre.

Pour bien sentir toute l'étendue de sa faute, il est nécessaire de faire connaître les moyens dont il pouvait disposer pour s'emparer de l'autorité suprême. La plus grande partie des Jacobins lui était entièrement dévouée, et n'attendait qu'un signe pour prendre les armes et marcher: la commune, le tribunal révolutionnaire n'étaient composés que de ses agens: Henriot, commandant la force armée, et son état-major, ne juraient que par lui. Le lâche ne sut pas faire usage de ces instrumens, en les employant, dans la nuit même, contre la Convention et les comités réunis. En un mot, il préféra enlever le lendemain par ruse, ce qu'il dépendait de lui d'obtenir de vive force. De son côté, la Convention ne commit pas une faute moins grave, en permettant à Robespierre de sortir de son sein le 8 thermidor; car elle devait le frapper

d'accusation, ou lui donner la mort à l'instant même. Quoi qu'il en soit, la Convention triompha : le tyran seul expia sa faute; tant les événemens politiques semblent dépendre d'une aveugle fatalité !

Le 9 thermidor, Robespierre, affectant une audace qui contrastait avec ses regards mal assurés, vint prendre sur les bancs de la Convention sa place accoutumée. C'est à St.-Just qu'il a confié le renouvellement de l'attaque. Le jeune et féroce rhéteur commence par déclarer qu'il n'appartient à aucune faction : d'un geste, il semble montrer dans le lointain la roche tarpéienne, d'où, au risque d'être précipité, sa voix courageuse fera entendre la vérité : il vient soulever le voile qui couvre la cause des divisions qui ont éclaté. Une motion d'ordre de Tallien l'interrompt : ce député gémit sur les maux de la patrie, sur ceux plus cruels encore, qui la menacent : il demande enfin avec courage « que le » rideau soit entièrement déchiré. » La salle retentit d'applaudissemens unanimes; tout annonce une explosion prochaine et décisive. Billaud-Varennes se lève, et parle contre St.-Just : il lui adresse des reproches et des menaces. C'est en vain que Lebas veut l'interrompre; on le rappelle à l'ordre. L'orateur continue, et montre d'une manière pathétique tous les périls qui en-

Séance mémorable du 9 thermidor

vironnent la Convention, tant que la force armée sera entre les mains d'un général tel que Henriot. Il fait un appel au peuple, aux patriotes : il tonne, il éclate, il foudroie. Le dictateur essaie, à son tour, d'interrompre Billaud-Varennes : *à bas le tyran!* lui crie-t-on de toutes parts. Il pâlit et se tait.

On demande la mise en accusation de Robespierre.

Tallien s'élance à la tribune; un poignard étincelle dans sa main : il déclare qu'il le plongera dans le sein de Robespierre, si les représentans ont la faiblesse de ne pas le décréter d'accusation. Il demande en outre l'arrestation de Henriot et de son état-major; de nombreux applaudissemens accueillent ces propositions courageuses. Tallien se sent électrisé : il fait décréter la permanence des séances; « jusqu'à ce que le » glaive de la loi, dit-il, ait assuré la révolution. » Plusieurs créatures de Robespierre sont aussitôt arrêtées. Ce dernier insiste pour obtenir la parole : on la lui refuse; on lui répond par des vociférations, des menaces et des injures. C'est Barrère qui s'empare de la tribune; mais, cette fois, ce n'est plus pour défendre son ancien maître; il lui porte au contraire le coup le plus mortel, en faisant décréter la suppression de tout grade supérieur à celui de chef de légion, dans la garde nationale. Henriot, le plus ferme appui des Triumvirs, n'était plus, d'après cette loi, qu'un général sans armée.

Tallien revint encore à la charge : *ramenons la question à son vrai point!* s'écria-t-il. *Je saurai bien l'y ramener!* répond fièrement le dictateur, accueilli par des huées et des imprécations. Un obscur montagnard demande contre son ancien chef, un décret d'arrestation; on applaudit. Le tyran pousse des cris d'une rage impuissante; il traite ses collègues de conspirateurs, d'assassins. Bientôt sa voix s'éteint; il fait de vains efforts pour parler. « Tu ne saurais te faire entendre, lui crie un député : le sang de Danton vient de retomber sur ta tête; il coule dans ta bouche et t'étouffe. » Ce reproche ranime la fureur du tyran. *Ah! scélérats!* s'écrie-t-il; *c'est donc Danton.....* Le tumulte n'en laissa pas entendre davantage. Le décret est rendu; et frappe en même temps Robespierre jeune, St.-Just, Couthon, et Lebas, qui demande lui-même à partager leur sort. On entraîne les accusés : on les conduit dans les prisons du Luxembourg; où, d'après un ordre de la commune, le concierge consterné refuse de les recevoir.

Ses partisans le délivrent.

Cependant les Jacobins s'assemblent; ils ameutent la populace. Les gendarmes eux-mêmes, ou effrayés, ou séduits, abandonnent leurs prisonniers; enfin l'hôtel-de-ville, où siégeait le conseil de la commune, les voit revenir triomphans. Les conjurés reprennent courage. Le redoutable

Henriot, qu'on avait également délivré, arrive avec ses canonniers. Des bouches à feu sont placées devant la commune, où des milliers de satellites affluent de toutes parts.

La Convention, sur ses entrefaites, met à profit le temps qu'on lui laissait imprudemment, pour organiser sa défense. La générale a rassemblé les citoyens dans les sections : la plupart abhorrent les factieux, et tous sont soumis aux formules de la loi quelque irrégulière qu'en soit l'émanation. Barras est nommé chef de la force armée : six de ses collègues lui sont adjoints, et il est à l'instant obéi; on marche sans perdre de temps sur la maison commune. La lâcheté des Jacobins rend superflues quelques dispositions militaires, prises à la hâte contre eux. Le député Legendre, à la tête de quelques braves, va fermer leur club et en apporte les clefs. Les canonniers de Henriot abandonnent leurs pièces, et s'enfuient épouvantés. La déroute est bientôt complète. Les vainqueurs arrivent sur le seuil de l'hôtel-de-ville : cinquante hommes seulement s'y introduisent, aux cris de *vive la Convention!* Robespierre le jeune se précipite d'une fenêtre, et se casse une jambe; l'on trouve dans la grande salle son horrible frère qui, pâle et tremblant, un pistolet à la main, essaie de s'en brûler la cervelle, et se fracasse seulement la mâchoire,

en même temps qu'il reçoit un autre coup de feu d'un gendarme. St.-Just, Couthon, Lebas, se laissent prendre sans résistance. Henriot est ramassé sur le pavé, où Coffinhal, avant de s'enfuir, l'a jeté du haut d'une fenêtre.

A trois heures du matin, tout était rentré dans l'ordre. La Convention, que présidait Charlier, est informée de cet heureux événement; bientôt on lui amème le dictateur et ses complices liés et garottés; elle refuse de les recevoir, et ils sont transférés à la conciergerie. Après y avoir été déposés quelques heures, ils comparaissent enfin devant ce tribunal, exécuteur trop docile de leurs cruautés. La mise hors de la loi dont ces factieux étaient frappés, rendait toute procédure superflue; il ne s'agissait que de reconnaître l'identité de leurs personnes. La sentence fut prononcée; et vers quatre heures après-midi, entassés sur des charrettes, ceux qui naguère régnaient despotiquement sur la France, marchaient au supplice, au milieu d'un concours immense de spectateurs. Robespierre, monté sur l'échafaud, fit retentir les airs d'un cri lamentable, au moment où le bourreau lui arracha brutalement l'appareil qui couvrait sa blessure. St.-Just subit la mort avec un froid dédain. Le paralytique Couthon ne se démentit point au dernier moment. La terre but avec avidité le

sang impur dont elle était depuis long-temps altérée : mais, par une fatalité cruelle, le 9 thermidor abattit les tyrans, sans détruire l'anarchie. Ce monstre, comme nous le verrons, se releva bientôt, et causa encore bien des ravages en France.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

DE LA PREMIÈRE PÉRIODE DE 1794.

N° I.

Mémoire du ministre d'Angleterre, Hayles, avec les réponses du ministre de Danemarck, comte de Bernsdorff.

MÉMOIRE DE L'AMBASSADEUR ANGLAIS.

I. « Personne ne peut ignorer combien les circonstances de la guerre actuelle contre la France sont différentes de celles sur lesquelles le droit public et les usages entre les puissances de l'Europe ont été fondés et établis. On ne saurait nier non plus que cette diversité n'influe puissamment et essentiellement sur l'exercice des priviléges appartenant aux puissances neutres, en vertu du droit commun des nations et des différens traités. »

II. « Il n'y a, à l'heure qu'il est, en France, aucun gouvernement reconnu, ni par les puissances belligérantes, ni même par celles qui affectent la *neutralité*. La cour de Danemarck n'a aucun ministre à Paris : depuis la mort déplorable du Roi Très-Chrétien, elle n'a

admis aucun ministre de France; elle s'est gardée soigneusement de reconnaître l'existence d'aucune autorité légitime en France, comme, en effet, il n'y en existe certainement aucune; et, quoique des causes particulières ne lui aient pas permis de prendre part à la guerre, elle ne peut cependant pas regarder la France comme une puissance avec laquelle il lui soit possible, en ce moment, d'observer les anciennes relations d'amitié et de neutralité. »

III. « Cependant, si, par quelque cas imprévu, la manière ordinaire d'exercer les priviléges d'un commerce neutre, venait à causer plus de dommage à l'une des puissances belligérantes qu'à l'autre, la puissance neutre pourrait, sur des représentations amicales, admettre les raisons de cette dernière; et renoncer ainsi, sans difficulté, à des droits qui ne s'allieraient plus avec la neutralité : pareillement, l'une des deux puissances a le droit de s'assurer qu'il ne sera pas mésusé à son préjudice par l'autre puissance de cette neutralité; puisqu'aucun tribunal reconnu en Europe, ne garantit qu'elle sera respectée en France. »

IV. « Aucune de ces circonstances n'a lieu ici. Le Danemarck, en même temps qu'il conserve avec l'Angleterre tous les priviléges de la neutralité du commerce, ne peut en aucune façon être assuré que ces droits seront également respectés en France, où sa neutralité a déjà été violée et l'est encore tous les jours; où Sa Majesté danoise n'a aucun ministre pour faire valoir ses droits et ceux de ses sujets; où elle ne reconnaît aucune autorité légitime, à laquelle elle puisse demander justice; où, dans le fait, il n'y a de lois, de tribunaux et

de justice, que la volonté arbitraire d'un peuple effréné. »

V. » Il est de notoriété publique que le commerce des grains entre la France et les pays étrangers, n'est plus l'affaire des particuliers; mais que, contre l'usage ordinaire, il se trouve presque entièrement entre les mains d'un soi-disant conseil exécutif et de municipalités. C'est une entreprise que le Danemarck tolère à l'avantage du gouvernement qui nous a déclaré la guerre. »

VI. « Il est à remarquer ici que, dans ce moment, l'un des moyens les plus sûrs de forcer ceux qui nous ont déclaré la guerre à accepter des conditions équitables de paix, consiste à les empêcher de pourvoir, par des importations, aux besoins qu'ils éprouvent, qui sont une suite naturelle de leurs procédés ; savoir : d'armer toute la classe laborieuse du peuple français contre tous les autres gouvernemens et le repos public de l'Europe. »

« C'est un principe reconnu par tous ceux qui ont écrit sur le droit public, que l'on peut défendre l'entrée des approvisionnemens, non-seulement lorsque par-là on peut espérer de contraindre son ennemi à faire la paix ; mais encore lorsque le besoin dans lequel cet ennemi se trouve, provient des moyens qu'il a employés pour nous nuire : et il est incontestable que ce cas, tout-à-fait nouveau dans son espèce, ne doit point être jugé par les principes et les règles qui ont été posés d'après les usages des Souverains de l'Europe, dans les guerres précédentes. »

VII. Il est encore à observer que Sa Majesté danoise,

lorsqu'elle reçoit dans ses ports des armateurs français avec leurs prises, ne peut se procurer aucune de ces preuves qui sont nécessaires, selon les lois des nations, pour s'assurer de la légitimité de leurs lettres de marque qui procèdent d'une autorité que Sa Majesté ne reconnaît point en qualité de Souverain. »

RÉPONSE DE M. LE COMTE DE BERNSDORFF.

I. « Le droit des nations est immuable ; ses principes ne dépendent point des circonstances. Dans la guerre, un ennemi peut exercer sa vengeance contre ceux qui le perdent de vue, et il en résulte, sans préjudice du droit, une terrible réciprocité : mais aucune puissance neutre, qui vit en paix, ne doit entrer dans une pareille compensation, ni la connaître. Elle ne peut se mettre à couvert que par son impartialité et par l'observation des traités. On ne lui pardonne point de se désister de ses droits, lorsqu'elle le fait pour favoriser l'une des puissances en guerre. Le fondement de ses droits est le droit commun public, devant lequel il n'y a lieu à aucune exception. »

II. « Le Danemarck ne prendra véritablement pas sur lui de traiter du gouvernement actuel de la France, de sa nature et de son origine ; mais aussi, il ne veut point former de jugement à cet égard. Nous nous bornons uniquement à plaindre les malheurs qui affligent la France et toute l'Europe, et à désirer d'en voir bientôt la fin. Cependant il n'est point question, en ce

moment, de reconnaître la forme d'un gouvernement; ce dont nous nous sommes en effet défendus jusqu'ici. La nation est là; et l'autorité qu'elle reconnaît, est celle à laquelle on a recours. Les relations du commerce subsistent; la nation n'a point discontinué de reconnaître ses traités avec nous. Comme elle s'y réfère, nous nous y référons aussi de notre côté, et souvent avec succès, non-seulement pour nous, mais encore en faveur des sujets des puissances belligérantes qui ont confié leurs effets sous notre pavillon. Dans les cas de faveur ou du déni de justice, nous avons été souvent dans le cas d'apprendre avec déplaisir que ce n'était qu'en représailles de ce que les nations avec lesquelles on est en guerre, montraient peu d'égards pour leurs traités avec nous. Ainsi, le pavillon neutre est victime de procédés qu'il n'a point provoqués. Le recours à la justice est toujours ouvert en France : les consuls et les mandataires des particuliers sont écoutés : personne n'empêche qu'on s'adresse aux tribunaux de commerce; et cela est suffisant pour les cas ordinaires. Pour le simple maintien des traités subsistans, il n'est pas besoin de négociations : les ministres y sont très-superflus; il y a des tribunaux, et cela suffit. »

III. « Ces considérations perdent beaucoup de leur force, par ce que nous avons dit de la manière dont nos plaintes sont écoutées en France, et qu'il n'y a aucune impossibilité à faire valoir nos raisons. »

IV. « On ne conçoit point à quoi pourrait aboutir une négociation entre une puissance neutre et l'une des puissances en guerre, qui aurait pour objet d'empêcher que celle-ci mésusât de sa neutralité au préjudice

de l'autre. Une puissance neutre a rempli tous ses devoirs, quand elle ne s'écarte point de la plus stricte impartialité, ni du sens des traités convenus. Le cas où la neutralité est plus favorable à l'une des puissances belligérantes qu'à l'autre, lui est étranger et ne la regarde en aucune façon : sans cela, *l'intérêt du moment d'une des parties deviendrait l'interprète et l'arbitre des traités subsistans.* »

V. « La distinction entre les stipulations privées, et celles qui se font par la régence et les municipalités, nous paraît aussi nouvelle que le fait nous en est inconnu: d'ailleurs, comment un contrat entre un gouvernement neutre et un gouvernement en guerre, pour la fourniture de certaines provisions, serait-il contraire à un traité qui n'en fait aucune réserve ni mention ? Il est ici purement et simplement question de spéculations faites par des particuliers, de la vente de produits absolument innocens, dont le débit n'importe pas moins au vendeur qu'à l'acheteur; de l'emploi de navires d'une nation qui tire principalement sa subsistance de sa navigation et du commerce de ses grains. Ensuite, il n'est point question ici de ports de guerre, mais seulement de ports de commerce : et quand il serait permis d'affamer un port bloqué, *il ne le serait pas d'étendre ce désastre sur tant d'autres ports, lorsque ce malheur tomberait sur des innocens, et sur des provinces entières de France, qui n'ont point mérité ce surcroît de calamités, ni de la part de l'Angleterre, ni de la part de ses Alliés.* »

VI. « Le besoin de grains, comme une suite du manque de provisions dans le pays, n'est pas une chose

si extraordinaire, qu'il ne puisse avoir lieu que précisément dans le moment actuel, ou qu'il soit exclusivement occasionné par les causes qu'on allègue, et qu'on nous répète si souvent, comme devant former une guerre si différente des autres. La France est presque toujours dans le cas de tirer des secours de l'étranger : l'Afrique, l'Italie, l'Amérique, lui fournissent beaucoup plus de grains que la mer Baltique. Dans l'année 1709, la France était bien plus près d'une famine qu'elle ne l'est aujourd'hui ; et cependant l'Angleterre ne fit point usage alors du même raisonnement. Au contraire, le roi de Danemarck Frédéric IV eut alors la guerre avec la Suède (qui comme la France a toujours besoin de l'étranger pour s'approvisionner) : ce prince voulut employer le principe que l'on peut légitimement empêcher l'importation des grains, quand on espère par-là contraindre son ennemi à faire la paix ; il crut même pouvoir en faire l'application à tout un royaume, pendant qu'on n'en reconnaissait la légitimité que par rapport à une place bloquée : *Aussi toutes les puissances, et particulièrement la Grande-Bretagne, réclamèrent contre cette prétention, et la déclarèrent insoutenable; de sorte que le Roi, mieux informé, fut obligé de s'en désister.* »

VII. « Les corsaires français ne peuvent pas être considérés par les nations neutres comme des pirates, dès que les Anglais eux-mêmes ne les traitent point comme tels. On les regarde en Angleterre comme prisonniers de guerre, on les échange ; on est même entré en négociation à ce sujet. Les lois ordinaires de la guerre sont observées en tous points ; et c'est suivant

ces règles que nous sommes obligés de nous conduire. Le pavillon aux trois couleurs fut reconnu en Danemarck, dans le même temps qu'il fut reconnu presque partout. Tout changement à cet égard serait impossible, sans nous exposer à une guerre, sans la mériter. »

N° 2.

Adresse de plusieurs sociétés patriotiques d'Angleterre (votée par 5 mille Anglais réunis dans les sociétés de Londres, Manchester, au mois de novembre 1792.)

Tandis que des brigands étrangers, sous le spécieux prétexte de venger la justice, ravagent votre territoire, portent partout la désolation et la mort; tandis que, aussi traîtres que perfides, ils ont l'impudence de proclamer que la compassion et l'amitié sont les seuls motifs de leurs incursions; la partie opprimée de l'humanité, oubliant ses propres maux, ne sent que les vôtres, et contemplant d'un œil inquiet les événemens, adresse au Dieu de l'univers, les prières les plus ferventes, pour qu'il soit favorable à votre cause, à laquelle la leur est si intimement liée.

Avilis par un système oppresseur d'inquisition, dont les empiétemens insensibles, mais continus, ont bientôt ravi à cette nation toute sa liberté tant vantée, et l'ont presque amenée à cet état abject d'esclavage dont vous venez si glorieusement de sortir; cinq mille citoyens anglais, transportés d'indignation, ont le courage

de s'avancer pour arracher leur pays à l'opprobre dont l'a couvert la conduite lâche de ceux qui sont revêtus du pouvoir. Ils croient qu'il est du devoir des vrais Bretons, de soutenir et d'assister de tous leurs moyens les défenseurs des droits de l'homme, les propagateurs du bonheur de l'humanité; et de jurer à une nation qui procède d'après le plan que vous avez adopté, une amitié inviolable. Puisse, dès ce jour, cette amitié être sacrée pour nous; et puisse la vengeance la plus éclatante tomber sur la tête de l'homme qui tentera d'occasionner une rupture!

Français, notre nombre paraîtra peu considérable, comparativement au reste de la nation; mais sachez que notre nombre augmente chaque jour: et, si le bras terrible et constamment levé de l'autorité en impose aux timides; si les impostures répandues à chaque instant avec tant d'industrie, égarent les crédules; et si l'intimité publique de la Cour avec des Français traîtres à leur pays, entraîne les imprévoyans et les ambitieux; nous pouvons vous dire aussi avec certitude, hommes libres et amis, que l'instruction fait des progrès rapides parmi nous; que la curiosité s'est emparée de l'esprit public; que le règne inséparable de l'ignorance et du despotisme s'évanouit, et qu'aujourd'hui tous les hommes se demandent: Qu'est-ce que la liberté? Quels sont nos droits? Français, vous êtes déjà libres; mais les Bretons se préparent à le devenir.

Dépouillés enfin de ces préjugés cruels, inculqués dans nos cœurs avec tant d'industrie par de vils courtisans; au lieu d'ennemis naturels, nous ne voyons dans les Français que nos concitoyens du monde, que les

enfans de ce père commun, qui nous a tous créés pour nous aimer, pour nous secourir les uns les autres, et non pour nous haïr et être prêts à nous égorger au commandement de rois faibles ou ambitieux, ou de ministres corrompus. En cherchant nos ennemis cruels, nous les trouvons dans les partisans de cette aristocratie dévorante qui déchire notre sein ; aristocratie qui, jusqu'à présent, a été le poison de tous les pays sur la terre. Vous avez agi sagement en la bannissant de la France.

Quelque fervens que soient nos souhaits pour vos succès, quelque ardens que soient nos désirs de voir la liberté triomphante sur la terre, et l'homme rétabli enfin par tout dans la pleine jouissance de ses droits, nous ne pouvons, par un sentiment de notre devoir comme citoyens amis de l'ordre, voler en armes à votre secours. Notre gouvernement a engagé la foi nationale que les Anglais resteraient neutres. Dans une lutte de la liberté contre le despotisme, les Bretons rester neutres ! ô honte ! Mais nous avons donné à notre Roi des pouvoirs à discrétion ; il nous faut obéir : nos mains sont enchaînées ; mais nos cœurs sont libres, et ils sont à vous. Que les despotes allemands agissent comme ils le voudront, nous nous réjouirons de leur chute. En plaignant les malheureux qu'ils tiennent en esclavage, nous nous flattons que leur tyrannie procurera enfin les moyens de rétablir dans la pleine jouissance de leurs droits et de leur liberté, des millions de nos semblables. Nous voyons aussi, sans aucun intérêt, que l'électeur de Hanovre joigne ses troupes à celles de traîtres et de brigands ; mais le roi d'Angleterre fera bien de

se souvenir que l'Angleterre n'est pas le Hanovre : s'il pouvait l'oublier, nous ne l'oublierions pas. Tandis que vous jouissez, frères et amis, de la gloire enviée de défendre seuls la liberté, nous anticipons avec transport sur l'avenir, pour y voir les avantages sans nombre et le bonheur que vous procurerez aux hommes, si vous réussissez comme nous le désirons ardemment. La triple alliance, non de couronnes, mais des peuples de l'Amérique, de la France et de la Grande-Bretagne, donnera la liberté à l'Europe et la paix à l'univers. Chers amis, si vous combattez pour le bonheur de l'humanité entière, est-il pour vous aucune perte, quelque sanglante qu'elle soit, comparable à l'avantage glorieux et sans exemple de dire : L'univers est libre! les tyrans et la tyrannie ne sont plus! la paix règne sur la terre, et c'est aux Français qu'on le doit.

Signé par ordre, Maurice MARGAROT, *président*;
Thomas HARDY, *secrétaire*.

N. B. Le lecteur remarquera sans doute l'étonnante contradiction que présente cette société anglaise, lorsque d'un côté elle provoque le renversement de tous les tyrans, et que de l'autre elle porte assez de respect à ceux de son pays, pour n'oser agir dans la crainte de manquer à la soumission qu'elle leur porte; et de violer la foi nationale donnée par ces mêmes tyrans britanniques!!! Ce trait n'indique-t-il pas assez le but et l'origine de l'adresse.

FIN DU TOME CINQUIÈME DES GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE VI.

PREMIÈRE PÉRIODE DE LA CAMPAGNE DE 1794.

PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA PREMIÈRE PÉRIODE DE 1794.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.



